

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA CONTRE-INSURRECTION EN COLOMBIE :
VERS UNE ÉCONOMIE POLITIQUE STRATÉGIQUE

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
À LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
PHILIPPE DUFORT

SEPTEMBRE 2008

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

J'aimerais remercier les collègues, amis et collaborateurs en Colombie et au Québec qui, par leur implication courageuse pour les droits humains, ont su comprendre et faire comprendre la violence du conflit colombien. C'est à ces hommes et femmes qui choisissent la justice et la vérité aux dépens de leur sécurité que je dois l'ensemble du contenu de ce mémoire.

Inspiration de tous les jours, c'est ma conjointe que je souhaite remercier tout spécialement pour sa patience et sa confiance. Je remercie mes parents puisque sans leur appui constant mais surtout inconditionnel rien de cela n'aurait été possible. Je remercie également ma directrice, Dr. Bonnie Campbell, pour son soutien crucial dans mes démarches et mes choix.

Je remercie aussi l'Observatoire des Amériques de l'UQÀM (www.ameriques.uqam.ca) de me permettre d'utiliser dans le premier chapitre du présent mémoire des passages publiés résultant d'une recherche en Colombie pour leur compte.

Finalement, je dois remercier le CRSH et le FQRSC pour leurs soutiens financiers sans lesquelles cette recherche n'aurait pu avoir été menée à bout de la même manière.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES TABLEAUX ET DES GRAPHIQUES	vi
LISTE DES FIGURES	viii
RÉSUMÉ	x
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I : HISTORIQUE POLITICO-MILITAIRE DE LA STRATÉGIE CONTRE-INSURRECTIONNELLE EN COLOMBIE	4
1.1. Quelques définitions préliminaires	8
1.1.1. Guerre irrégulière	8
1.1.2. Guerre contre-insurrectionnelle	9
1.1.3. Stratégie contre-insurrectionnelle	10
1.1.4. Forces insurgées	12
1.1.5. Forces contre-insurrectionnelles	12
1.2. Une brève présentation comparative de l'évolution stratégique des insurgés et des forces contre-insurrectionnelles	13
1.2.1 Une période d'intensification du conflit (1980 - 2005)	14
1.2.2. Transformations dans le <i>modus operandi</i> des insurgés	17
1.2.3. Retour sur l'historique récent de la stratégie irrégulière contre-insurrectionnelle durant la seconde moitié du XX ^e siècle en Colombie	20
1.2.4. La stratégie contre-insurrectionnelle paramilitaire : systématique, locale et complexe	33
1.3. Conclusion	36

CHAPITRE II : CADRE D'ANALYSE	38
2.1. Cadre d'analyse	41
2.2. Sources, méthodologie et techniques d'analyse	42
2.3. Concepts	44
2.3.1. La violence	44
2.3.2. Les formes de la violence : sélective et indiscriminée	45
2.3.3. Le contrôle	49
2.3.4. Les niveaux d'analyses	53
CHAPITRE III : ÉTUDE DE CAS	55
3.1. La région de l'Urabá	56
3.1.1. Les caractéristiques géographiques de l'Urabá	56
3.1.2. Le contexte socio-économique de l'Urabá	60
3.1.3. Présentation du contexte stratégique de l'Urabá contemporain	61
2.3.3. Le contrôle	48
2.3.4. Les niveaux d'analyses	53
3.2. Le cas des communautés du Jiguamiando et du Curvaradó	66
3.2.1. Avant la violence : des années 1980 à septembre 1996 (Période $T_{(0)}$)	67
3.2.2. "La main de la mort" : 1996 et 1997 (Période $T_{(1)}$)	71
3.2.3. Le déplacement forcé : de 1998 à 2000 (Période $T_{(2)}$)	86
3.2.4. Retour sur le territoire et consolidation du contrôle des forces contre-insurrectionnelles: de 2000 à 2003 ($T_{(3)}$)	94
3.2.5. La consolidation accrue du contrôle, 2004-2005 (Période $T_{(4)}$)	103
3.2.6. Résumé synthèse de l'analyse de cas (Périodes $T_{(1)}$ à $T_{(4)}$)	115

CHAPITRE IV : VERS UNE « ÉCONOMIE POLITIQUE STRATÉGIQUE »	125
4.1. « Réintroduire la complexité » par le concept d'alliance	126
4.1.1. Les alliances structurant la paramilitarisation	127
4.1.2. L'alliance entre forces contre-insurrectionnelles et acteurs privés	131
4.2. Économie politique et conflit : quelques pistes de réflexions	132
4.2.1. L'économie politique des conflits armés de Paul Collier	133
4.2.2. L'approche microéconomique de Weinstein	144
4.2.3. Vers une lecture dynamique du rapport agence-structure en économie politique stratégique	149
4.2.4. Des politiques économiques et des stratégies contre-insurrectionnelles synergiques	151
4.4. Conclusion	154
CONCLUSION	155
APPENDICE A : CARTE DEPARTEMENTALE DE LA COLOMBIE	159
APPENDICE B : CARACTÉRISATION INITIALE DES RÉGIONS LES PLUS AFFECTÉES PAR LE CONFLIT	160
APPENDICE C : PROTOCOLE DE CODIFICATION DU CONTRÔLE	165
APPENDICE D : EXEMPLE DE CROQUIS	166
BIBLIOGRAPHIE	167

LISTE DES TABLEAUX ET DES GRAPHIQUES

Tableaux et graphiques	Page
1.1. Violences et effectifs en fonction des cultures de coca	15
1.2. Part de la responsabilité pour les décès et les disparitions forcées des non-combattants	30
2.2. Le comportement des civils en fonction de la violence indiscriminée et de la protection	48
3.1. Type de violence durant la période $T_{(1)}$ en fonction du lieu et de l'acteur	78
3.2. Type de violence durant la période $T_{(2)}$ en fonction du lieu et de l'acteur	89
3.3. Type de violence durant la période $T_{(3)}$ en fonction du lieu et de l'acteur	99
3.4. Type de violence durant la période $T_{(4)}$ en fonction du lieu et de l'acteur	108
3.5. Incidents violents sélectifs durant les périodes $T_{(1-4)}$ en fonction du lieu et de l'acteur.	116
3.6. Incidents violents indiscriminés durant les périodes $T_{(1-4)}$ en fonction du lieu et de l'acteur.	116
3.7. Perspective synthèse du contrôle en fonction de la période et du lieu	117
3.8. Contrôle $T_{(0)}$ au Jiguamiando	118
3.9. Contrôle $T_{(0)}$ au Curvaradó	118
3.10. Contrôle $T_{(1)}$ au Jiguamiando	119
3.11. Contrôle $T_{(1)}$ au Curvaradó	119
3.12. Contrôle $T_{(2)}$ au Jiguamiando	119

3.13.	Contrôle $T_{(2)}$ au Curvaradó	119
3.14.	Contrôle $T_{(3)}$ au Jiguamiando	120
3.15.	Contrôle $T_{(3)}$ au Curvaradó	120
3.16.	Contrôle $T_{(4)}$ au Jiguamiando	121
3.17.	Contrôle $T_{(4)}$ au Curvaradó	121

LISTE DES FIGURES

Figure	Page
1.1. Présence du paramilitarisme dans le temps	17
1.2. Structure des groupes paramilitaires en 1982	23
1.3. Structure des groupes paramilitaires en 1992	26
1.4. Structure des groupes paramilitaires en 1996	28
1.5. Le développement géographique du paramilitarisme	29
1.6. Structure des groupes paramilitaires en 2002	29
3.1. La région de l'Urabá en Colombie	57
3.2. Région bananière de l'Urabá vue des airs	59
3.3. Les regroupements urbains de l'Urabá	63
3.4. Les régions de l'Atrato	64
3.5. Localisation des territoires du Curvaradó et du Jiguamiando	66
3.6. Les zones de contrôle en $T_{(0)}$	70
3.7. Les incidents violents en $T_{(1)}$	79
3.8. Les zones de contrôle en $T_{(1)}$	80
3.9. Les incidents violents en $T_{(2)}$	90
3.10. Les zones de contrôle en $T_{(2)}$	91
3.11. «Alias El Diablo», Ex-commandant de peloton paramilitaire	95
3.12. Maison brûlée, ancien village de Nueva Esperanza	96

3.13.	Barrage militaire, fleuve Atrato	98
3.14.	Les incidents violents en $T_{(3)}$	100
3.15.	Les zones de contrôle en $T_{(3)}$	101
3.16.	Commission de vérification de l'INCODER	104
3.17.	Jungle non transformée, territoire du Curvaradó	106
3.18.	Jeune garçon prenant connaissance des transformations de la ferme familiale	106
3.19.	École du village abandonné de Camelia	106
3.20.	Usine de transformation de l'huile de palme, Mutata	107
3.21.	Les incidents violents en $T_{(4)}$	109
3.22.	Les zones de contrôle en $T_{(4)}$	110
3.23.	Entré sur le territoire du Curvaradó, Las Brisas	113
3.24.	L'usage du sol en 2004 selon le rapport de l'INCODER	114 et 122
3.25.	Estimation de la présence des acteurs armés en 2004	122
4.1.	Possibilités théoriques	148
4.2.	Organisations rebelles	148

RÉSUMÉ

Le comportement stratégique des forces contre-insurrectionnelles est l'objet d'étude de ce mémoire. Par l'étude de son évolution en Colombie, nous avons pu vérifier qu'il est possible de créer une dynamique synergique entre contrôle territorial et transformation socio-économique. La compréhension de cette dynamique contre-insurrectionnelle complexe s'articulant au niveau local permet d'expliquer le revirement récent du rapport stratégique colombien au profit des forces contre-insurrectionnelles.

Un retour historique permet de saisir l'importance déterminante des forces contre-insurrectionnelles quant aux développements politico-militaires colombiens récents (Chapitre 1). L'approche holiste de ce retour ne donne toutefois pas accès à une véritable compréhension de la dynamique stratégique appliquée. Afin de cerner la dynamique d'action ayant structurée la stratégie contre-insurrectionnelle, il est nécessaire de l'étudier au niveau local. Une étude de cas est donc réalisée afin d'exposer la complexité de cette stratégie (Chapitre 2 et 3). L'approche empirique de cette étude de cas lance le défi de la conceptualisation des interactions de la sphère économique et stratégique. Comme nous le verrons, il est tout à fait possible de poser en des termes théoriques l'interaction coconstitutive entre l'économie et le stratégique dans un contexte belliqueux. À cette fin, un dialogue entre les études stratégiques et l'économie politique des conflits armés est nécessaire (Chapitre 4).

Mots-clés : relations internationales, études de sécurité, études stratégiques, économie politique, stratégie, conflits, guerre, contre-insurrection, insurrection, paramilitarisme, Colombie.

INTRODUCTION

The art of war deals with living and with moral forces.
- Carl von Clausewitz, *On War*.

La Colombie est le théâtre d'un conflit qui perdure depuis plus de 40 ans. La fin de la guerre froide n'y marqua pas une accalmie. Au contraire, on assiste dans cette zone à une intensification des violations des droits humains et au passage à une économie d'échelle libéralisée. Cette double tendance apparaît en parallèle avec la montée des groupes paramilitaires comme acteurs centraux du conflit. Dans ce contexte, je m'interroge sur le fonctionnement particulier de la stratégie contre-insurrectionnelle dans laquelle s'inscrit le paramilitarisme.

Des observations terrains représentent le point de départ de la réflexion présentée dans ce mémoire. Selon ces dernières, il apparaît qu'une nouvelle version de la stratégie contre-insurrectionnelle est expérimentée puis mise en œuvre en Colombie depuis les années 1980. Sa compréhension pose plusieurs défis empiriques et théoriques. Généralement, c'est toutefois sur les relations entre l'économie et le militaire dans la structuration de la dynamique stratégique que nous nous pencherons au sein de ce mémoire. C'est sur cette problématique plus particulière que s'articule ce mémoire. En effet, la nouvelle stratégie contre-insurrectionnelle semble être à l'origine d'un renversement du rapport de force entre belligérants au niveau national au tournant du siècle. Cette hypothèse permet d'expliquer cette évolution récente du conflit colombien dans la mesure où nous pouvons saisir la nature hybride de la stratégie contre-insurrectionnelle ayant un pied dans la sphère économique et l'autre dans la sphère militaire.

La thèse centrale défendue au sein de ce mémoire est que la compréhension de l'interrelation coconstitutive entre le contexte socio-économique et le comportement stratégique au niveau local permet d'expliquer le revirement stratégique en Colombie au tournant du siècle au profit des forces contre-insurrectionnelles. Le mémoire vise donc à comprendre la dynamique de la stratégie contre-insurrectionnelle de l'État colombien depuis les débuts de l'expansion accélérée du paramilitarisme, en 1980, jusqu'à leur démobilisation officielle en 2003. Il importe d'aborder cette période sous cet angle puisque nous croyons que la dynamique de cet acteur est à la source de l'importante variation dans le rapport entre les forces insurgées et contre-insurrectionnelles.

Le premier chapitre représente un retour sur l'histoire politico-militaire récente du paramilitarisme en Colombie. Ce retour en arrière nous permet de mettre en lumière que, loin d'être chaotiques ou irrationnelles, les dernières décennies de ce conflit furent caractérisées par l'application d'une stratégie contre-insurrectionnelle coordonnée et systématique. Le premier chapitre pose la nécessité d'étudier le comportement stratégique des acteurs afin de comprendre le récent avantage des forces contre-insurrectionnelles aux dépens des guérillas. À cette fin, le second chapitre comporte une brève revue de la littérature sur l'étude des conflits armés internes. Nous y présentons le cadre théorique retenu pour l'étude de cas du chapitre suivant: la théorie de Stathis N. Kalyvas (2006) sur les micro-dynamiques au sein des guerres civiles. Le troisième chapitre représente une exploration locale de la stratégie contre-insurrectionnelle. Le déploiement du cadre d'analyse de Kalyvas y permettra l'étude de la prise de contrôle d'un territoire (duquel je dispose d'une connaissance directe ainsi que d'informations précises et documentées). Cette démarche permet d'éviter les biais qu'introduit l'utilisation des données agrégées. En effet, les statistiques disponibles sur le conflit colombien demeurent peu fiables et oblitèrent les formes d'action stratégique. L'étude de la dynamique du conflit au niveau local

nous permet d'utiliser des données non agrégées pouvant être interprétées en fonction des principaux événements. Afin d'éviter les biais qu'entraînent l'utilisation des données agrégées, c'est donc par un retour empirique que nous analyserons la stratégie contre-insurrectionnelle colombienne.

La principale contribution de ce travail de recherche est de fournir une base à la compréhension de la dynamique stratégique contre-insurrectionnelle indépendamment des sources statistiques et des généralisations. À cette fin, il incombe d'organiser les informations empiriques disponibles afin de comprendre la complexité de la dynamique des rapports de pouvoirs locaux dans la lutte contre-insurrectionnelle. Des données premières sont fournies sous différentes formes : banques de données premières de violations des droits humains, rapports étatiques, interviews de protagonistes, statistiques économiques, analyses d'ONG, etc. Ainsi, un cadre théorique épistémologiquement empiriste est nécessaire afin de présenter au lecteur une explication de la dynamique stratégique contre-insurrectionnelle appliquée en Colombie depuis 1980. Comme nous le verrons, le recours aux études stratégiques contemporaines permettra cette démarche due à un récent tournant *micro*.

Le dernier chapitre doit donc être considéré à part comme une réflexion théorique qu'inspirera le reste du mémoire. Sur la base des conclusions du chapitre précédent, le quatrième chapitre expose donc une proposition théorique visant à intégrer certains éléments de l'économie politique des conflits armés au programme de recherche de Kalyvas. L'intégration de l'économie politique aux études stratégique, présentée dans ce chapitre, ouvre la porte à la conceptualisation d'un cadre théorique permettant l'étude des dynamiques belliqueuses complexes (économico-militaire). Finalement, nous espérons que la compréhension de la stratégie contre-insurrectionnelle et des impacts de sa matérialisation permettent une réflexion sur la manière de la penser et, donc, sur une éventuelle remise en question de ses fondements normatifs et de ses objectifs.

CHAPITRE I

HISTORIQUE POLITICO-MILITAIRE DE LA STRATÉGIE CONTRE- INSURRECTIONNELLE EN COLOMBIE : PROBLÉMATISATION DU REVIREMENT STRATÉGIQUE DES ANNÉES 1990

During the last five years, the Colombian people have produced the single greatest success story in Latin America.

*- R. Nicholas Burns
US Undersecretary of State for Political Affairs (2006)*

La méconnaissance de la situation colombienne et les mythes entourant le narcotrafic mènent plusieurs politologues à reléguer le cas colombien à une situation chaotique et incompréhensible. Il appert pourtant qu'une présentation différenciée des diverses parties au conflit permet de saisir la dynamique actuelle pondérant les hostilités et une forte proportion des jeux politiques. Le prochain chapitre différencie brièvement les groupes irréguliers et se centre plus particulièrement sur l'un d'eux : les paramilitaires d'extrême droite. En effet, l'étude de ce groupe armé représente un point de départ essentiel afin de comprendre les développements récents de la scène politique colombienne.

Le questionnement au centre de ce mémoire est inspiré de l'observation de l'évolution récente du conflit colombien. Les guérillas devenaient de plus en plus fortes durant les années 1990. Toutefois, au tournant du siècle, elles subiront un revers difficilement compréhensible.

La situation des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) est emblématique de la montée en force des insurgés en Colombie durant les années 1980 et 1990 :

Suite à la septième Conférence célébrée en 1982, dans laquelle ils ont ajouté à leur sigle traditionnel un significatif EP (Armée du Peuple), la croissance des FARC fut impressionnante. À travers la stratégie du déploiement de fronts, ils ont accaparé des espaces immenses sur le territoire national. Grâce aux recettes des enlèvements et du narcotrafic, ils ont amélioré leur système de communication, leur armement et, surtout, leur capacité de recrutement. En peu d'années, ils sont passés de huit milles à 18 milles combattants et grâce à leurs changements opérationnels ils ont administré des coups déstabilisateurs aux Forces Armées. Dans la zone démilitarisée s'est senti un climat triomphaliste. Non seulement ils avaient obligé les élites à remettre un territoire de la grandeur de la Suisse comme espace de rencontre et de négociation, les Forces Armées se trouvaient dans un état de profonde démoralisation.¹ (Pizarro Leongómez, 2008)

Toutefois, au tournant du siècle, nous faisons face à une situation inverse (Avilés, 2006 : 23). Les insurgés se sont repliés dans des zones reculées. En avril 2008, à l'instar de plusieurs autres analystes du conflit colombien, le professeur Eduardo Pizarro Leongómez publie cette évaluation de la récente évolution du rapport de force:

L'ELN est déjà une coquille vide. Il ne dispose d'aucune légitimité politique et depuis longtemps il a cessé de représenter une menace militaire. Ses rares militants –qui difficilement dépassent le nombre de mille hommes en armes- se trouvent dispersés sur un immense et complexe territoire avec une incapacité absolue de concentrer des forces pour asséner des coups d'une certaine signification stratégique. [...](Pizarro Leongómez, 2008)

Les Farcs vivent leur pire moment en deux décennies. [...] Le Plan Colombie, qui origine du brillant ministre de la Défense d'Andrés Pastrana, Rodrigo Lloreda, et la politique de sécurité démocratique des deux décennies suivantes ont changé le destin du conflit. Aujourd'hui, les Farc comptent avec moins de huit mille combattants, dispersés, sans communication et vivant une énorme démoralisation interne. Avant tout, en raison de la

¹ Dans le texte : «Tras la séptima Conferencia celebrada en 1982 en la cual le añadieron a su sigla tradicional un significativo ep (Ejército del Pueblo), el crecimiento de las Farc fue impresionante. Mediante la estrategia del desdoblamiento de frentes, fueron copando espacios inmensos en el territorio nacional. Gracias a los recursos del secuestro y el narcotráfico mejoraron sus sistemas de comunicación, su armamento y, ante todo, su capacidad de reclutamiento. En pocos años pasaron de ocho mil a 18 mil combatientes y gracias a sus cambios operacionales les propinaron golpes demoledores a las Fuerzas Armadas. En la zona de distensión se vivía un clima triunfalista. No solamente habían obligado a las elites a entregarles un territorio del tamaño de Suiza como espacio de encuentro y negociación, sino que las Fuerzas Armadas se hallaban en una desmoralización aguda.» (Pizarro Leongómez, 2008)

mort de deux membres du secrétariat et des dizaines de chefs intermédiaires le «mythe d'invincibilité» a été rompu.² (Pizarro Leongómez, 2008)

Les forces contre-insurrectionnelles reprirent contrôle de l'ensemble des villes et de la presque totalité des petites municipalités. Compte tenu de la précédente conjoncture d'extrême précarité de l'État Colombien, il est difficile de comprendre comment, en seulement quelques années, les forces contre-insurrectionnelles se retrouvent dans une situation caractérisée par un avantage stratégique majeur en rétablissant le contrôle sur le territoire national. (Woodrow Wilson International Center for Scholar, 2005)

C'est suite à un séjour de plusieurs mois en Colombie en 2004, dans une région rurale ayant récemment passée du contrôle des insurgés à un contrôle des forces contre-insurrectionnelles, que des pistes d'explication sur les facteurs ayant contribué à la montée du contrôle contre-insurrectionnel se précisèrent. En effet, l'observation sur le terrain de l'évolution du rapport stratégique à l'avantage des forces contre-insurrectionnelles, permet de poser l'hypothèse que l'élément explicatif de ce revirement stratégique au niveau national repose sur des innovations techniques du *modus operandi* au sein de la stratégie contre-insurrectionnelle. L'application d'une nouvelle stratégie contre-insurrectionnelle permit une efficacité accrue dans la prise et la consolidation du contrôle par les forces contre-insurrectionnelles. Situation leur offrant un avantage stratégique se concrétisant progressivement par des avancées sur l'ensemble du territoire colombien.

Cette version s'oppose à celle voulant que le retour du balancier à l'avantage des forces contre-insurrectionnelles s'explique en conséquence de l'allocation supplémentaire de

² Dans le texte : «El Eln ya es un cascarón vacío. No dispone de ninguna legitimidad política y hace mucho tiempo dejó de representar una amenaza militar. Sus escasos militantes -que difícilmente pasan de mil hombres en armas- se encuentran dispersos en un territorio inmenso y complejo con una incapacidad absoluta de concentrar fuerzas para asestar golpes de alguna significación estratégica. [...] Las Farc viven su peor momento en dos décadas. [...] El Plan Colombia, cuyo diseño nació de la mente brillante del ministro de Defensa de Andrés Pastrana, Rodrigo Lloreda, y la política de seguridad democrática en las dos administraciones siguientes cambiaron el destino del conflicto. Hoy, las Farc cuentan con menos de ocho mil combatientes, dispersos, incomunicados y viviendo una enorme desmoralización interna. Ante todo, debido a caída de dos miembros del secretario y de decenas y decenas de mandos medios. Se les quebró el "mito de la invencibilidad".» (Pizarro Leongómez, 2008)

ressources financières, d'abord sous la présidence de Pastrana (1998-2002) puis lors du virage militariste sous les présidences d'Uribe (2002 - 2010). Ces derniers bénéficiant de l'aide financière des États-Unis.³ Le recul des forces insurgées dans le Nord du pays commence avant l'aide du Plan Colombie (en 2000) et de la première élection d'Uribe comme président (en 2002).⁴ Il est certain que le facteur du financement additionnel soit un important vecteur de ce renversement dans le rapport stratégique, mais c'est dans l'étude de l'évolution de la stratégie contre-insurrectionnelle que nous pouvons comprendre comment la réalisation de ces gains territoriaux fut possible.⁵

Nous privilégions une évaluation de l'efficacité comparée des stratégies des insurgés et des forces contre-insurrectionnelles afin de comprendre ce revirement dans le rapport de force entre belligérants. L'étude de l'évolution récente du rapport stratégique permet d'exposer différentes transformations dans le *modus operandi* des insurgés et des forces contre-insurrectionnelles durant les années 1980 et 1990. D'abord, nous présenterons brièvement une comparaison de ces transformations chez les belligérants durant la période comprise entre 1980 et 2003. Nous y décrirons, d'une part, la montée en force des insurgés et les gains quantitatifs et qualitatifs de leur capacité opérationnelle. D'autre part, nous nous tournerons

³ Les États-Unis ont dépensé 4.7 milliards depuis 2000 dans la lutte contre-insurrectionnelle et la lutte à la drogue (Lakshmanan, 2007). En parallèle, les dépenses militaires augmentent drastiquement en Colombie. Elles sont passées de 1.6% du PIB en 1985 à 2.9% en 2002 (PNU, 2003 : 85). Toutefois, comme nous le verrons dans le retour historique, la dynamique menant finalement au repli stratégique des insurgés est déjà active lors de leur mise sur pied.

⁴ La première proposition à l'origine du Plan Colombie sera faite à l'automne 1998 par l'administration du Président colombien Pastrana. Toutefois, l'accent sur la redistribution sociale et le support aux régions négligées par l'État provoqueront le désaccord de Washington. C'est en 1999 qu'une première version officielle du Plan Colombie est publiée en anglais. Cette fois, les contributions étasuniennes y sont orientées exclusivement à la guerre à la drogue et à l'établissement de conditions favorables à l'investissement des firmes transnationales. C'est finalement en 2000 que le congrès étasunien approuvera une première enveloppe de 1.6 milliard. (Aviles, 2006 : 130)

⁵ Précisons que nous ne négligeons pas ici l'impact de l'aide financière massive des États-Unis. Nous disqualifions toutefois ce facteur sur une base temporelle puisque l'attribution de nouveaux fonds colombiens et étrangers dans l'appareil militaire s'est concrétisée en gains stratégiques aussi rapidement. Au sujet des campagnes découlant du Plan Colombie et du Plan Patriote. Voir : Marcelle (2003) pour le Strategic Studies Institute of the U.S. Army War College et Leech (2002) ainsi que ses articles sur le sujet dans le quotidien Colombia Journal Online [disponible en ligne :] <http://www.colombiajournal.org/index.htm>.

vers l'expérience des forces contre-insurrectionnelles qui commencent à démontrer leur capacité à marquer des gains de contrôle aux dépens des insurgés par l'intermédiaire de l'application systématique de techniques irrégulières.

Par la comparaison rapide de ces deux contextes stratégiques, il appert que les forces contre-insurrectionnelles mettront sur pied une stratégie plus efficace permettant les gains ultérieurs. Selon une comparaison de l'évolution des *modus operandi* respectifs, il appert que la nouvelle stratégie contre-insurrectionnelle plus efficace serait à l'origine des gains relatifs des forces contre-insurrectionnelles au tournant du siècle. Le retour sur l'historique récent de l'évolution du paramilitarisme en Colombie, que nous présenterons ensuite, permet d'exposer l'importance de l'influence de la stratégie irrégulière paramilitaire dans les gains progressifs des forces contre-insurrectionnelles. Sur cette base, nous poserons comme conclusion de ce chapitre notre objectif de recherche : comprendre la dynamique du *modus operandi* contre-insurrectionnel comme dynamique stratégique en partie explicative du revirement stratégique au tournant du millénaire.

1.1. Quelques définitions préliminaires

Avant de nous pencher sur l'étude de la situation politico-militaire colombienne récente, il importe de poser quelques définitions. Plusieurs des concepts utilisés dans ce chapitre demeurent polémiques. C'est pourquoi nous exposerons ici la définition que nous retenons afin d'éviter les *quiproquos*. Pour les besoins spécifiques de ce mémoire, nous basons la plupart de ces définitions sur l'expérience et les textes colombiens.

1.1.1. Guerre irrégulière

La guerre irrégulière apparaît lorsque que le plus faible acteur refuse de faire face au plus fort directement et, plutôt, il le combat par la ruse. En ce sens, la guerre irrégulière est une manifestation d'asymétrie militaire proclamée sans ambiguïtés. [...] l'État (ou les *forces*

contre-insurrectionnelles) use de troupes régulières et est capable de contrôler des terrains urbains et accessibles tout en cherchant à engager ses opposants militairement dans des terrains périphériques et ardu ; les contestataires (rebelles ou *insurgés*) «naviguent juste sous l'horizon militaire» se cachant et utilisant le harcèlement et la surprise, la discrétion et les raids (Simons 1999 : 84).⁶ (Cité dans Kalyvas, 2006 : 67)

1.1.2. Guerre contre-insurrectionnelle

La guerre contre-insurrectionnelle est une forme de guerre irrégulière :

Extrait du Règlement colombien de combat de contre-guérilla : «La guerre de contre-insurrection, appelée aussi contre-révolutionnaire ou anti-subversive, est celle que mène le gouvernement, appuyé par une grande part de la population civile d'un pays, employant des actions de type politique, économique, psychologique, sociologique, militaire et paramilitaire contre les forces insurgées pour prévenir et éliminer le processus révolutionnaire et garantir qu'il ne se présente pas à nouveau» (Forces armées colombiennes, 1987 : No. 17).⁷

Les grèves, les organisations syndicales et paysannes, les associations étudiantes, les organismes de défense des droits humains, les partis politiques d'opposition et toute autre forme de contestation ou d'organisation sociale autonome, sont partie intégrante des stratégies des insurgés. (Forces armées colombiennes 1979 : 195). «La limite entre amis et ennemis est au sein même de la nation [...] il s'agit d'une frontière idéologique immatérielle» (Forces armées colombiennes, 1963 : 32). «On peut distinguer deux grands groupes au sein des forces insurrectionnelles : la population civile insurgée et le groupe armé.» (Forces armées colombiennes 1987 : 19).

⁶ Dans le texte: «Irregular warfare, thus, takes place when the weaker actor refuses to face the stronger one directly and, instead, fights by deception. In this sense, irregular warfare is an unambiguously proclaimed manifestation of military asymmetry. [...] the state (or *incumbents*) fields regular troops and is able to control urban and accessible terrain, while seeking to engage its opponents militarily in peripheral and rugged terrain ; challengers (rebels or *insurgents*) "hover just below the military horizon," hiding and relying on harassment and surprise, stealth and raid (Simons 1999 : 84).» (Kalyvas, 2006 : 67)

⁷ Dans le texte : «La guerra de contrainsurgencia, llamada también contra revolucionaria o anti subversiva, es aquella que lleva a cabo el gobierno apoyado por una gran porción de la población civil de un país, empleando acciones de tipo político, económico, psicológico, sociológico, militar y paramilitar contra fuerzas insurgentes para prevenir y eliminar el proceso revolucionario y garantizar que no vuelva a presentarse» (Forces armées colombiennes, 1987 : No. 17).

Ainsi définie, la dynamique de la guerre contre-insurrectionnelle entraîne de graves violations du droit international humanitaire (DIH) en dirigeant la violence envers la population civile.⁸ La forme des combats au sein de la guerre contre-insurrectionnelle lui vaut le nom de *guerre sale* (Kalyvas et Arnoja, 2005 : 29) en raison des multiples violations au DIH qu'elle entraîne : exécutions extra-judiciaires, homicides hors combat, disparitions forcées, tortures et violences indiscriminées (bombardements, tirs, explosions, incendies et massacres) (PNUD, 2003 : 120).

1.1.3. Stratégie contre-insurrectionnelle

Par sa position intermédiaire, en amont de la tactique mais toujours en aval du politique, [...] la stratégie s'intéresse à l'ensemble des moyens disponibles dans un contexte où l'occurrence de la violence n'est pas exclue afin d'atteindre un objectif politique. (Dufort, 2008a : 459)

Dès les années 1960, et ce, peu avant l'apparition des premières guérillas révolutionnaires, les États-Unis forment les forces locales en contre-insurrection : «Les Forces d'Action Spéciales [...] procurent du personnel et des équipes de formation mobiles pour conseiller, entraîner et procurer de l'assistance opérationnelle aux forces paramilitaires»⁹ (US Department of Army, 1963 : 85). Les opérations, la guerre psychologique et la propagande ont pour objectif principal la population civile. Des opérations couvertes sous la responsabilité des civils, ou même des guérillas, peuvent être utilisées par les Forces armées afin d'influencer la population (Giraldo, 2004a). Celle-ci représente la base de l'existence des groupes subversifs (Forces armées colombiennes, 1987 : 35 et 1979 : 59).

⁸ La couverture du DIH s'applique à la population civile dans tous les cas exception faite d'une participation directe aux combats et seulement durant cette participation (PNUD, 2003 : 120).

⁹ Dans le texte : «The Special Action Force [...] provides advisory personnel and mobile training teams to advise, train and provide operational assistance for paramilitary forces » (US Department of Army, 1963 : 85).

En conséquence, cette dernière est la principale cible des stratégies contre-insurrectionnelles (US Department of Army, 1960).

Les civils dans une zone d'opération peuvent supporter leur propre gouvernement ou collaborer avec les forces d'occupation ennemies. [...] Un programme d'isolement visant à installer le doute et la peur peut être effectué [...] Si ces programmes échouent, il peut être nécessaire de prendre des actions plus agressives dans la forme de traitements rudes et même des enlèvements. L'enlèvement et le rude traitement d'ennemis civils clés peuvent affaiblir la croyance des collaborateurs dans la force et la puissance de leurs forces militaires.¹⁰ (US Department of Army, 1962 : 122)

En raison de la dite *plausible deniability*, le principal instrument des forces contre-insurrectionnelles est la création de groupes paramilitaires :

Extrait des dispositions du Commandement de l'Armée sur l'entraînement et les opérations : «Organisation des groupes d'autodéfense au niveau des regroupements et des villages ayant comme finalité que les habitants de la région contribuent activement dans la lutte» (Forces armées colombiennes, 1979 : 81).¹¹

Extrait du Règlement colombien de combat de contre-guérilla : «Objectifs des opérations d'organisation de la population civile : a) Organiser militairement à la population civile, pour qu'elle se protège contre l'action des guérillas et appuie l'exécution d'opérations de combat» (Forces armées colombiennes, 1987 : No. 183).¹²

Ces lignes directrices initialement posées durant les années 1960 représentent le fondement de la stratégie contre-insurrectionnelle appliquée durant les années 1990 en Colombie (Avilés, 2006 : 38).

¹⁰ Dans le texte : Civilians in the operational area may be supporting their own government or collaborating with an enemy occupation force. [...] An isolation program designed to instill doubt and fear may be carried out [...] If these programs fail, it may become necessary to take more aggressive action in the form of harsh treatment or even abductions. The abduction or harsh treatment of key enemy civilians can weaken the collaborators' belief in the strength and power of their military forces. (US Department of Army, 1962 : 122)

¹¹ Dans le texte : «Organización de grupos de autodefensa a nivel caserío y veredas con el fin de que los habitantes del área contribuyan en forma activa a la lucha».

¹² Dans le texte : «Objetivos de las operaciones de organización de la población civil: a) Organizar en forma militar a la población civil, para que se proteja contra la acción de las guerrillas y apoye la ejecución de operaciones de combate».

1.1.4. Forces insurgées

Une «force irrégulière» insurgée est la manifestation externe d'un mouvement de résistance contre le gouvernement local de la part d'un groupe de la population (Armée des États-Unis, 1962 : 34).

1.1.5. Forces contre-insurrectionnelles

Les forces contre-insurrectionnelles sont ici comprises comme l'ensemble des moyens militaires utilisés par l'État de façon directe ou indirecte afin de lutter contre les insurgés. Dans le présent cas, les forces contre-insurrectionnelles sont composées des Forces armées colombiennes et des paramilitaires.

1.1.5.1. Forces armées

Les Forces armées sont composées de l'ensemble du personnel militaire de l'État.

1.1.5.2. Paramilitarisme

Généralement, on peut décrire le paramilitarisme dans le cas colombien comme une force armée irrégulière, recruté parmi la population locale, participant à l'effort contre-insurrectionnel. D'une perspective théorique, le paramilitarisme est toutefois défini par Kalyvas et Arjona (2005 : 29) comme des :

[...] groupes armés qui sont directement ou indirectement avec l'État et ses agents locaux, conformés par l'État ou tolérés par ce dernier, mais qui se trouve en dehors de sa structure formelle.¹³

Cette définition accole donc deux caractéristiques au paramilitarisme : la production de la violence comme fonction première et un lien avec l'État (*Id.*). Kalyvas et Arnoja (*Ibid.* : 30)

¹³ Dans le texte : «Los paramilitares son grupos armados que estan directa o indirectamente con el Estado y sus agentes locales, conformados por el Estado o tolerados por este, pero que se encuentran por fuera de su estructura formal» (Kalyvas et Arnoja, 2005 : 29).

spécifient que les objectifs de ces groupes sont variables et doivent être vérifiés empiriquement. Toutefois, en fonction de la taille du groupe et de leur dimension territoriale, ces auteurs identifient et définissent quatre types de paramilitarisme liés à des formes de combat (*warfare*) distinctes : les vigiles, les gardiens locaux, les escadrons de la mort et les milices ou armées paramilitaires (*Ibid.* : 31-34). L'apparition d'une forme de paramilitarisme plutôt qu'une autre est déterminée par les ressources disponibles pour l'État en cause et par le niveau de menace qu'il affronte (*Ibid.* : 36). Tel que mentionné par ces auteurs, les ressources locales jouent un rôle important dans l'évolution des formes du paramilitarisme (*Ibid.* : 37). Par contre, les ressources ne sont nullement intégrées à cette conceptualisation du paramilitarisme en dehors de celles allouées par l'État impliqué. Dans le but de combler cette lacune importante pour notre problématique particulière, nous nous inspirerons aussi dans le dernier chapitre de ce mémoire de la typologie des groupes rebelles de Jeremy Weinstein (2007).

1.2. Une brève présentation comparative de l'évolution stratégique des insurgés et des forces contre-insurrectionnelles

Les transformations dans les *modus operandi* des belligérants qui caractérisent la situation stratégique au tournant du XX^e siècle ont cours dans un contexte d'intensification du conflit. Avant de nous pencher sur ces transformations, il importe donc de poser les principaux éléments de l'environnement conflictuel de la période qui nous intéresse comprise entre 1980 et 2005.¹⁴

¹⁴ Nous avons choisi la période de 1980 à 2005 puisqu'elle est caractérisée par une intensification du conflit débouchant dans l'actuel avantage stratégique des forces contre-insurrectionnelles.

1.2.1 Une période d'intensification du conflit (1980 - 2005)

Ayant débuté dans les années 1940, le conflit armé se transforme suivant les influences de son environnement international et national. De 1948 à 1960, c'est la période de *La Violencia*. Suite à l'assassinat du candidat présidentiel Jorge Eliécer Gaitán, le conflit éclate sous forme de confrontation armée entre les deux principaux partis structurant la politique colombienne (conservateur et libéral). De la décentralisation du mouvement armé lié au Parti libéral se forment les premières formes de guérillas. C'est sur les acquis de ces anciens combattants que naîtront, durant les années 1960, des guérillas répondant à des aspirations révolutionnaires d'inspiration cubaine (Medina Gallego, 2001 : 36-69). En 1964, apparaissent les deux principales guérillas aujourd'hui encore actives : les FARC et le ELN (Avilés, 2006 : 36).¹⁵

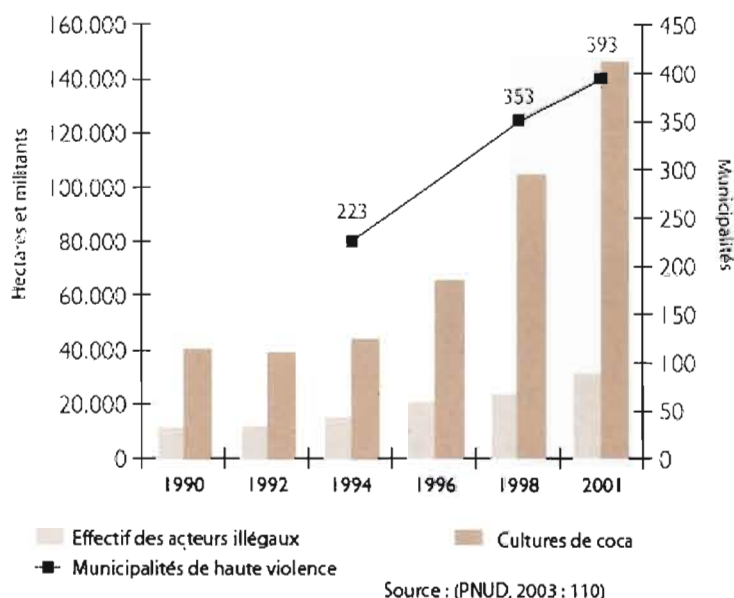
Depuis les années 1960, le gouvernement s'oppose aux guérillas par le recours à différentes stratégies contre-insurrectionnelles. Bien que les années 1980 marquent une intensification du conflit armé, c'est durant les années 1990 que la violence atteint des sommets qui ne s'étaient pas observés depuis les années 1950 en Colombie. En parallèle à l'augmentation des effectifs militaires dans les deux camps, on assiste au *coca boom*. L'exportation de la pâte de coca et de la cocaïne transforma le conflit armé en fournissant des ressources aux groupes armés irréguliers se concrétisant, chez les groupes irréguliers insurgés et contre-insurrectionnels, par une augmentation constante du recrutement, des actions armées, de la mobilité géographique, des capacités militaires et du potentiel technologique. (Chernick 2005 : 178-179)

La stratégie de financement est donc cruciale à cette époque pour le développement des principaux groupes irréguliers en compétition (FARC, ELN et paramilitaires). Comme le note le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD 2003 : 110) (Voir le

¹⁵ Bien que généralement référés sous leurs acronymes d'origine, les noms officiels de ces organisations insurgées sont les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie - Armée du Peuple (FARC-EP par son abréviation espagnole) et l'Armée de Libération Nationale - Union Camiliste (ELN-UC par son abréviation espagnole).

graphique 1.1), l'intensité du conflit et le nombre de combattants rebelles est en forte corrélation temporelle avec l'étendue des cultures de coca durant les années 1990.

Graphique 1.1. : Violences et effectifs en fonction des cultures de coca



Selon les chiffres officiels colombiens, les FARC qui comptaient 8 000 combattants durant les années 1980, en comptent environ 16 500, distribués en 62 fronts et 7 blocs au tournant du siècle. Le ELN duplique quant à lui le nombre de ses combattants entre 1991 et 2001, atteignant 4 500 combattants permanents en 2001, divisés en 41 fronts et 5 blocs. Selon ces chiffres, les paramilitaires passeront de 1 800 en 1991 à 10 500 combattants divisés en 10 blocs en 2001.¹⁶ (*Ibid.* : 83)

Le nombre de combattants au sein des groupes irréguliers croît de 157% durant la dernière décennie du siècle (Presidencia de la República, 2003 : 17 citée dans PNUD, 2003 : 83). Les groupes irréguliers comptent en somme 32 000 combattants. Additionné aux 240 000 membres des Forces armées et aux 183 000 gardes privés, le métier des armes occupe à

¹⁶ Les effectifs paramilitaires sont largement (sinon grossièrement) sous-estimés par les chiffres officiels puisque la démobilisation de ces groupes permettra à plus de 30 000 présumés combattants paramilitaires de sortir de la clandestinité entre 2003 et 2007.

cette époque 2.5% de la population colombienne et 9% de la population active rurale. (PNUD, 2003 : 84)

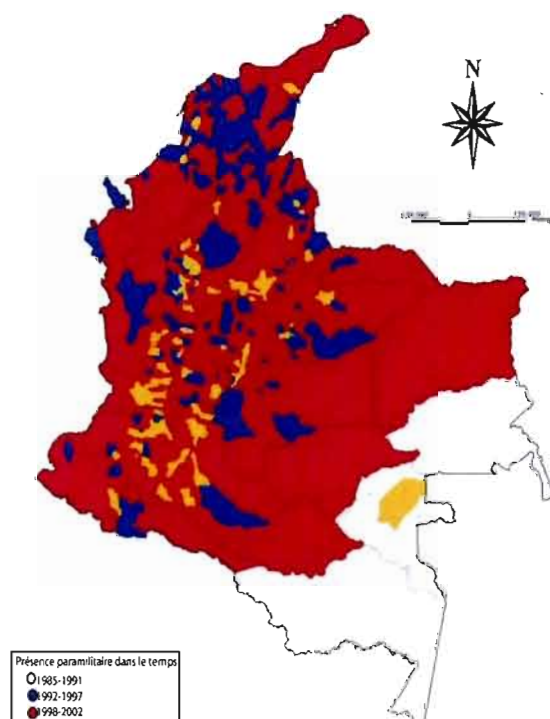
Cette croissance de l'intensité se transpose, durant les deux dernières décennies du XX^e siècle et les premières années du XXI^e, par plus de 50 000 Colombiens morts de la violence politique, entre deux et 3.5 millions de déplacés et des milliers de disparus (Avilés, 2006 : 1 ; Audet, 2005). Il demeure important de noter que la responsabilité n'est pas quantitativement répartie de façon égale entre les groupes. Les paramilitaires perpétuèrent plus de 70% des violations des droits humains encourus en Colombie dans les deux dernières décennies (Comisión colombiana de juristas, 2003).¹⁷ Ils sont en moyenne responsables de plus de 60% des assassinats résultant de la violence politique (25 000 morts annuels en certaines périodes), tandis que 25% sont attribuables aux guérilleros (Comisión Colombiana de Juristas, 2007 : 2). Les paramilitaires sont aussi responsables de 77 à 83% des déplacements forcés de population (PNUD, 2003 : 127). La Colombie compte aujourd'hui entre 2 et 3,5 millions de déplacés par la guerre (Avilés 2006 : 1 ; Audet, 2005). La responsabilité des paramilitaires s'accroît jusqu'à compter à eux seuls pour 65 à 80% des violations des droits humains durant les cinq premières années du Plan Colombie (2000-2005) (Hylton, 2006 : 3).

Au tournant du siècle, suite à cette période de violences intenses, les deux principales guérillas, les FARC et le ELN, sont forcées d'adopter une stratégie défensive, ne confrontant plus qu'occasionnellement les forces militaires et paramilitaires. On remarque aussi qu'au sortir de cette période d'intensification de la violence, le paramilitarisme marque des gains militaires qui se concrétisent par la prise de contrôle de territoires et du retrait corollaire des guérillas. Comme nous le montre la carte 1.1., durant la période d'intensification de la violence, les paramilitaires en viennent à soutenir des opérations dans la quasi-totalité des

¹⁷ Le Département d'État étasunien rapporte que pour plusieurs années, les paramilitaires sont responsables de plus de 80% de l'ensemble des violations des droits humains rapportés en Colombie (Stokes, 2005 : 109).

départements¹⁸ colombiens et à exercer une influence sans précédent sur le pays (Semana, 2005).

Carte 1.1. : Présence du paramilitarisme dans le temps



Source : (PNUD, 2003 : 63)

1.2.2. Transformations dans le *modus operandi* des insurgés

Le développement des guérillas passe principalement par quatre périodes : l'émergence et la consolidation (1962-1973), les crises et les divisions (1973-1980), la recomposition et la croissance (1980-1989) et la réincorporation sélective de certains mouvements et la montée de la puissance militaire et du pouvoir local pour les guérillas restantes (1990-1999) (Avilés, 2006 : 36). C'est sur cette dernière phase sur laquelle nous nous pencherons ici. Au début des

¹⁸ En Colombie, le département est une division politico-géographique équivalente à la province, au Canada. Voir la Carte politique de la Colombie en Appendice A.

années 1990, la guérilla des FARC augmente qualitativement ses capacités militaires par un processus de spécialisation de ses fronts. Ce qui résulte, à partir de 1996, en des gains en termes de capacité de planification et de conduite dans la tactique des attaques (Échandia Castilla, 2006 : 134). Cette réforme se matérialise par une série d'opérations contre les Forces armées colombiennes. L'objectif stratégique de ces attaques est essentiellement d'affaiblir la présence étatique dans différentes localités, et ce, principalement par la destruction des postes de police ou autres manifestations directes de la capacité coercitive de l'État.

Les années 1990 ont permis aux FARC un bond quantitatif et qualitatif phénoménal. À cette époque, plusieurs caractéristiques permettent de croire que les insurgés colombiens ont atteint ou sont sur le point d'atteindre la phase finale de la guerre de guérilla pour commencer une guerre de position : affrontements frontaux avec les Forces armées officielles, coordination nationale, acquisition d'armes sophistiquées et capacité opérationnelle comparable à une armée régulière (Guevara, 2006 [1961] : 18-20).

En conséquence des gains stratégiques des forces contre-insurrectionnelles (que nous analyserons dans la prochaine section), ce moment offensif des FARC¹⁹ aboutit, en 2002, en un repli tactique de l'ensemble des forces insurgées et un retour aux tactiques primaires de la guerre de guérilla :

Le *modus operandi* de la guérilla se caractérise chaque fois plus par la réalisation d'actions intermittentes à travers de petites unités qui utilisent la tactique de frapper et courir, cherchant à réduire au maximum les pertes et les coûts d'opération, pendant que la force publique doit redoubler ses efforts pour répondre aux multiples incidents qui se produisent. (Échandia Castilla, 2006 : 139)²⁰

¹⁹ C'est davantage les FARC qui bénéficient à ce moment de l'initiative puisque le ELN fait face à des attaques paramilitaires dans ses territoires traditionnels (Nord et Est du pays). En 1999, l'offensive paramilitaire termine dans l'affaiblissement des capacités militaires du ELN. Dans ce contexte, certains fronts du ELN seront incorporés ou fortement appuyés par les FARC. (Échandia Castilla, 2006 : 136)

²⁰ Dans le texte : « El *modus operandi* de la guerrilla se caracteriza cada vez más por la realización de acciones intermitentes a través de pequeñas unidades que utilizan la táctica de golpear y correr, buscando reducir al máximo las bajas y los costos de operación, mientras que la fuerza pública tiene que redoblar sus esfuerzos para atender los múltiples incidentes que se producen. » (Échandia Castilla, 2006 : 139)

Ainsi, comme le remarque le Professeur Echandilla Castilla, spécialiste en statistiques sur le conflit colombien, les FARC retournent progressivement à un *modus operandi* marqué par les tactiques primaires de guerre de guérilla. En résulte que les insurgés auront effectivement une période de croissance durant les deux dernières décennies du XX^e siècle, mais cette dernière aboutit dans un revers stratégique les poussant dans un repli stratégique duquel ils ne sont toujours pas sortis.

Par exemple, si nous nous penchons sur l'intensification des actions insurgées au Sud-Ouest du pays au tournant du siècle, nous remarquons qu'elle vise à récupérer un corridor stratégique perdu dans le territoire du Nord-Ouest, une région où les forces contre-insurrectionnelles prennent et consolident leur contrôle durant les années 1990. Effectivement, une évaluation rétrospective de la répartition des 134 municipalités attaquées entre 1998 et 2001 démontre clairement l'existence d'un modèle symétrique. L'orientation géographique reflète l'intention de créer un corridor stratégique entre ses bases dans le Sud-Ouest colombien et la côte pacifique en traversant les départements de Huila, Tolima, Cauca et Nariño (Échandía Castilla, 2006 : 135) (Voir Appendice A). Cette offensive au Sud de la Colombie reflète une concentration des forces des FARC afin de remplacer la perte de l'accès à la mer au Nord-Ouest au début des années 1990. En bout de ligne, cette stratégie s'avère toutefois inefficace. À l'image du revirement stratégique ayant cours au niveau national, les FARC ne réussissent pas à consolider leur contrôle sur de nouveaux territoires qui passent progressivement aux forces contre-insurrectionnelles.

Il se dégage une problématique importante de ce constat d'échec des insurgés à consolider leur contrôle. Les FARC bénéficient également d'importantes ressources économiques (provenant notamment du narcotrafic) et pourtant leur viabilité à conserver le contrôle sur des territoires diminue fortement au tournant du siècle.

Cette évolution particulière du contexte stratégique nous conduit à problématiser la croissance des groupes irréguliers insurgés et contre-insurrectionnels de façon distincte. Les guérillas vivent une forte expansion durant les années 1990, mais cette dernière aboutit à un échec en raison de leur incapacité de consolider le contrôle du territoire. À l'inverse, les

paramilitaires jouissent d'une croissance organisationnelle parallèle, et celle-ci résulte dans l'expansion sans précédent de leur contrôle territorial. À la fin des années 1980, le paramilitarisme n'existe que sous la forme de milices dispersées et répond à une dynamique locale. À son apogée militaire entre 2000-2003, le paramilitarisme, sous la forme d'une fédération nationale, contrôle la moitié du territoire national, force les groupes de guérilla au retrait stratégique, dispose d'une influence majeure sur les institutions étatiques et possède un potentiel économique et militaire majeur (Semana, 2005).

En somme, les forces contre-insurrectionnelles, par le biais de la stratégie irrégulière du paramilitarisme, implantent une stratégie dont l'application systématique dans différentes régions permet de prendre et de consolider progressivement leur contrôle sur le territoire aux dépens de la guérilla. La compréhension du *modus operandi* de cette stratégie serait donc un élément clé dans le revirement stratégique à l'avantage des forces contre-insurrectionnelles au tournant du XX^e siècle. Conséquemment, nous décrirons plus extensivement l'évolution de la stratégie irrégulière contre-insurrectionnelle du paramilitarisme. Dans la prochaine section, nous faisons un retour sur l'historique récent de la stratégie irrégulière contre-insurrectionnelle durant la seconde moitié du XX^e siècle. Cette perspective historique nous permet de comprendre les origines à court terme et le rôle croissant de la stratégie irrégulière du paramilitarisme au sein de l'action contre-insurrectionnelle de l'État colombien.²¹ Nous y constatons l'efficacité inégalée du paramilitarisme à marquer des gains de contrôle.

1.2.3. Retour sur l'historique récent de la stratégie irrégulière contre-insurrectionnelle durant la seconde moitié du XX^e siècle en Colombie

Parallèlement à l'apparition de la dynamique révolutionnaire durant les années 1960, l'État colombien implante la stratégie contre-insurrectionnelle paramilitaire :

Il pourrait être dit que le paramilitarisme naît principalement de la cupidité ou de la

²¹ Il importe de préciser que nous ne nous penchons que sur les formes contemporaines du paramilitarisme. Les groupes d'auto-défense ont une longue histoire en Colombie allant bien au delà du XX^e siècle (Voir : Kalmanovitz, 1997).

désespérance. De la cupidité, quand la guérilla entre à disputer la richesse d'industries protégées par des armées privées (narcotrafic, émeraudes); de la désespérance, quand les propriétaires de la zone ne trouvent pas d'autres moyens d'affronter la guérilla ou quand le militaire conclut que, dans la loi, il n'est pas possible de dérouter la révolte.²² (PNUD 2003 : 59)

Durant les années 1960, l'État commence à créer systématiquement des groupes paramilitaires sous l'égide de l'armée en collaboration avec certains secteurs de la société tels que les grands propriétaires terriens (*latifundistes*), les narcotrafiquants et les entrepreneurs locaux et internationaux. Les origines du paramilitarisme ne sont donc aucunement similaires à celles des autres groupes armés irréguliers, mais s'enracinent plutôt dans la stratégie contre-insurrectionnelle de l'État colombien ainsi que dans le support économique des *latifundistes* et des narcotrafiquants.²³

L'utilisation de la violence paramilitaire contre la population civile est efficace et rentable en ce sens qu'elle comporte de faibles coûts politiques. En effet, il semble que l'État colombien est plus vulnérable qu'il ne le fut à d'autres époques, aux critiques internationales quant aux crimes commis par des agents officiels de l'État. Les tactiques éminemment brutales des paramilitaires sont généralement orientées contre la population civile.²⁴ Les tactiques paramilitaires s'inscrivent dans la stratégie de lutte irrégulière contre-insurrectionnelle de l'État colombien visant à nier l'appui des civils aux guérillas. Ces méthodes furent utilisées ailleurs en Amérique latine (Nicaragua, Honduras, Guatemala, etc.) (Voir Gill, 2004). Toutefois, les paramilitaires colombiens se distinguent des autres expériences contre-insurrectionnelles puisque l'instrumentalisation du narcotrafic et d'autres

²² Dans le texte : « Podría decirse que el paramilitarismo nace principalmente de la codicia o de la desesperación. De la codicia, cuando la guerrilla entra a disputar la riqueza de industrias protegidas por ejércitos privados (narcotráfico, esmeraldas); de la desesperación, cuando los propietarios de la zona no encuentran otro modo de enfrentar a la guerrilla o cuando el militar concluye que dentro de la ley no es posible derrotar a la insurgencia. » (PNUD 2003 : 59)

²³ Au niveau de ces origines, plusieurs documents légaux prouvent cette filiation. Par contre, le maintien des liens subséquents entre l'État et les paramilitaires est toujours le sujet d'un débat politique en Colombie. Les études sérieuses du développement du paramilitarisme en Colombie démontrent que l'État entretient des relations importantes avec les paramilitaires.

²⁴ Voir définition précédente des stratégies contre-insurrectionnelles.

secteurs de l'économie leur permet, durant les années 1980 et 1990, de se développer jusqu'à imposer leur propre agenda politique à l'échelle nationale.

1.2.3.1. Le développement initial de la forme contemporaine de paramilitarisme

Le développement initial du paramilitarisme contemporain²⁵ se situe durant les années 1960 et 1980. Période où la légitimité, la constitutionnalité et la légalité de la stratégie paramilitaire se défendent publiquement et où l'on retrouve le plus de documents légaux liant l'État et la branche para-institutionnelle en formation (Giraldo, 2003b : 140). En 1965, le gouvernement vote le décret 3398, rendu permanent par la loi 48 de 1968, qui permet à l'armée de créer et de coordonner ses activités avec des groupes de civils armés pour des fins contre-insurrectionnelles.²⁶

Dans sa confession (nov./89), l'ancien officier de l'Armée et leader paramilitaire Luis Antonio Meneses Báez (alias «Ariel Otero») affirme que «jusqu'aux débuts de 1989, les contacts se faisaient avec l'État Major de l'Armée et maintenant ils se font à travers des intermédiaires». C'est une preuve que le pas vers l'illégalité explicite ne mène pas à démonter les paramilitaires mais bien à employer des formes de clandestinité.²⁷ (Giraldo, 2003a).

Durant cette première phase, le paramilitarisme est présent dans diverses régions de la Colombie sous forme de milices fragmentées répondant à des dynamiques locales.

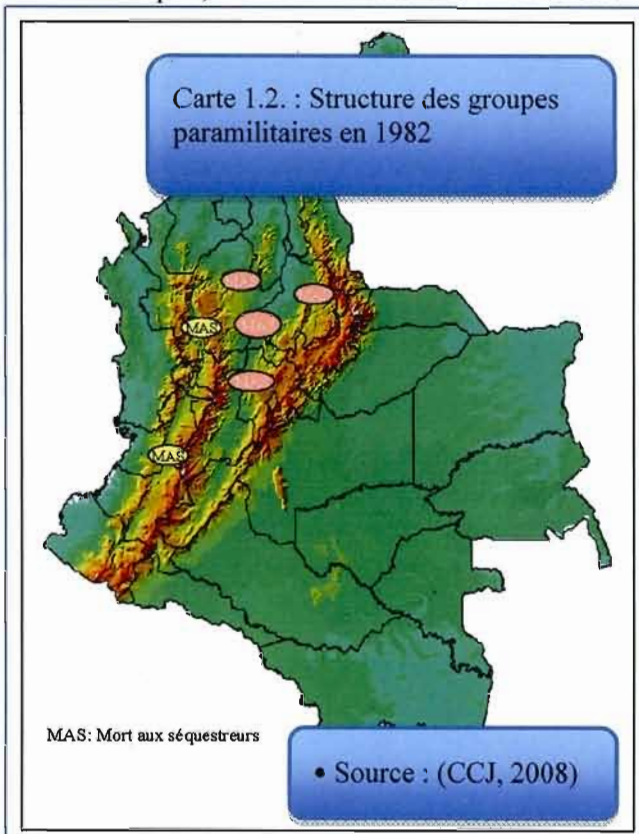
²⁵ Nous utilisons ici le terme de « forme contemporaine du paramilitarisme » afin de restreindre notre analyse au paramilitarisme colombien présent durant la période de dynamique révolutionnaire du conflit (depuis les années 1960). Les formes d'action et d'organisation du paramilitarisme varièrent au cours de l'histoire colombienne. Le paramilitarisme n'a rien d'un phénomène figé. Les diverses transformations de ce phénomène répondent aux liens complexes (locaux et nationaux) qu'il entretient avec les sphère politique, économique et sociale.

²⁶ Voir à ce sujet les décrets du congrès colombien 3398/1965 visant à organiser la défense nationale. On y stipule l'autorisation accordée au Ministère de la Guerre à « armer des groupes de civils avec un matériel normalement réservé aux forces armées ». Ce décret devient permanent en 1968 avant d'être déclaré inconstitutionnel en 1989 par la Cour suprême. (Stokes, 2005 : 72)

²⁷ Dans le texte : «En su confesión (nov./89) el ex oficial del Ejército y líder paramilitar Luis Antonio Meneses Báez (alias "Ariel Otero") afirma que "Hasta comienzos de 1989, los contactos se hacían con el Estado Mayor del Ejército y actualmente se utilizan intermediarios". Muestra que el paso a la ilegalidad explícita no lleva a desmontar los paramilitares sino a emplear formas de clandestinidad.» (Giraldo, 2003a).

D'abord, dans la région du Magdalena Medio, plusieurs narcotrafiquants acquièrent des terres dans le processus de blanchiment d'argent. Ils obtinrent ainsi progressivement le statut de *latifundistes* ou de producteurs agro-industriels sur le plan juridique. Afin de se protéger des guérillas perpétrant des enlèvements économiques, ils commencèrent à financer les groupes d'autodéfense utilisant le nom de MAS (*Mort aux Séquestrateurs*).²⁸ Ces groupes de type *escadrons de la mort*²⁹, assistés ou protégés par la 14^{ème} Brigade des Forces armées (Avilés, 2006 : 98), servirent de modèle pour la stratégie contre-insurrectionnelle paramilitaire (Stokes, 2005 : 76). Des milices d'autodéfense reliées à l'armée, aux latifundistes, aux entrepreneurs locaux, à des figures politiques et aux narcotrafiquants furent mises en place dans divers départements tels que Antioquia, Boyacá, Caquetá, Córdoba, Cundinamarca, Meta, Putumayo et Santander (Hylton, 2006

: 69). (Voir la Carte politique de la Colombie en Appendice A et Carte 1.2.)



²⁸ Les Forces armées sont également impliquées dans les MAS (Giraldo, 2003a). «Les MAS étaient fabriqués par des opérations des Forces armées militaires. En 1983, le procureur général de Colombie publia un rapport «nommant cinquante neuf militaires actifs parmi les 163 membres actifs des MAS qu'il avait été capable d'identifier.» Un grand nombre de ces militaires furent entraînés dans la SOA [School of Americas] avec le Général colombien, Ramón Emilia Gil Bermúdez, invité de retour à la SOA comme un conférencier invité en 1988, cinq ans après que son implication dans les MAS fut exposé». (Stokes, 2005 : 76)

²⁹ Voir la typologie des formes du paramilitarisme dans Kalyvas et Arnoja (2005 : 31-34).

1.2.3.2. La croissance du paramilitarisme

Les années 1980 permettent une croissance rapide du paramilitarisme puisque ce dernier s'articule au narcotrafic. Tout particulièrement entre 1984 et 1989, le blanchiment d'argent par l'achat de terres entraînera ce rapprochement :

Le recyclage des capitaux du narcotrafic à travers la voie de la propriété terrienne n'a pas seulement aggravé le problème agraire, mais a aussi permis que soit établie une alliance entre groupes des mafias, les couches les plus réactionnaires de la classe des grands propriétaires terriens et secteurs militaires, qui ont vu dans les entrepreneurs de la drogue des puissants alliés dans la lutte contre-insurrectionnelle.³⁰ (CCJ, 2006 : 14)

Le resserrement des liens entre narcotrafiquants et paramilitaires a lieu durant une période d'intensification de la violence (Hylton, 2006 : 69). L'exportation croissante de la pâte de coca et de la cocaïne est un facteur économique important participant à transformer le conflit en fournissant des ressources à des groupes armés irréguliers insurgés et contre-insurrectionnels. Ces ressources économiques se concrétisent par une augmentation constante du recrutement, des actions armées, de la mobilité géographique, des capacités militaires et du potentiel technologique (Chernick, 2005 : 178-179).³¹ Cette transformation de l'environnement économique permet l'intensification de l'action paramilitaire.

L'intensification de l'action paramilitaire, durant les années 1980, s'insère dans une application des principes de la « guerre sale » (PNUD, 2003 : 64). Dans ce contexte, des opérations contre-insurrectionnelles irrégulières visent les milieux sociaux dits « subversifs »

³⁰ Dans le texte : «El reciclaje de los capitales del narcotráfico a través de la vía terrateniente no solo agravó el problema agrario sino que además permitió que se configurara una alianza entre grupos de las mafias, las capas más retardarias de la clase terrateniente y sectores militares, que vieron en los empresarios de la droga poderosos aliados en la lucha contrainsurgente.» (CCJ, 2006 : 14)

³¹ Il est intéressant de noter que la guérilla des FARC a également incorporé le narcotrafic comme mode de financement. Cette dernière représente essentiellement un intermédiaire entre les paysans producteurs de la feuille de coca et les narcotrafiquants moyennant au passage, un impôt révolutionnaire. Contrairement aux paramilitaires, la guérilla ne s'implique pas dans la transformation et l'exportation de la cocaïne et de l'héroïne, les deux secteurs les plus lucratifs du narcotrafic. Cette distinction et l'idéologie expliquent que la guérilla n'a pas articulé son développement militaire à la croissance économique comme les paramilitaires. Cette distinction pourrait également faire partie de l'explication des gains sans précédents des forces contre-insurrectionnelles aux dépens de la guérilla au tournant du siècle.

et les opérations cherchent à établir le contrôle sur les capitales régionales. Sous le couvert d'opérations irrégulières, des activistes politiques ainsi que des leaders syndicaux et paysans furent liquidés par les divers groupes paramilitaires.

Le génocide politique de l'Union Patriótica (UP) demeure l'exemple le plus significatif de la portée de cette stratégie contre-insurrectionnelle. Ce parti est fondé en 1985, suite au cessé le feu bilatéral signé entre les FARC et le gouvernement de Belisario Betancourt, comme une solution par la voie démocratique au conflit. Malgré l'orientation de l'exécutif dirigé par Betancourt pour une solution politique au conflit, de 1985 à 1986, les opérations couvertes des paramilitaires et des Forces armées coûteront la vie à plusieurs participants de l'UP. En 1990, deux candidats présidentiels de l'UP, 300 de ses représentants, plus de 846 de ses membres et plus de 3000 de ses militants sont systématiquement éliminés (Avilés, 2006 : 22 ; Robinson, 1999-2000 : 63-71 ; Stokes, 2005 : 77). Betancourt ne bénéficie que de très peu de support dans les hautes sphères politiques et se heurte aux élites locales et au haut commandement des Forces armées qui s'oppose à une solution politique (Hylton, 2006 : 70). Cet épisode représente un traumatisme profond pour la société colombienne où la voie démocratique ne sera plus jamais considérée avec autant de sérieux par les mouvements de gauche.

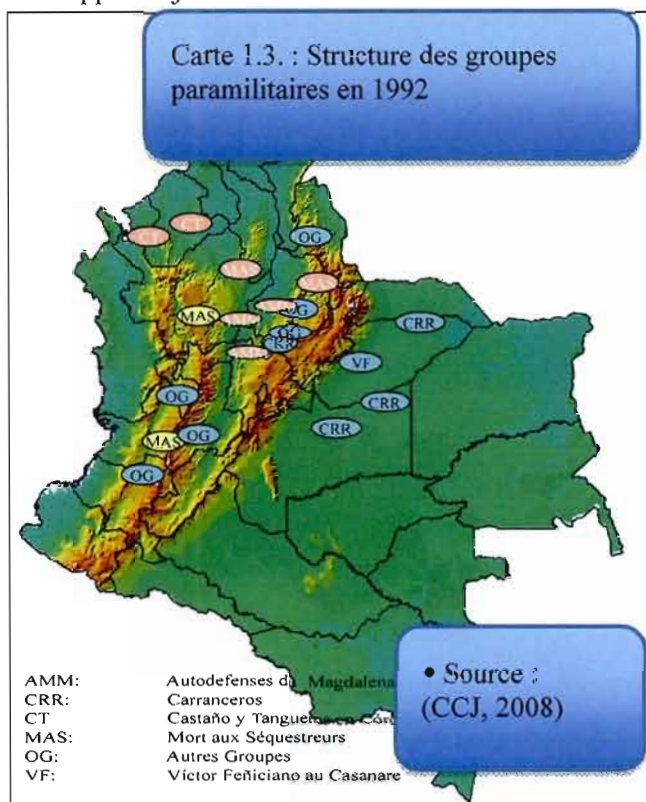
Durant les années 1980, le paramilitarisme se développe aussi là où les narcotraficants achètent de grandes propriétés (principalement le cartel de Medellín). Il s'étendra ensuite dans les zones de développement de l'agriculture et des minéraux. Il y entrera en compétition avec les groupes insurgés pour les recettes économiques pouvant en être tirées.

Vers la fin de la décennie, il s'était répandu à Córdoba et Urabá, où il a formé les Autodéfenses Paysannes de Córdoba et de l'Urabá (Accu); au nord-est d'Antioquia, où il a créé le mouvement Mort aux Révolutionnaires du nord-est; à Magdalena, autour de la Sierra Nevada de Santa Marta; et vers le sud, en Meta, Caquetá, Guaviare y Putumayo. Comprenant l'axe du Urabá-Córdoba-bajo, Cauca-Magdalena et medio-Meta, l'objectif d'expansion additionnelle était perceptible vu la fondation d'écoles d'entraînement à Puerto López (Meta), à Cimatarrá et à Puerto Boyacá.³² (PNUD, 2003 : 59)

³² Dans le texte : «Hacia fines del decenio se había extendido a Córdoba y Urabá, donde formó las Autodefensas Campesinas de Córdoba y Urabá (Accu); al nororiente antioqueño, donde creó el

Bien que secondaires, d'autres sources d'appui s'ajoutent au narcotrafic durant les années 1980 : des entrepreneurs du secteur minier, des latifundistes, des commerçants, des dirigeants politiques et des éléments des Forces armées (*Id.*). L'intégration des capitaux du narcotrafic provoque un glissement progressif des fins des milices qui commencent à considérer leurs propres intérêts économiques.

1.2.3.3. Centralisation de la stratégie paramilitaire contre-insurrectionnelle



Plusieurs facteurs provoqueront une période d'organisation et de restructuration du phénomène paramilitaire en Colombie au tournant des années 1990. Principalement, les divisions et la décomposition découlant des liens avec le narcotrafic minent la cohérence des groupes paramilitaires (Voir Carte 1.3.). En parallèle, la déclaration d'illégalité des liens entre les institutions étatiques et les groupes paramilitaires survint en 1989.

movimiento Muerte a Revolucionarios del nordeste; al Magdalena, alrededor de la Sierra Nevada de SantaMarta; y hacia el sur, en Meta, Caquetá, Guaviare y Putumayo. Abarcaba pues el eje Urabá-Córdoba-bajo Cauca-Magdalena medio-Meta y era perceptible el propósito de expansión adicional, con la fundación de escuelas de entrenamiento en Puerto López (Meta), en Cimitarra y en Puerto Boyacá.» (PNUD, 2003 : 59)

Les frères Castaño³³ sont des acteurs-clés dans le processus de centralisation du paramilitarisme et de l'implication des paramilitaires dans le narcotrafic. Ils formèrent, à la fin des années 1980 dans le Nord-Ouest du pays, l'ACCU (*Autodéfenses Paysannes de Córdoba et de l'Urabá*). La constitution de l'ACCU découle de la conclusion que les guérillas ne peuvent être éliminées par les Forces armées et de la nécessité d'une stratégie contre-insurrectionnelle irrégulière de grande ampleur.

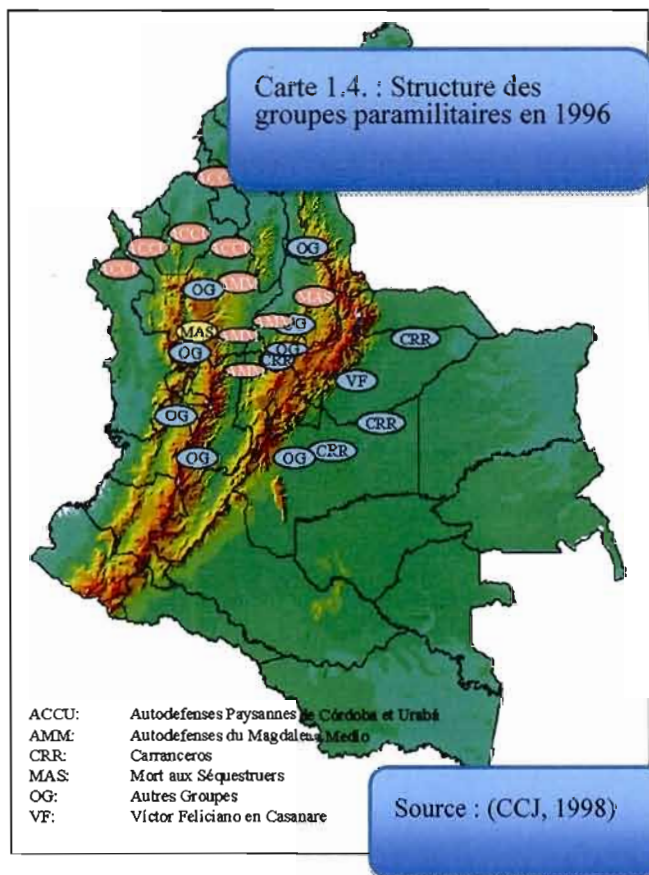
L'incorporation de certains éléments du paramilitarisme à une alliance entre différents acteurs légaux et illégaux afin d'assassiner Pablo Escobar est un vecteur important du début de la consolidation des groupes paramilitaires. Les frères Castaño se sont impliqués dans l'escadron de la mort PEPES (*Persiguídos por Pablo Escobar*). Le regroupement PEPES, composé de paramilitaires, fera la guerre à Pablo Escobar jusqu'à l'assassinat de ce dernier et l'effondrement du cartel de Medellín en 1993. Les Castaño seront supportés par le cartel de Cali, le FBI, la CIA, la DEA³⁴, le renseignement, la police et certains secteurs de l'armée colombienne (Hylton, 2006 : 83 ; Stokes, 2005 : 104).

La structure de l'ACCU rassemble ensuite les groupes paramilitaires de la région (Voir Carte 1.4.) et intégrera plusieurs éléments du cartel de Medellín récemment désarticulé, renforçant ainsi grandement le lien structurel du paramilitarisme et du narcotrafic (Amnistie Internationale, 2005 : 10). Il est vrai que pour les États-Unis la convergence d'intérêts avec les paramilitaires représente une divergence importante avec la ligne officielle de lutte au narcotrafic. Toutefois, leur appui pour la prise de contrôle d'une plus grande part du narcotrafic par les paramilitaires peut être présumé un choix pragmatique compte tenu de l'opportunité de se débarrasser d'un Escobar devenu gênant et d'instrumentaliser les recettes du narcotrafic à la lutte contre-insurrectionnelle.

³³ Fidel et Carlos Castaño Gil furent impliqués dans le PEPES et les ACCU. Suite à la mort de Fidel c'est Carlos Castaño Gil qui fondera l'AUC. En 2002, c'est ce dernier qui amorça les négociations avec le gouvernement Uribe. (Voir : Aranguren Molina, 2002)

³⁴ Drugs Enforcement Agency (DEA) : une composante du département de justice des États-Unis, cette agence est chargée de l'application des lois sur les stupéfiants.

Sur la base de la structure des groupes paramilitaires de 1992 (Voir Carte 1.3.), l'accumulation de ressources économiques devient un objectif prioritaire pour bon nombre de groupes paramilitaires entre 1993 et 1997. L'instrumentalisation du narcotrafic offre des ressources importantes à ces groupes et leur permet de se développer. Les organisations paramilitaires acquièrent une dynamique à l'échelle régionale et un certain pouvoir économique et politique. Il en découlera un degré d'autonomie considérable, un programme politique propre et une certaine distanciation face aux élites locales traditionnelles.

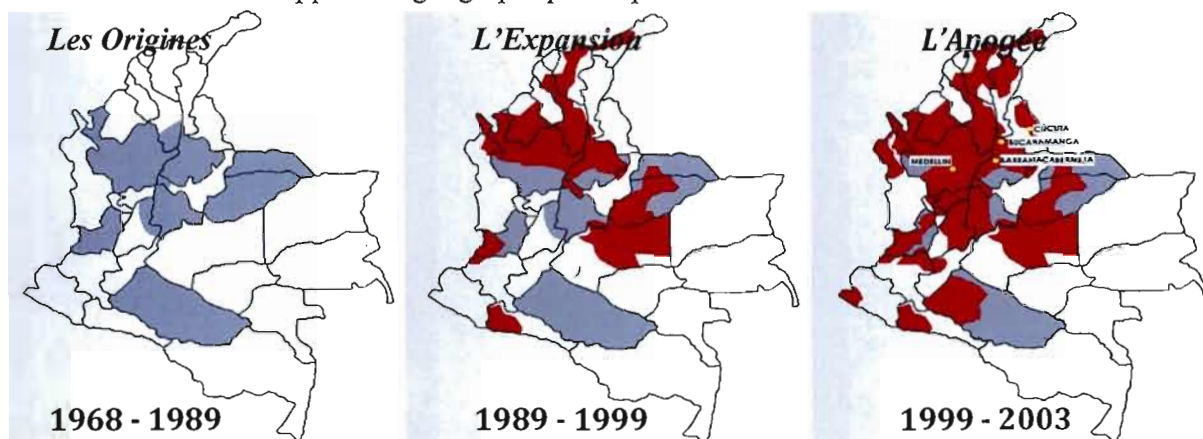


Tout en maintenant inextricablement une coordination militaire avec les Forces armées, c'est dans le contexte des années 1990, que le paramilitarisme connaîtra une restructuration et une centralisation qui culmine en 1997 par la formation d'une fédération d'ampleur nationale: les Autodéfenses Unies de Colombie (AUC). Ainsi, quatre ans après la chute d'Escobar, en 1997, les frères Castaño auront réussi à rassembler la plupart des autres groupes paramilitaires du pays et à former les AUC, une véritable fédération paramilitaire capable de coordonner ses activités à l'échelle nationale.³⁵ En parallèle à cette impulsion centralisatrice, le paramilitarisme connaît une telle expansion de son influence géographique durant les

³⁵ Le 18 avril 1997 Carlos Castaño Gil, ancien guide de l'Armée nationale, et les commandants des groupes paramilitaires les plus importants du pays fondent les Autodéfenses Unies de Colombia (AUC). Voir à ce sujet Human Rights Watch (2001).

années 1990 (Voir Carte 1.5.) qu'il représente, au tournant du siècle, l'un des protagonistes les plus influents de cette société.

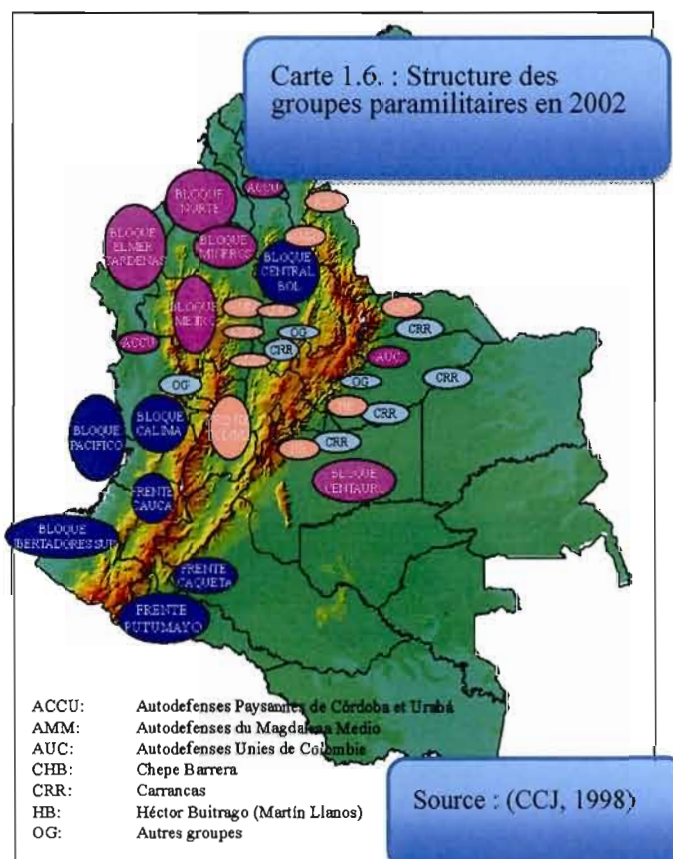
Carte 1.5. : Le développement géographique du paramilitarisme



Sources : Cartes adaptées du dossier sur le thème du paramilitarisme de la revue Semana [En ligne :] www.semana.com.

Au sommet de leur expansion, différents groupes paramilitaires ont réussi à établir un important contrôle militaire, social et politique dans plusieurs régions (Voir Carte 1.6.). En 2002, leur présence fut documentée dans 223 municipalités et dans la majorité des départements de la Colombie (*Ibid.* : 7).

De 1994 à 2002, le paramilitarisme redevient une forme beaucoup plus systématique de contre-



insurrection. Sur la base des stratégies des années 1960 (Avilés, 2006 :38), la guerre contre-insurrectionnelle est poussée à son extrême avec la croissance du rôle du paramilitarisme.

Tableau 1.2. : Part de la responsabilité pour les décès et les disparitions forcées des non-combattants

	1993	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Guérillas	28%	38%	36%	23.5%	21.3%	19.6%	16.3%
Forcées Armées	54%	16%	18%	7.5%	2.7%	2.4%	4.6%
Paramilitaires	18%	46%	46%	69%	76%	78%	79.2%

Source : (Avilés, 2006 : 111).

La lutte contre-insurrectionnelle sous la forme de la « guerre sale » est appliquée avec une intensité qui ne s'était pas observée depuis la période de *La violencia* (1948-1960) en Colombie. La stratégie paramilitaire en fut le principal instrument. Le *modus operandi* comportant de fortes violences contre la population civile aura permis ce succès, mais il s'accompagne de vives critiques internationales. Le paramilitarisme sera en conséquence restructuré par la suite de façon à être cohérent avec ce qu'était la version officielle et publique de l'État.³⁶

³⁶ Nous ne nous sommes pas attardés jusqu'à présent sur la version publique contemporaine au sujet du paramilitarisme. Le gouvernement colombien et les États-Unis nient évidemment tout lien (autres que accidentels et personnalisés) entre les Forces armées colombiennes et les paramilitaires. La restructuration du paramilitarisme est donc présentée comme une « négociation » entre un acteur armé irrégulier et le gouvernement. Comme nous l'avons présenté, cette version officielle ne concorde pas avec l'étude des faits, des témoignages et des documents (Voir notamment à ce sujet les recherches de Giraldo 2004a, 2004b et 2003a). La « plausible deniability », représentant l'un des fondements de la stratégie paramilitaire, dépend de la négation des liens entre l'État et la branche para-institutionnelle. Cette dernière ayant été créée dans le but de réaliser des opérations contre-insurrectionnelles irrégulières contre la population civile dite subversive ayant souvent des cibles hautement illégitimes (syndicalistes, enseignants, politiciens, avocats, etc.) (Avilés, 2006 : 3-4). Voir les Manuels de contre-insurrection de 1979 (32, 59 et 159) et celui de 1987 (35) : Forces armées colombiennes 1979, Instrucciones Generales para Operaciones de contraguerrillas, impreso por Ayudantía General del Comando del Ejército, et Forces armées colombiennes 1987 Reglamento de Combate de Contraguerrillas – EJC-3-10, aprobado por Disposición 036 del Comando General de las Fuerzas Militares, 12 de noviembre de 1987; (cités dans CINEP, 2004)

1.2.3.4. Vers une restructuration du pouvoir paramilitaire

L'arrivée au pouvoir du Président Uribe permet le début des négociations avec les AUC et un virage militariste de l'État :

Le support pour Uribe et un «processus de paix» avec l'AUC était alors répandu, et Uribe a été élu sur un programme simple et clairement délimité : il n'y aura pas de tentative de traiter avec les insurgés. La solution aux insurrections était de les éliminer. Le plus important lobby en arrière de ce changement de position était le Parti Libéral, le haut commandement des Forces armées, les compagnies multinationales de bananes, les transformateurs d'huiles de palme, les magnats des fleurs, les narco-barrons et les éleveurs bovins. Même lorsqu'ils formèrent la contre-insurgence partiellement privée, ils demandèrent davantage de violence étatique contre les insurrections, [...] Leur candidat à l'élection de 2002 était Alvaro Uribe : il était dans les mots de Carlos Castaño, «l'homme le plus près de leur philosophie».³⁷ (Hylton, 2006 : 105)

Au sommet de leur puissance militaire, le 15 juillet 2003, les AUC signent avec le gouvernement Uribe l'accord de «Santafé de Ralito» qui inclut un cessez-le-feu unilatéral. L'accord prévoit également la démobilisation progressive des 10 000 à 20 000 combattants des AUC et la disparition complète de l'organisation en tant que groupe armé pour la fin de 2005 (Centre for International Policy: 2002). Les négociations de paix, afin de réintégrer les paramilitaires à la vie civile débutèrent dans des conditions très peu contraignantes. Les parlementaires reliés aux zones d'influence paramilitaires ne furent pas isolés dans ce processus, puisque le président Uribe l'approuva également, créant ainsi un climat favorable à la démobilisation des paramilitaires (Corporacion Nuevo Arco Iris, 2007 : 23). C'est le 27 juillet 2005, par l'intermédiaire du Congrès, que le gouvernement fit approuver, parallèlement au processus de négociation, la loi *Justice et Paix*³⁸ qui fournit un cadre légal au processus de démobilisation des groupes paramilitaires. Cette dernière, dans sa forme

³⁷ Dans le texte : Support for Uribe and a "peace process" with the AUC was therefore widespread, and Uribe was elected on a simple, clear-cut program: there would be no more attempts to treat with subversion. The solution to the insurgencies was to eliminate them. The most important lobbies behind this reverse course were the Liberal Party, the military high command, the multinational banana companies, palm oil processors, flower magnates, narco-barons, and cattle ranchers. Even as they funded the partially privatized counterinsurgency, they called for increased state lead violence against the insurgencies, [...] Their candidate in the 2002 election was Alvaro Uribe: he was, in the words of Carlos Castaño, "the man closest to our philosophy". (Hylton, 2006 : 105)

³⁸ Voir le texte de la loi *Justice et Paix* (Gouvernement de Colombie, 2005).

originale, ne comprenait aucun mécanisme permettant d'assurer des enquêtes minimales sur les graves crimes commis par ce groupe, ni l'application de sanctions et de réparations aux victimes. De plus, elle accordait, au groupe paramilitaire un statut traditionnellement réservé aux armées de libération ou révolutionnaires, plutôt que de prévoir le sort généralement réservé aux groupes paraétatiques contre-insurrectionnels. La loi visait également à contrer la menace d'extradition vers les États-Unis des chefs paramilitaires accusés de narcotrafic. Enfin, elle permettait de légaliser les immenses propriétés et fortunes accumulées par la violence et le narcotrafic. (Amnistie Internationale, 2005)

Divers aspects de ce cadre légal attirèrent l'attention des organisations internationales de protection des droits humains. L'efficacité des mécanismes prévus dans le processus de démobilisation pour assurer la justice, pour répondre aux droits des victimes et mettre en place des garanties futures est questionnée par le Haut-Commissaire pour les Droits Humains de l'ONU, la Commission Inter-Américaine des Droits Humains, Amnistie Internationale et Human Right Watch.³⁹ Au niveau national, le Parti libéral, le Polo Democrático, ainsi que de nombreuses organisations non-gouvernementales (ONG) s'opposèrent au processus. Dans ces conditions, seule l'Organisation des États Américains (OEA) participe au processus par l'entremise de la *Mission d'Appui au Processus de Paix en Colombie* (OEA/MAPP), depuis 2004 (Alto comisionado para la paz, 2004 ; Semana, 2004). Malgré des critiques importantes à l'interne comme à l'externe, le président Uribe décida d'aller de l'avant sans modifier la législation. La légitimité de ce cadre juridique est contestée au sein de la Cour constitutionnelle qui la validera suite à un long procès.⁴⁰ Le processus de démobilisation qui en découle mène à des résultats pour le moins mitigés : manque de transparence, impunité et continuité de la violence paramilitaire.

La démobilisation officielle des paramilitaires clôt la phase d'expansion militaire du groupe qui demeure toutefois fort actif comme acteur social et économique dans ses zones

³⁹ Voir par exemple la Commission Interaméricaine des Droits Humains (CIDH, 2005).

⁴⁰ Malgré quelques articles qui devront être changés, la Cour approuve la constitutionnalité de la loi Justice et Paix entourant la démobilisation paramilitaire par la sentence C-370 de 2006.

d'influence. La continuité de l'évolution du groupe ne sera pas considérée dans le présent mémoire, qui s'intéresse davantage à comprendre la dynamique stratégique paramilitaire et donc plus particulièrement à leur période d'expansion militaire (1980 à 2003).⁴¹

1.2.4. La stratégie contre-insurrectionnelle paramilitaire : systématique, locale et complexe

Comme nous venons de le voir, la stratégie contre-insurrectionnelle paramilitaire fut mise en œuvre de façon systématique du point de vue géographique. En effet, elle fut utilisée selon un modèle constant dans la plupart des régions du centre, de l'Ouest et du Nord de la Colombie. Bien que le paramilitarisme est une stratégie contre-insurrectionnelle qui fut appliquée de façon systématique, il importe de préciser sa capacité tactique à s'adapter aux réalités locales. Contrairement à la structure militaire régulière, l'organisation des groupes paramilitaires n'est pas soumise à une supervision et à un contrôle serré. Bien que possédant une direction unifiée, sa structure demeure décentralisée et flexible. Cette forme d'organisation permet au paramilitarisme de s'impliquer, de s'ajuster et de s'articuler aux différentes dynamiques locales afin de mener son action contre-insurrectionnelle dans une constante adaptation tactique.

Le paramilitarisme demeure un phénomène complexe dans son articulation entre la dynamique centrale de lutte contre-insurrectionnelle et les diverses et hétéroclites réalités locales et régionales. Notamment, les enjeux politiques et économiques auxquels les groupes paramilitaires s'articulent rendent variable l'harmonie de leurs relations avec l'État. Toutefois, certaines régularités demeurent et des généralisations sont possibles. Le paramilitarisme est invariablement lié à des acteurs sociaux possédant des ressources économiques importantes. Durant les années 1990, la coordination des groupes paramilitaires permet l'application d'une stratégie offensive au niveau national. La guerre prend alors un tournant offensif dû à la

⁴¹ Le paramilitarisme continue à avoir une activité militaire importante suite à sa démobilisation officielle. Toutefois, il ne s'agit plus d'une expansion militaire. Nous référons ici le lecteur au texte suivant pour une analyse des derniers développements et de l'influence politique du paramilitarisme en Colombie durant la période 2003 à 2007 (Voir : Dufort, 2007 et 2008b).

paramilitarisation qui vise la prise de territoire à feu et à sang. Le groupe bénéficie d'un financement massif grâce au narcotrafic. Carlos Castaño, fondateur des AUC, admit que 70% de leurs recettes résultaient du narcotrafic (Corporacion Nuevo Arco Iris, 2007 : 5 ; Hylton, 2006 : 103). La croissance de la production de drogue sous l'égide des paramilitaires et les campagnes d'éradication financées par les États-Unis se concentrant au Sud de la Colombie (une région traditionnellement contrôlée par la guérilla des FARC) se combinent pour faire passer dans une forte proportion le commerce de la drogue sous le contrôle des paramilitaires. Ressources économiques leur permettant de devenir une force belligérante de premier plan grâce au financement de la drogue qui leur permet d'équiper et de maintenir plusieurs milliers de combattants. Toutefois, le blanchiment d'argent entraîne progressivement le groupe à s'impliquer davantage dans des secteurs de l'économie nationale, tels que la production bovine et l'agro-industrie. Hors des villes, le paramilitarisme s'incarne donc principalement dans les clivages locaux découlant de l'usage de la terre.

L'action paramilitaire est donc fortement liée aux modèles socio-économiques promus par les grands propriétaires terriens. Le PNUD (2003 : 73-77) produisit une compilation des bases sociales des différents acteurs armés irréguliers (En raison de leur intérêt particulier, les tableaux sont reproduits dans l'Appendice B). On y remarque que systématiquement les insurgés sont liés à l'agriculture paysanne tandis que les paramilitaires sont liés à l'agro-industrie et au *latifundisme*.

Comme nous l'avons vu précédemment, les forces paramilitaires sont responsables de la majorité des déplacements forcés. Un indice d'articulation entre paramilitarisme et certains acteurs socio-économiques est la coïncidence de ces déplacements forcés et des possibilités économiques du territoire. Ces possibilités économiques qui coïncident avec les déplacements sont notamment observées en termes d'expansion de l'industrie bovine :

L'expulsion des habitants par la violence est spécialement critique dans les municipalités du groupe avec prédominance de latifundium et de production bovine : jusqu'à 2004, le 28% des déplacés du pays durant la plus récente étape de violence provient de ce groupe localisé principalement dans les départements de Meta, Casanare, Arauca, Cesar, Córdoba, Guajira, Magdalena et Santander où la possession de la terre vise

fondamentalement la production bovine et constitue la base du pouvoir économique et politique.⁴² (citée dans CCJ, 2006 : 10)

En termes d'extraction de ressources naturelles :

«Le 68% des déplacements forcés qui survient dans le pays sort des zones des mines». Ces déplacements forcés furent accompagnés de violations massives et systématiques des droits humains.⁴³ (*Id.*)

Mais aussi en termes d'agro-industrie :

En 1996, les fermes de plus de 500 hectares appartenaient au 0,4% des propriétaires – c'est-à-dire à 15.273 personnes- et correspondaient au 44,6% de la superficie rurale enregistrée; en 2001, les mêmes propriétaires de fermes de plus de 500 hectares étaient propriétaires du 61,2% de la superficie rurale enregistrée. En 2004, la possession de la terre a atteint des hauts niveaux d'inégalité en Colombie, avec un coefficient Gini de concentration de la propriété, propriété-superficie, de 0,85.⁴⁴ (*Ibid.* : 8)

Les ressources économiques sont donc un enjeu important, non seulement pour le financement du groupe mais également pour la planification de son action armée.

⁴² Dans le texte : «La expulsión de habitantes por violencia es especialmente crítica en los municipios del grupo con predominancia de latifundio ganadero: hasta 2004, el 28% de los desplazados del país en la más reciente etapa de violencia proviene de este grupo, localizados principalmente en los departamentos de Meta, Casanare, Arauca, Cesar, Córdoba, Guajira, Magdalena y Santander en donde la posesión de la tierra está dirigida fundamentalmente a la ganadería y constituye la base del poder económico y político» (citée dans CCJ, 2006 : 10).

⁴³ Dans le texte : ««El 68% de los desplazamientos forzados que ocurre en el país sale de zonas mineras». Estos desplazamientos forzados fueron acompañados de violaciones masivas y sistemáticas de los derechos humanos.» (citée CCJ, 2006 : 10)

⁴⁴ Dans le texte : «En 1996, las fincas de más de 500 hectáreas pertenecían al 0,4% de los propietarios -es decir a 15.273 personas- y correspondían al 44,6% de la superficie rural registrada; en 2001, los mismos propietarios de fincas de más de 500 hectáreas eran dueños del 61,2% de la superficie rural registrada. En el año 2004, la desigualdad en la tenencia de la tierra alcanzó niveles altos en Colombia, con un coeficiente Gini de concentración de la propiedad, predios-superficie, de 0,85.» (CCJ, 2006 : 8)

1.3. Conclusion

Ce survol de l'histoire récente du paramilitarisme en Colombie révèle que le paramilitarisme a connu une croissance de son influence par une augmentation de la superficie du territoire qu'il contrôle. L'articulation des dynamiques locales à la lutte contre-insurrectionnelle par le biais du paramilitarisme représente un mécanisme important ayant permis le revirement stratégique de la fin des années 1990, période où le rapport de force passe progressivement à l'avantage des forces contre-insurrectionnelles. Sur ce simple constat, nous en venons à poser plus précisément la problématique générale du présent mémoire : c'est au niveau local, et en considérant le rôle des acteurs dits socio-économiques, qu'il est possible de comprendre l'efficacité croissante du contrôle des forces contre-insurrectionnelles durant la période comprise entre 1980 et 2003.

Nous avons décrit dans ce chapitre le rôle crucial de la stratégie irrégulière paramilitaire dans les gains à l'encontre des guérillas. Toutefois, le regard posé sur l'évolution du paramilitarisme contemporain ne permet pas d'expliquer pourquoi cet acteur irrégulier marque des gains aux dépens des guérillas qui bénéficient pourtant elles aussi d'importantes ressources économiques. C'est pour expliquer cette opposition de résultats des groupes insurgés et des forces contre-insurrectionnelles que nous posons l'hypothèse que le *modus operandi* de la stratégie contre-insurrectionnelle est à la base de la réussite du paramilitarisme à maintenir un contrôle sur une portion croissante de territoires et de populations. Dans le but d'éclaircir cette hypothèse, nous allons maintenant orienter notre description vers leur *modus operandi* stratégique qui semble être la clé de la compréhension du rapport entre violence, croissance et contrôle paramilitaire.

Le *modus operandi* de la stratégie contre-insurrectionnelle paramilitaire est complexe, mais possède certaines régularités. Par l'étude d'un cas ayant été l'objet de l'application de cette stratégie, nous tenterons au chapitre trois d'identifier la dynamique spécifique de ce

modus operandi.⁴⁵ Pour ce faire, nous présenterons d'abord au chapitre suivant le cadre théorique de Stathis N. Kalyvas (2006) qui nous permet d'organiser l'information selon un modèle d'étude de cas local et d'exposer les *micro-dynamiques* stratégiques.

Maintenant je suis convaincu que je suis celui qui mène cette guerre à sa fin. Si je n'avais pas pris ce chemin drastique, j'aurais fait la même chose que les gouverneurs bandits de ce pays, alimenter les guerres pour que certains gagnent de l'argent et nous on continuerait à y risquer notre vie. Non messieurs! Si pour quelque chose Dieu m'a illuminé c'est pour comprendre cela. J'ai converti ce conflit en une guerre de haute intensité, qui touche les secteurs qu'il doit viser : les alliés de la guérilla.

- Carlos Castaño, fondateur des AUC, dans *Ma Confession* (Molina, 2002 : 116).

⁴⁵ Suite à un séjour dans cette région et après avoir répertorié les divers rapports et études sur cette zone, nous disposons d'une quantité exceptionnelle (dans un contexte de conflit) de données afin de mener cette étude.

CHAPITRE II

CADRE D'ANALYSE

For Horkheimer, practical activity entailed accumulating, analysing, and categorizing knowledge. Modern societies need knowledge, he emphasised, and he accepted that established positivist methods - for all his criticisms - could sometimes yields it; he did not advocate to throwing the (empirical) baby with the (traditional theory) bath-water.

- Ken Booth (2007 : 245)

Afin de rompre le préjugé de l'irrationalité et du chaos caractérisant les guerres civiles¹, plusieurs approches se sont penchées sur leurs logiques et exposent des propositions divergentes (David 2006 : 155-160). Premièrement, l'ethno-réalisme (Posen 1993, Gurr 2001, Kaufmann 2001), issu des bases du réalisme de Morgenthau, se fonde sur une

¹ Kalyvas y pose sa définition de la guerre civile : «La guerre civile est défini comme un combat armé, au sein des frontières d'une entité reconnue comme souveraine, entre des parties sujettes à une autorité commune au moment du début des hostilités.» (Dans le texte : «Civil war is defined as *armed combat within the boundaries of a recognized sovereign entity between parties subject to a common authority at the outset of the hostilities.* ») (Kalyvas 2006 : 5) D'une perspective quantitative, nous retiendrons aussi la définition du SIPRI de conflit armé : «combats prolongés entre les forces militaires de deux gouvernements ou plus, ou entre un gouvernement et au moins un groupe armé organisé, au cours desquels le nombre de morts [sur la durée des affrontements] dépasse le millier» (Battistella 1998 : 23). Nous ne retiendrons pas ici le concept de guerre civile répandue dans le milieu académique qui est généralement associé à une définition rigide. En effet, dans le champ académique et chez plusieurs auteurs ayant une approche quantitative, la définition de la guerre civile acceptée est principalement celle du *Correlates of war project* (COW) reposant sur quatre caractéristiques : présence d'action militaire organisée, mille morts au combat dans une année, au moins 5% de pertes de chaque côté, une implication active du gouvernement (Collier et al. 2006, p.7). Nous utiliserons ici plutôt le concept de conflit armé de Sherman et Ballentine (2003) qui rejoint davantage la définition souple de Kalyvas et qui est mieux adapté aux longues guerres civiles.

conception hobbesienne de la violence (i.e. comme un résultat de l'anarchie). Deuxièmement, l'identitarisme (Mann, 2004), découlant des approches psychologiques du constructivisme, propose que la violence est une réponse à une transgression normative. Troisièmement, l'étude de la polarisation idéologique explique le conflit et la violence par l'intensité des clivages entre groupes politiques (Schmitt 1992 ; Luttwak 1995). Quatrièmement, l'explication économique (Arnson et Zartman 2005 ; Ballentine et Sherman 2003 ; Collier et Hoeffler 2001 ; Keen 1998) transpose les postulats libéraux à l'étude des guerres intra-étatiques en expliquant la violence par ses perspectives de profit. Dans cette ligne d'idées, David Keen (1998) détourne la maxime clausewitzienne et nous présente les guerres civiles comme «la continuation de l'économie par d'autres moyens»². Finalement, les études stratégiques se penchent sur les formes de la guerre (Keegan 1994 ; Guevara 2006 ; Kalyvas 2006 ; Metz et Millen 2004) et posent la logique de la violence en termes de *technologie* dans la guerre.

À des fins de simplification, il est possible de diviser la documentation sur les guerres civiles en deux principaux courants aujourd'hui connus comme le débat entre sources de la motivation des belligérants : l'avidité ou la doléance (*greed and grievance debate*). Le premier d'inspiration hobbesien pose l'ontologie du conflit armé comme l'effondrement de l'autorité et la montée corollaire de l'anarchie. Selon cette approche, c'est de la privatisation de la violence que *la guerre de tous contre tous* commence. La plupart des contributions ethno-réalistes et économiques découlent d'une interprétation semblable. Le second, que l'on peut qualifier d'inspiration schmittienne, pose l'opposition entre des groupes formés par des loyautés et normes partagées (Schmitt, 1992). L'opposition entre groupes privés est de nature politique et découle des identités collectives précédentes. La différence entre la première et la seconde approche réside donc dans l'exclusion de la sphère publique ou privée dans l'explication de la violence entre individus.

Ni les études schmittiennes des conflits armés, ni les études hobbesiennes du même phénomène ne permettent d'expliquer la dynamique de l'application massive (ou l'absence)

² L'ensemble des passages traduits dans ce texte résulte d'une traduction libre de l'auteur.

de la violence dans certaines régions et périodes de la Colombie. *Contra* Schmitt, les identités et les actions ne peuvent être réduites aux clivages centraux (Kalyvas 2006 : 387). En fait, plusieurs cas présentent des incohérences importantes entre degré de polarisation et niveau de violence. *Contra* Hobbes, un conflit armé ne peut être réduit au passage à un état d'anarchie qui libère toutes les formes de violence privée (*Id.*). C'est plutôt dans des relations triangulaires, entre acteurs politiques armés incorporant les non-combattants, que se produit la violence selon le croisement des identités et des intérêts centraux et locaux. L'ampleur de la violence et l'incapacité de l'expliquer au sein de la dichotomie hobbesienne-schmittienne ont mené plusieurs chercheurs à la qualifier d'irrationnelle et/ou de chaotique. Situer hors de la portée des sciences sociales la compréhension de la violence représente une abdication à en rechercher et à en saisir les enjeux et les dynamiques. Enjeux et dynamiques qu'il importe plus que jamais de comprendre à l'heure où les échanges et les interventions extérieures au sein du conflit colombien atteignent des sommets historiques.

Afin d'étudier la stratégie paramilitaire dans l'environnement complexe du conflit colombien, un autre angle d'analyse des conflits intra-étatiques est nécessaire. Plutôt que de poser une dichotomie entre l'avidité et la doléance, l'action paramilitaire ne peut qu'être compris dans l'interaction entre la sphère publique et privée. Nous porterons donc notre attention sur les approches théoriques alternatives à celles se centrant sur la motivation des belligérants. Nous assistons dans les dernières années à la publication de plusieurs thèses dépassant la dichotomie hobbesienne-schmittienne popularisée par le débat de l'avidité et de la doléance (*greed and grievance*). Outre ces études fondées sur la motivation, d'autres approches sur la dynamique interne des conflits armés permettent de mieux saisir le comportement et les stratégies de ses acteurs. Les études stratégiques rompent avec ces approches basées sur la motivation des belligérants et permettent plutôt de comprendre les dynamiques conflictuelles. Le programme de recherche de Stathis N. Kalyvas (2006) se situe dans cette lignée et vise l'explication de la logique de la violence en considérant l'interaction entre les dynamiques individuelles ou communautaires et les groupes armés. Sur la base de ces développements théoriques, ce mémoire vise à rompre avec les mythes de l'extrême complexité du conflit colombien le situant hors de la portée explicative des sciences sociales.

Le conflit sera abordé sous l'angle de la stratégie paramilitaire comprise comme l'élément central dans l'explication des variations du rapport de force dans ce pays depuis 1980.

2.1. Cadre d'analyse

Le présent travail de recherche s'inscrit au sein du programme de recherche de Stathis N. Kalyvas (2006).³ Dans cette ligne d'idées, ce mémoire se base sur le cadre d'analyse qui y est proposé afin d'élaborer ses volets autant théoriques qu'empiriques. La démarche conceptuelle et empirique que nécessite cette exploration de la stratégie paramilitaire nous amène toutefois au quatrième chapitre à proposer des précisions et des apports externes que nous croyons qu'il serait intéressant d'intégrer au modèle de Kalyvas.

Nous procéderons en premier lieu à une présentation des principaux concepts chez Kalyvas (2006) et de leur articulation. Le questionnement fondamental de la branche contre-insurrectionnelle des études stratégiques est lié à la nature même de la forme de guerre asymétrique ou plus précisément la dite *guerre de guérilla* dans le présent cas. La forme indirecte des affrontements (i.e. les tactiques basées sur la surprise adoptées du côté des insurgés) oblige les forces armées contre-insurrectionnelles à protéger le maximum des installations stratégiques et à disperser ses forces. Il est souvent dit chez les stratèges qu'un rapport de dix unités contre-insurrectionnelles face à une unité insurgée représente un état d'équilibre en contexte de guerre de guérilla (Avilés, 2006 : 68). Il en découle que la problématique première des forces contre-insurrectionnelles est l'allocation optimale de ressources militaires limitées afin de maximiser le potentiel de contrôle sur la population et sur le territoire par le biais de la violence. Dans cette ligne d'idées, l'objectif du modèle de

³ La thèse de Kalyvas (2006) présente la vérification d'hypothèses formant son modèle par une démarche inductive. Nous ne visons pas ici à vérifier les hypothèses de Kalyvas selon le cas colombien. Plutôt, nous appliquons ici le modèle théorique découlant de la thèse de Kalyvas afin d'organiser les informations dont nous disposons. Nous présumons donc à cette étape la justesse du dit modèle duquel nous poserons les limites au chapitre 4.

Kalyvas est de «comprendre systématiquement les dynamiques de la violence»⁴ (2006 : 8). Cet auteur énonce, par une démarche déductive, des hypothèses vérifiables sur des constantes de la violence dans les *guerres civiles*. Ce mémoire prend donc comme point de départ les conclusions découlant de ce travail de recherche.

Nous sommes ici conscients des contraintes et biais des *a priori* rationalistes qui caractérisent le programme de recherche de Kalyvas. Toutefois, la capacité d'organisation des sources empiriques de ce modèle représente une contribution majeure à la compréhension du conflit colombien. En effet, les théorisations et les analyses générales du conflit se basent trop souvent sur des visions supposées des dynamiques locales et nationales. Ainsi, un retour empirique désagrégé permet de poser un regard rafraîchissant sur les dynamiques en cours qui autrement demeurent difficiles à comprendre dans leurs évolutions récentes. Nous espérons donc que cette recherche représente une base intéressante à des analyses qualitatives ultérieures.

2.2. Sources, méthodologie et techniques d'analyse

Kalyvas (2006 : 9-10) fonde sa démarche de construction théorique sur deux méthodes. D'une part, la plausibilité des hypothèses avancées fut démontrée en confrontant extensivement ses propositions théoriques à des illustrations anecdotiques. D'autre part, la désagrégation des niveaux d'analyse en trois niveaux (*micro*, *meso* et *macro*) dans l'étude de cas place l'articulation au centre du projet d'édification d'une théorie de la dynamique de la violence des guerres civiles. Cette désagrégation permet un traitement empirique extrêmement pointu du conflit au sein d'une localité.

Nous ne retiendrons pas ici l'approche anecdotique, bien qu'elle permettrait d'exposer la plausibilité des liens entre les facteurs économiques et la dynamique de la stratégie paramilitaire. Puisqu'il existe une vaste littérature sur le sujet (Voir entre autres : Avilés,

⁴ Dans le texte : « [...] understanding the dynamics of violence in a systematic way [...] ».

2006 ; Medina Gallego 1990 ; Piccoli, 2005 ; Soto et *al.*, 2007 ; Rangel, 2005 ; Romero, 2003a), nous considérons suffisantes les études posant l'existence d'un tel lien. En conséquence, il est maintenant préférable d'explorer la dynamique précise de cette stratégie par une étude de cas selon la méthode de Kalyvas (2006). À ce sujet, le cas envisagé est connu directement par l'auteur.⁵ De plus, de multiples études empiriques et statistiques sont disponibles sur cette région. Principalement, ce sont les résultats d'une enquête conjointe entre gouvernement et ONG (CINEP et CIJyP, 2005 ; CIJyP, 2004 ; Defensoría del Pueblo, 2005 ; Diócesis de Quibdó y Human Rights Everywhere, 2004) sur l'utilisation des terres de cette région et les statistiques des violations des droits humains (Banco de Datos de Violencia Política en Colombia, 2005 ; CCJ, 2003 ; CINEP et CIJyP, 2005), qui seront les sources principales de cette portion de l'analyse (correspondant au troisième chapitre du mémoire). L'auteur a participé à cette enquête durant son séjour en Colombie en 2004. En guise d'illustration des travaux réalisés sur le terrain en 2004, un exemple des croquis préliminaires, réalisés par l'auteur, visant la répertoriasson des violations des droits humains et de l'usage du territoire avant la *paramilitarisation* est présenté en Appendice D. Les résultats de ce travail apparaissent dans les sources susmentionnées. Bien que l'auteur ait participé à faire l'inventaire des événements par le biais d'entrevues, ce travail fut publié dans les documents de la Commission Intereclésiale Justice et Paix (CIJyP, 2004 ; CINEP et CIJyP, 2005). Le présent mémoire n'utilisera pas les résultats directs de ces entrevues mais utilisera plutôt comme sources les derniers documents cités. D'autres sources proposant une analyse régionale seront utilisées afin de contextualiser la dynamique stratégique du cas (Beltrán, 1996 ; Echandía, 2006 ; Suárez Montoya, 2007). Évidemment, divers apports seront également tirés d'autres sources traitant plus généralement du conflit colombien.

L'analyse du cas est restreinte aux localités comprises au sein de la zone géographique délimitée par les bassins hydrographiques des rivières Jiguamiando et Curvaradó. Nous limiterons notre analyse aux années comprises entre 1996 et 2001 qui correspondent à la

⁵ L'auteur a demeuré sur une base permanente plus de 4 mois dans ces communautés en 2004. Il y assurait un accompagnement visant la protection des droits humains tout en participant aux démarches d'investigation sur les événements ayant eu cours dans cette zone. Pour les besoins de cette étude, il y est retourné en 2007 afin d'enquêter sur les mêmes événements mais cette fois du point de vue des paramilitaires et des entrepreneurs locaux.

prise de contrôle de la zone par les paramilitaires aux dépens de la guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC). Les événements considérés sont délimités par la portée du concept de violence de Kalyvas (Voir à l'article 2.3.1. ci-dessous). Cette approche nous permettra de retracer le rapport de force entre les acteurs armés ainsi que leurs relations avec la population. Nous inclurons à cette analyse l'évolution parallèle de l'environnement économique de la zone afin d'en exposer les interrelations avec le rapport stratégique.

Le traitement désagréé des informations précises dont nous disposons sur cette région durant cette période charnière nous permettra une introspection dans la dynamique de prise de contrôle d'une zone par la stratégie paramilitaire (communément appelée la «paramilitarisation»). En effet, les tendances dans la littérature sur le sujet rendent plausible que la dynamique locale, observée par cette étude de cas, représente un *modus operandi* typique. Nous en ferons l'analyse en différentes périodes selon le modèle d'analyse de cas de Kalyvas (2006 : 246-329) et en fonction de ses principaux concepts.

2.3. Concepts

2.3.1. La violence

La violence peut-être conceptualisée de diverses façons et sous plusieurs angles. À l'instar d'une compréhension de la violence en termes de «technologie de la guerre» (Kalyvas, 2006 : 66), notre objectif dans l'étude de la logique de la violence est d'exposer l'évolution des rapports stratégiques en fonction du contrôle sur un territoire et sa population. La violence est donc comprise, pour les buts de cette recherche, dans sa fonction instrumentale. La violence y est théorisée à travers sa fonction productive, à la disposition des acteurs armés, visant ultimement l'objectif stratégique du contrôle de la population et du territoire. Au niveau tactique, la violence représente un moyen de prévenir la défection⁶ (Kalyvas 2006 : 27-28)

⁶ La prévention de la défection est l'objectif central visé par le producteur de la violence chez Kalyvas. Elle est définie de façon restrictive par ce dernier comme une collaboration active avec l'acteur rival

et/ou de s'assurer une forme de collaboration de la part des civils. Notre étude se limite donc à la violence commise envers des civils de façon délibérée (nous excluons donc les dits *dommages collatéraux*). Pour les besoins de l'étude empirique, Kalyvas limite la violence à sa dimension physique en la définissant comme suit:

À la base, la violence est l'infliction délibérée d'un mal aux gens. Ici je réduis encore mon focus à la violence contre les non-combattants ou civils. [...] je considère comme civils tout ceux qui ne sont pas des combattants à temps plein d'un groupe armé, donc en incluant tous les types de membres à temps partiel et des collaborateurs. (Kalyvas 2006 : 19)⁷

Sur le plan empirique, la compilation d'*incidents violents*⁸ permet l'identification de *modèle de violence* pouvant être relié à la stratégie locale d'un acteur particulier dans un contexte donné.⁹ Nous consacrerons le troisième chapitre à l'application du cadre théorique de Kalyvas à un cas local en Colombie. Nous y opérationnaliserons le concept de violence dans ses deux formes (sélective ou indiscriminée). Au centre du cadre conceptuel de Kalyvas, le concept de violence s'articule avec les autres concepts : contrôle, ressources militaires, information et collaboration.

2.3.2. Les formes de la violence : sélective et indiscriminée

Le cadre théorique de Kalyvas présente la violence en contexte de guerre comme une production conjointe entre les civils et les groupes armés. La production est dite *conjointe*

(2006: 104) et décrite dans ses trois formes: la désobéissance, l'information et la passation à l'autre côté.

⁷ Dans le texte : « At the very basic level, violence is the deliberate infliction of harm on people. [...] I regard as civilians all those who are not full-time members of an armed group, thus including all types of part-timers and collaborators. »

⁸ Statistiques des violations des droits humains ici limités aux homicides, disparitions, massacres tout en considérant les pillages, incendies et déplacements forcés.

⁹ Ce concept de violence permet l'étude de la dynamique stratégique sous l'angle du contrôle des populations sur le territoire. Cette dynamique stratégique est comprise en terme de logique de la violence. Cette dernière se mesurant par les statistiques de violation des droits humains opérationnalisées en fonction d'une méthodologie d'analyse de cas empiriques.

puisque la forme de la violence que peut produire un acteur dépend des informations qu'il est en mesure de puiser au sein de la population. Plongés dans un climat de violence, les civils recherchent rationnellement à maximiser leur survie par l'usage (ou l'abstention) de la *dénonciation* et de la *défection*.¹⁰ Les acteurs armés, en fonction des informations acquises pourront faire un usage plus ou moins ciblé (donc efficace) de la violence afin d'augmenter leur niveau de contrôle. La population est donc dans la position intermédiaire où elle est objet mais également sujet de la violence sélective perpétuée par les acteurs armés.

Dans les paramètres de la production conjointe de la violence, les acteurs armés disposent principalement de deux formes de violence afin d'entraîner la collaboration par le biais de la dissuasion : la violence sélective et la violence indiscriminée. Ces deux formes sont des manifestations instrumentales de la violence, mais se distinguent au niveau du ciblage de la culpabilité. La violence dite sélective est définie comme un ciblage individuel. Tout ciblage supra-individuel (culpabilité par association) est compris comme indiscriminé chez Kalyvas (2006 : 142). Au niveau méthodologique, un incident violent est comptabilisé comme *sélectif* lorsqu'il existe des «preuves de sélection individuelle»¹¹ (Kalyvas 2006 : 420). Dans le cas contraire, il est considéré comme indiscriminé.

¹⁰ La défection est conçue comme une collaboration active avec l'ennemi (non-obéissance, information, passer à l'autre côté) (Kalyvas 2006 : 105). La dénonciation peut prendre des formes variées pouvant être hautement institutionnalisée (comité local, consultation des officielles locaux, etc.) ou très informelle (listes de noms provenant d'une source anonyme, commentaires sur un voisin, rapporter une rumeur, etc.) (Kalyvas 2006 : 180-181).

¹¹ Sont considérées comme preuves valables chez Kalyvas; l'existence de *listes noires*, l'utilisation visible d'informateurs, une vérification antérieure suivie de l'identité ou une arrestation suivie d'une interrogation. En l'absence de ces preuves ou de preuves de sélection sur une base collective, l'incident violent est considéré comme indiscriminé (Kalyvas 2006 : 420). En cas d'incertitude, les entrevues procurent habituellement suffisamment d'informations compte tenu qu'ultimement c'est la perception par la population civile de la sélectivité de la violence qui lui donne son efficacité. Ainsi, si les entrevues corroborent une perception de sélectivité, il importe peu que l'acteur armé dispose ou non de suffisamment d'information pour réellement cibler un collaborateur puisque, compte tenu de la perception générale, l'effet dissuasif est le même.

2.3.2.1. La violence sélective

La violence sélective est plus efficace que la violence indiscriminée. Elle nécessite toutefois beaucoup d'informations. L'acquisition d'information auprès des civils est quant à elle hautement dépendante de la nature de la souveraineté exercée par l'acteur armé sur la population. (Voir Appendice C pour les cinq types de zone de contrôle se référant chacune à un type de souveraineté).

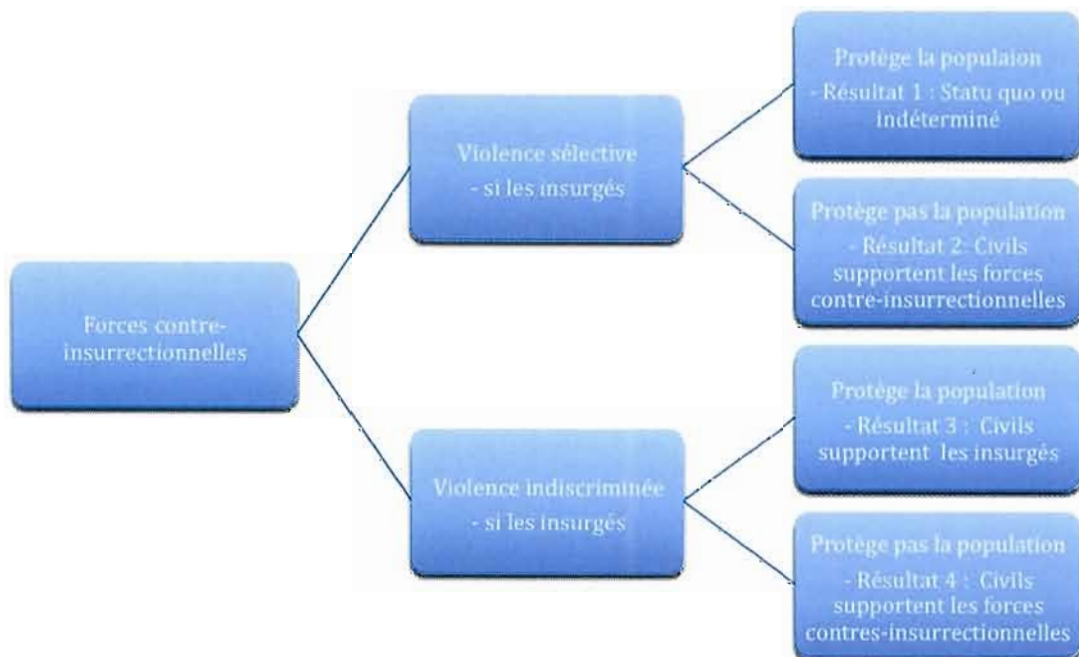
L'efficacité de la violence sélective, afin de prévenir la défection vers l'acteur armé rival, est fondée sur la perception de sélectivité de cette violence par la population locale qui en est témoin directement ou indirectement. En effet, c'est par une perception de sélectivité que s'établit la crédibilité de l'acteur armé dans sa capacité à cibler la défection. La réelle capacité de cibler des individus collaborant avec un rival demeure donc accessoire dans ce modèle théorique. En effet, par la démonstration de l'existence d'un réseau d'informateurs et le ciblage d'individus, la population en vient à croire à un lien direct entre défection et représailles. La violence sélective représente donc la forme de violence la plus efficace à moyen et à long terme afin de consolider le contrôle d'un acteur armé sur une population.

2.3.2.2. La violence indiscriminée

La violence indiscriminée représente, au contraire, un incident violent perçu comme ayant été perpétré sur un individu soit de manière aléatoire ou par association (Kalyvas 2006 : 150), c'est-à-dire sur la base de l'appartenance à un groupe (famille, village, ethnie, parti politique, etc.). La violence indiscriminée représente la seule option d'un acteur armé sur un territoire qu'il ne contrôle que très peu ou pas du tout puisqu'il ne dispose pas de suffisamment d'information afin de donner une perception de sélectivité à la violence qu'il y produit.

La violence indiscriminée comporte une logique distincte de la violence sélective (Voir Figure 2.1.). Puisque les civils collaborant avec l'ennemi ne peuvent être identifiés, la violence indiscriminée vise à influencer indirectement le comportement de défection par des sanctions sur la collectivité suspectée. L'approche indiscriminée ne fonctionne que si un acteur armé rival est incapable d'offrir une protection à la population. Dans le cas contraire, la violence indiscriminée sera non seulement inefficace mais contre-productive.¹²

Figure 2.1. : Le comportement des civils en fonction de la violence indiscriminée et de la protection



Source : (Kalyvas 2006 : 167).

¹² Kalyvas identifie cinq mécanismes possibles à la source de la contre-productivité de la violence indiscriminée: «la réaction émotive qu'elle provoque, sa structure ambiguë d'incitatifs, la discrimination inversée, un incitatif de sélection envers les rivaux et la surestimation des utilisateurs de ce type de violence de la force des liens entre acteurs politiques et civils.» Dans le texte: «the emotional reaction it provokes, its ambiguous structure of incentives, reverse discrimination, selective incentives for the rivals, and the overestimation of those who use it of the strength of the ties between political actors and civilians.» (Kalyvas 2006 : 153)

2.3.3. Le contrôle

Le contrôle peut être atteint par l'allocation de ressources militaires et l'utilisation efficace de ces dernières.¹³ Si elles sont utilisées efficacement en fonction du contexte, la production de la violence par un acteur armé permet un gain territorial ou une augmentation du contrôle sur la population.¹⁴ L'efficacité de la violence produite par des ressources militaires dépend de sa propension à générer la collaboration de la population. Il est entendu que la collaboration résulte de l'établissement de la crédibilité de la sanction envers toute forme de défection au profit d'un rival (Kalyvas 2006 : 117).¹⁵

La théorie de Kalyvas, par l'intégration du lien causal *ressources militaires* → *violence* → *collaboration* → *contrôle*, pose une appréciation essentiellement militariste de la mobilisation en contexte de guerre civile. Il identifie également d'autres mécanismes relevant des normes et des émotions. Toutefois, ces mécanismes ne font que corroborer ou renforcer cette dernière causalité principale basée sur la coercition.

2.3.3.1. La dimension territoriale du contrôle

La collaboration est donc dépendante du contrôle. La distribution du contrôle est quant à elle largement dépendante de la géographie en contexte de guerre civile. Les forces contre-insurrectionnelles bénéficient généralement des plaines, des routes et des villes. Le contrôle des insurgés est pour sa part associé aux terrains montagneux et/ou boisés, difficiles d'accès, et à un réseau routier réduit voire nul.

¹³ Les ressources militaires affectant le contrôle sont considérées chez Kalyvas (2006 : 210) par le niveau, la présence et l'accès des combattants à la zone.

¹⁴ La collaboration est endogène au contrôle, autant dans ses variations temporelles que géographiques chez Kalyvas (2006 : 118 - 132) et ce indépendamment des préférences d'avant guerre.

¹⁵ Avec le temps, au sein d'une guerre civile, la double tendance de la réduction des bénéfices disponibles et du rôle toujours plus important de la violence, entraîne les civils à faire des choix essentiellement sur la base de la survie (Kalyvas 2006 : 117).

L'observation empirique du niveau de contrôle est faite, chez Kalyvas, en termes de fragmentation et de segmentation du territoire. La guerre civile crée un état de compétition entre les souverainetés émanant des différents acteurs armés dans l'absence manifeste d'un monopole de la violence. Le territoire se trouve divisé et subdivisé en zones de contrôle exclusif (segmentation) et partagé (fragmentation). Kalyvas (2006 : 196) classifie géographiquement les zones de contrôle en termes de degré de contrôle des acteurs armés (contre-insurrectionnel et insurgé) sous cinq types de zones de contrôle¹⁶:

Envisagez une distribution de l'espace géographique en cinq zones discrètes de contrôle, allant de 1 à 5. La zone 1 est une zone de contrôle total des forces contre-insurrectionnelles, et la zone 5 est une zone de contrôle total des insurgés. Entre elles se retrouvent les zone 2, 3 et 4, qui sont des zones contestées, où le contrôle varie comme suit: la zone 2 est principalement contrôlée par les forces contre-insurrectionnelles (contrôle contre-insurrectionnel dominant), la zone 4 est principalement contrôlée par les insurgés (contrôle insurgé dominant), et la zone 3 est contrôlée également par les deux côtés (parité).¹⁷ (Kalyvas 2006 : 196)

La violence répond à des impératifs différents en fonction de chacune des zones de contrôle. La théorie de Kalyvas comporte à ce sujet certains éléments qu'il incombe de spécifier vu leur nature contre-intuitive.

Dans le cas d'une guerre conventionnelle, le contexte de parité de contrôle (zone 3), représente la ligne de front et par conséquent la zone où la majorité des incidents violents ont cours. Toutefois, dans le cas d'une guerre civile, la zone 3 représente paradoxalement le contexte où l'on observe le moins de violence. Bien que les incitatifs portant les acteurs armés à faire usage de la violence sur les civils y sont les plus élevés, les conséquences néfastes y demeurent supérieures. En effet, la défection massive d'un côté comme de l'autre augmente

¹⁶ La classification des zones en fonction du contrôle est réalisée en fonction des récits selon le Protocole de codification du contrôle (Appendice C).

¹⁷ Dans le texte : «Consider a distribution of the geographical space into five discrete zones of control, ranging from 1 to 5. Zone 1 is an area of total incumbent control, and zone 5 is an area of total insurgent control. In between lie zone 2, 3, and 4, which are contested areas where control varies as follows: zone 2 is primarily controlled by the incumbents (dominant incumbent control), zone 4 is primarily controlled by the insurgents (dominant insurgent control), and zone 3 is controlled equally by both sides (parity).» (Kalyvas 2006 : 196)

grandement les risques de représailles résultant d'une dénonciation. Ce contexte mène à une absence d'information empêchant l'utilisation de la violence sélective chez les acteurs armés là où ils en ont pourtant le plus besoin. Dans le contexte d'*Omerta*, l'utilisation de la violence indiscriminée n'est pas non plus efficace puisqu'elle entraîne une défection massive vers un rival. (Kalyvas 2006 : 203, 240-243)¹⁸

En cas de contrôle total d'un acteur armé (zones 1 et 5), plus le niveau de contrôle d'un acteur est élevé moins ce dernier aura recours à la violence, sélective ou indiscriminée. En effet, la situation de contrôle total ne permet pas la défection de la population civile qui n'a tout simplement plus accès à un acteur rival. Ce dernier ne dispose donc pas d'information et ne peut produire de violence sélective. Ainsi, selon Kalyvas, s'il y a occurrence de violence dans un contexte de contrôle total, elle sera produite par l'acteur évincé et sous forme indiscriminée. (Kalyvas 2006 : 218-224)

Les zones où un acteur armé est dominant mais non exclusif (zones 2 et 4) sont les plus violentes en contexte de guerre civile. L'acteur armé prédominant dispose de suffisamment d'information pour utiliser une violence sélective dans la plupart des cas. Les collaborateurs rivaux seront donc rapidement identifiés puis éliminés (ou devront fuir). La neutralité et le double jeu seront aussi des comportements visés par la violence sélective. Situation menant à la consolidation totale du contrôle de l'acteur prédominant dans une période subséquente (zones 1 et 5). L'érosion du contrôle, qui découle proportionnellement de la consolidation du contrôle du rival, représente un fort incitatif à l'utilisation de la violence afin de contrer la défection. L'acteur en infériorité dispose toutefois de moins d'information et sera davantage enclin à utiliser une violence indiscriminée. (Kalyvas 2006 : 232-240)

Afin de quantifier le contrôle en fonction des zones de 1 à 5, le protocole de codification du contrôle (Reproduit en Appendice C) est utilisé. Ce dernier permet d'interpréter certains des événements de la zone en termes quantitatifs afin d'établir la situation du contrôle d'une zone à une période donnée. Nous nous distinguerons de ce protocole en un point : les villages

¹⁸ La « théorie de la violence sélective » de Kalyvas (2006 : 188) est modélisée sous la forme d'une économie politique de la production conjointe de la violence.

détruits ou abandonnés (0) sont, au sein de notre étude de cas, toujours catégorisés entre les zones 1 à 5 malgré l'absence des populations. Cette divergence se justifie puisque, en fonction des observations terrains, nous postulons que le contrôle s'exerce sur le territoire même en l'absence temporaire des populations.

2.3.3.2. La dimension temporelle du contrôle

Les variations dans le contrôle dépendent de l'allocation de ressources militaires et de l'utilisation effective de la violence. C'est par l'analyse de l'évolution du contrôle en fonction du type de violence utilisé que nous tirons nos principales conclusions. Les changements dans le contrôle se font en deux étapes chez Kalyvas (2006 : 217). Le chapitre trois s'intéresse à la dynamique locale du *modus operandi* contre-insurrectionnel en Colombie. Ainsi, nous nous pencherons d'abord sur la phase initiale de l'établissement du contrôle paramilitaire sur la région étudiée. Ensuite nous évaluerons la phase de consolidation du contrôle des forces contre-insurrectionnelles, c'est-à-dire l'utilisation efficace de la violence afin de consolider le contrôle.

La répartition initiale du contrôle au début du conflit est le résultat d'une combinaison des préférences de la population locale et des ressources militaires disponibles (Kalyvas 2006 : 112). Nous nous centrerons ici sur les variations de niveaux de contrôle durant le conflit puisque le cas qui nous intéresse sera étudié durant une période ultérieure à l'éclatement des hostilités en Colombie.

Le niveau de contrôle varie selon deux processus: une phase initiale et une phase de consolidation (Kalyvas 2006 : 217, 244). En premier lieu, la phase initiale dans un changement de niveaux de contrôle est une variation d'impulsion exogène. Elle résulte de la décision tactique supralocale de l'un des acteurs armés d'allouer des ressources militaires supplémentaires. Cette allocation supplémentaire prend généralement la forme d'une opération militaire d'envergure et permet une *conquête* ou une *invasion* au sein des territoires rivaux. Cette opération entraînent, dans le cas des insurgés, un passage de la zone 1 (ou 2)

vers la zone 4 et, pour les forces contre-insurrectionnelles, un passage de la zone 4 (ou 5) vers la 2. En second lieu, la phase de consolidation du contrôle est une variation subséquente mais cette fois endogène à la dynamique locale. Elle résulte de l'utilisation effective de la violence par un acteur, entraînant dans le cas des insurgés un passage de la zone 4 vers la zone 5 et, pour les forces contre-insurrectionnelles, un passage de la zone 2 vers la zone 1.

La répartition géographique de l'état du contrôle est ensuite subdivisée temporellement entre différentes périodes, représentant des transformations majeures et généralisées dans l'état du contrôle entre les belligérants (identifiées de t_0 à t_x) (Kalyvas 2006 : 286). Cette démarche permet de suivre l'évolution géo-temporelle du rapport stratégique sur des cartes distinctes de la même région étudiée pour chacune des périodes.

2.3.4. Les niveaux d'analyses¹⁹

L'objectif central de Stathis N. Kalyvas (2006) dans sa thèse, «The Logic of Violence in Civil War» est l'articulation d'un cadre théorique en trois niveaux permettant d'intégrer les données locales aux analyses régionales et nationales des guerres civiles. L'auteur se réfère à trois niveaux d'analyse permettant différentes interrelations entre l'acteur armé et son environnement : le niveau des acteurs unitaires et de leurs relations (*macro*), le niveau de la relation entre l'acteur politique et la population (*meso*), puis finalement, le niveau intracommunautaire et individuel (*micro*) (*Ibid.* : 106). La stratégie d'un acteur ne peut donc pas être réduite à la simple balance quantitative de la force militaire des belligérants. Elle répond plutôt à une *logique de la violence* au sein d'un contexte complexe de guerre civile caractérisé par la production conjointe de la violence dans une relation triangulaire entre belligérants et population civile.

Le mécanisme principal d'articulation entre les niveaux micro et macro est compris, chez Kalyvas, selon la *production conjointe de la violence* par les acteurs armés en relation avec

¹⁹ Voir Kalyvas (2006 : pp. 10-11, 106, 390-391) sur la caractérisation des trois niveaux d'analyse.

les civils. La production est dite conjointe puisque c'est sur la base de la dénonciation, des informations et de la collaboration que fournissent (ou ne fournissent pas) les civils que les acteurs armés produisent la violence. Les civils, recherchant rationnellement à maximiser leurs chances de survie, décident de fournir ou de ne pas fournir appuis et informations aux acteurs armés présents. Ce dernier mécanisme se base essentiellement sur le fondement hobbesien voulant que la guerre civile provoque la recherche de la sécurité par le *chacun pour soi* en état d'anarchie.

Ces concepts de base du cadre théorique de Kalyvas permettent de présenter, au niveau local, la dynamique stratégique structurant l'action des acteurs armés de manière dialectique.

Exchange theory and conflict theory constitute two coequal branches of economic analysis, the first based upon contract and mutual gain, the second upon contest for asymmetric advantage.

– Jack Hirshleifer (1995 : 2)

CHAPITRE III

ÉTUDE DE CAS

You've got to be on the ground to get the truth.
- Lieutenant Colonel Greg Reilly, U.S. Army, Iraq.

J'ai des régions où l'économie est réactivée, où est passé la guerre et elles furent repeuplées. Moi, je ne laisse pas la misère et la mort sous mes pas. Je vais toujours avec les fusils en avant et les bulldozers derrière.

- Carlos Castaño, fondateur de l'AUC.

Dans ce chapitre, nous nous concentrerons sur l'explication de la dynamique stratégique contre-insurrectionnelle appliquée en Colombie depuis 1980 au niveau local (micro). Nous considérons une étude de cas appropriée puisque nous présumons ici l'existence d'un *modus operandi* caractérisé par une certaine uniformité pouvant être appliquée aux diverses régions en ne l'adaptant que superficiellement aux dynamiques locales.¹

¹ L'Observatoire du Programme Présidentiel de Droit Humain et DIH de Colombie conclut d'ailleurs, dans son rapport sur la région en 2003, que l'action paramilitaire en Urabá représente un cas typique ayant été ultérieurement appliqué à d'autres régions: «Le modèle appliqué en Urabá s'est étendu à d'autres régions, suivant le même *modus operandi*, qui ne se concentre pas tant à maintenir des affrontements directs avec les insurgés, sinon plutôt à frapper ses «bases d'appui». [...]» Dans le texte : «El modelo aplicado en el Urabá se expandió a otras regiones, siguiendo el mismo *modus operandi*, que se centraba no tanto en mantener confrontaciones abiertas con la insurgencia, sino más bien en golpear a sus “bases de apoyo”[...]» (Observatorio del Programa Presidencial de Derechos Humanos y DIH, 2003 : 12)

Le présent chapitre représente une application de la méthode d'étude de cas de Kalyvas (2006: 111-328). L'objectif est d'identifier un *modus operandi* typique de l'action paramilitaire afin de comprendre la dynamique stratégique développée entre ces dernières, l'armée régulière, la population et les forces insurgées. À l'instar de multiples observateurs colombiens et internationaux nous nous référerons à cette stratégie de prise de contrôle sous le néologisme de la *paramilitarisation*.²

Nous présenterons d'abord les principales caractéristiques géographiques, le contexte socio-économique et stratégique de la région où se situe le cas d'étude, l'Urabá. Ensuite, nous nous pencherons sur certains éléments de l'historique récent (1980-2005) de la zone spécifique faisant l'objet de l'étude, les communautés du Jiguamiando et du Curvaradó. En fonction des principales variations dans le rapport stratégique, nous présenterons la dynamique stratégique ayant eu cours dans cette zone en divisant les événements en cinq périodes (1980-1995, 1996-1997, 1998-2000, 2001-2003 et 2004-2005). Chaque période sera présentée par un récapitulatif des événements importants, une analyse quantitative de la violence et du contrôle et finalement une analyse qualitative de la période.

3.1. La région de l'Urabá

3.1.1. Les caractéristiques géographiques de l'Urabá

Le cas étudié est situé dans la région géographique de l'Urabá, au nord-ouest de la Colombie. Cette région couvre le Nord-Est du département d'Antioquia et le Nord du département du Chocó et borde le Panama à sa frontière sud. (Voir Carte 3.1.). L'Urabá est considéré comme une région d'une grande importance géo-stratégique autant pour les acteurs colombiens que les internationaux, et ce, dû à sa position géographique, ses ressources minières, les conditions climatiques et sa biodiversité.

² Voir à ce sujet Amnistie Internationale (2005, 2006), Human Right Watch (2004, 2006), Comision Interecclesial Justicia y Paz (2004), Giraldo (2003, 2004) et Magil (2004).

Carte 3.1. : La région de l'Urabá en Colombie



Source : (Beltrán, 1996 : 9)

Bordant l'Atlantique et le Pacifique de chaque côté de sa frontière avec le Panama, l'Urabá est considéré comme le *meilleur coin de l'Amérique* (Beltrán, 1996). Pour ses multiples routes clandestines terrestres, maritimes et aériennes, cette région est un corridor central pour le commerce illicite. Les caractéristiques de la région favorisent cette situation : nombreuses voies navigables, peu de routes, des pistes d'atterrissages clandestines et une présence minimale des autorités étatiques. Le narcotrafic profitera de cette situation afin d'exporter des drogues vers les pays consommateurs. Également propice à la production de la

coca, des champs atteignant 80 hectares y furent découverts. Les groupes irréguliers considèrent également cette zone comme un corridor stratégique pour l'importation d'armes, de munitions, d'explosifs et autres matériels provenant d'Amérique centrale (Nicaragua, Honduras, Salvador), d'Amérique du Sud (Pérou, Équateur, Venezuela) et des États-Unis (Beltrán 1996 : 17-19). L'Urabá est de première importance vu sa frontière avec le Panama : « Actuellement le Panama est la plus grande route de transit pour les armes légères vers la Colombie; le Tapon du Darien, qui se trouve le long de la frontière avec la Colombie, sert de point de dissémination principal. »³ (Cragin et Hoffman, 2003 : 22)

L'Urabá est aussi d'une importance géostratégique relativement à deux « mega-projets » devant y être réalisés : l'autoroute panaméricaine et un canal trans-océanique. D'une part, c'est au sein de la zone frontalière entre le Panama et l'Urabá que se trouve l'unique tronçon manquant à l'autoroute panaméricaine (environ 20 km) afin de relier par terre la Patagonie à l'Alaska (Beltrán 1996 : 26). D'autre part, toujours en Urabá, le Président colombien Samper a rendu public, le 22 mai 1996, le projet de construction d'un canal transocéanique Atrato-Truando (Beltrán 1996 : 20).^{4,5}

Mise à part son positionnement géostratégique, les conditions géographiques de l'Urabá lui donnent une grande valeur en soi. De vastes ressources minières sont présentes dans son sous sol. Les principales sont le charbon, l'argent, l'or, le manganèse, le platinium et le cuivre (Beltrán 1996 : 24).⁶ Son climat ajoute également à la valeur de la région. En effet, l'Urabá du Chocó fait partie du Biopacifique colombien, la région comportant la plus grande biodiversité au mètre carré dans le monde. Avec ses 500 espèces de vertébrés et ses arbres cativos

³ Dans le texte : « Currently Panama is the *single largest transit route* for small arms flowing into Colombia; the Darien Gap, which lies along the border with Colombia, acts as the main dissemination point. » (Cragin et Hoffman, 2003 : 22)

⁴ Bien qu'il existe au delà de 25 possibilités distinctes permettant sa réalisation, cette dénomination provient du scénario voulant que le canal serait construit sur les tracés des fleuves Atrato et Truando.

⁵ Notons que la localité qui fera l'objet de notre cas d'étude est situé à quelques kilomètres des trajets probables de la panaméricaine et du canal transocéanique.

⁶ Le cuivre, la principale ressource minière de la région, se retrouve en plus forte concentration au sein du bassin hydrographique du fleuve Jiguamiando (Beltrán 1996 : 24).

(*Prioria copaifera*, *Caesquialpinaceae*) atteignant les 40 mètres de haut, l'intérêt des groupes écologiques pour la région de l'Atrato est énorme (Beltrán 1996 : 22). L'industrie forestière profite également des forêts tropicales de la région afin d'exporter des bois précieux vers les pays tempérés. Son sol et son climat d'exception en font également une zone d'intérêt pour la production agricole et agro-industrielle. Profitant de cet endroit clé pour le commerce, de multiples multinationales choisissent de s'y établir afin d'exporter leurs produits à l'étranger. Le Nord de l'Urabá est d'ailleurs connu comme l'*axe bananier* pour sa production extensive de la banane qui commença durant les années 1960 (Voir Photographie 3.2.). La *United Fruit Company* s'installe dans cette région à cette époque et y construit les principales infrastructures d'exportation moderne dont le port de Turbo (Beltrán 1996 : 37).

Photographie 3.2.



Région bananière de l'Urabá vue des airs.
Source: Photo P. Dufort (2007).

3.1.2. Le contexte socio-économique de l'Urabá

L'histoire des migrations de populations vers l'intérieur de l'Urabá est liée aux différents cycles de violence de la Colombie. Au XVI^e siècle, lors des débuts de la colonisation espagnole de la région, les autochtones Katios, Emberas, Waunana, Awa et Cunas rencontrèrent les colonisateurs (CIJyP, 2005 : 21). Les conflits les obligeant à pénétrer plus profondément dans la jungle de l'Atrato (Voir Carte 3.4.). Au XVII^e siècle les besoins de main d'œuvre dans les mines entraîneront les Espagnols à introduire des esclaves amenés d'Afrique. Par divers processus d'affranchissement (rachat de la liberté, révoltes, évasions, etc.) se crée une population d'Afro-colombiens fuyant l'esclavagisme vers l'intérieur de l'Atrato. En 1851, l'abolition de l'esclavage en Colombie poussera de nombreux afro-descendants à s'installer dans les terres de l'intérieur. Plus encore, c'est la période d'affrontement de *La Violencia* (1948-1958) qui pousse des populations d'Afro-colombiens à immigrer depuis le Sud vers les terres reculées de l'Atrato afin de fuir la violence et de trouver des nouvelles terres. Bien que l'exploitation forestière et minière amènera plusieurs *métis*⁷ à s'établir dans la région, ce n'est qu'aux débuts des années 1980 que des vagues d'immigrants *métis* rejoindront les autochtones et les Afro-colombiens présents dans l'Atrato. La violence paramilitaire dans le département de Cordoba est à la source des déplacements forcés qui pousseront certains à fuir leurs terres vers l'Urabá chocoano. (Montaño Fajardo, 2002)

La population de la région provient de vagues d'émigrants fuyant la violence à différentes périodes historiques : des autochtones au XVI^e siècle, des Afro-colombiens du XVII^e siècle au XX^e siècle et finalement des populations *métis* depuis les années 1980. Depuis le XIX^e siècle, une constante dans les mouvements migratoires est que les populations choisissent d'entrer dans la jungle afin de fuir la violence qui caractérise l'élargissement de la frontière agricole dans d'autres régions (Kalmanovitz, 1997). L'élargissement de la frontière agricole en Colombie se caractérise par des violences envers les petits propriétaires et par la concentration des terres. Cette situation mène à différents cycles de violence entraînant

⁷ Aussi appelés «Criollos», ils sont les natifs du continent américain et de descendance mixte (Afro-descendants, Espagnoles et autochtones).

l'urbanisation du pays et la colonisation de nouvelles régions par les déplacés. Il est important de relever cette dynamique socio-historique puisqu'elle influence directement l'interaction des acteurs armés avec la population civile dans l'Urabá contemporain.

Mentionnons finalement que la grande majorité de la population de l'Urabá doit composer avec une situation socio-économique extrêmement difficile. En 2004, année du premier séjour de l'auteur dans la région, le *Rapporteur spécial des Nations Unies sur les formes contemporaines de racisme, discrimination raciale, xénophobie et autres formes connexes d'intolérance* commentait la situation socio-économique de cette population en ces termes :

Le gouvernement colombien reconnaît que 82% de ces derniers [les Afro-colombiens] ne vivent toujours pas en subvenant à leurs besoins de base (approvisionnement en eau, lumière électrique, sanitaires, etc.); le taux d'analphabétisme de cette population est trois fois supérieur à celui du reste du pays (43% en campagne et 20% dans les villes en comparaison avec 23.4 y 7.3% pour le reste de la population) et de chaque 100 jeunes afro-colombiens seulement 2 ont accès à des études supérieures; le taux de mortalité infantile est de 151 pour mille lorsque que la moyenne nationale est de 39 pour mille; 76% vivent en condition d'extrême pauvreté et 42% est sans emploi.⁸ (ONU, 2004 : 34)

3.1.3. Présentation du contexte stratégique de l'Urabá contemporain

La guérilla des FARC pénètre la première dans la région de l'Urabá durant les années 1960 et 1970. Les FARC sont principalement présents dans le Sud et le Nord-Ouest de l'Urabá. Ils établissent un contrôle important dans les municipalités rurales de Mutatá, de Murindó, de Unguía, de Riosucio, de Acandí, de Dabeiba et de Urama. Signe d'une forte

⁸ Dans le texte : «El Gobierno colombiano reconoce que el 82% de ellos todavía vive sin que se subvengan las necesidades básicas (abastecimiento de agua, luz eléctrica, saneamiento, etc.); la tasa de analfabetismo de esta población es tres veces superior a la del resto del país (43% en el campo y 20% en la ciudad en comparación con el 23,4 y 7,3% para el resto de la población) y de cada 100 jóvenes afrocolombianos apenas 2 tienen acceso a estudios superiores; la tasa de mortalidad infantil es de 151 por mil mientras que el promedio nacional es del 39 por mil; el 76% vive en condiciones de extrema pobreza y el 42% está sin empleo» (ONU, 2004 : 34).

prépondérance des forces insurgées, l'Union Patriotique (UP)⁹ en domine la vie politique au début des années 1980 (Observatoire Présidentiel de DH et DIH, 2003b : 3). D'autres groupes insurgés sont présents dans la région nord de l'Urabá dont le ELN et l'EPL¹. Les conflits de cette période résultent des différends et de schismes entre ces groupes insurgés.

Dans les années 1980, les narcotrafiquants, provenant du département d'Antioquia, achètent des terres près du Golfe de l'Urabá profitant d'une crise dans l'économie paysanne (Reyes, 1997 : 314). L'expansion des paramilitaires se fait en parallèle à l'arrivée des narcotrafiquants comme propriétaires terriens dans l'Urabá. Les narcotrafiquants investissent principalement dans la zone littorale nord dans des projets agroindustriels (notamment la pêche et l'élevage de crevettes) ainsi que dans des routes et le tourisme (Observatoire Présidentiel de DH et DIH, 2003b : 3). Pendant l'arrivée des paramilitaires, le thème de la distribution et de l'utilisation des terres demeure le principal vecteur de conflit. Les paramilitaires financés par les latifundistes se positionneront du côté de ces derniers dans l'opposition entre les petits paysans et les producteurs agricoles ou agro-industriels.

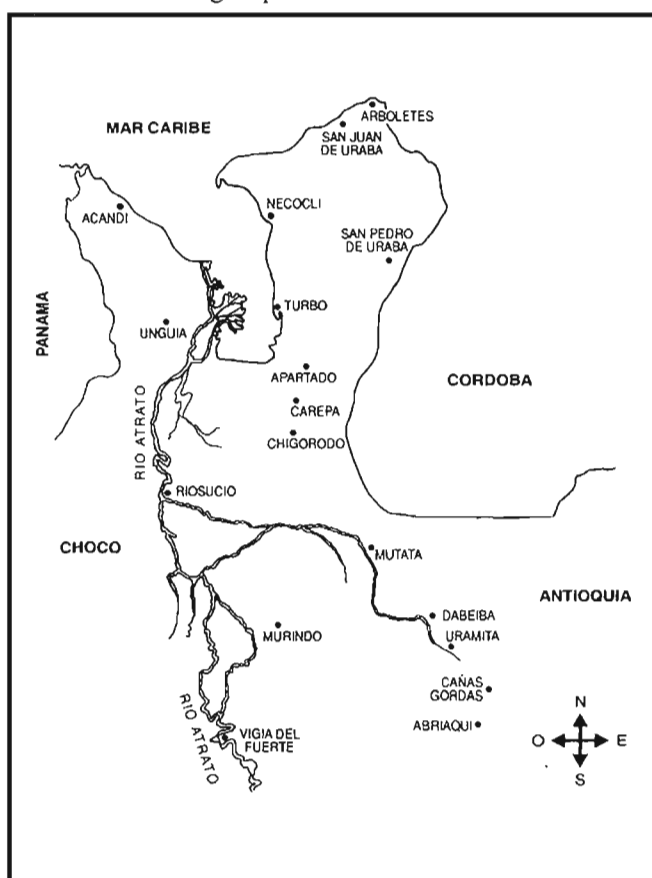
Suite à des affrontements durant les années 1980, du côté des insurgés, c'est presque exclusivement les FARC qui conservent une présence significative dans la région durant les années 1990. Selon les Forces armées colombiennes, elles y disposent d'environ 1 200 combattants dans l'Urabá en 2005. Les Fronts 57 et 34 étant présents dans la zone du cas d'étude par l'intermédiaire d'une compagnie (environ 100 combattants). À cela s'ajoute le passage occasionnel d'une colonne mobile (environ 70 combattants) (Observatoire Présidentiel de DH et DIH, 2003a : 33). Le ELN a une présence minime dans l'Urabá depuis 1996 (Echandía Castilla, 2006 : 136).

Du côté des forces contre-insurrectionnelles, la brigade 17 des Forces armées colombiennes, basée à Carepa (Voir Carte 3.3.), est la principale unité responsable de

⁹ Un parti politique formé par les FARC lors d'une négociation avec le gouvernement afin de trouver une solution politique au conflit.

l'Urabá. L'influence de son commandant, le Général Rito Alejo del Río sera¹⁰ déterminante dans l'avancée des forces contre-insurrectionnelles dans le Bas-Atrato. Pour ce qui est des paramilitaires, la zone de l'Urabá accoucha de la première fédération de groupe d'autodéfense, les ACCU¹¹. C'est sur la base de cette organisation que les frères Castaño formeront la fédération d'ampleur nationale, les AUC¹². L'Urabá est l'une des régions où l'on peut observer la plus grande densité d'activités contre-insurrectionnelles de type paramilitaire dans les années 1990.

Carte 3.3. : Les regroupements urbains de l'Urabá



Source : (Beltrán, 1996 : 10).

¹⁰ Le commandement a changé au cours de notre période d'étude. Toutefois, le Général Rito Alejo del Río sera est en charge durant les principales vagues de violence contre-insurrectionnelles.

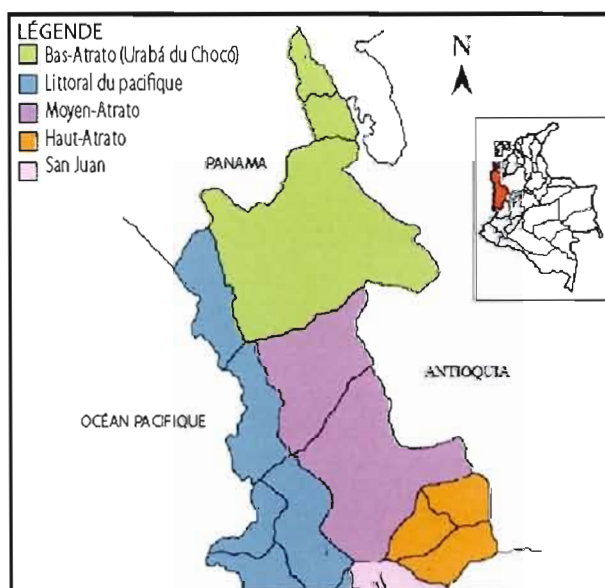
¹¹ Autodéfenses Paysannes de Córdoba et de l'Urabá (Autodefensas Campesinas de Córdoba et de l'Urabá)

¹² Autodefenses Unies de Colombie (Autodefensas Unidas de Colombia)

Durant cette période, le conflit dans la région de l'Urabá est caractérisé par une prise de contrôle rapide de son territoire par les forces contre-insurrectionnelles. Cette avancée s'observe par le déplacement de l'épicentre de l'intensité des violences, d'abord, dans le Nord de l'Urabá antioquien, ensuite dans l'Urabá bananier (Nord-Ouest) et le Sud de l'Urabá antioquien, puis, s'est transposé graduellement vers l'Urabá du Chocó (Bas-Atrato) à partir du milieu des années 1990. (Observatoire du Programme Présidentiel de DH et DIH, 2003 : 7).

La violence paramilitaire ne pénètre dans les régions de l'Atrato (Voir Carte 3.4.) qu'à la seconde moitié des années 1990. En 1997, l'opération *Génésis*, menée conjointement par des militaires institutionnels et des forces paramilitaires, permet une avancée décisive au sein du Bas-Atrato.¹³ Cette opération marque l'arrivée des forces contre-insurrectionnelles dans la zone de notre cas d'étude. En parallèle à la consolidation du contrôle paramilitaire dans le Bas-Atrato, à partir de 1999 la violence paramilitaire se déplace plus au Sud dans le Moyen-Atrato et le Haut-Atrato hors de l'Urabá (Observatoire Présidentiel de DH et DIH, 2003b : 3).

Carte 3.4. : Les régions de l'Atrato



Sources : (Observatoire
Présidentiel de DH
et DIH, 2003b : 1)

¹³ Sur la collaboration serrée entre les Forces armées colombiennes et les paramilitaires voir : (Stokes, 2005 : 110-113)

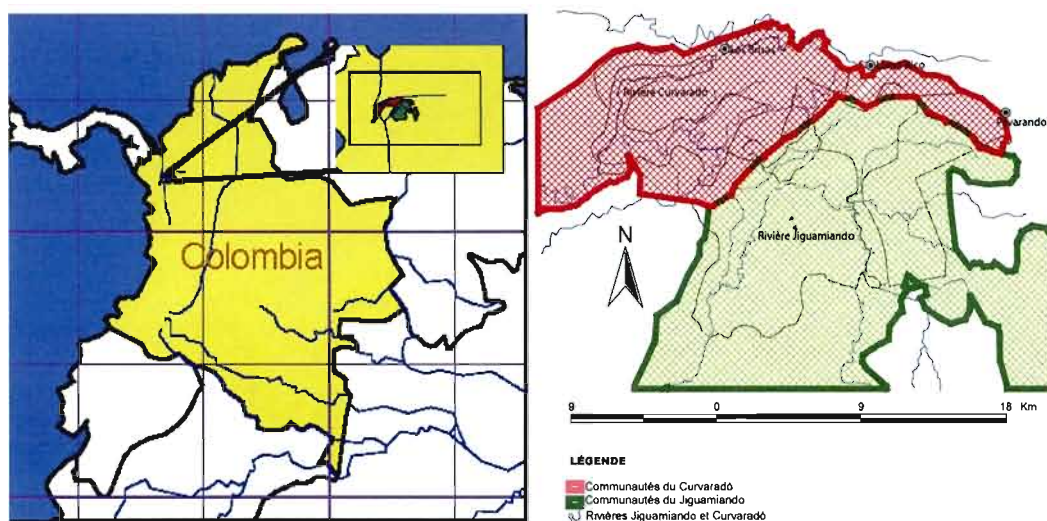
Le contexte du cas d'étude sera directement affecté par les événements qui marqueront l'expansion progressive et la consolidation du contrôle des forces contre-insurrectionnelles dans ces territoires contrôlés par les FARC depuis quelques décennies. Nous exposerons les détails des événements sur la localité délimitée par la zone géographique des bassins hydrographiques des fleuves Jiguamiando et Curvaradó.¹⁴ Nous étudierons en détail ces événements dans la section suivante selon la méthode d'étude de cas de Kalyvas (2006). Cette approche théorique et empirique, exposée au chapitre précédent, nous permet de comprendre la dynamique spécifique du *modus operandi* paramilitaire.

¹⁴ L'état sauvage de la région et le mode de vie traditionnel des Afro-colombiens rend la division locale du territoire en fonction des bassins hydrographique la plus appropriée.

3.2. Le cas des communautés du Jiguamiando et du Curvaradó

Nous nous penchons maintenant sur l'étude de l'une des localités du Bas-Atrato : les territoires du Curvaradó et du Jiguamiando (Voir Carte 3.5.). Cette démarche nous permet l'analyse décomposée du *modus operandi* caractérisant la stratégie contre-insurrectionnelle. La compréhension au niveau désagrégré est cruciale car elle permet d'expliquer la logique des avancées des forces contre-insurrectionnelles dans l'établissement et la consolidation de leur contrôle au niveau national.

Carte 3.5. : Localisation des territoires du Curvaradó et du Jiguamiando



Source : (CIJyP, 2005)

Nous procéderons selon la méthode d'analyse de cas de Kalyvas (2006) décrite au chapitre précédant. La localité étudiée est circonscrite géographiquement au sein des bassins hydrographiques des fleuves Jiguamiando et Curvaradó (Voir Carte 3.5.). Nous considérerons les événements qui s'y sont succédés au cours des années 1996 et 2005 (inclusivement). Cette dernière restriction résulte du fait que l'action paramilitaire systématique n'affectera pas cette localité avant 1996 et que les événements suivant 2005 ne sont pas encore comptabilisés. Les 10 ans que couvre l'étude de cas sont subdivisés en cinq périodes distinctes : de 1980 à 1996

($T_{(0)}$), de 1996 à 1997 ($T_{(1)}$), de 1998 à 2000 ($T_{(2)}$), de 2001 à 2003 ($T_{(3)}$), et de 2004 à 2005 ($T_{(4)}$). La période $T_{(0)}$ ne présente aucun incident violent et sera utilisée comme *situation initiale* permettant l'analyse des transformations encourues au cours de l'évolution de la prise de contrôle par les forces contre-insurrectionnelles.

Pour chaque période, nous débuterons par un retour sur le déroulement des événements. Ensuite, nous présenterons les données quantitatives selon la méthode de Kalyvas (2006). Les incidents violents sont classés en fonction de leur nature sélective ou indiscriminée puis présentés sur une carte. Cette présentation quantitative permet une analyse qualitative de l'évolution du rapport stratégique basé sur des données désagrégées.

Nous suivrons l'évolution géo-temporelle du contrôle des forces contre-insurrectionnelles en subdivisant le territoire selon le type de souveraineté exercée par les acteurs armés selon la typologie de Kalyvas (2006 : 145). Telle que décrite au chapitre précédent, cette typologie du contrôle qualifie la souveraineté sur un territoire et sa population selon cinq types de zone : zone 1 ou contrôle total des forces contre-insurrectionnelles, zone 2 ou contrôle prédominant des forces contre-insurrectionnelles, zone 3 ou contrôle partagé également entre les adversaires, zone 4 ou contrôle prépondérant des forces insurgées et, finalement, zone 5 ou contrôle total des forces insurgées (Voir Appendice C pour les critères de classification). Nous présenterons pour chaque période les modifications du type de souveraineté dans chaque zone couverte par cette étude de cas. L'échelle des dites zones est variable : selon Kalyvas, plus les informations sont désagrégées, plus la carte de la région étudiée se présente comme une *fine mosaïque*. Dans notre étude, une zone est considérée comme l'espace couvert par chacune des communautés (en incluant le village et les terres correspondantes).

3.2.1. Avant la violence : des années 1980 à septembre 1996 (Période $T_{(0)}$)

Avant l'arrivée de *La Violencia*, la population des communautés du Jiguamiando et du Curvaradó vit paisiblement et se dédie à l'agriculture paysanne. Le conseil du Jiguamiando compte 483 familles et 2386 habitants en 1996. Tandis que celui du Curvaradó compte 642

familles et 3415 habitants (CIJyP, 2005 : 6). Ils cultivent principalement le riz, le maïs, la yucca et la banane (CINEP et CIJyP, 2005 : 26-27). Les autres biens sont achetés grâce au commerce des surplus agricoles ; la banane, le maïs et la vente de bois par le fleuve Atrato ou par voie terrestre en passant par le regroupement urbain de Las Brisas vers Belén de Bajirá ou Llano Rico (*Ibid.* : 29) (Voir Carte 3.3.). Au début de 1996, une association de producteurs de banane est même créée afin d'améliorer les prix de vente et d'organiser le commerce (*Ibid.* : 31).

3.2.1.1. Cours des événements de la période $T_{(0)}$ (1980 - 1995)

La décennie des années 1980 amena pour les habitants du Jiguamiando et du Curvaradó les premiers contacts avec les acteurs armés insurgés. Les guérillas de l'EPL, du ELN et des FARC établirent contact avec les communautés :

Vers les années 1980, nous avons connu les guérillas, elles se déplaçaient d'un côté à l'autre, nous convoquaient en réunion, nous parlaient de politique et du pourquoi de leur lutte armée. [...] Il était normal que quelqu'un monte par la rivière et les voit par là, ils saluaient et nous on continuait nos activités et eux les leurs, les réunions ils les faisaient avec toute la communauté puis ils s'en allaient.¹⁵ (*Ibid.* : 30)¹⁶

Durant les années 1980 et la première moitié des années 1990, les insurgés contrôlent presque totalement le territoire du Bas-Atrato où sont situées les communautés du Jiguamiando et du Curvaradó.

¹⁵Extrait original : Como en los 80 conocimos a las guerrillas, se movían de un lado al otro , nos convocaban a reuniones, nos hablaban de política y del porqué de su lucha armada. [...] Era normal subir uno por el río y verlos por ahí, saludaban y nosotros seguíamos en nuestras actividades y ellos en las suyas, las reuniones las hacían con toda la comunidad y luego se iban. (CINEP et CIJyP, 2005 : 30)

¹⁶ La majorité des entrevues avec les paysans et paysannes des communautés étudiées furent réalisées en 2004. L'auteur a assisté l'équipe de la Commission Interecclésiale Justice et Paix (CIJyP) dans ce travail d'enquête et de compilation des violences. Les résultats furent publiés en 2005 (CINEP et CIJyP, 2005). C'est de ce dernier document dont nous tirons les citations de ce travail terrain. Bien que les entrevues ne soient pas considérées dans notre méthodologie d'étude de cas, l'auteur croit utile d'illustrer les différentes situations par des témoignages directs. Les extraits d'entrevues sont tous reproduits de manière anonyme pour des raisons de sécurité.

C'est aussi durant les années 1980 que les Métis commencèrent à arriver sur le territoire du Jiguamiando et du Curvaradó apportant des histoires qui paraissaient lointaines aux habitants de ce secteur paisible. Ces migrants fuyaient la violence paramilitaire ayant déjà cours dans d'autres départements de la Colombie :

[...] vers 1982, je me rappelle parce que l'un de mes enfants est né, les métis sont arrivés parce qu'ils les avaient expulsés de Córdoba, de Sucre et de Antioquia. Les grands propriétaires terriens leur ont enlevé le peu de terres pour les utiliser pour le bétail et le coton, et la persécution aux paysans qui protestèrent, ce fut comme ce qui arrive aujourd'hui. Ils nous contèrent des massacres. Ainsi, après un moment, les Métis sont arrivés au Curvaradó, ils cherchèrent la protection et la terre dans la jungle [...] ¹⁷ (*Ibid.* : 27)

C'est dans ces conditions que commença la cohabitation des Métis avec des autochtones *Embras* et des Afro-descendants déjà présents dans le secteur. En 1996, plus de deux mille personnes y habitent (*Ibid.* : 95). Malgré certaines frictions, ces groupes cohabiteront de façon relativement paisible et se rapprocheront par de multiples mariages. (*Ibid.* : 27)

¹⁷ Extrait original : [...] como los 1982, me acuerdo porque nació uno de mis hijos, llegaron los mestizos los corretearon de Córdoba, de Sucre y de Antioquia, les quitaron las pocas tierras los terratenientes para el ganado y el algodón y persecución a los campesinos que protestaron, eso fue como lo que hoy pasa. Nos cuentan las matanzas. Así que al tiempo bastante, llegaron los mestizos y llegaron a Curvaradó, buscaron la protección y la tierra en la selva [...] (CINEP et CIJyP, 2005 : 27)

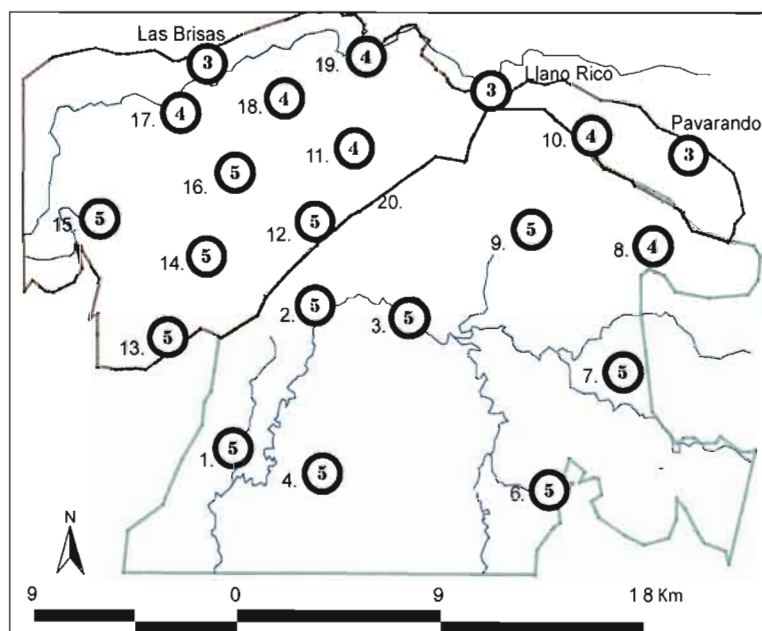
3.2.1.2. Analyse quantitative de $T_{(0)}$: Situation initiale avant la violence

a) Violence : description statistique

Aucun incident violent n'est répertorié durant la période $T_{(0)}$.

b) Contrôle $T_{(0)}$: description statistique

Carte 3.6. : Les zones de Contrôle en $T_{(0)}$



LÉGENDE

- Communautés du Curvaradó
- Communautés du Jiguamiando
- ~ Rivières Jiguamiando et Curvaradó

Zone de Contrôle

- ① Zone 1
- ② Zone 2
- ③ Zone 3
- ④ Zone 4
- ⑤ Zone 5

Villages

- 1. Bella Flor Remacho
- 2. Nueva Esperanza
- 3. Pueblo Nuevo
- 4. Caño Seco
- 5. Guamo
- 6. Puerto Lleras
- 7. Urada
- 8. Vergel
- 9. Laguna
- 10. Apartadocito
- 11. Andalucía
- 12. Buenavista
- 13. Jingadó medio
- 14. Tesoro
- 15. Villa Luz
- 16. No hay como Diós
- 17. Caracoli
- 18. Camelia
- 19. Cetino
- 20. Bracito

3.2.1.3. Analyse qualitative $T_{(0)}$: Sur la prise de contrôle du territoire

Nous ne présenterons pas d'analyse qualitative et de conclusions sur la seule base de la période $T_{(0)}$ puisqu'elle représente le référent pour les analyses des périodes ultérieures.

3.2.2. "La main de la mort" : 1996 et 1997 (Période $T_{(1)}$)

Après la consolidation du pouvoir dans l'axe *bananier* en 1996, les ACCU entreprennent de prendre *manu militari* les territoires du fleuve Atrato. En décembre de cette même année, ils réalisent la prise de contrôle du regroupement urbain de Riosucio (Voir Carte 3.3.). À partir de cette position, ils réussiront notamment à prendre contrôle du Bas-Atrato aux dépens des FARC. (Observatoire du Programme Présidentiel de DH et DIH, 2003b : 6)

Les paramilitaires sont principalement actifs dans le Bas-Atrato et le Moyen-Atrato à travers du Bloc Elmer Cárdenas. Ce dernier contrôle le regroupement urbain de Riosucio. La relation du Bloc Elmer Cárdenas avec le narcotrafic y est important. Ce Bloc y contrôle plus 354 hectares de culture de coca seulement dans la municipalité de Riosucio, selon les chiffres officiels «qui probablement sont sous-estimés».¹⁸ De plus, ce secteur est partie intégrante d'un corridor stratégique que le Bloc contrôle afin de sortir la cocaïne vers la mer (*Id.*).

C'est dans ce contexte, qu'au milieu des années 1990 des signes commencent à apparaître comme quoi les localités du Jiguamiando et du Curvaradó ne seront pas toujours à l'écart de la violence du conflit :

[...] commencèrent les rumeurs, on entendait les nouvelles de ce qui arrivait à Turbo, Apartadó, Chigorodó. Après ça, on entendait les rumeurs plus près [...] On entendit les rumeurs de la Main de la mort, où la Main entraînait elle tuait, car la Main de mort tuait ceux que l'on étiquetait de guérilleros. Que la Main de mort, que la Main de mort,

¹⁸ Dans le texte : « [...] que probablemente estén subestimadas [...] » (Observatoire du Programme Présidentiel de DH et DIH, 2003b : 6)

personne ne savait ce que c'était, seulement de ses rumeurs.¹⁹ (CINEP et CIJyP, 2005 : 32)

Dans l'extrait précédent un paysan évoque des rumeurs se référant à l'avancée des forces contre-insurrectionnelles sous la stratégie paramilitaire dans le Nord de l'Urabá puis plus près, notamment à Riosucio, dans les alentours du Jiguamiando et du Curvaradó. En effet, les massacres et les homicides commis par les paramilitaires se multiplient depuis 1995 dans la région de l'Atrato (Voir à ce sujet l'excellent travail de recompilation statistique régionale de Suárez, 2007). C'est en 1996 et en 1997 que le paramilitarisme fait une conquête territoriale du Bas-Atrato (Voir Carte 3.4.).

Tel que précisé par Kalyvas (2006 : 218), la décision d'affecter davantage d'effectifs militaires à une région afin de réaliser une conquête territoriale est exogène à la portée explicative de son modèle. La période $T_{(1)}$ est caractérisée par une prise de contrôle territorial des forces contre-insurrectionnelles par le biais de telles opérations. Bien que le modèle théorique ne s'intéresse pas aux causes de la prise de contrôle territoriale, il permet toutefois d'en étudier la logique de la violence. Ceci est tout à fait en ligne avec l'objectif de la présente étude de cas empirique, c'est à dire une exploration de la dynamique précise du *modus operandi* de prise et de consolidation du contrôle paramilitaire.

3.2.2.1. Cours des événements de la période $T_{(1)}$ (1996 - 1997)

C'est en 1996 qu'ont cours les premières actions des forces contre-insurrectionnelles en vue de préparer la prise de contrôle du territoire environnant à notre cas d'étude. Les communautés du Jiguamiando et du Curvaradó sont reliées à seulement quelques regroupements urbains. Par voie terrestre, à l'Est, il est possible de rejoindre Las Brisas. Par voie fluviale, il est possible de se rendre au Sud, à Murindo, et au Nord-Ouest, à Riosucio et à

¹⁹ Extrait original : [...] empezaron los rumores, se oían las noticias de lo que pasaba en Córdoba, en Turbo, Apartadó, Chigorodó. Después de eso se oían los rumores más cerca [...] Se oyó los rumores de la Mano de la muerte, donde entraba la Mano mataba, pues la Mano de muerte mataba los que sindicaban de guerrilleros. Que la Mano de muerte, que la Mano de muerte, nadie sabía qué era, sólo de sus rumores. (CINEP et CIJyP, 2005 : 32).

Pavarando (Voir Carte 3.3.). Toutes ces zones seront l'objet d'opérations contre-insurrectionnelles durant la seconde moitié de 1996.

À la mi-septembre 1996, des effectifs réguliers des Forces armées colombiennes (Brigade 17) entrent dans le regroupement urbain de Las Brisas, localité voisine des communautés du Curvaradó. Ils y réunissent l'ensemble de la population et les accusent d'être des guérilleros. La population nie, tout en confirmant la présence de la guérilla dans la zone. Les soldats avertissent qu'ils s'en vont mais que d'autres viendraient : « ceux-là ne viendront pas pour questionner, que ceux-là venaient pour tuer, ceux-là venaient pour terminer jusqu'à la cachette de la chienne »²⁰ (*Ibid.* : 33).

Tel qu'annoncé, à la fin septembre 1996 se présentent à Las Brisas des paramilitaires des ACCU²¹, quelques membres de la Brigade 17 et deux anciens guérilleros. Ils réunissent encore une fois l'ensemble de la population sur la place centrale et séparent hommes et femmes. Puis, ils choisissent huit paysans. Cinq furent tués en face de tous. Plusieurs au sein de la population tentèrent de fuir, situation à laquelle les paramilitaires ont réagi en tirant sans blesser personne. (*Id.*)

Les prises de contrôle de Riosucio, Murindo et Apartado ont lieu en 1996 dans des conditions semblables (*Ibid.* : 34 ; Observatoire du Programme Présidentiel de DH et DIH, 2003b : 15). Précédemment sous contrôle prépondérant des insurgés (zone 4) ou en situation de parité (zone 3), l'ensemble des regroupements urbains de cette région passent sous le contrôle prépondérant des forces contre-insurrectionnelles (zone 2) par le biais de la stratégie paramilitaire.

²⁰ Extrait tel que rapporté par un paysan : « [...] esos si no iban a preguntar, que esos venian a matar, esos venian acabar hasta el nido de la perra. » (CINEP et CIJyP, 2005 : 33)

²¹ Tel qu'expliqué au chapitre deux, l'organisation paramilitaire des Autodéfenses Paysannes de Cordoba et de l'Urabá (ACCU) est à l'origine de la fédération paramilitaire national des Autodéfenses Unies de Colombie (AUC) formée en 1997. Les événements mentionnés ayant cours en 1996, l'AUC demeure à cette date un projet.

Ainsi, à la fin de 1996, les forces contre-insurrectionnelles sont en mesure d'établir une supervision stricte sur le commerce des regroupements urbains contrôlés. D'une part, le transport de combustible et d'aliments est fortement restreint. Cette restriction est justifiée sous prétexte que la nourriture est transportée pour la guérilla. Elle a toutefois l'effet d'empêcher tout commerce des produits agricoles. Les communautés perdent ainsi leur principale entrée en devises monétaires. D'autre part, les ventes dans les établissements sont soumises à approbation par vérification des factures et réduites à des quantités minimales. (*Ibid.* : 35)

Du 24 au 27 février 1997, l'opération *Génesis* marque le début d'une nouvelle augmentation des violences dans les municipalités de Riosucio, de Unguía et d'Acandí (Voir Carte 3.4.). Dirigée par le commandant de la Brigade 17, le général Rito Alejo del Río, cette opération est menée conjointement entre militaires de la Brigade 17 et paramilitaires de l'ACCU. Officiellement, elle vise à confronter les insurgés des FARC présents dans la région touchée.

[...] 1997 est relié avec des opérations militaires de grandes proportions qui incluaient des bombardements orientés contre les fronts 57 et 34 des FARC surtout dans les zones nord du département dans les municipalités de Riosucio, d'Unguía et d'Acandí. Celle-ci était une zone que les FARC utilisaient comme arrière-garde depuis le début des années quatre-vingt-dix et qui était frappée par des groupes d'autodéfense depuis le milieu de la même décade.²² (Observatoire du Programme Présidentiel de DH et DIH, 2003b : 6-7)

Toutefois, les moyens utilisés démontrent que l'objectif de cette opération est la population civile. Des moyens navals, aériens et terrestres furent mobilisés pour cette opération de large envergure. Accompagnés par quelques militaires de la Brigade 17²³, les effectifs paramilitaires furent déployés dans les communautés rurales afro-colombiennes. Des

²² Dans le texte : « [...] 1997 está relacionado con operativos militares de grandes proporciones que incluyeron bombardeos y que estuvieron orientados contra los frentes 57 y 34, sobre todo en el norte del departamento en los municipios de Riosucio, Unguía y Acandí. Ésta era una zona que las Farc utilizaban como retaguardia desde comienzos de los noventa y que venía siendo golpeada por agrupaciones de autodefensa desde mediados de la misma década. » (Observatoire du Programme Présidentiel de DH et DIH, 2003b : 6-7)

²³ À cette occasion, des uniformes du bataillon des voltigeurs de la Brigade 17 furent identifiés (CIJyP, 2005 : 10).

bombardements indiscriminés touchèrent plusieurs villages.²⁴ Comme nous le verrons, cette vague de violence affectera indirectement les communautés du Jiguamiando et du Curvaradó en mars et avril 1997 provoquant le déplacement forcé de leurs populations (CINEP et CIJyP, 2005 : 35).

Une analyse gouvernementale *a posteriori* de cette opération a conclu que les déplacements de population dérivent de l'insécurité résultant du feu croisé entre insurgés et militaires réguliers :

La pression qu'ont exercée les autodéfenses et les guérillas envers la population, les affrontements entre autodéfenses et guérillas et la confrontation militaire entre les Farc et les Forces Militaires furent les principaux facteurs d'un ensemble de déplacements de population. Premièrement se sont déplacés plusieurs du bassin du Cacarica vers Turbo, Panamá et Bahía Solano; ensuite plusieurs autres, des bassins du Salaquí, Cacarica, Jiguamiandó, Curbaradó, Domingodó et Truandó vers Pavarandó, municipalité de Mutatá, et vers d'autres points d'Antioquia, du Choco et du reste du pays.²⁵ (Observatoire du Programme Présidenciel de DH et DIH, 2003b : 15)

Par contre, les témoignages de la population civile déplacée ne concordent pas avec cette explication. Les témoignages ne rapportent qu'un seul affrontement avec les FARC durant l'opération *Génesis* (CINEP et CIJyP, 2005 : 34). Bien qu'il soit tout à fait fondé que la population ne soit pas témoin de l'ensemble des affrontements, en demeure que la cause de leur déplacement ne résulte pas d'une relation triangulaire entre deux groupes belligérants et la population civile²⁶ :

²⁴ La liste des bombardements qui furent rapportés sont Varsovia, Balsagira, Villa Hermosa et Bocachica (CIJyP, 2005 : 10).

²⁵ Dans le texte : «La presión que ejercieron las autodefensas y las guerrillas hacia la población civil, los enfrentamientos entre autodefensas y guerrillas y la confrontación militar entre las Farc y las Fuerzas Militares fueron los principales detonantes de un conjunto de desplazamientos de población. Primero se desplazaron muchos de los habitantes de la Cuenca del Cacarica hacia Turbo, Panamá y Bahía Solano; después muchos otros, de las cuencas del Salaquí, Cacarica, Jiguamiandó, Curbaradó, Domingodó y Truandó hacia el corregimiento de Pavarandó, municipio de Mutatá, y hacia otros puntos de Antioquia, Chocó y el resto del país.» (Observatoire du Programme Présidenciel de DH et DIH, 2003b : 15)

²⁶ Je me réfère ici à la définition de Kalyvas (2006 : 188) de la production conjointe de la violence sélective. Le caractère indiscriminé de la violence résultant du bombardement de villages entiers est ici évident.

En février 1997, la Force Aérienne Colombienne conjointement avec des troupes de la dix-septième Brigade de l'Armée initia l'« Opération Génesis », avec l'objectif d'attaquer le front 57 des FARC présent dans la zone. Selon les témoignages des habitants de la région, durant cette opération furent bombardées les communautés de Caño Seco, Tamboral et Arenales, dans le bassin de la rivière Salaquí, ce qui provoqua le déplacement d'approximativement quinze mils paysans dans les bassins des rivières Cacarica, Jiguamiandó, Curbaradó, Domingodó, Truandó y Salaquí, entre autres, [...]»²⁷ (Defensoría, 2002 : 4)

Entre 1996 et 1997, plus de 15 000 paysans sont victimes de déplacements forcés dans le Bas-Atrato (Defensoría, 2002 : 4). Dans le cas des communautés du Jiguamiando et du Curvaradó, c'est la vague de déplacés par l'opération *Génesis* qui provoque leur déplacement par un effet domino.

Les déplacés de la première vague arrivent en mars 1997 dans les communautés où ils sont accueillis. Durant cette courte période de cohabitation, les déplacés transmettent leurs histoires et leur peur aux habitants du Jiguamiando et du Curvaradó. Simultanément, militaires et paramilitaires à Belén de Bajirá accusent plusieurs individus de collaborer avec la guérilla. « Et de tant de menaces de mort, de nos propres morts et du blocus économique, la majorité nous sommes déplacés [...] »²⁸ (CINEP et CIJyP, 2005 : 35). C'est ainsi, que suite à une décision collective, la majorité des membres des communautés hôtes (estimées à 70%) décida de se joindre aux déplacés pour fuir la violence. Le déplacement eut lieu le 15 avril 1997. (*Id.*)

²⁷ Dans le texte : «En febrero de 1997, la Fuerza Aérea Colombiana junto con tropas de la Decimoséptima Brigada del Ejército dio inicio a la “Operación Génesis”, con el fin de atacar al Frente 57 de las FARC que hacía presencia en la zona. Según testimonios de los pobladores de la región, en este operativo fueron bombardeadas las comunidades de Caño Seco, Tamboral y Arenales, en la cuenca del río Salaquí, lo que causó el desplazamiento de aproximadamente quince mil campesinos de las cuencas de los ríos Cacarica, Jiguamiandó, Curbaradó, Domingodó, Truandó y Salaquí, entre otros, hacia el corregimiento de Pavarandó en el municipio de Mutatá, departamento de Antioquia, y hacia las cabeceras municipales de Riosucio y Turbo. Algunas familias incluso llegaron hasta Cartagena.» (Defensoría, 2002 : 4)

²⁸ Extrait original : « Y de tanta amenaza de muerte, de nuestros muertos y del bloqueo económico, la mayoría nos desplazamos [...] » (CIJyP, 2005 : 35).

Ceux et celles ayant décidé de rester sur leurs terres devront quitter progressivement jusqu'en décembre 1997. Le blocus économique devint sanctionné par une violence plus intense et brutale tel que le démontre l'un des multiples témoignages compilés :

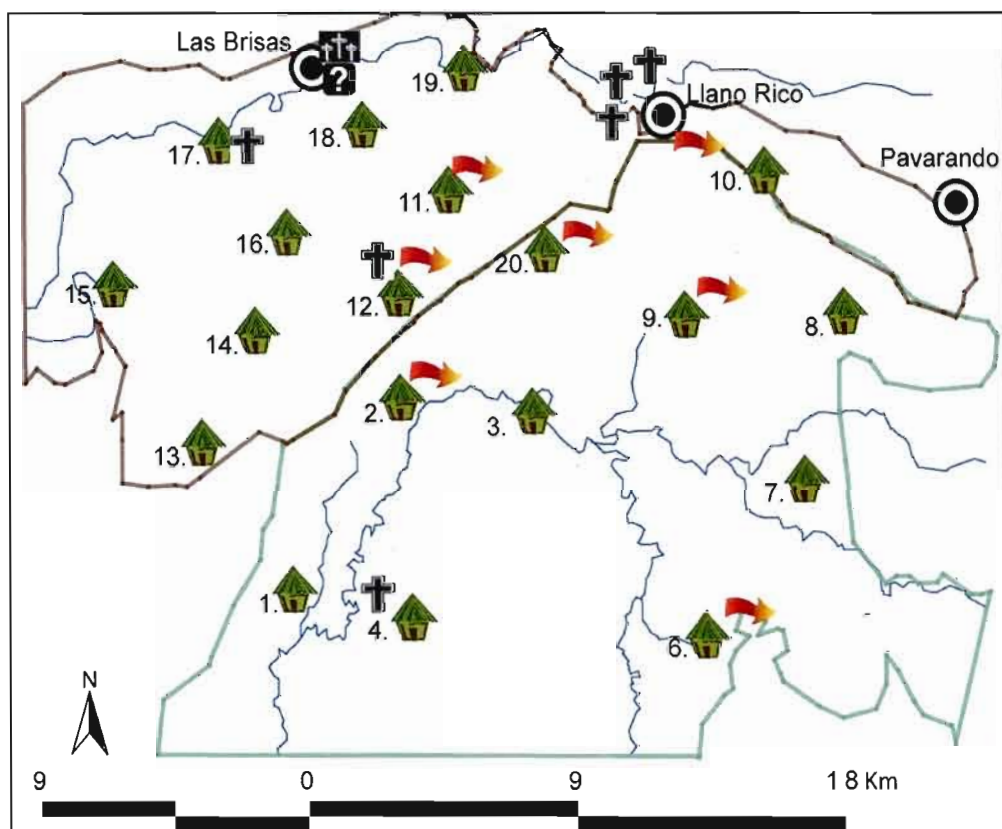
Moi j'ai connu une paysanne qui sortie faire son marché à Pavarando, elle sortait par là, par la terre, alors là-bas à Pavarando, ils ne la laissaient pas revenir parce que ici il y avait un point de contrôle. Alors, ils lui ont ordonné de ne pas retourner, elle a décidé de revenir et ici ils l'ont attrapée et l'ont tuée, ils l'ont coupée en morceaux, les seins, et après la main et le vagin.²⁹ (*Ibid.* : 44)

Les violences de la fin décembre 1997 terminèrent le déplacement de l'ensemble des familles du Jiguamiando et du Curvaradó. Incursions paramilitaires accompagnées de tirs, disparitions et homicides forceront les habitants à quitter leurs terres. La période 1996-1997 (T₍₁₎) se termine donc par l'éviction, par le déplacement forcé des populations.

²⁹ Extrait original : «Yo conocí una paisana salió a merca a Pavarandó, salía por ahí por tierra, entonces allá en Pavarandó no la dejaban venir porque acá había un retén, entonces, le ordenaron que no se viniera, ella decidió venirse y aquí la cogieron y la mataron, le mocharon las partes de ella, las tetas, y despues la mano y la vagina.» (CIJyP, 2005 : 44)

3.2.2.2. Analyse quantitative $T_{(1)}$: Sur la prise de contrôle du territoirea) Violence $T_{(1)}$: description statistiqueTableau 3.1. : Type de violence durant la période $T_{(1)}$ en fonction du lieu et de l'acteur.

Bassin	Acteur	Violence Sélective	Violence indiscriminée	Total violence (sélective + indiscriminée) Homicides et disparitions	Actes de pillage/incendies et déplacements forcés
Curvaradó	Forces contre-insurrectionnelles	0	48	59	-1 Incendie de village -2 Déplacements forcés
	-Paramilitaires	3	31	34	
	-Forces Armées	8	0	8	
	-Conjointes	0	17	17	
	Insurgés	0	0	0	
	TOTAL	11	48	59	
Jiguamiando	Forces contre-insurrectionnelles	0	10	10	-5 Déplacements forcés
	-Paramilitaires	0	0	0	
	-Forces Armées	0	0	0	
	-Conjointes	0	10	10	
	Insurgés	0	0	0	
	TOTAL	0	10	10	
TOTAL	Forces contre-insurrectionnelles	11	58	69	-1 Incendie de village -7 Déplacements forcés
	-Paramilitaires	3	31	34	
	-Forces Armées	8	0	8	
	-Conjointes	0	27	27	
	Insurgés	0	0	0	
	TOTAL	11	58	69	

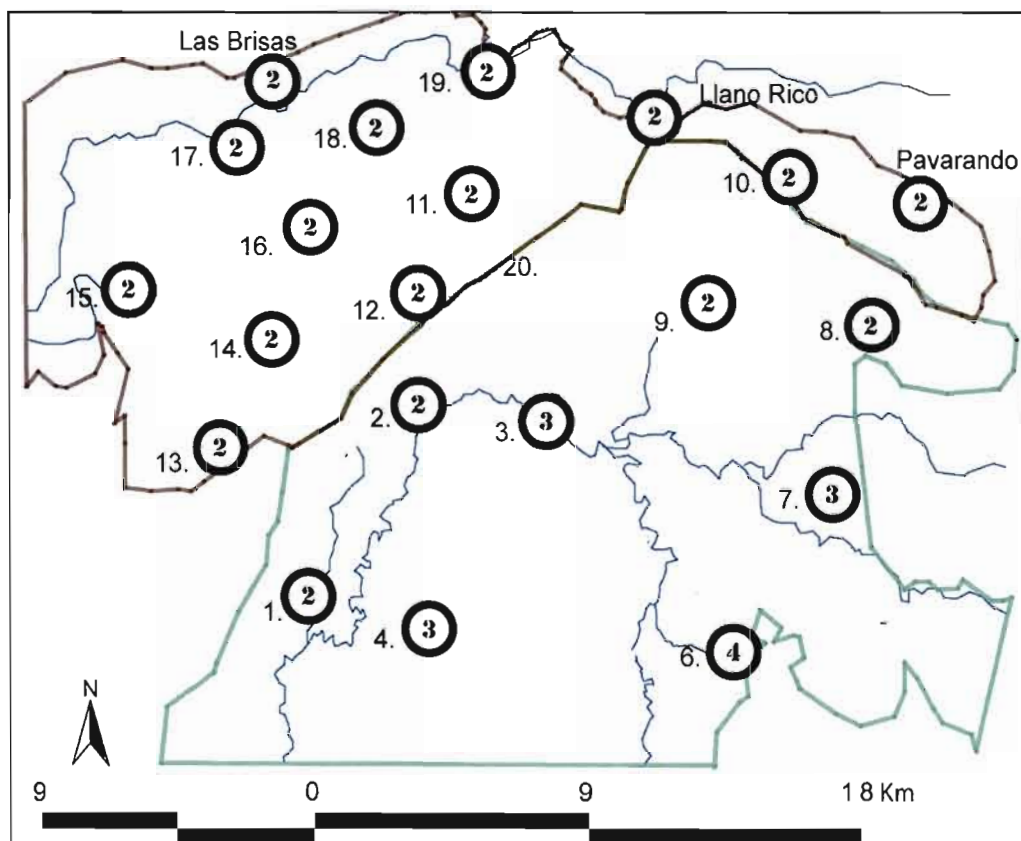
Carte 3.7. : Les incidents violents en T₍₁₎**LÉGENDE**

- Communautés du Curvaradó
- Communautés du Jiguamiando
- Rivières Jiguamiando et Curvaradó
- Principaux villages
- Homicide
- Disparition forcée
- Massacre
- Incendie de village
- Déplacement forcé
- Retour de population

Villages

- 1. Bella Flor Remacho
- 2. Nueva Esperanza
- 3. Pueblo Nuevo
- 4. Caño Seco
- 5. Guamo
- 6. Puerto Lleras
- 7. Urada
- 8. Vergel
- 9. Laguna
- 10. Apartadocito
- 11. Andalucía
- 12. Buenavista
- 13. Jingadó medio
- 14. Tesoro
- 15. Villa Luz
- 16. No hay como Diós
- 17. Caracoli
- 18. Camelia
- 19. Cetino
- 20. Bracito

b) Contrôle $T_{(1)}$: description statistique
 Carte 3.8. : Les zones de Contrôle en $T_{(1)}$



LÉGENDE

- Communautés du Curvaradó
- Communautés du Jiguamiando
- ~ Rivières Jiguamiando et Curvaradó

Zone de Contrôle

- 1 Zone 1
- 2 Zone 2
- 3 Zone 3
- 4 Zone 4
- 5 Zone 5

Villages

- 1. Bella Flor Remacho
- 2. Nueva Esperanza
- 3. Pueblo Nuevo
- 4. Caño Seco
- 5. Guamo
- 6. Puerto Lleras
- 7. Urada
- 8. Vergel
- 9. Laguna
- 10. Apartadocito
- 11. Andalucia
- 12. Buenavista
- 13. Jingadó medio
- 14. Tesoro
- 15. Villa Luz
- 16. No hay como Diós
- 17. Caracoli
- 18. Camelia
- 19. Cetino
- 20. Bracito

3.2.2.3. Analyse qualitative T₍₁₎ : Sur la prise de contrôle du territoire

Cette première phase de la *paramilitarisation* s'observe quantitativement par une forte augmentation de l'intensité de la violence là où elle est mise en place. La dynamique de cette première phase se caractérise par la première étape dans le changement du contrôle sur une zone : la prise du territoire (Kalyvas, 2006 : 217). En somme, l'objectif est d'établir un climat de terreur chez la population civile par le biais de violences le plus souvent indiscriminées mais presque toujours systématiques.³⁰ Et ce, afin de mettre la population dans un état d'esprit de collaboration avec les forces contre-insurrectionnelles et de saper les bases d'appui à la guérilla.

La prise de contrôle du territoire par les forces contre-insurrectionnelles s'observe donc par des variations dans les statistiques de violations des droits humains et du droit international humanitaire. Ces dernières y sont plus particulièrement caractérisées par une augmentation drastique des massacres³¹, des homicides, des disparitions ainsi que des déplacements forcés : une observation que confirme Romero Medina (1994 : 17). Ces actes sont faits avec une intensité de violence élevée³², notamment par l'usage de la torture, du viol ou d'outils tel que la tronçonneuse, afin de provoquer un impact psychologique significatif sur les communautés (Voir à ce sujet : PNUD 2003 : 81-94).

³⁰ Pour des analyses générales du caractère systématique des violences paramilitaires voir les rapports de la Commission Intereclesial Justicia y Paz qui enregistrent les violations des droits humains dans des zones d'influence paramilitaire et de la guérilla [En ligne :] <http://es.geocities.com/justiciaypazcolombia/> (Consultée 06 décembre 2006).

³¹ Défini comme l'assassinat de six personnes ou plus dans un lieu et un moment donné.

³² Nous adoptons ici la définition de violence de Jeremy Weinstein pour ce qui est de l'intensité de la violence vu la considération également importante des dimensions quantitative et qualitative de son application : «Par «violence» je me réfère au caractère des attaques des insurgés (la proportion de force sélective qu'utilise les groupes pour punir et prévenir la défection) et son *niveau* aggrégé (le nombre d'assassinats, enlèvements, viols, etc.)» Dans le texte: «By “violence” I refer both to the character of insurgent attack (the extent to which groups use force selectively to punish and prevent defection) and its aggregate *level* (the number of killings, abductions, rapes, and so on).» (Weinstein 2006: 6)

Il en résulte des déplacements forcés qui alimentent le flot de réfugiés dans les principaux regroupements urbains. Les déplacements forcés sont causés, selon le PNUD, à 50% par les seuls paramilitaires et à 82,5% par les paramilitaires avec collaboration des forces publiques (PNUD 2003 : 127). Dans le cas présent, le déplacement forcé des communautés du Jiguamiando et du Curvaradó a lieu en $T_{(1)}$ par l'action conjointe de la Brigade 17 des Forces armées et des paramilitaires de l'ACCU. Il est intéressant de réinterpréter dans ce contexte, les deux à trois millions de déplacés en Colombie (Avilès 2006 : 1 ; Audet, 2005). Le service de recherche du Congrès des États-Unis note d'ailleurs dans un rapport de 2004 à propos des AUC que :

Le groupe est connu pour sa brutalité et a tué plus de civils que ne l'ont fait les insurrections armées. En 2001, les AUC ont tué au moins 1015 civils contre 197 pour les FARC. Les AUC ont aussi commis 100 massacres en 2001, une tactique cherchant à déplacer de grandes parties de la population paysanne afin de raffermir leur maîtrise sur les terres [...]. (Cité dans Maltais 2006)

Notons que les déplacements forcés ont commencé à être observés dans les statistiques de façon importante à partir de 1980 en parallèle avec le début de l'expansion géographique paramilitaire (Romero Medina 1994 : 17). L'usage du déplacement forcé comme tactique explicitement visée par les forces contre-insurrectionnelles s'observe quantitativement par la forte proportion de violence indiscriminée et qualitativement par une intensité élevée de la violence (i.e. nombre et cruauté des incidents). Le Général colombien Carlos Ospinal note d'ailleurs que 90% des personnes visées par les actes violents de l'AUC sont des civils (Marcelle 2003). Cette tactique paramilitaire s'apparente à ce que Kaldor qualifie comme une caractéristique des *nouvelles guerres* :

Tous les autres doivent être éliminés. [...] C'est pourquoi la principale méthode de contrôle du territoire n'est pas le soutien du peuple comme dans le cas des guerres révolutionnaires, mais le déplacement du peuple : il s'agit de se débarrasser de tous ceux qui pourraient être des opposants. (Kaldor 1999 : 98, citée dans Marchal et Messiant 2003 : 93).

En accord avec cette théoricienne, on remarque qu'il s'agit d'une guerre non *pour* mais *contre* la population.

À l'instar de ce qui est observé en $T_{(1)}$, la première période de la *paramilitarisation* est caractérisée par des violences intenses et généralement indiscriminées. Elle se concrétise par

une vaste opération le plus souvent conjointe entre l'armée régulière et les paramilitaires. Cette dynamique permet de faire passer, entre 1996 et 1997, les petits regroupements urbains du Bas-Atrato d'un contrôle prédominant ou total des insurgés (zone 4 ou 5) à un contrôle prédominant des forces contre-insurrectionnelles. Les zones rurales (tel que notre cas d'étude) passent d'un contrôle total des insurgés (zone 5) vers un contrôle prédominant des forces contre-insurrectionnelles (zone 2 : caractérisant la majorité des villages du Curvaradó) ou à un contrôle partagé entre les belligérants (zone 3 : caractérisant davantage les villages du Jiguamiando).

3.2.2.4. Conclusion T₍₁₎

Deux conclusions sont à retenir de l'analyse de cette première période dans la *paramilitarisation* du territoire du Jiguamiando et du Curvaradó. La première est d'ordre méthodologique et la seconde se réfère à la logique de la violence durant cette phase initiale.

Au niveau méthodologique, il est à noter que la version officielle de l'État est biaisée par les rapports des militaires qui sont responsables de l'identification des guérilleros et de l'organisation de la stratégie contre-insurrectionnelle irrégulière paramilitaire visant directement la population civile.³³ Les statistiques officielles rapportent un nombre d'affrontement entre forces contre-insurrectionnelles et insurgés invariablement et largement supérieur aux rapports des ONG et aux témoignages de la population. En effet, chaque homicide au sein de la population civile est systématiquement rapporté comme découlant d'une altercation entre combattants (incluant ou non la victime) :

[...] la quantité de cas de « faux positifs » nous frappe constamment par la gravité des faits et la perversité qui tentent de tromper la société et le monde par l'intermédiaire de

³³ Notons que ces pratiques sont consistantes avec la doctrine contre-insurrectionnelle implantée avec l'établissement du paramilitarisme contemporain. Voir définition de stratégie contre-insurrectionnelle au Chapitre 1.

mécanismes qui font croire qu'il est référé à des « mort au combat » quand en réalité ce sont des exécutions de personnes civiles et sans défense.³⁴ (CINEP, 2007)

Si l'on s'en tient aux observations ici rapportées, il découle de cette remarque méthodologique que l'hypothèse officielle décrivant les causes du phénomène des déplacements forcés est biaisée. Selon l'État colombien, les déplacements forcés résultent de la pression sur les civils causés par les différentes formes d'affrontements entre les militaires ou les paramilitaires et les guérillas. La pression sur les civils est ici comprise comme une forme de violence sélective (essentiellement l'assassinat des informateurs et collaborateurs ennemis) et quelques incidents de violences indiscriminées (des *dommages collatéraux* résultant des combats entre belligérants). Cette hypothèse n'est valable que si l'on enregistre les morts civils comme résultant d'un affrontement ou simplement en enregistrant la victime comme combattants *camouflés* parmi la population.

Les témoignages et les statistiques non gouvernementales, qui servent à la description et à l'analyse de l'évolution du contrôle durant T₍₁₎, démontrent au contraire que les homicides résultent généralement d'une violence indiscriminée envers les civils. La phase initiale dans l'établissement du contrôle des forces contre-insurrectionnelles (prise du territoire) est réalisée par l'application systématique d'une violence indiscriminée contre la population. Les déplacements forcés résultent très probablement de la logique intrinsèque de la violence indiscriminée. En effet, l'incertitude quant au fait d'être ciblé comme victime indépendamment de la *culpabilité* crée un climat de terreur.

Le PNUD décrit l'usage de la terreur comme tactique militaire en ces termes :

Modulation de la terreur. Le mot «terrorisme» a diverses acceptations, mais en principe il signifie exercer la violence sur des personnes pour influencer le comportement d'autres. [...] on se réfère à la pratique de créer ou de diffuser la panique entre les présumés ou potentiels collaborateurs de l'ennemi à travers le châtement par l'exemple de certains d'entre eux. La menace, doit donc être significativement grave et crédible pour surpasser la conviction ou la peur de l'autre groupe, en d'autres mots, le terrorisme doit

³⁴ Dans le texte : [...] la cantidad de casos de "*falsos positivos*" que constantemente nos golpean por la gravedad de los hechos y la perversidad que entrañan al tratar de engañar a la sociedad y al mundo mediante mecanismos que hacen creer que se trata de "muertes en combate" cuando en realidad son ejecuciones alevos de personas civiles e indefensas. (CINEP, 2007)

être brutal:

- Il doit atteindre là où cela fait le plus mal (peine de mort, menaces à la famille, incendies, perte de la parcelle ou du commerce, entre autres).
- Il doit transmettre des leçons macabres (massacres, enfants et vieillards morts, traces de torture, corps brûlés, etc.).
- Il doit éviter les exceptions et le pardon pour être crédible; il doit en plus se baser sur un «jugement» sommaire, sans appel et d'exécution immédiate.
- il doit inclure des châtiments individuels et aussi collectifs (tueries indiscriminées, arrêts armés ou des destructions de ponts qui empêchent la sortie et l'entrée des produits au village ou à la zone).
- Il doit être sans aucune pitié, du moins autant que l'autre groupe. Et ici on peut assister à une dégradation *ad nauseam* du conflit, pendant qu'un côté apprend de l'autre, qui lui donne même une preuve de terrain sur l'efficacité et les coûts de chaque innovation [...]. Car en Colombie le terrorisme a été efficace parce qu'il *minimise* les coûts militaires et qu'il *maximise* le contrôle des territoires, tant en raison du fait que la population change de loyauté, que le bénéfice de terre résulte du déplacement forcé. (PNUD 2003 91)³⁵

Cette description du PNUD représente un résumé correspondant à l'usage prépondérant observé en $T_{(1)}$ de la violence indiscriminée par les forces contre-insurrectionnelles durant la phase initiale d'un changement dans le contrôle à leur avantage (de zone 4 ou 5 vers la zone 2) ou la dite *prise du territoire*. Puisque les insurgés ne peuvent protéger les civils, cette tactique répond aux conditions d'un usage efficace de la violence indiscriminée (Voir la l'alinéa 2.3.2.2. sur la logique de la violence indiscriminée selon Kalyvas).

³⁵ Modulación del terror. La palabra “terrorismo” tiene distintas acepciones, pero en principio significa ejercer violencia sobre unas personas para influir sobre el comportamiento de otras. [...] nos estamos refiriendo a la práctica de amedrentar o infundir pánico entre los colaboradores presuntos o potenciales del enemigo mediante el castigo “ejemplarizante” de algunos de ellos. La amenaza, entonces, tiene que ser lo bastante grave y creíble para superar la convicción o el miedo al castigo del otro grupo, o sea que el terrorismo tiene que ser brutal:

- Debe golpear donde más duele (pena de muerte, amenazas a la familia, incendios, pérdida de la parcela o del negocio, entre otros).
- Debe transmitir lecciones macabras (masacres, niños y ancianos muertos, huellas de tortura, cuerpos aserrados, etc.).
- Debe evitar las excepciones y el perdón para ser creíble; debe además basarse en un “juicio” sumario, inapelable y de inmediato cumplimiento.
- Debe incluir castigos individuales y también colectivos (matanzas indiscriminadas, “paros armados” o voladuras de puentes que impiden la salida y entrada de productos al pueblo o a la zona).
- Debe ser tan despiadado al menos como el del otro bando. Y acá podemos asistir a una degradación *ad nauseam* del conflicto, a medida que un lado aprende del otro, que incluso le brinda una “prueba de campo” sobre la eficacia y los costos de cada innovación (Recuadro 3.2). Y es que en Colombia el terrorismo ha sido eficaz porque *minimiza* los costos militares y *maximiza* el control de territorios, bien porque la población cambie de lealtad, bien por la ganancia de tierra resultante del desplazamiento forzoso. (PNUD 2003 : 91)

3.2.3. Le déplacement forcé : de 1998 à 2000 (Période $T_{(2)}$)

Suite à la violence indiscriminée qui caractérise $T_{(1)}$, la population des communautés du Jiguamiando et du Curvaradó est entièrement déplacée durant la période 1998 à 2000. Plusieurs choisissent l'exil là où ils avaient de la famille et se disperseront dans diverses villes et petits regroupements urbains de la région. Certains fuient dans la jungle, tandis que la majorité s'entasse dans des camps de réfugiés. L'expérience des habitants ayant quitté définitivement leur territoire suite à la période $T_{(1)}$ est exclue de l'analyse puisqu'ils ne sont plus impliqués dans la dynamique stratégique du cas d'étude des périodes ultérieures.³⁶ Nous porterons notre attention sur l'expérience des populations déplacées au sein même de leurs territoires et sur celles déplacées dans des camps de réfugiés.

3.2.3.1. Cours des événements de la période $T_{(2)}$ (1998 - 2000)

Le camp de réfugiés où se retrouvent les communautés du Jiguamiando et du Curvaradó est situé à Pavarando (voir Carte 3.3.). Ce camp est totalement contrôlé par les forces contre-insurrectionnelles. La population civile y est sujette à la violence contre-insurrectionnelle : « [...] les Forces Militaires autour et un peu plus à l'extérieur les *paras* qui menaçaient et tuaient. » (CINEP et CIJyP, 2005 : 36)

Durant la période de 1998 à 2000, les forces contre-insurrectionnelles ne mènent plus d'offensives d'envergure. Toutefois, les FARC attaqueront à trois reprises les forces contre-insurrectionnelles. En août 1998, les FARC attaquent la base militaire de Pavarando et prennent contrôle de ce regroupement urbain de Pavarando (incluant le camp de réfugiés).

³⁶ Durant la période du déplacement (entre 1998 à 2000) nous ne pouvons qu'étudier le cas des familles ayant vécues l'expérience des camps de réfugiés à Pavarando s'étant déplacées dans la jungle sur leurs territoires. Puisque les autres membres des communautés n'ont pas été suivis de façon systématique, nous disposons de peu d'informations désagrégées de leurs expériences. Cette limitation méthodologique ne se traduit toutefois pas dans un biais analytique majeur puisque ces déplacés rompent pour la très grande majorité leurs liens avec les territoires du Jiguamiando et du Curvaradó. Ils sont donc considérés comme ayant été déplacés de façon permanente suite à la période $T_{(1)}$.

Quelques jours plus tard, les FARC embusquèrent une patrouille militaire près de l'embouchure de la rivière Jiguamiando près de Riosucio résultant dans la mort d'une soixantaine de soldats (Observatoire du Programme Présidentiel de DH et DIH, 2003b : 4). Une autre attaque eut lieu en 1999 sur le littoral Pacifique près de la frontière du Panama. Selon l'Observatoire du Programme Présidentiel de DH et DIH (*Id.*), ces attaques s'inscrivent dans une tentative de reprise du corridor stratégique par les FARC.

Si, durant ces combats, il n'y eut aucun blessé parmi les civils, c'est au retour des forces contre-insurrectionnelles à Pavarando que la répression s'est accrue :

La guérilla est allée chercher l'armée et il y eut beaucoup de combats mais grâce à Dieu aux civils il ne nous est rien arrivé, ni blessés ni rien, ensuite de ça c'est resté sans armée, après deux jours est revenue l'armée. Nous avons vu ça durement. L'armée est repartie et sont entrés les paramilitaires, parmi eux plusieurs des militaires.³⁷(CINEP et CIJyP, 2005 : 40)

En effet, de novembre à décembre 1998, la répression est particulièrement intense, plus de 47 personnes furent tuées ou disparues par les forces contre-insurrectionnelles par une combinaison d'incidents violents sélectifs et indiscriminés (*Ibid.* : 37). Il y eut trois autres attaques des FARC dans la région durant l'année 2000 (Observatoire du Programme Présidentiel de DH et DIH, 2003b : 4).

Du côté des habitants se trouvant toujours sur leurs territoires, mais devant se cacher dans la jungle, la violence systématique demeure la règle. Durant l'année 1998, certaines familles peuvent retourner quelques mois sur leurs terres. Toutefois en 1999, les incursions paramilitaires s'intensifient à nouveau pour devenir quotidiennes du côté du Curvaradó :

Quand nous avons vu que nous étions seuls, que la majorité était à Pavarando, quand nous avons connu plus et plus d'incursions paramilitaires, comment ils venaient en détruisant tout, nous avons commencé à dormir à l'extérieur, [...] et après nous être cachés ou d'éviter que quand ils entraient en tirant ils ne nous tuent, alors au retour là on retrouvait tout mort, et c'est comme ça qu'ils faisaient avec les porcs, avec les poules. Et

³⁷ Extraît original : «La guerrilla fue a buscar el ejército y hubo combates pero gracias a Dios a los civiles no nos pasó nada ni heridos ni nada, después que pasó eso quedó sin ejército, ahí a los dos días llegó el ejército nosotros vimos la cosa muy dura, se fue el ejército y entraron los paramilitares, entre ellos varios de los militares.» (CIJyP, 2005 : 40)

ils arrivaient à la bananeraie et par pure vice ils la coupaient, mettaient aussi le feu aux maisons, au riz. (CINEP et CIJyP, 2005 : 41)³⁸

Parmi ces déplacés, au sein même de leurs territoires, plusieurs meurent par épidémie ou lors d'accouchements. Ce groupe demeure toutefois touché par une constante violence indiscriminée de la part des paramilitaires (CINEP et CIJyP, 2005 : 41-42). Leurs patrouilles ouvrent le feu sur eux de façon indiscriminée : «une camarade était en train de se baigner, ils l'ont pris dans la rivière en train de se baigner, en sous-vêtements, ils l'ont tirée, l'ont tuée et l'ont jetée ainsi dans la cour [...] ils sont allées voir la femme, la morte, et elle avait déjà eu son bébé»³⁹ (*Ibid.* : 45). Des incursions constantes dans les villages rendent donc leur occupation impossible pour cette population (*Ibid.* : 44). Lorsque les autres membres retournèrent, il ne restait plus que 180 personnes dans les territoires du Jiguamiando et du Curvaradó. (*Ibid.* : 48).

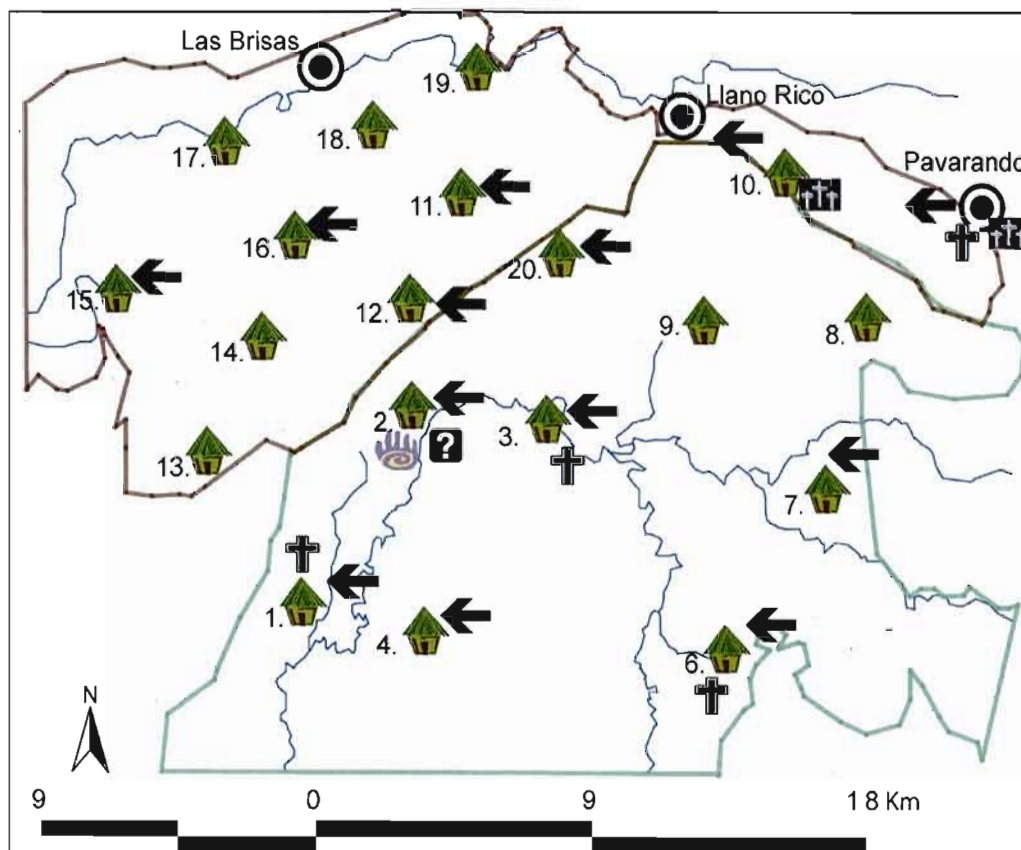
³⁸ Extrait original : «Cuando vimos que estábamos solos, que la mayoría estaba en Pavarando, cuando conocimos más y más de las incursiones paramilitares, como que venían arransando con todo, empezamos a dormir fuera, [...] y después de ocultarnos en el monte o de evitar que cuando ellos ingresaban disparando nos mataran, entonces al volver ahí la encontrábamos todo muerto, y así hacían con los marranos, con las gallinas. Y llegaban a las plataneras y de puro vicio mochaban y le metían candela a las casas, al arroz.» (CIJyP, 2005 : 41)

³⁹ Dans le texte : «se estaba bañando una compañera y la cogieron en el río bañandose, en paños menores, la tirotearon, la mataron y la tiraron así en el patio. [...] fueron a mirar la señor, la muerta, y ya había tenido el bebé.» (CINEP et CIJyP, 2005 : 45)

3.2.3.2. Analyse quantitative $T_{(2)}$: Sur la consolidation économique du contrôlea) Violence $T_{(2)}$: description statistiqueTableau 3.2. : Type de violence durant la période $T_{(2)}$ en fonction du lieu et de l'acteur.

Bassin	Acteur	Violence Sélective	Violence indiscriminée	Total violence (sélective + indiscriminée) Homicides et disparitions	Actes de pillage/incendies et déplacements forcés
Curvaradó	Forces contre-insurrectionnelles	0	6	6	
	-Paramilitaires	0	6	6	
	-Forces Armées	0	0	0	
	-Conjointes	0	0	0	
	Insurgés	0	0	0	
	TOTAL	0	6	6	
Jiguamiando	Forces contre-insurrectionnelles	0	0	0	-1 Pillage
	-Paramilitaires	0	0	0	
	-Forces Armées	0	0	0	
	-Conjointes	0	0	0	
	Insurgés	0	0	0	
	TOTAL	0	0	0	
TOTAL	Forces contre-insurrectionnelles	0	6	53*	-1 Pillage
	-Paramilitaires	0	6	6	
	-Forces Armées	0	0	0	
	-Conjointes	0	0	0	
	Insurgés	0	0	0	
	TOTAL	0	6	53	

* Nous ne disposons d'aucune information quant à la nature de 47 homicides / disparitions forcées rapportées pour l'année 1998. Nous les intégrons tout de même sur la base de la seule précision dont nous disposons: la responsabilité des forces contre-insurrectionnelles.

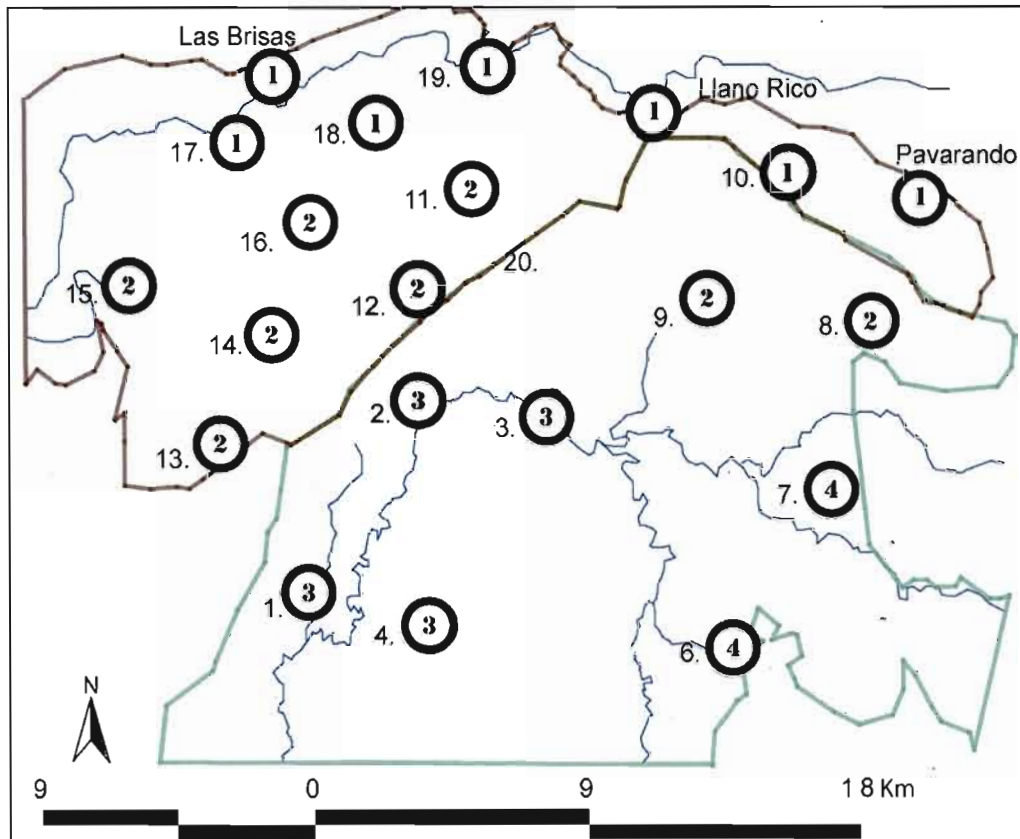
Carte 3.9. : Les incidents violents en T₍₂₎**LÉGENDE**

- Communautés du Curvaradó
- Communautés du Jiguamiando
- Rivières Jiguamiando et Curvaradó
- Village
- Homicide(s)
- Disparition(s) forcée(s)
- Massacre
- Incendie(s) de village
- Pillage(s)
- Déplacement forcé
- Retour de population

Villages

1. Bella Flor Remacho
2. Nueva Esperanza
3. Pueblo Nuevo
4. Caño Seco
5. Guamo
6. Puerto Lleras
7. Urada
8. Vergel
9. Laguna
10. Apartadocito
11. Andalucía
12. Buenavista
13. Jingadó medio
14. Tesoro
15. Villa Luz
16. No hay como Díos
17. Caracoli
18. Camelia
19. Cetino
20. Bracito

b) Contrôle $T_{(2)}$: description statistique
 Carte 3.10. : Les zones de Contrôle en $T_{(2)}$



LÉGENDE

- Communautés du Curvaradó
- Communautés du Jiguamiando
- ~ Rivières Jiguamiando et Curvaradó

Zone de Contrôle

- 1 Zone 1
- 2 Zone 2
- 3 Zone 3
- 4 Zone 4
- 5 Zone 5

Villages

- 1. Bella Flor Remacho
- 2. Nueva Esperanza
- 3. Pueblo Nuevo
- 4. Caño Seco
- 5. Guamo
- 6. Puerto Lleras
- 7. Urada
- 8. Vergel
- 9. Laguna
- 10. Apartadocito
- 11. Andalucía
- 12. Buenavista
- 13. Jingadó medio
- 14. Tesoro
- 15. Villa Luz
- 16. No hay como Diós
- 17. Caracoli
- 18. Camelia
- 19. Cetino
- 20. Bracito

3.2.3.3. Analyse qualitative $T_{(2)}$: Sur la consolidation sociale du contrôle

Les données rapportées pour la période $T_{(2)}$ sont peu précises mais nous renseignent tout de même sur la dynamique de cette période. D'une part, la majorité des incidents rapportés (47 du 53 total pour $T_{(2)}$) ne peuvent être qualifiés de sélectifs ou d'indiscriminés. D'autre part, les six cas dont nous connaissons le type de violence sont perpétrés sur le territoire du Jiguamiando et sont de nature sélective et sous responsabilité paramilitaire. Ils sont perpétrés contre la population ayant décidé de demeurer sur le territoire avant le retour des habitants. Les actes sont menés dans ce qui ressemble à une campagne d'harcèlement. En résulte qu'avant les retours des habitants, le territoire n'est plus habité que par 180 paysans.

Notons, par ailleurs, que le camp de réfugiés est sans conteste situé dans une zone de contrôle total des forces contre-insurrectionnelles. Les 47 homicides pour lesquels nous ne disposons pas de détail y sont perpétrés en moins de deux mois. Sur la base de témoignages, il semble que plusieurs visent spécifiquement des leaders communautaires, tandis que d'autres, sont perpétrés de façon aléatoire. Le climat de terreur au sein du camp résultant des violences indiscriminées entraîne la majorité des paysans déplacés à rejoindre leurs proches dans les centres urbains environnants. La combinaison des homicides potentiellement sélectifs envers les leaders et des violences indiscriminées entraîne la dislocation de l'organisation communautaire. À ce sujet, il importe de mentionner que le maintien d'une forme d'organisation entre les communautés déplacées est peu représentatif de l'expérience de la majorité des déplacements forcés. L'intervention de multiples organisations de droits humains influe dans le présent cas. Bien que peu représentatif, la persévérance de ces communautés nous permet d'observer la suite des choses quant au *modus operandi* de la *paramilitarisation* d'un territoire.

Selon des rapports décrivant des situations similaires, il apparaît que la seconde phase de la *paramilitarisation* a pour objectif la consolidation du contrôle paramilitaire. Elle se caractérise par la cooptation des mouvements sociaux et la réduction à la passivité de la population civile :

Lors de cette phase, la population locale est «*ralliée*» ; le climat de terreur suscité par le meurtre des individus présentés comme une menace (défenseurs des droits humains, syndicalistes, militants du mouvement social, entre autres) la contraint à se soumettre. Les entreprises commerciales et industrielles sont «*taxées*» et les représentants locaux de l'autorité sont «*ralliés*», c'est-à-dire poussés à apporter leur soutien financier et politique. (Amnistie Internationale 2005)

Ainsi, les éléments dits *subversifs*⁴⁰ n'ayant pas été écartés durant la première période sont la cible de la répression.

Lorsqu'ils arrivent sur le terrain, les paramilitaires disposent de listes noires de personnes à éliminer, que les agents du renseignement militaire ont désignées comme subversives. Les incursions paramilitaires de ce genre succèdent fréquemment à des opérations massives des forces de sécurité – telles que les opérations *Mariscal* ou *Orión*, à Medellín, en 2002 – ou sont lancées en conjonction avec les forces armées elles-mêmes. (*Id.*)

Les leaders (communautaires, syndicaux ou autres) sont plus particulièrement la cible des violences (PNUD 2003 : 128). En parallèle, des paramilitaires sont intégrés aux diverses instances civiles (mairies, écoles, communications, syndicats, transports, etc.) (*Ibid.* : 127). Ils s'ingèrent au contrôle des processus électoraux locaux, régionaux et nationaux. Entrepreneurs, industriels et représentants locaux de l'autorité sont «*ralliés*» (Amnistie Internationale, 2005). Les paramilitaires exercent, à ce point, un contrôle *de facto*.

3.2.3.4. Conclusion T₍₂₎

La violence est, durant cette phase, instrumentalisée afin d'influencer l'organisation sociale. D'une part, la violence sélective cible les individus clés dans les organisations. En parallèle, la violence indiscriminée provoque la dislocation des communautés. Situation résultant dans une passivité accrue des populations quant à l'évolution du cours des événements. D'autre part, les paramilitaires ou des alliés se positionnent dans les différentes instances de pouvoir. Il semble aussi que l'organisation paysanne afro-colombienne, la communauté, soit disloquée par ce processus.

⁴⁰ Nous nous référons ici à la définition large décrite par la doctrine contre-insurrectionnelle : leaders communautaires, syndicalistes, professeurs, etc. (Voir chapitre 1).

3.2.4. Retour sur le territoire et consolidation du contrôle des forces contre-insurrectionnelles: de 2000 à 2003 ($T_{(3)}$)

Durant $T_{(3)}$, de nouvelles recrudescences de la violence ont cours mais se situent cette fois plus au sud, dans le Moyen-Atrato en 2000 et dans le Haut-Atrato en 2001 (Voir Carte 3.4.). En 2002, les Forces armées lancèrent une autre opération de grande envergure dans ces deux régions (Observatoire du Programme Présidentiel de DH et DIH, 2003b : 7).

C'est dans ce contexte où l'œil de la violence et de ses déplacements de population corolaires se déplaçait vers le sud, que les communautés du Jiguamiando et du Curvaradó décident de retourner sur leurs terres en 2000. Ce retour ne concerne toutefois qu'une petite portion de la population déplacée en 1996 et 1997. Elle représente également une situation exceptionnelle en partie en raison de l'intervention d'organisations de droits humains. Les cas de retour sur les terres sont en fait exceptionnels. Pour la majorité, les déplacements forcés se transforment en une situation permanente et sont un vecteur d'urbanisation de la population dans cette région. L'intérêt d'étudier cette minorité d'exception retournant sur le territoire plutôt que la majorité résignée à l'exile réside dans notre objectif de recherche : la compréhension du *modus operandi* paramilitaire dans la prise de contrôle et la consolidation de son contrôle sur le territoire et sa population. Le cas des communautés retournées du Jiguamiando et du Curvaradó durant la période $T_{(3)}$ nous permet d'étudier les particularités des mécanismes de consolidation du contrôle paramilitaire sur un territoire.

3.2.4.1. Cours des événements de la période $T_{(3)}$ (2000 - 2003)

La situation régionale est marquée par un retour de la violence durant la période $T_{(3)}$. En 2001, la presse rapporte dans la municipalité de Riosucio (Bas-Atrato) 30 victimes le 9 octobre et 40 le 4 décembre (Observatoire du Programme Présidentiel de Droits Humains et DIH, 2003b : 10). Le New Herald, aux États-Unis, rapporte 200 victimes à Riosucio le 7 décembre 2001 (*Id.*). Cette même année, une nouvelle recrudescence du conflit a lieu dans le Haut-Atrato (*Ibid.* : 7). En 2002, le centre d'intensité du conflit se situe dans le Moyen-Atrato

et le Haut-Atrato. Les combats entre paramilitaires et les guérillas des FARC et du ELN y furent particulièrement intenses selon les sources officielles (*Ibid.* : 9). L'année 2003 est marquée par une diminution de l'intensité du conflit dans ces zones selon la même source (*Id.*).

Pour les communautés du Jiguamiando et du Curvaradó, c'est en 2000 qu'ils reçoivent officiellement les deux titres de propriété collective sur les bassins hydrographiques du Jiguamiando et du Curvaradó (CINEP et CIJyP, 2005 : 48).⁴¹ Les titres sont acquis avec l'aide

Photographie 3.11.



Alias «El Diablo», Ex-Commandant de peloton paramilitaire ayant opéré dans le Jiguamiando et le Curvaradó. Source : P. Dufort (2007).

d'ONGs et d'organisations religieuses. Les communautés organiseront cette même année le retour sur leurs terres ancestrales.⁴² De retour au sein de leurs territoires, les communautés subiront d'autres vagues de violence en 2001 et en 2003.

En 2001, plusieurs opérations des forces contre-insurrectionnelles résultent dans un nouveau déplacement des communautés du Curvaradó (*Id.*). «Les paras arrivaient en tirant, en tuant celui qu'ils pouvaient tuer et ils furent beaucoup ceux qu'ils tuèrent [...]»⁴³ (*Ibid.* : 42). À l'instar de *Alias «El Diablo»* qui fut identifié à de maintes reprises dans les

réécits des victimes en 2004 (Voir Photographie 3.11.), les paramilitaires sont très souvent des individus recrutés localement et connus de leurs victimes.

En septembre 2001, dans ces mêmes bassins hydrographiques, cinq personnes furent assassinées par des présumés membres des AUC. Face à ces faits, 1 517 personnes, 607

⁴¹ Le président Pastrana se rend d'ailleurs en personne afin de remettre en personne ces titres de propriété collective selon les modalités stipulées par la Constitution de 1991 pour la minorité afro-colombienne (CIJyP, 2005 : 48).

⁴² Ces dernières nécessitèrent sept mois pour réunir les 700 \$ nécessaire aux frais de gasoline pour le retour.

⁴³ Extrait original : «Los paracos llegaban a las veredas dando tiros, matando al que podían matar y fueron muchos los que mataron [...]» (CIJyP, 2005 : 42)

familles de Pueblo Nuevo, Puerto Lleras, Nueva Esperanza, Buenavista, Bella Flor Remacho, El Lobo, Camelias, La Laguna, El Bracito, Apartadocito, Tamboral, Gengadó Medio, El Cacao, Pital, Villa Luz, Santa Rosa de Limón, Vergel, No hay como Dios, Bartolo, Santa Fé de Churima, Tesoro, Canal, Caño Seco et Perro Viejo, se sont réfugiées dans la jungle, en raison d'une décision communautaire de ne pas abandonner le territoire.⁴⁴ (Defensoría, 2002 : 4-5)

En 2001, déplacés à nouveaux, certains sont accueillis sur les terres des communautés du Jiguamiando. D'autres quittent pour Belén de Bajirá, Chigorodó, Turbo et Medellín. Et ce, jusqu'à ce que le territoire du Curvaradó soit une seconde fois vidé de sa population (CINEP et CIJyP, 2005 : 48).

Une base paramilitaire fut ensuite installée, en 2001, sur le territoire du Curvaradó (village de Caño Claro). De ce point, ils détruisirent ou brûlèrent les communautés de *Puerto Lleras*, *Bella Flor Remacho* et *Nueva esperanza* situées sur la rive est de la rivière Jiguamiando. Cette nouvelle offensive força la population à se réinstaller du côté ouest de la rivière qui est difficilement traversable durant la majorité de l'année (Voir Carte 3.13.).



⁴⁴ Dans le texte : «En septiembre de 2001, en estas mismas cuencas, cinco personas fueron asesinadas por presuntos integrantes de las AUC. Frente a estos hechos, 1.517 personas, 607 familias, de Pueblo Nuevo, Puerto Lleras, Nueva Esperanza, Buenavista, Bella Flor Remacho, El Lobo, Camelias, La Laguna, El Bracito, Apartadocito, Tamboral, Gengadó Medio, El Cacao, Pital, Villa Luz, Santa Rosa de Limón, Vergel, No hay como Dios, Bartolo, Santa Fé de Churima, Tesoro, Canal, Caño Seco y Perro Viejo, se refugiaron en la selva, ante la decisión comunitaria de no abandonar su territorio.» (Defensoría, 2002 : 4-5)

Les paramilitaires bloquent ensuite toute circulation sur la rivière. Un positionnement tactique, compte tenu de l'analyse officielle attribuant la valeur de corridor stratégique, entre le centre du pays et la côte, à la rivière Jiguamiando. Ce point de vue expliquerait l'insistance des paramilitaires à contrôler le Curvaradó puisque les FARC et les paramilitaires sont impliqués dans le marché noir. Ces groupes irréguliers l'utiliseraient afin d'importer des armes et d'exporter des drogues (Defensoría, 2002 : 4). Ajoutant à la plausibilité de cette analyse, cette même année, les FARC attaquèrent la nouvelle base sur le territoire du Curvaradó. Opération résultant à 103 paramilitaires morts et quelques guérilleros blessés mais sans affecter les habitants qui n'étaient plus présents dans la zone (CINEP et CIJyP, 2005 : 51).

Toutefois, les habitants présentent une autre version (alternative ou complémentaire) quant aux causes de la prise du territoire du Curvaradó:

C'est à cette époque que nous avons compris, que la guerre avait plusieurs visages, celui de la mort avec du sang, avec des déplacements, avec des villages brûlés et l'autre visage, celui de l'appropriation des terres pour les riches, pour le développement de quelques-uns. En 2001, nous avons rencontré le début de l'autre Main de la mort, celle de la palme, plus dangereuse, la plus trompeuse. Alors, 14 communautés, nous avons été expulsées, notre territoire était alors séché avec la palme.⁴⁵ (CINEP et CIJyP, 2005 : 54)

Les paysans se réfèrent ici à un projet agro-industriel de palme africaine qui était progressivement développé sur leur territoire collectif. Réfugiés du côté ouest de la rivière Jiguamiando, près d'une année s'écoule avant le début d'une troisième offensive. L'assassinat d'un leader des communautés, qui fut coupé en morceaux et qui fut accusé d'être un guérillero « fut comme l'annonce de ce qui arriverait en 2003 »⁴⁶ (*Id.*). De janvier à février 2003, les paramilitaires entrent en tirant à quatre reprises dans les communautés. Bien qu'un seul homicide est rapporté lors de la quatrième incursion (un enfant de 12 ans), les incursions ramenèrent le climat de peur et de violence.

⁴⁵ Extrait original : «Ese fue el tiempo que entendimos, que la guerra tenía muchas caras, la de la muerte con sangre, con desplazamiento, con quema de plueblados y el otro rostro, la de la apropiación de tierras para los ricos, para el desarrollo de unos pocos. En el 2001, nos encontramos con el comienzo la otra mano de la muerte, la de la palma, más peligrosa, la mástramposa. Ya 14 comunidades fuimos desalojadas, ya estaba siendo nuestro territorio secada con palma.» (CIJyP, 2005 : 54)

⁴⁶ Extrait original : «[...] eso fue como el anuncio de lo que iba a pasar en el 2003.» (CIJyP, 2005 : 54).

Durant 2003, les communautés subissent le blocus économique par la rivière Jiguamiando et les voies terrestres du Curvaradó. Ils subissent également des pressions de la Brigade 17 et des paramilitaires : « Pendant qu'ils nous attaquaient par les airs, les paras par la terre. Pendant qu'ils brûlaient la ferme d'une ancienne, eux se communiquaient avec les paramilitaires qui faisaient les dommages. »⁴⁷ (*Ibid.* : 55). Des cas de tortures, des homicides et des disparitions furent également rapportés. Dans ce nouveau climat de terreur, plusieurs décident de quitter définitivement le territoire. (*Ibid.* : 55-56)

2003 fut le passage au Jiguamiando, l'offensive commença contre ceux de Puerto Lleras, qui s'étaient relocalisés sur la berge droite de la rivière Jiguamiando. Ensuite, les paras entraient, tiraient, ils endommagèrent les moteurs [des chaloupes] de la communauté, ils racontèrent que nous étions des guérilleros, ils parlèrent de la palme, ils menacèrent de mort, ils dirent qu'ils termineraient avec tout.⁴⁸ (*Ibid.* : 55)

Barrage militaire, fleuve Atrato.
Source: Photo par P. Dufort (2004).

Photographie 3.13.

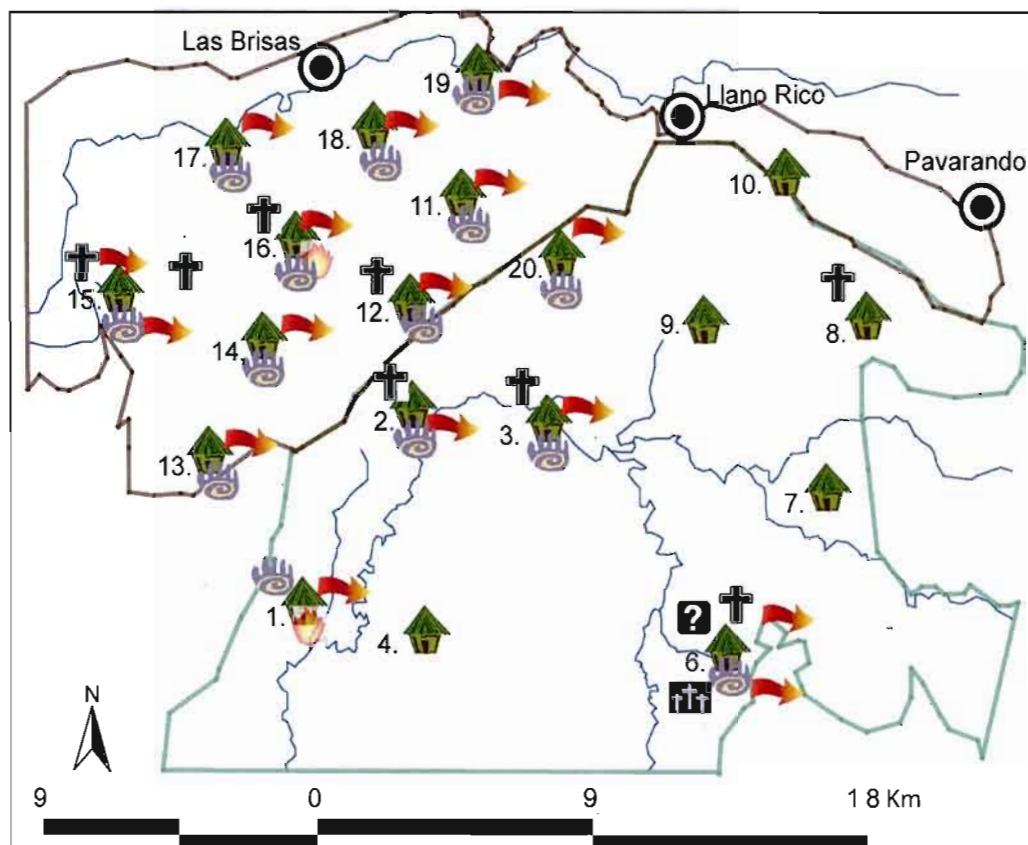


⁴⁷ Extrait original : «Mientras nos atacaban por aire, los paras por tierra. Mientras quemaban el rancho de una anciana, ellos comunicándose con los paramilitares que hacían el daño.» (CIJyP, 2005 : 55)

⁴⁸ Extrait original : «El 2003 fue el paso al Jiguamiando, la ofensiva se inició contra los de Puerto Lleras, que se habían reubicado en la margen derecha [Est] del río Jiguamiando. Entonces, los paras entraban, disparaban, dañaron los motores de la comunidad, hablaron de que éramos guerrilleros, hablaron de la palma, amenazaron de muerte y dijeron que iban a acabar con todo.»

3.2.4.2. Analyse quantitative $T_{(3)}$: Sur la consolidation du contrôlea) Violence $T_{(3)}$ description statistiqueTableau 3.3. : Type de violence durant la période $T_{(3)}$ en fonction du lieu et de l'acteur.

Bassin	Acteur	Violence Sélective	Violence indiscriminée	Total violence (sélective + indiscriminée) Homicides et disparitions	Actes de pillage/incendies et déplacements forcés
Curvaradó	Forces contre-insurrectionnelles	0	4	4	-9 Pillages
	-Paramilitaires	0	3	3	-1 Incendie
	-Forces Armées	0	0	0	-10 Déplacements forcés
	-Conjointes	0	1	1	
	Insurgés	2	0	2	
	TOTAL	2	4	6	
Jiguamiando	Forces contre-insurrectionnelles	9	5	14	-7 Pillages
	-Paramilitaires	6	3	9	-3 Incendies de village
	-Forces Armées	3	2	5	-6 Déplacements forcés
	-Conjointes	0	0	0	
	Insurgés	0	0	0	
	TOTAL	9	5	14	
TOTAL	Forces contre-insurrectionnelles	9	9	18	-16 Pillages
	-Paramilitaires	6	6	12	-4 Incendies de village
	-Forces Armées	3	2	5	-16 Déplacements forcés
	-Conjointes	0	1	1	
	Insurgés	2	0	2	
	TOTAL	11	9	20	

Carte 3.14. : Les incidents violents en T₍₃₎**LÉGENDE**

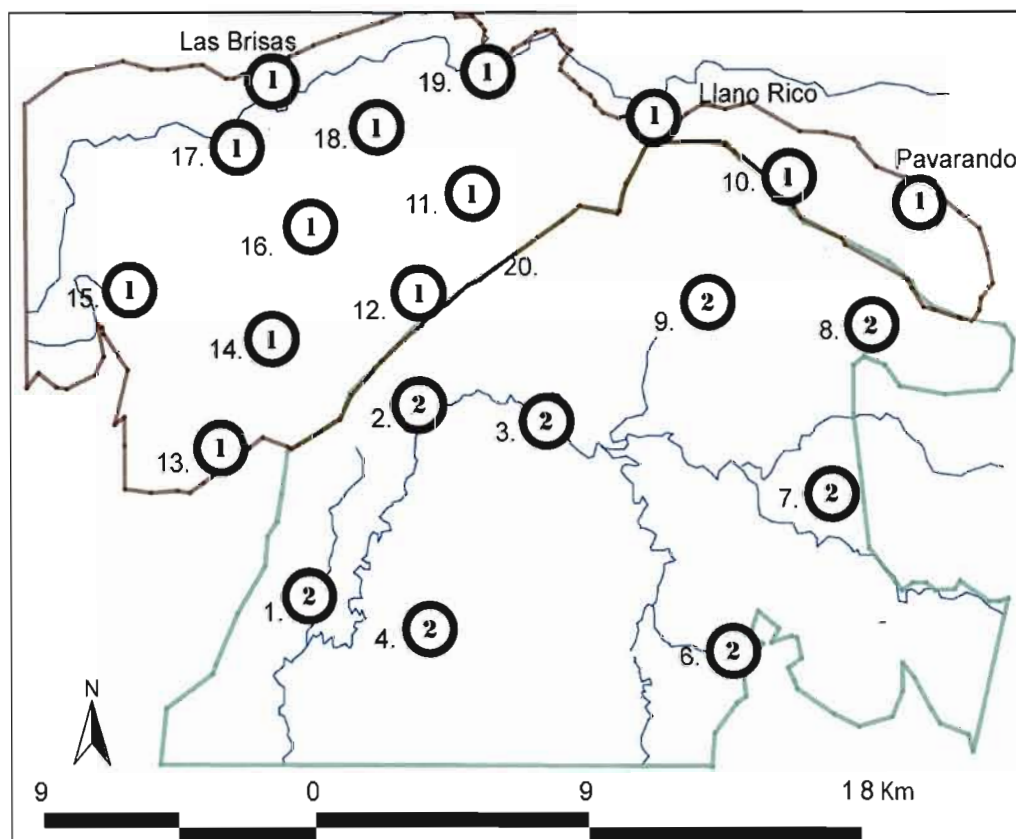
- Communautés du Curvaradó
- Communautés du Jiguamiando
- Rivières Jiguamiando et Curvaradó
- Principaux villages
- Homicide(s)
- Disparition(s) forcée(s)
- Massacre
- Incendie(s) de village
- Pillage(s)
- Déplacement forcé
- Retour de population

Villages

- 1. Bella Flor Remacho
- 2. Nueva Esperanza
- 3. Pueblo Nuevo
- 4. Caño Seco
- 5. Guamo
- 6. Puerto Lleras
- 7. Urada
- 8. Vergel
- 9. Laguna
- 10. Apartadocito
- 11. Andalucía
- 12. Buenavista
- 13. Jingadó medio
- 14. Tesoro
- 15. Villa Luz
- 16. No hay como Diós
- 17. Caracoli
- 18. Camelia
- 19. Cetino
- 20. Bracito

b) Contrôle $T_{(3)}$: description statistique

Carte 3.15. : Les zones de Contrôle en $T_{(3)}$



LÉGENDE

- Communautés du Curvaradó
- Communautés du Jiguamiando
- Rivières Jiguamiando et Curvaradó

Zone de Contrôle

- 1 Zone 1
- 2 Zone 2
- 3 Zone 3
- 4 Zone 4
- 5 Zone 5

Villages

- 1. Bella Flor Remacho
- 2. Nueva Esperanza
- 3. Pueblo Nuevo
- 4. Caño Seco
- 5. Guamo
- 6. Puerto Lleras
- 7. Urada
- 8. Vergel
- 9. Laguna
- 10. Apartadocito
- 11. Andalucía
- 12. Buenavista
- 13. Jingadó medio
- 14. Tesoro
- 15. Villa Luz
- 16. No hay como Diós
- 17. Caracoli
- 18. Camelia
- 19. Cetino
- 20. Bracito

3.2.4.3. Analyse qualitative T₍₃₎ : Sur la consolidation du contrôle

En 2003, la majorité des villages sont abandonnés. La population y demeurant toujours sous contrôle contre-insurrectionnel (zone 1). Toutefois, des villages reculés ne sont pas isolés des FARC (zone 2 et 3). Toujours en 2003, les activités paramilitaires diminueront dans cette zone puisqu'environ 600 membres du Bloc Elmer Cárdenas sont envoyés au Sud du Chocó pour appuyer une prise de contrôle à Bojayá. (Observatoire du Programme Présidentiel de DH et DIH, 2003b : 6)

Les territoires du Jiguamiando et du Curvaradó peuvent être considérés sous un contrôle contre-insurrectionnel consolidé (passage de la zone 2 à la zone 1). Les violences sont appliquées de façon systématique dans presque tous les villages. Bien que le nombre d'incidents violents soit inférieur, la répartition de ces derniers provoque le déplacement forcé des habitants du Curvaradó. On remarque également que des actions de pillage sont menées dans tous les principaux villages du Curvaradó (exception faite de Apartadó). Nous observons ici une recrudescence de la violence systématique. L'application systématique, doublée de pillages et d'incendies de villages, permet de déduire un objectif tactique de provoquer les déplacements forcés.

En effet, les violences ne sont pas accompagnées de combats entre belligérants et vise plutôt directement la population civile. Les actes de pillage et les incendies de villages sont répartis et touchent presque l'ensemble des villages. Nous pouvons également observer une corrélation entre ces dommages à la propriété perpétrés par les forces contre-insurrectionnelles et les déplacements de populations. Comme les témoignages le démontrent, le lien causal entre la violence doublée de ces dommages et les déplacements forcés est fort probable. L'usage des déplacements de populations est d'ailleurs posé comme une tactique au sein de la stratégie contre-insurrectionnelle. Ces derniers permettent une consolidation du contrôle des forces paramilitaires.

3.2.4.4. Conclusion $T_{(3)}$

La violence indiscriminée peut être utilisée de façon systématique. La répartition de la violence indiscriminée dans chaque village durant une période donnée provoque vraisemblablement les déplacements forcés. Ainsi, contrairement à ce qu'avance Kalyvas (2006 : 167), la violence indiscriminée peut être utilisée effectivement pour consolider le contrôle, si insérée dans une stratégie générale de reconfiguration de l'organisation sociale d'une région. Les déplacements de populations, le remplacement des leaders et la dislocation des formes d'organisation sociale précédentes (telle que vu en $T_{(2)}$) sont toutes des tactiques violentes de réorganisation sociale. En somme, l'évolution de la dynamique de la violence durant $T_{(2)}$ et $T_{(3)}$ démontre qu'autant dans sa forme sélective qu'indiscriminée, la violence est utilisée afin de conforter le contrôle social des forces contre-insurrectionnelles.

3.2.5. La consolidation accrue du contrôle, 2004-2005 (Période $T_{(4)}$)

Peu d'événements violents ont cours durant la période $T_{(4)}$. Toutefois, son étude en demeure importante puisque, selon notre analyse, les développements socio-économiques qui suivirent le déplacement des populations est partie intégrante de la stratégie contre-insurrectionnelle. C'est durant cette période que deviennent explicites les interrelations entre ces modifications socio-économiques et des variations dans la répartition du contrôle.

3.2.5.1. Cours des événements de la période $T_{(4)}$ (2004 - 2005)

La violence des forces contre-insurrectionnelles sur les territoires du Jiguamiando est durant cette période liée à une autre dynamique. Celle-ci apparaît lorsque les paramilitaires commencent à faire des offres aux habitants: «Les paracos arrivent à nos maisons et offrent de l'argent pour que nous allions où les entrepreneurs sont, qu'ils offrent 200 ou 300 mille par hectare, nous nous n'avons pas vendu et ne voulons pas vendre mais eux ils font des

pressions, [...]»⁴⁹ (CINEP et CIJyP, 2005 : 57). Lors d'une opération militaire régulière, les militaires encouragèrent les paysans encore présents sur leurs terres à vendre aux cultivateurs de la palme africaine mais aussi rappellent, comme une menace déjà bien connue depuis l'opération *Génesis*, que «derrière eux viennent les paramilitaires» (*Id.*).

Le chef paramilitaire Vicente Castaño déclarait au sujet des projets agro-industriels sur les territoires du Jiguamiando et du Curvaradó : «J'ai moi-même trouvé les entrepreneurs pour investir dans ces projets qui sont durables et productifs» (Quevedo et Laverde, 2008)⁵⁰. Les paramilitaires jouent donc un rôle actif dans la promotion de la culture de la palme africaine en parallèle à leur action militaire sur la population civile.

Suite à des plaintes appuyées par des organisations de droits humains, les communautés réussissent à obtenir deux vérifications gouvernementales (Voir photographie 3.16.). Ces



vérifications visaient à évaluer l'état d'avancement des cultures agro-industrielles sur les territoires collectifs légalement reconnus ainsi que les liens entre les paramilitaires et ces entreprises.⁵¹ Ces vérifications conjointes entre INCODER⁵²,

⁴⁹ Dans le texte : «A nuestras casas llegan los paracos ofrecen plata o que vayamos donde los empresarios, que a 200 o 300 mil por hectárea nosotros no hemos vendido ni queremos vender pero ellos presionan, [...]» (CIJyP, 2005 : 57).

⁵⁰ Dans le texte: «Yo mismo conseguí los empresarios para invertir en esos proyectos que son duraderos y productivos» (Quevedo et Laverde, 2008).

⁵¹ La seconde vérification fut menée durant ma présence dans la zone. J'ai donc put observer directement le progrès des travaux en octobre 2004. Lors de mon retour de la zone à titre de chercheur individuel en juillet 2007, les travaux n'avaient pas cessé.

⁵² Institut colombien pour le développement rural (INCODER).

ONG et autres agences du gouvernement fournirent la sécurité nécessaire pour que quelques paysans retournent brièvement sur les terres du Curvaradó. Confirmant leurs doutes, le territoire collectif des communautés est transformé sous l'impulsion d'un projet agro-industriel de palme africaine visant la production d'huile végétale et de biocombustible.

Nous avons dû quitter les terres entre 1999 et 2000. Tous les jours, quand on entendait le moins de tirs, c'était jusqu'à 5 ou 6 fois tout les jours et nous avons dû abandonner les terres. Regarde, moi je vivais dans le Curvaradó, j'avais 16 hectares de bananes et j'avais 16 bœufs, 10 de pâturage où j'avais mes animaux, pour les bêtes. Et ils s'y mirent les paramilitaires et ils brûlèrent ma maison et ils ont emporté tout ce que j'avais. Et comme ça, ils ont détruit tous les villages et aujourd'hui, 8 ans après, ils ont semé de la Palme. Ils ne m'ont rien laissé.⁵³ (*Ibid.* : 45)

⁵³ Dans le texte : «Ya a nosotros nos tocó abandonar las tierras entre el 1999 y el 2000. Todos los días que cuando menos se oían tiros eso era hasta 5 y 6 veces, todos los días y a nosotros nos tocó abandonar las tierras. Vea yo vivía en Curvarado, tenía 16 hectáreas de platános y tenía 16 reses, 10 de pasto donde yo tenía mis animales para las bestias y se metieron los paramilitares y quemaron mi casa y se llevaron todo lo que yo tenía. Y así fueron destruyendo todos los pueblos [...] » (CIJyP, 2005 : 45)

Les photographies suivantes furent prises durant la seconde commission de vérification.

Photographie 3.18.



Jeune garçon prenant connaissance des transformations de la ferme familiale, territoire du Curvaradó.
Source: Photo par P. Dufort (2004).

Photographie 3.17.



Jungle non transformée, territoire du Curvaradó.
Source: Photo par P. Dufort (2004)

Photographie 3.19.



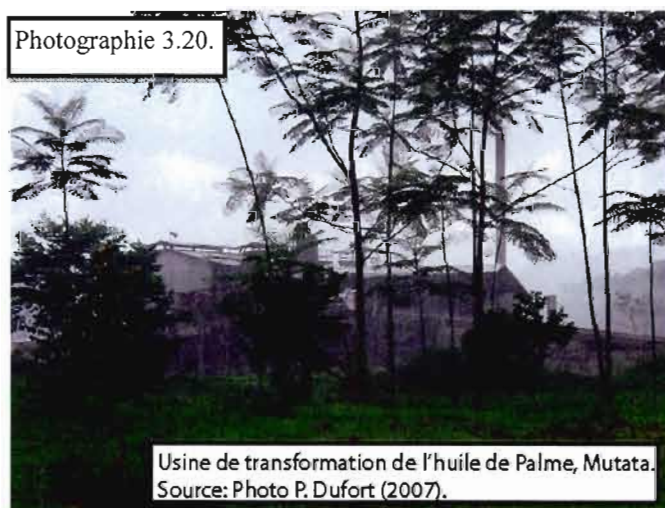
L'école du village abandonné de Camela est maintenant au milieu de la palme africaine.
Source : (CIJyP, 2005).

Elles permettent de voir que l'usage du sol du territoire de Curvaradó a radicalement changé. Une marche depuis le village de Nueva Esperanza, territoire du Jiguamiando, jusqu'à Las Brisas permet d'observer les étapes de cette transformation. Avant les coupes (Voir Photographie 3.17.), la jungle n'est à peu près pas transformée par le mode de vie traditionnel des Afro-colombiens. La coupe forestière doublée de la canalisation élimine l'écosystème local (Voir Photographie 3.18.). Les plantations de palme africaine nécessitent des années avant d'atteindre la maturité. Ainsi, nous pouvons constater que les plantations sont de plus en plus matures en direction du nord. Par exemple, l'ancien village de Camelia, situé à proximité de Las Brisas, est recouvert d'une culture agro-industrielle de palme africaine (Voir Photographie 3.19.).

En septembre 2003, le chef paramilitaire Carlos Mauricio García (alias Rodrigo Franco ou *Doble Cero*) déclare quelques mois avant d'être assassiné par d'autres paramilitaires :

Les projets de palme africaine au sud de l'axe bananier d'Urabá font couler le sang, la misère et la corruption. La forme dans laquelle ont été acquises les terres et l'argent supposément prêté par des entités de la magouille agroindustriel font partie d'une chaîne de blanchiment d'argent du narcotrafique, falsification, déplacement forcé, mort et violence (Quevedo et Laverde, 2008).⁵⁴

En parallèle à la baisse des violences, la production de l'huile tirée de la palme africaine est croissante dans la région. Indicatrice de la croissance de la production, une usine de transformation de l'huile fut construite à Mutata (Voir Carte 3.3.).

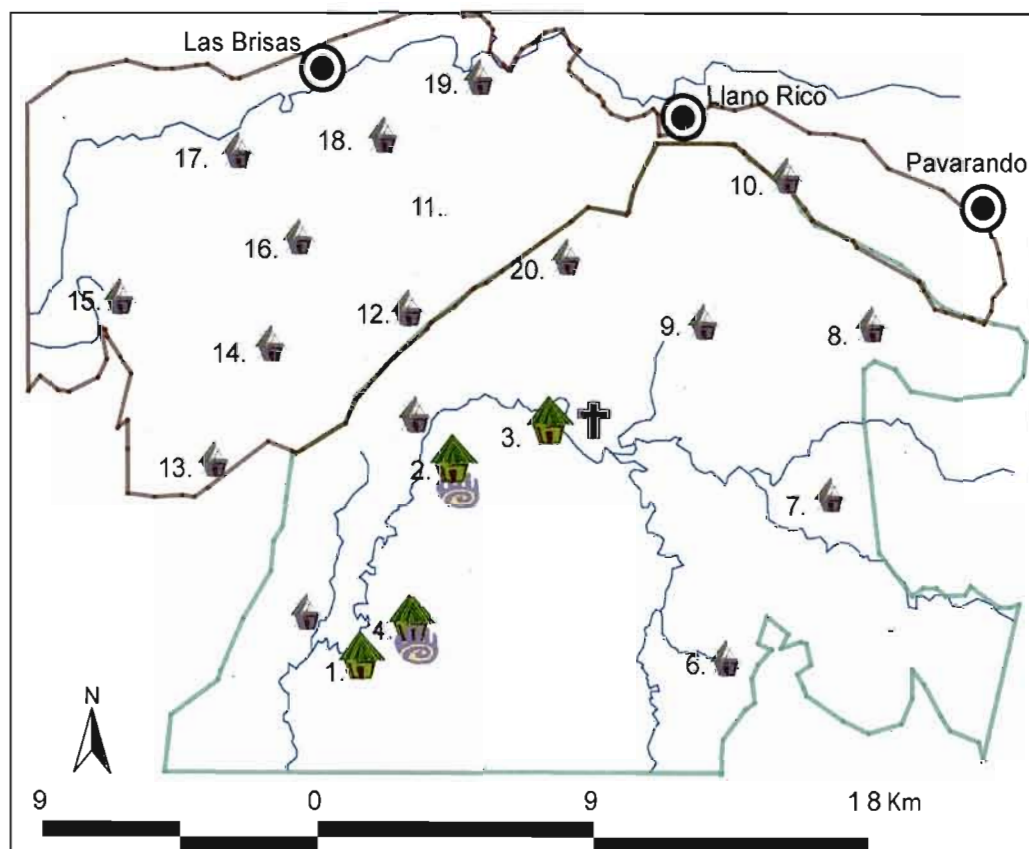


Suite à ces vérifications, INCODER produisit deux rapports. Le premier stipule clairement l'illégalité de l'appropriation des terres par les compagnies. Suite au scandale et après un laps de temps, le second rapport émet des conclusions différentes. Seulement quelques unes ne sont finalement pas conformes.

⁵⁴ Dans le texte: «Los proyectos de palma africana del sur el eje bananero de Urabá, chorrean sangre, miseria y corrupción. La forma en que han sido adquiridas las tierras y el dinero supuestamente prestado por entidades de fomento agroindustrial, hacen parte de una cadena de lavado de dineros del narcotráfico, testaferro, desplazamiento forzado, muerte y violencia.»(Quevedo et Laverde, 2008).

3.2.5.2. Analyse quantitative $T_{(4)}$: Sur la consolidation accrue du contrôlea) Violence $T_{(4)}$: description statistiqueTableau 3.4. : Type de violence durant la période $T_{(4)}$ en fonction du lieu et de l'acteur.

Bassin	Acteur	Violence Sélective	Violence indiscriminée	Total violence (sélective + indiscriminée) Homicides et disparitions	Actes de pillage/incendies et déplacements forcés
Curvaradó	Forces contre-insurrectionnelles	0	0	0	
	-Paramilitaires	0	0	0	
	-Forces Armées	0	0	0	
	-Conjointes	0	0	0	
	Insurgés	0	0	0	
	TOTAL	0	0	0	
Jiguamiando	Forces contre-insurrectionnelles	0	2	2	
	-Paramilitaires	0	0	0	
	-Forces Armées	0	2	2	
	-Conjointes	0	0	0	
	Insurgés	0	0	0	
	TOTAL	0	0	0	
TOTAL	Forces contre-insurrectionnelles	0	2	2	
	-Paramilitaires	0	0	0	
	-Forces Armées	0	2	2	
	-Conjointes	0	0	0	
	Insurgés	0	0	0	
	TOTAL	0	2	2	

Carte 3.21. : Les incidents violents en T₍₄₎**LÉGENDE**

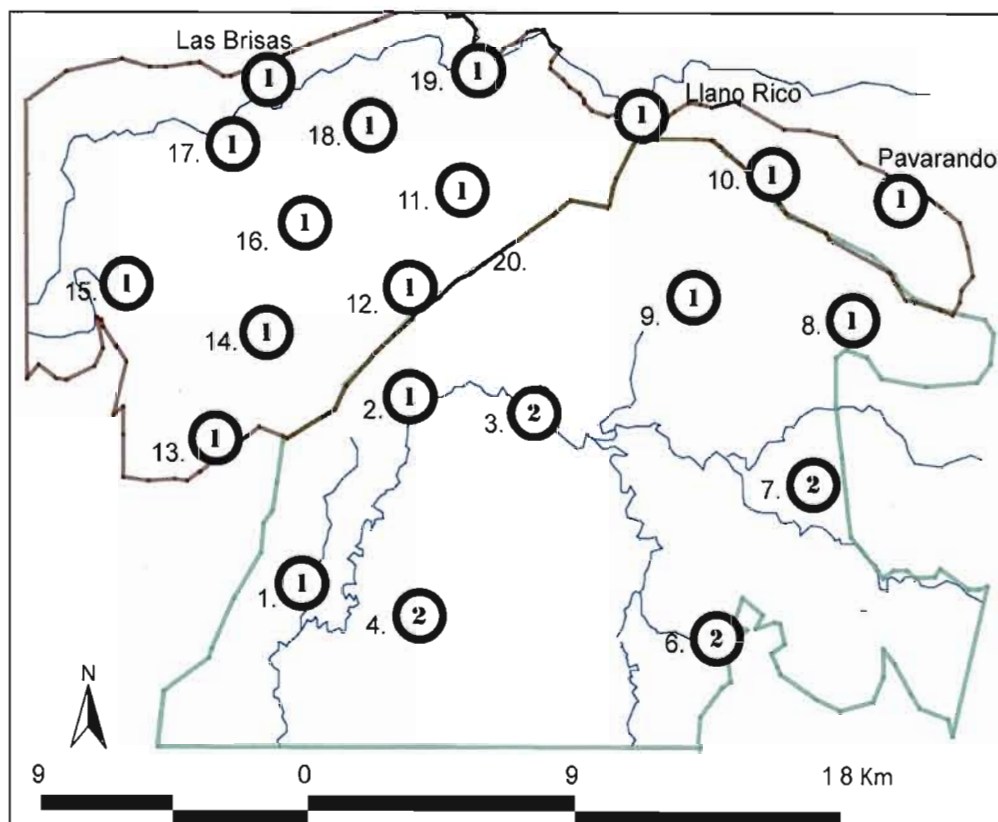
- Communautés du Curvaradó
- Communautés du Jiguamiando
- Rivières Jiguamiando et Curvaradó
- Principaux villages
- Village abandonné
- Homicide(s)
- Disparition(s) forcée(s)
- Massacre
- Incendie(s) de village
- Pillage(s)
- Déplacement forcé
- Retour de population

Villages

1. Bella Flor Remacho
2. Nueva Esperanza
3. Pueblo Nuevo
4. Caño Seco
5. Guamo
6. Puerto Lleras
7. Urada
8. Vergel
9. Laguna
10. Apartadocito
11. Andalucía
12. Buenavista
13. Jingadó medio
14. Tesoro
15. Villa Luz
16. No hay como Diós
17. Caracoli
18. Camelia
19. Cetino
20. Bracito

b) Contrôle $T_{(4)}$: description statistique

Carte 3.22. : Les zones de Contrôle en $T_{(4)}$



LÉGENDE

- Communautés du Curvaradó
- Communautés du Jiguamiando
- ~ Rivières Jiguamiando et Curvaradó

Zone de Contrôle

- 1 Zone 1
- 2 Zone 2
- 3 Zone 3
- 4 Zone 4
- 5 Zone 5

Villages

1. Bella Flor Remacho
2. Nueva Esperanza
3. Pueblo Nuevo
4. Caño Seco
5. Guamo
6. Puerto Lleras
7. Urada
8. Vergel
9. Laguna
10. Apartadocito
11. Andalucía
12. Buenavista
13. Jingadó medio
14. Tesoro
15. Villa Luz
16. No hay como Diós
17. Caracoli
18. Camelia
19. Cetino
20. Bracito

3.2.5.3. Analyse qualitative T₍₄₎ : La consolidation socio-économique du contrôle

Puisque les principales purges sont alors terminées, les statistiques des violations des droits humains rapportent, à ce stade, une diminution des cas de massacres, d'homicides et de disparitions. Outre la présence d'observateurs des droits humains, cette pacification reflète également la normalisation d'un pouvoir paramilitaire latent puisque l'opposition à la stratégie paramilitaire y est majoritairement *neutralisée*. Amnistie Internationale observe des dynamiques similaires ailleurs en Colombie :

Lors de cette dernière phase, les paramilitaires n'ont plus besoin d'assurer une présence militaire manifeste et de grande ampleur dans les zones qu'ils contrôlent désormais, avec les forces de sécurité. Ils se mettent au contraire dans l'ombre, au cas où les guérilleros attaqueraient à nouveau, tout en continuant de menacer, tuer et faire «disparaître» les civils censés faire partie de l'opposition. (Amnistie Internationale 2005)

C'est en relation avec le projet paramilitaire⁵⁵ que l'on peut comprendre les fondements de la logique de leur violence. En effet, bien qu'elle serve les objectifs contre-insurrectionnels, l'application systématique de la violence permet également une sécurisation du territoire et des populations visant à créer des conditions favorables à l'investissement et au développement :

[Le paramilitarisme] est un phénomène complexe qui associe des mécanismes de contrôle politique et social à la mise en place d'un modèle économique fondé sur la concentration des terres, sur de vastes projets à caractère agricole ou minier et sur d'importants travaux d'infrastructure. Cette politique s'est appuyée sur des violations généralisées et systématiques des droits humains, et notamment des déplacements massifs de populations. (*Id.*)

La sécurité de la zone étant confortée, les risques liés à l'investissement sont diminués et les projets industriels sont facilités.⁵⁶ La dernière phase de la *paramilitarisation*

⁵⁵ Voir au sujet du projet socio-politique paramilitaire le document Bloque Élmér Cardenas de autodefensas campesinas (2004) *Modelo de negociación en un Proyecto de Alternatividad Social (PASO)*. 28 novembre 2004, Urabá, Colombia.

⁵⁶ L'insécurité est un problème important pour l'investissement en Colombie. À titre d'exemple, le ministère des affaires étrangères canadien mentionne qu'il est à prévoir des dépenses minimales en sécurité de l'ordre de 10% du coût global pour un projet en Colombie. Ministère des affaires étrangères

implique la création de revenus par l'intermédiaire de l'achat et la collaboration avec des entreprises légales (création de fonds et de coopératives, projets productifs et travaux communautaires). Les paramilitaires ont accès aux terres de première qualité à des prix dérisoires ou s'approprient tout simplement des *zones de conflits* ayant appartenues aux communautés déplacées (Amnistie Internationale 2005, Diócesis de Quibdó y Human Rights Everywhere 2004). Les diverses ressources sont un moteur du développement, notamment par le biais de l'agro-industrie, l'extraction minière ou pétrolière.

De plus, les programmes gouvernementaux de relocalisation des déplacés sur d'autres territoires renforcent sous certains aspects la *paramilitarisation*. Au sein d'une nouvelle organisation socio-économique, la population paysanne indépendante du Curvaradó est remplacée par des travailleurs salariés notamment issus du programme de relocalisation. À l'instar des conclusions d'un rapport d'Amnistie Internationale (2005), ces programmes brisent donc les liens de solidarité communautaire et offrent une main d'œuvre bon marché assurée par le contrôle social paramilitaire. En effet, la réorganisation sociale est à la base de l'établissement d'une situation de dépendance des populations vis-à-vis du projet économique d'échelle promu et bénéficiant aux forces contre-insurrectionnelles.

Cette dynamique est également applicable au milieu urbain. En juin 2003, le Blocage Cacique Nutibara s'attribue dans un communiqué une part du mérite de la *sécurisation* de Medellín (vu la diminution des statistiques d'homicides) tout en affirmant qu'ils créaient «le climat nécessaire pour que l'investissement, étranger en particulier, fondamental si nous ne voulons pas rester à la marge de la mondialisation et que l'emploi productif et durable puisse naître» (*Id.*).

En somme, le paramilitarisme, par son *modus operandi*, peut être conceptualisé comme un groupe armé offrant un service de prise de contrôle et de sécurisation de zones rurales et urbaines à des acteurs sociaux du milieu des affaires, de l'armée et du narcotrafic. Le paramilitarisme bénéficie en retour d'un meilleur accès aux ressources

locales. Les forces contre-insurrectionnelles bénéficient d'un contrôle consolidé au delà de la simple donne militaire. En effet, la transformation du modèle socio-économique fait disparaître la paysannerie qui demeure la base sociale de la guérilla. Cette dernière se trouvant dans ces zones comme *un poisson sans eau*.

3.2.5.4. Conclusion $T_{(4)}$

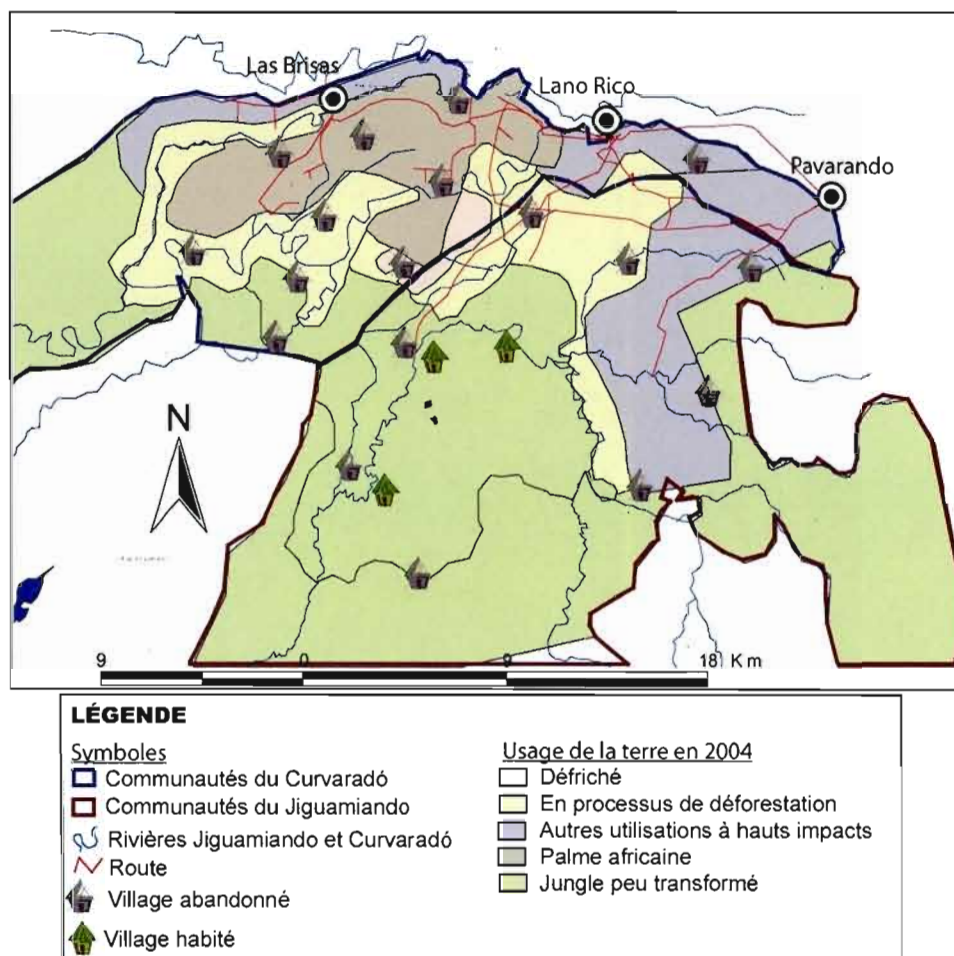
Relativement peu d'homicides sont enregistrés durant cette période. L'interprétation de cette baisse quantitative des incidents violents est liée à la consolidation du contrôle contre-insurrectionnel durant la période précédente (passage généralisé de la zone 2 à la zone 1). Notons que l'attention médiatique qu'entraînent les deux inspections sur le territoire fausse également ces résultats. De plus, la présence permanente d'observateurs des droits humains dans les trois villages de Nueva Esperanza, Bella Flor Remacho et Pueblo Nuevo influe également sur le comportement des acteurs armés.

Si la dynamique de la violence se trouve changée par ces facteurs dans le Jiguamiando, en demeure que les inspections permettent de pénétrer dans la zone contre-insurrectionnelle où le *modus operandi* de la *paramilitarisation* est complété. Les observations qui y sont faites sont extrêmement intéressantes. Comme le démontre la Carte 3.24., le modèle socio-économique des terres conquises en $T_{(1)}$ et $T_{(2)}$ est complètement transformé par la culture de la palme africaine (Voir Photographie 3.23.). Dès $T_{(2)}$ et $T_{(3)}$, des projets agro-industriels



commencent à être mis en place. En effet, selon la taille des palmiers, la plantation est commencée dès $T_{(2)}$. Ce qui implique que la coupe de la forêt et la construction des drainages fut complétée rapidement dans la partie nord du territoire du Curvaradó, aux alentours de Las Brisas (Voir Carte 3.24.).

Carte 3.24. : L'usage du sol en 2004 selon le rapport de l'INCODER



Source : Données (CINEP et CIJyP, 2005) et cartes adaptées de (CIJyP, 2005).

À $T_{(4)}$, le *modus operandi* contre-insurrectionnel semble avoir été mené à terme. Le contrôle du territoire et des populations est consolidé. En fait, la consolidation du contrôle se poursuit entre $T_{(3)}$ et $T_{(4)}$. Le contrôle militaire consolidé (contrôle total des forces contre-insurrectionnelles ou zone 1) est instrumentalisé afin de réorganiser le modèle socio-économique. C'est à ce stade que le modèle de Kalyvas est réductionniste. La consolidation accrue du contrôle résultant de cette réorganisation y est tout simplement ignorée. C'est sur la base de cette observation fondamentale que nous proposons au chapitre suivant un modèle théorique articulant les modifications socio-économiques à l'étude des dynamiques stratégiques.

3.2.6. Résumé synthèse de l'analyse de cas (Périodes $T_{(1)}$ à $T_{(4)}$)

Sur la base des conclusions des Périodes $T_{(1)}$, $T_{(2)}$, $T_{(3)}$ et $T_{(4)}$, plusieurs observations peuvent être faites quant à la dynamique du *modus operandi* contre-insurrectionnel. Principalement, c'est l'important rôle des transformations socio-économiques dans le processus de consolidation du contrôle qui nous y intéresse.

3.2.6.1. Synthèse du cours des événements des Périodes $T_{(1)}$ à $T_{(4)}$ (1996 à 2005)

Entre 1997 et 2001, 12 opérations des forces contre-insurrectionnelles mènent au déplacement des communautés du Jiguamiando et du Curvaradó. Ces actions coïncident chronologiquement avec la prise de contrôle du Curvaradó et le début de la déforestation et de la plantation de la palme africaine. En 2002, le contrôle des forces contre-insurrectionnelles est consolidé sur le territoire du Curvaradó et des offensives commencent à être menées contre la population sur le territoire du Jiguamiando. En 2003, les offensives s'y intensifient et les habitants sont entièrement déplacés du côté sud de la rivière Jiguamiando laissant libre cours à la transformation du modèle socio-économique des territoires du Jiguamiando et du Curvaradó sur sa rive nord. (CINEP et CIJyP, 2005 : 9)

3.2.6.2. Analyse quantitative $T_{(0-4)}$: Sur la consolidation économique du contrôlea) Violence $T_{(1-4)}$: description statistique synthèseTableau 3.5. : Incidents violents sélectifs durant les périodes $T_{(1-4)}$ en fonction du lieu et de l'acteur.

Violence sélective par périodes et acteurs responsables																				
Bassin	Forces Armées					Paramilitaires					Opérations conjointes (Forces armées et paramilitaires)					Insurgés				
	T ₁	T ₂	T ₃	T ₄	Total	T ₁	T ₂	T ₃	T ₄	Total	T ₁	T ₂	T ₃	T ₄	Total	T ₁	T ₂	T ₃	T ₄	Total
Curvaradó	8	0	0	0	8	3	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	2	0	2
Jiguamiando	0	0	3	0	3	0	0	6	0	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	8	0	3	0	11	3	0	6	0	9	0	0	0	0	0	0	0	2	0	2

Tableau 3.6. : Incidents violents sélectifs durant les périodes $T_{(1-4)}$ en fonction du lieu et de l'acteur.

Violence indiscriminée par périodes et acteurs responsables																				
Bassin	Forces Armées					Paramilitaires					Opérations conjointes (Forces armées et paramilitaires)					Insurgés				
	T ₁	T ₂	T ₃	T ₄	Total	T ₁	T ₂	T ₃	T ₄	Total	T ₁	T ₂	T ₃	T ₄	Total	T ₁	T ₂	T ₃	T ₄	Total
Curvaradó	0	0	0	0	0	31	6	3	0	40	17	0	1	0	18	0	0	0	0	0
Jiguamiando	0	0	2	2	4	0	0	3	0	3	10	0	0	0	10	0	0	0	0	0
TOTAL	0	0	2	2	4	31	6	6	0	43	27	0	1	0	28	0	0	0	0	0

b) Contrôle $T_{(0-4)}$ description statistique synthèse

Tableau 3.7. : Perspective synthèse du contrôle en fonction de la période et du lieu

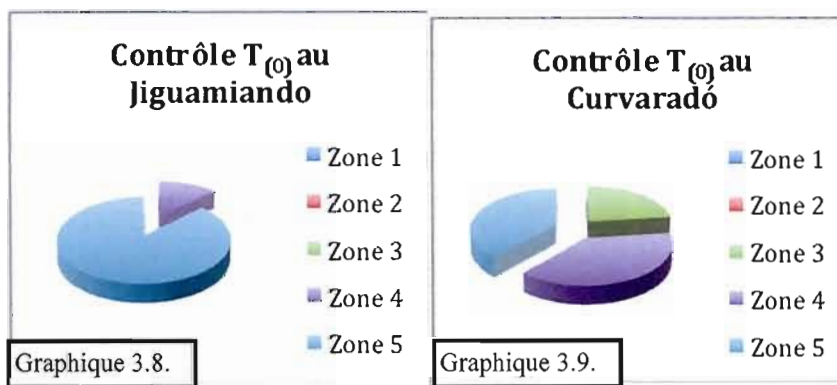
Périodes et zones de contrôle		Jiguamiando (8 villages)	Curvaradó (13 villages)	Total (21 villages)
$T_{(0)}$	Zone 1	0	0	0
	Zone 2	0	0	0
	Zone 3	0	3	3
	Zone 4	1	5	6
	Zone 5	7	5	12
$T_{(1)}$	Zone 1	0	0	0
	Zone 2	4	13	17
	Zone 3	3	0	3
	Zone 4	1	0	1
	Zone 5	0	0	0
$T_{(2)}$	Zone 1	0	7	7
	Zone 2	2	6	8
	Zone 3	4	0	4
	Zone 4	2	0	2
	Zone 5	0	0	0
$T_{(3)}$	Zone 1	0	13	13
	Zone 2	8	0	8
	Zone 3	0	0	0
	Zone 4	0	0	0
	Zone 5	0	0	0
$T_{(4)}$	Zone 1	4	13	17
	Zone 2	4	0	4
	Zone 3	0	0	0
	Zone 4	0	0	0
	Zone 5	0	0	0

3.2.6.3. Analyse qualitative $T_{(0-4)}$: La consolidation socio-économique du contrôle

Les forces contre-insurrectionnelles ont perpétré durant la période cumulative de 1996 à 2005 : 106 homicides et disparitions forcées, 12 déplacements forcés, 15 cas de torture ainsi que 19 pillages et incendies de villages. Les FARC auront perpétré 2 homicides. Il y eut 3

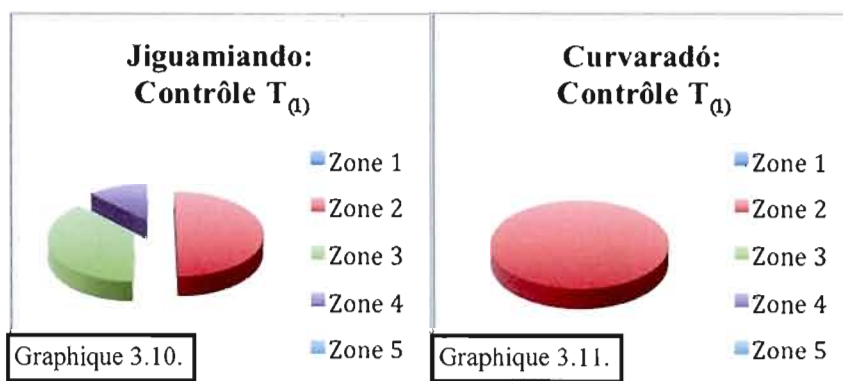
combats entre les FARC et les forces militaires. Il n'y eut qu'un seul déplacement causé par les combats entre ces belligérants. (*Id.*)

C'est par l'analyse de l'évolution du contrôle en fonction du type de violence utilisé que nous tirons nos principales conclusions. Rappelons que les changements dans le contrôle se font en deux étapes chez Kalyvas (2006 : 217). La première se produit suite à une opération effective visant la conquête territoriale (Prise du territoire). Durant la seconde, les zones passent d'un contrôle prépondérant ou total de l'adversaire vers un contrôle prépondérant du groupe armé (de la zone 4 ou 5 vers la zone 3 dans le cas des forces contre-insurrectionnelles). L'opération peut aussi être inefficace et ne causer aucun changement dans le contrôle ou faire passer les zones à un contrôle contesté (zone 3). C'est ce modèle général qui ressort des variations dans le contrôle des communautés du Jiguamiando et du Curvaradó en $T_{(1)}$. La logique de la violence qui y est observée répond généralement à la dynamique de la violence indiscriminée telle que décrite par Kalyvas (*Ibid.* 167). La seconde étape dans le changement du contrôle se produit, selon Kalyvas (*Ibid.* : 217), suite à une utilisation effective de la violence sélective. Cette dernière permet une consolidation du contrôle (de la zone 2 vers la zone 3 dans le cas des forces contre-insurrectionnelles). Ce modèle s'observe progressivement au cours des période $T_{(2)}$ à $T_{(4)}$. Toutefois, l'analyse des tendances permet d'observer certaines incongruités entre la théorie et les faits durant les périodes de consolidation. Les Graphiques 3.8. et 3.9. montrent la situation initiale du contrôle.

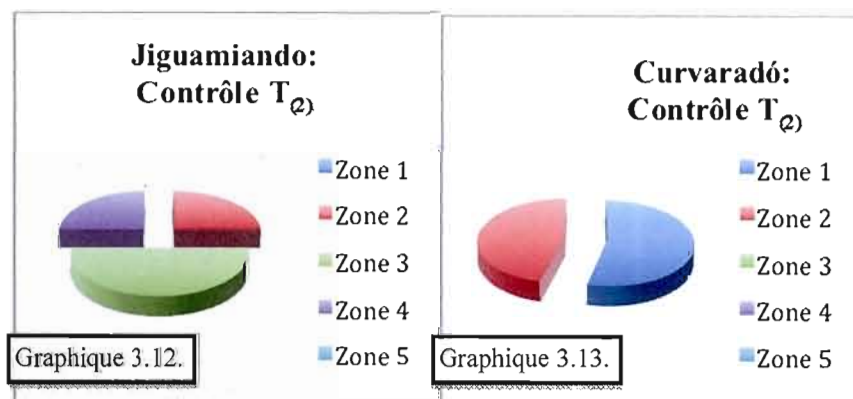


C'est au cours de la période $T_{(1)}$ que le contrôle bascule aux dépens des insurgés. En effet, une tendance prépondérante se démarque : le passage de la majorité des villages depuis la

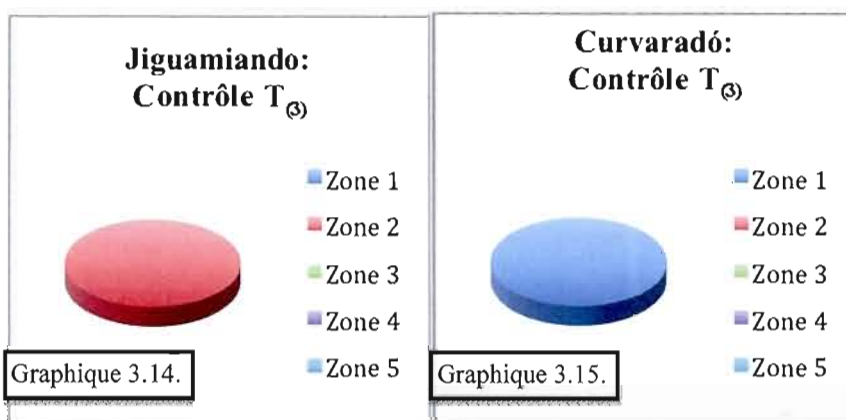
zone 4 ou 5 vers la zone 2. Selon la logique de la violence indiscriminée (Voir Figure 2.1.), l'incapacité des insurgés à protéger les civils entraîne ces derniers à basculer vers une collaboration avec les forces contre-insurrectionnelles (vers la zone 2) dans un climat de terreur. La très forte proportion de violence indiscriminée paramilitaire semble être liée à ce phénomène (Voir Tableau 3.6.).



En $T_{(2)}$, l'absence de la majorité des habitants et l'installation des forces contre-insurrectionnelles sur le territoire provoque une consolidation du contrôle contre-insurrectionnel sur le territoire du Curvaradó (passage de zone 2 à zone 1) (Voir Tableau 3.7.). Si l'on compare la situation du contrôle du Curvaradó en $T_{(1)}$ (Voir Graphique 3.11.) à celle de $T_{(2)}$ (Voir Graphique 3.13.), cette tendance est évidente. Un facteur important de ce processus est l'établissement d'une base paramilitaire sur ce territoire qui en permet la patrouille. Toutefois, contrairement aux prédictions du modèle de Kalyvas, les violences indiscriminées sont toujours utilisées durant une consolidation effective du contrôle en $T_{(2)}$. De plus, selon nos analyses en $T_{(2)}$, il apparaît que les déplacements forcés de populations sont recherchés et représentent une tactique contre-insurrectionnelle.

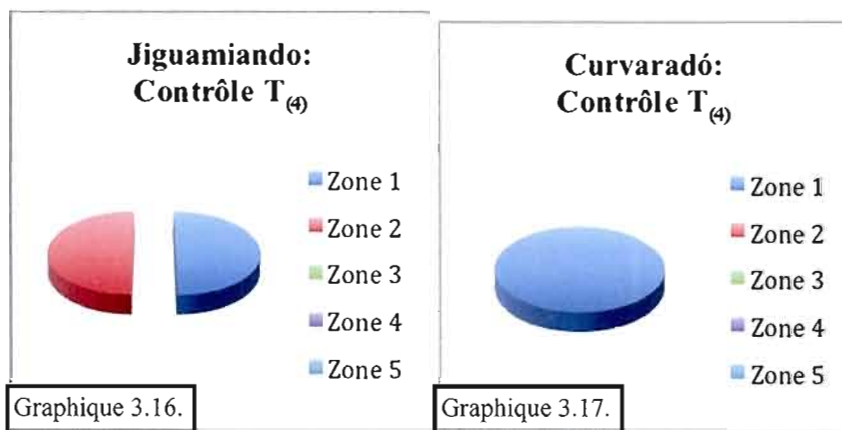


En $T_{(3)}$, il apparaît que les tentatives de reprise du territoire par les insurgés (les trois raids des FARC) s'avèrent être un échec vu la consolidation ultérieure du contrôle paramilitaire (Voir Tableau 3.7.). C'est à cette période que l'incongruité entre les prédictions du modèle de Kalyvas et les comportements stratégiques observés divergent de façon importante. La consolidation du contrôle sur les populations retournées devrait se faire via la violence sélective. Au contraire, les forces contre-insurrectionnelles usent d'une forte proportion de violence indiscriminée (Voir Tableau 3.6.). Selon Kalyvas, la consolidation du contrôle répond à la dynamique de la violence sélective. Ainsi, elle ne devrait pas s'observer là où l'acteur la recherchant use de violence indiscriminée. C'est pourtant une consolidation du contrôle contre-insurrectionnel qui s'observe dans les villages frappés par la violence indiscriminée (Voir Carte 3.15.). À ce sujet, l'explication la plus probable est que l'usage tactique des déplacements forcés par le biais de la violence indiscriminée permet la consolidation du contrôle par un mécanisme alternatif à la violence sélective. Cette consolidation du contrôle s'observe d'abord au Curvaradó en $T_{(3)}$ (Voir Graphique 3.15.) où l'ensemble de la population initiale fut déplacée puis remplacée. Selon nos observations en $T_{(3)}$, il semble qu'une réorganisation sociale soit effectuée par les forces contre-insurrectionnelles. Le contrôle consolidé au Curvaradó permettra ensuite d'intervenir dans le Jiguamiando.



En $T_{(4)}$, nous avons observé les transformations socio-économiques qu'entraîne la *paramilitarisation* d'un territoire. En effet, les résultats des commissions de vérification permettent d'apprécier l'état de l'implantation de projets agro-industriels sur le territoire du Curvaradó. Situation qui pourrait très probablement expliquer la tactique des déplacements

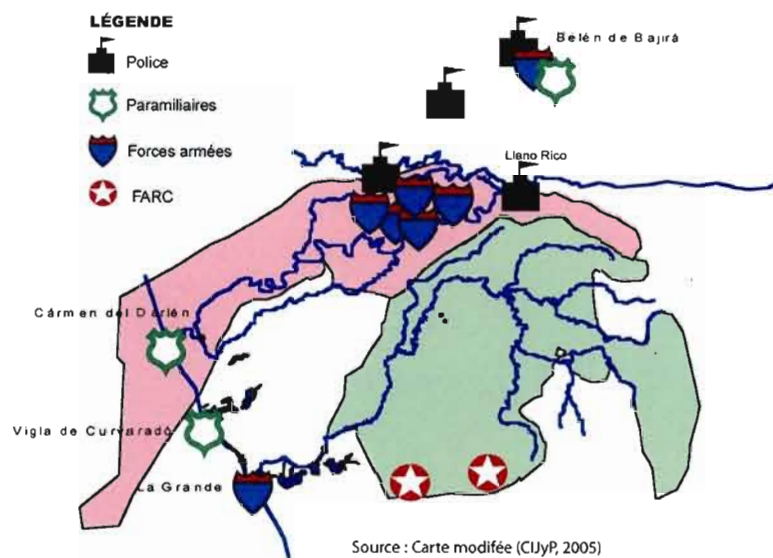
forcés (se manifestant par des niveaux anormaux de violence indiscriminée) utilisée par les forces contre-insurrectionnelles en $T_{(3)}$. L'utilisation des transformations socio-économiques comme partie intégrante du *modus operandi* contre-insurrectionnel expliquerait possiblement les incongruités entre le modèle de Kalyvas et les données recueillies.



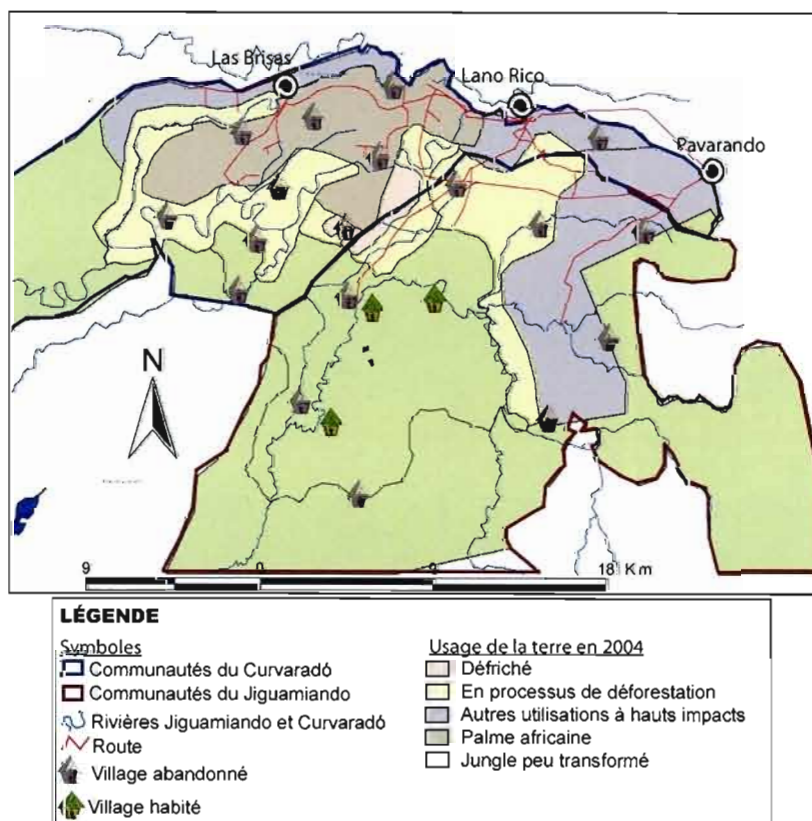
Résultant des tactiques de déplacements forcés et d'un usage élevé de la violence indiscriminée, la situation stratégique finale en $T_{(4)}$ se caractérise par un revirement de la situation initiale ($T_{(0)}$) du contrôle. Revirement pouvant s'observer dans la comparaison des Graphiques 3.8. et 3.9. (pour $T_{(0)}$) et les Graphiques 3.16. et 3.17. (pour $T_{(4)}$). La prépondérance des zones 5 en $T_{(0)}$ se transforme par une prépondérance des zones 1 en $T_{(4)}$.

L'analyse du cas des communautés du Jiguamiando et du Curvaradó permet d'exposer les insuffisances du cadre théorique de Kalyvas (2006) dans l'analyse du *modus operandi* contre-insurrectionnel colombien. À ce sujet, il apparaît que la non considération du contexte économique local oblitère l'explication de certains comportements des acteurs armés ne répondant pas exclusivement à la *logique de la violence*. Si l'on observe en parallèle l'état de l'usage du sol et une estimation de la localisation des acteurs armés en 2004, une forte correspondance est évidente entre le positionnement des forces contre-insurrectionnelles, le recul des FARC et les transformations socio-économiques (Voir les Cartes 3.24. et 3.25 mis en parallèle à la page suivante).

Carte 3.25. : Estimation de la présence des acteurs armés en 2004



Carte 3.24. : L'usage du sol en 2004 selon le rapport de l'INCODER



3.2.6.3. Conclusion synthèse $T_{(0-4)}$

L'étude de cas s'avère être un exercice intéressant puisqu'il nous permet d'atteindre deux objectifs : *primo*, fournir une explication probable au questionnement empirique ayant entraîné cette recherche et *deuxio*, fournir les bases à un questionnement théorique afin d'améliorer le modèle de Kalyvas.

Premièrement, l'étude de cas fournit une explication plausible au revirement du rapport de force à la fin des années 1990 (Voir la problématique du premier chapitre). La description des quatre périodes démontre que la *paramilitarisation* est bien plus qu'une simple stratégie militaire contre-insurrectionnelle. Elle entraîne un contrôle socio-politique sur un territoire visé. Et ce, par l'application systématique de la violence débouchant sur l'élimination de l'influence de la guérilla et le musèlement des autres opposants à la mise en place d'un modèle socio-économique d'échelle. Nous en retenons sa spécificité dans l'interrelation entre gains militaires se transposant en gains économiques et inversement.

Il est intéressant d'intégrer cette conclusion à une interprétation de la croissance du paramilitarisme telle que décrite au premier chapitre. Il semble donc que la stratégie contre-insurrectionnelle soit devenue, depuis les vingt dernières années, un vecteur de transformation des modèles socio-économiques soumis à son contrôle. C'est de cette description de la *paramilitarisation* que nous induisons que ce *modus operandi* particulier est à la base de revirement dans le rapport de force à l'avantage des forces contre-insurrectionnelles et aux dépens des insurgés.

Deuxièmement, nous retenons deux conclusions théoriques de ce cas d'étude. D'une part, la complexité des stratégies socio-économiques mises de l'avant au sein du *modus operandi* contre-insurrectionnel n'est pas rendu par le modèle de Kalyvas, présentant uniquement le comportement des acteurs armés en fonction de la violence qu'ils produisent conjointement avec la population. Il appert que les interactions entre groupes armés et civils (niveau *meso*) comportent d'autres variables. La participation de l'acteur armé dans la modification de la configuration des relations socio-économiques de cette région et les gains en termes de consolidation du contrôle qu'il en retire en sont deux aspects centraux. En effet, l'interaction

entre forces contre-insurrectionnelles et entreprises d'exportation permet d'implanter une dynamique synergique entre avancée militaire et avancée de la frontière agricole.

D'autre part, les relations entre acteurs armés (niveau *macro*) sont également influencées par des facteurs économiques ignorés au sein du modèle de Kalyvas, qui demeure peu développé à ce niveau. Le cas d'étude permet d'exposer le rôle de la transformation socio-économique dans une consolidation accrue du contrôle des forces contre-insurrectionnelles aux dépens des insurgés. Aussi, la stratégie et le comportement des acteurs composant les forces contre-insurrectionnelles sont influencés par la recherche de la production de cet avantage comparatif en termes de consolidation du contrôle. En conséquence, ces derniers tenteront de favoriser certaines tendances au sein du contexte socio-économique afin d'encourager des acteurs privés provenant de la sphère économique à opérer les transformations permettant la consolidation accrue de leur contrôle.

Des ajustements sont essentiels à une compréhension non réductionniste de la dynamique complexe du *modus operandi* contre-insurrectionnel. L'incorporation de ces éléments représente une complexification du modèle théorique du Kalyvas. Le risque d'une telle transformation est évidemment une perte de cohérence. Il semble toutefois que Stathis N. Kalyvas ait perçu le réductionnisme inhérent à son modèle. En effet, *a posteriori* à la vérification empirique des diverses hypothèses composant son modèle, cet auteur propose un mécanisme alternatif (ou plutôt complémentaire) d'articulation entre les trois niveaux d'analyse. Moins développé et induit de l'ensemble de son travail empirique et théorique, Kalyvas présente au dernier chapitre de sa thèse le concept d'*alliance* afin de «réintroduire la complexité» au sein de sa théorie (Kalyvas 2006 : 385).

When you have them by the balls, their hearts and minds will follow.

- Charles Colson, Conseiller de Richard Nixon.

CHAPITRE IV

VERS UNE « ÉCONOMIE POLITIQUE STRATÉGIQUE »

Comme nous l'avons vu au premier chapitre, la relation entre Forces armées et groupes paramilitaires fut extensivement étudiée et théorisée comme une stratégie irrégulière d'État. Dans le deuxième et le troisième chapitre, nous avons pu remarquer que l'organisation des données empiriques au niveau local par le cadre théorique de Kalyvas, permet une meilleure compréhension de la dynamique de la violence militaire, par l'observation de différentes combinaisons d'incidents violents sélectifs et indiscriminés. Dans le cadre de la réflexion théorique inductive de ce chapitre, nous explorerons une proposition visant à théoriser l'interaction entre forces militaires et contexte économique dans l'évolution du rapport stratégique entre belligérants. Suite à l'exposition du rôle central de l'interaction entre les actions militaires et les facteurs socio-économiques favorisant la consolidation du contrôle, nous déduisons qu'il s'agit d'un aspect central du *modus operandi* contre-insurrectionnel résultant dans un avantage stratégique majeur. Ce chapitre propose un ajustement au cadre théorique de Kalyvas induit de l'étude de cas du chapitre précédent.

Dans cette réflexion, notre point de départ est une proposition de Kalyvas (2006) qu'il présente dans le dernier chapitre de sa thèse : le concept *d'alliance*. Ce concept permet de «réintroduire la complexité» dans son modèle. À partir d'une description des *alliances* entre acteurs armés et acteurs privés structurant la *paramilitarisation*, nous articulerons une proposition de modèle théorique. L'introduction d'éléments d'économie politique au sein du modèle de Kalyvas permet une compréhension de la complexité du rapport stratégique et des *modus operandi* des acteurs du conflit colombien. Plus particulièrement, la théorisation des liens complexes entre les sphères économique et militaire permet une compréhension non-

réductionniste de la stratégie contre-insurrectionnelle appliquée en Colombie. Ainsi, elle permet d'expliquer pourquoi le *modus operandi* contre-insurrectionnel ouvre la voie, durant les années 1990, à une prise et à une consolidation du contrôle sans précédent. Nous présenterons d'ailleurs, à titre indicatif, des exemples de la portée explicative des différents apports de l'économie politique au modèle de Kalyvas.

4.1. «Réintroduire la complexité» par le concept d'alliance

Le concept d'alliance est formulé chez Kalyvas (2006 : 382) comme un interface permettant d'intégrer de façon complémentaire les sphères privée et politique au sein du niveau d'analyse *meso* (relations entre civils et combattants).

Une alliance implique un processus de convergence des intérêts par le biais d'une transaction entre les acteurs supralocaux et locaux, dans laquelle les premiers fournissent à ces derniers un apport externe de muscle leur permettant de gagner un avantage décisif sur leurs rivaux locaux, en échange, les acteurs supralocaux sont en mesure de puiser au sein des réseaux locaux et de générer une mobilisation. En conséquence, une grande partie de l'action dans la guerre civile est donc *simultanément* décentralisée et liée au conflit général. Ainsi, la guerre civile est (aussi) un processus qui relie la quête du pouvoir des acteurs collectifs et la quête d'un avantage local des acteurs locaux. Autrement dit, la violence peut aussi être un avantage sélectif que produit la mobilisation locale via l'alliance.¹ (*Ibid.* : 383)

Le concept d'alliance permet donc de *réintroduire la complexité* d'une manière compatible à la théorisation initiale de Kalyvas (*Ibid.* : 385). Ce mécanisme du niveau *meso* permet d'articuler les clivages locaux (qu'ils soient exogènes ou endogènes au conflit) aux clivages centraux au sein de la dynamique stratégique. Autrement dit, ce concept ouvre la voie à l'articulation des dynamiques étant périphériques à celles étant centrales au conflit.

¹ Dans le texte: «Alliance entails a process of convergence of interests via a transaction between supralocal and local actors, whereby the former supply the latter with external muscle, thus allowing them to win decisive advantage over local rivals; in exchange, supralocal actors are able to tap into local networks and generate mobilization. A great deal of action in civil war is, therefore, *simultaneously* decentralized and linked to the wider conflict. Thus civil war is (also) a process that connects the collective actors' quest for power and the local actors' quest for local advantage. Put otherwise, violence can also be a selective benefit that produces local mobilization via alliance.» (Kalyvas 2006 : 383)

Les acteurs armés cherchent à instrumentaliser les divers clivages locaux aux clivages principaux qui leur sont propres. Par ce processus, le conflit provoque une *normalisation* politique et administrative par les acteurs armés en compétition.² Bien que ce concept représente l'unique aspect théorique inductif³ et que Kalyvas ne l'a conséquemment pas appliqué dans ses études empiriques, le concept représente tout de même un apport majeur à notre démarche théorique. En effet, c'est sur la base de ce concept qu'il est possible d'articuler l'économie politique aux études stratégiques afin de permettre une théorisation non-réductionniste de la complexité de la stratégie contre-insurrectionnelle appliquée en Colombie.⁴

4.1.1. Les alliances structurant la paramilitarisation

Les groupes paramilitaires ont une organisation structurée en fonction des multiples alliances qu'ils forment au niveau local et régional. C'est pourquoi nous pouvons observer une grande variété de structures et de tactiques durant les années 1980 et 1990 (PNUD, 2003 : 59-60). Toutefois, durant la période de 1980 à 2003 l'ensemble des groupes conserve une organisation hiérarchique de type militaire permettant les tâches minimales comme la patrouille, les opérations cachées et l'intelligence.

Les alliances entre des acteurs locaux et centraux structurant l'organisation et la stratégie des forces contre-insurrectionnelles sont multiples. La prédominance d'un acteur ou d'un autre dans ce réseau d'alliances fluctue d'une région à l'autre. Toutefois, les acteurs alliés au paramilitarisme sont constants (Voir Appendice B pour une liste des bases sociales du paramilitarisme par région). Avant d'entreprendre un travail théorique inductif de notre cas

² La construction de l'État (*State building*) peut en être conçue comme une externalité (Kalyvas 2006 : 385).

³ À l'exception du concept d'alliance, l'ensemble des hypothèses théoriques de Kalyvas sont formulées suite à une exploration anecdotique et sont ensuite vérifiées empiriquement par des études de cas.

⁴ Les propositions théoriques avancées dans ce dernier chapitre sont inspirées uniquement du conflit colombien. Bien qu'elles pourraient être pertinentes dans d'autres contextes les référents empiriques sont uniquement puisés au sein de ce conflit.

d'étude, revenons sur les diverses *alliances* du paramilitarisme tel qu'observé au premier chapitre lors du retour historique récent de l'évolution de la stratégie contre-insurrectionnelle irrégulière paramilitaire.

La stratégie de la *paramilitarisation* ne peut être réduite à de simples effectifs militaires appliquant une coercition. La *paramilitarisation* d'un territoire représente une stratégie de prise de contrôle et de consolidation socio-économique de ce contrôle par l'intervention synergique de différents acteurs : Force armée régulière, groupes irréguliers paramilitaires, narcotrafiquants et acteurs privés⁵. L'*alliance* entre ces acteurs se caractérise principalement par des interactions permettant des échanges de ressources afin de créer les conditions propices au contrôle contre-insurrectionnel et à une transformation socio-économique du territoire.

Les Forces armées régulières recherchent l'établissement du contrôle de l'État sur le territoire colombien. Tel que nous l'avons vu au premier chapitre, c'est notamment par l'intermédiaire d'une stratégie contre-insurrectionnelle irrégulière qu'elles cherchent à atteindre cet objectif durant la seconde moitié du XX^e siècle. À partir de 1980, le paramilitarisme sera systématiquement implanté dans plusieurs régions de la Colombie par la création de groupes de «civils en armes». Ces groupes sont davantage impliqués dans les dynamiques locales que les Forces armées. En effet, le caractère para-institutionnel du paramilitarisme lui permet de tisser des liens (principalement économiques) avec des acteurs de ces localités.

Durant la période de la «guerre sale», l'action des Forces armées représente donc le vecteur initial permettant à d'autres acteurs de s'allier autour du paramilitarisme par la mise sur pied systématique des groupes de «civils en armes». La recherche de gains locaux motive ensuite l'alliance des acteurs économiques avec le paramilitarisme. Les acteurs économiques locaux se trouvent ainsi impliqués, plus ou moins directement, à l'effort contre-

⁵ Pour des fins de simplification, sont inclus ici l'ensemble des acteurs de la sphère économique impliqués incluant les firmes multinationales et les entreprises locales mais aussi les grands propriétaires terriens et éleveurs bovins.

insurrectionnel. L'intérêt des Forces armées dans l'alliance avec les paramilitaires réside donc principalement dans la mise en place d'une structure para-institutionnelle permettant l'application pragmatique et cohérente de l'ensemble des moyens illégitimes de la violence (privés et publics) accompagnée d'une négation potentielle («plausible deniability») (Stokes, 2005 : 62) ; et ce, afin d'atteindre un objectif de contrôle sur le territoire. Dans les termes de Kalyvas, l'alliance entre paramilitaires et Forces armées permet une allocation de ressources militaires intrinsèquement limitée de manière à en obtenir une utilisation optimale en termes d'efficacité à marquer des gains de contrôle par l'instrumentalisation des clivages locaux. En effet, les Forces armées n'utilisent que 30% de leurs effectifs réguliers pour la lutte contre-insurrectionnelle (Avilés, 2006 : 85).

Les groupes irréguliers paramilitaires furent créés systématiquement par le biais d'une stratégie contre-insurrectionnelle irrégulière étatique via les Forces armées colombiennes.⁶ Toutefois, il serait réducteur d'en déduire qu'ils ne disposent d'aucune marge de manœuvre. C'est principalement au niveau des chefs paramilitaires que cette dernière se manifeste. En effet, ces derniers cherchent à obtenir des gains économiques par l'intermédiaire du conflit. En permettant à des acteurs locaux de d'utiliser la force des armes paramilitaires pour prendre un avantage au sein de leurs antagonismes communautaires, les chefs paramilitaires s'insèrent dans les dynamiques locales. Par exemple, comme nous l'avons observé dans l'étude de cas, le paramilitarisme occupe un rôle central dans la «libération» de terres pour les entreprises agro-industrielles par le biais des déplacements forcés. De plus, les liens entre paramilitarisme et narcotrafic sont très denses. Le narcotrafic est même, dans certaines de ses fonctions et dans plusieurs régions, sous contrôle direct du paramilitarisme. La position centrale du paramilitarisme au sein des alliances articulant les moyens militaires aux objectifs économiques permettra à plusieurs chefs paramilitaires d'acquérir d'immenses propriétés et des fortunes considérables (Avilés, 2006 : 109).

⁶ Bien que le paramilitarisme est présent en Colombie bien avant la « guerre sale » et que des narcotraficants initieront aussi plusieurs groupes paramilitaires, c'est davantage les groupes armés paramilitaires mis sur pied avec l'appui (souvent logistique et parfois financier) des Forces armées de façon systématique qui intéressent cette étude puisque ce sont eux qui, avec le financement du narcotrafic, restructurent et centralisent le paramilitarisme en Colombie durant les années 1990.

En ce qui a trait aux narcotrafiquants, leurs activités sont fortement intégrées au paramilitarisme. En effet, les narcotrafiquants maintiennent un lien organique avec le paramilitarisme depuis sa création.⁷ Ils bénéficient des zones de contrôle paramilitaire (surtout dans le nord du pays qui demeure peu touché par le Plan Colombie) afin de cultiver la coca et plus récemment l'amapola⁸ (Hylton, 2006 : 103 ; Stokes, 2005 : 101 et 103). De plus, les groupes paramilitaires leur offriront un service de protection des propriétés terriennes, des pistes d'atterrissage clandestines et l'établissement de corridors stratégiques pouvant servir à l'exportation. Ces services expliquent le financement du paramilitarisme par les narcotrafiquants comme une constante dans son développement.

L'implication des entreprises locales, des firmes multinationales, des grands propriétaires terriens et des narcotrafiquants avec le paramilitarisme fait consensus auprès des analystes.⁹ Toutefois, leur rôle spécifique dans la dynamique de la *paramilitarisation* demeure largement sous exploré. Il demeure effectivement difficile de cerner le rôle des entreprises locales, des firmes multinationales et des grands propriétaires terriens¹⁰ dans le processus complexe de la *paramilitarisation*.

À partir d'un point de vue local et basée sur des données désagrégées, l'étude de cas du troisième chapitre nous offre une perspective nouvelle sur l'articulation entre ressources militaires et économiques. Dans le cas du Jiguamiandó et du Curvaradó, les acteurs privés sont représentés par des entreprises de foresterie et agro-industrielles ainsi que par des

⁷ Il est d'ailleurs important de mentionner qu'avant la création systématique de groupes paramilitaires par les Forces armées colombiennes, des narcotraficants se dotent de telles organisations.

⁸ Type de pavot à la base de la production d'héroïne.

⁹ Le degré d'intégration est un thème de division entre les analystes du phénomène paramilitaire. Toutefois, comme le montre l'Appendice B, les bases sociales du paramilitarisme sont constantes et incluent ces acteurs économiques.

¹⁰ Notons qu'au sujet des grands propriétaires terriens, Avilés (2006 : 24) marque une distinction dans les types d'alliance avec le paramilitarisme. L'élite économique enracinée dans l'économie nationale cherche à éliminer par son intermédiaire la menace du *statu quo* découlant des insurgés et plus généralement des mouvements de gauche. L'élite économique enracinée dans l'économie transnationale bourgeoise y recherche un vecteur de réforme économique.

éleveurs bovins. Nous avons observé empiriquement des interactions entre ces acteurs économiques et la situation stratégique dans cette région. Rappelons les deux conclusions à ce sujet de l'analyse empirique du processus de *paramilitarisation* des territoires du Jiguamiando et du Curvaradó. D'une part, les transformations socio-économiques observées favorisent une consolidation du contrôle accru des forces contre-insurrectionnelles (Avilés, 2006 : 108). Et d'autre part, le contrôle contre-insurrectionnel favorise l'implantation de projets économiques d'échelle. Cette interaction synergique entre rapport stratégique et contexte socio-économique représente donc un aspect essentiel de la *paramilitarisation* qu'il reste à théoriser. En effet, l'interaction entre les sphères économiques et militaires est plus complexe qu'une relation de financement. Ce constat démontre à la fois l'insuffisance du modèle initial de Kalyvas ainsi que l'utilité de son concept d'alliance. En effet, sur la base de ce concept, il est possible d'analyser le rôle des acteurs privés dans la *paramilitarisation* par l'introduction de l'influence de certains éléments d'économie politique dans l'analyse multi-niveaux de Kalyvas. C'est sur cet aspect que nous nous penchons à présent.

4.1.2. L'alliance entre forces contre-insurrectionnelles et acteurs privés

Suite à des observations directes sur le terrain et à une analyse de cas, il appert que la stratégie irrégulière contre-insurrectionnelle de la *paramilitarisation* ne puisse être réduite à la simple capacité coercitive visant à prévenir la défection.¹¹ Le paramilitarisme représente une stratégie irrégulière contre-insurrectionnelle ancrée autant dans la sphère militaire qu'économique. La dynamique de la violence militaire de cette stratégie peut être exposée par l'analyse de la logique de la violence paramilitaire selon le modèle de Kalyvas (2006). Toutefois, l'étude de ce cas précis démontre qu'une telle analyse demeure incomplète si l'on ne caractérise pas davantage le contexte en fonction des facteurs économiques qui orientent l'action contre-insurrectionnelle et permet une consolidation accrue de son contrôle.

¹¹ Je me réfère ici à la définition restrictive de la fin visée par l'application stratégique de la violence pour Kalyvas (2006 : 28).

Au niveau théorique, notre analyse des données empiriques, organisée selon la méthode de Kalyvas (2006) au chapitre précédant, nous amène à proposer que le niveau *meso* (relations entre civils et combattants) ainsi que le niveau *macro* (dynamiques d'interaction entre les acteurs armés) du modèle de Kalyvas, se doivent d'être contextualisés par l'influence de facteurs économiques afin de comprendre la stratégie paramilitaire. En effet, il semble que cette dernière ne peut être comprise sans intégrer à l'analyse l'interrelation coconstitutive de ce groupe armé et de son environnement économique par le biais d'*alliances* avec des acteurs privés.

4.2. Économie politique et conflit : quelques pistes de réflexions

Bien qu'extrêmement intéressante dans l'explication désagrégée de la violence des acteurs au sein du conflit colombien, l'approche de Kalyvas demeure muette quant au rôle des facteurs économiques dans la dynamique de la *paramilitarisation* en Colombie. Cette approche laisse en dehors de la portée explicative de son modèle ces facteurs et les relègue à l'analyse au cas par cas.¹² Comme plusieurs analyses le démontrent, il s'agit pourtant d'un aspect central, voire essentiel, du conflit colombien (notamment Pécaut 2001, 2006 ; Richani 2002 ; Romero 2003a, 2003b ; Medina Gallego 1990). Ainsi, l'analyse de la stratégie contre-insurrectionnelle colombienne nous porte à proposer l'intégration de certains éléments de l'économie politique des conflits armés inspirées des travaux récents de Paul Collier (Collier et Hoeffler, 2007) et de Jeremy Weinstein (2007) au programme de recherche de Kalyvas (2006).

¹² À l'instar de son application au chapitre trois, l'étude de cas est de dimension locale chez Kalyvas. Bien que non comparée dans différents pays, la caractérisation du conflit colombien dans son entier représente une généralisation (et non un cas).

4.2.1. L'économie politique des conflits armés de Paul Collier : Un apport pertinent de la macroéconomie

L'économie politique des conflits armés de Paul Collier (2007) et la théorisation de la logique de la violence de Stathis N. Kalyvas (2006) sont deux modèles théoriques commensurables qui permettent une explication non-réductionniste du phénomène. La commensurabilité de ces cadres théoriques présente de nombreuses possibilités d'explication dans l'étude du conflit colombien. En effet, comme nous le verrons plus avant, il semble que ces deux auteurs, visant l'étude des guerres civiles se soient rapprochés sans pour autant entreprendre un dialogue extensif.

Paul Collier (et *al.* 2007) propose de délaisser les sources de la motivation pour se tourner vers les conditions de faisabilité des conflits. Ce programme de recherche au sein de l'économie politique des conflits armés rejoint les études stratégiques sous plusieurs aspects. En effet, ces deux approches se penchent sur l'explication de l'apparition des dynamiques et des formes d'action en leur sein. Elles cherchent à expliquer la dynamique des conflits armés par la modélisation théorique sur la base de recherches empiriques quantitatives. Les résultats théoriques de ces exercices permettent aujourd'hui un dialogue entre ce modèle d'économie politique et les études stratégiques qui partagent les *a priori* rationalistes.

Le cadre théorique développé par Paul Collier offre une modélisation des éléments du contexte structurant le développement d'une organisation armée non-étatique. Il est utile d'y clarifier des variations récentes et certaines nuances qui seront centrales à notre analyse. À cet effet, il nous faut spécifier comment cette approche *macro* s'articule à l'analyse de l'acteur puis en revoir certains volets. Nous présenterons ensuite les travaux de Jeremy Weinstein (2007) qui propose, dans sa thèse de doctorat, une intégration de l'économie politique des conflits armés à une théorisation fondamentalement hobbesienne de l'acteur armé non-étatique. Cette dernière contribution est ici considérée comme le pendant *micro* de

l'approche holiste de Collier.¹³ Bien que nous ne retenons pas le modèle théorique de Weinstein car il y isole l'acteur armé étudié du rapport stratégique, certaines de ses propositions conceptuelles nous semblent particulièrement intéressantes puisqu'elles représentent une articulation des approches stratégique et libérale.

4.2.1.1. Clarifications théoriques sur la commensurabilité de l'économie politique des conflits armés et des études stratégiques

Quelques clarifications théoriques s'imposent quant à la compatibilité et à la valeur heuristique du cadre macro-économique de Collier dans l'étude d'une organisation armée non-étatique. Tout comme les études quantitatives des guerres civiles, les analyses se basant sur la théorie économique évoluent rapidement (Voir Collier et Hoeffler, 2007). Les premières versions du modèle de Collier polarisèrent le débat des approches économiques des conflits dans l'opposition au niveau de la source des motivations de la rébellion entre l'avidité et la doléance (*greed and grievance*). Collier y priorisait le déterminisme de la motivation basée sur des facteurs économiques. Il révisé en 2007 son approche en mettant de l'avant les opportunités (aux dépens de la motivation) des groupes armés comme base explicative principale (Collier et Hoeffler, 2007).¹⁴

L'hypothèse de la *faisabilité* de Paul Collier propose que «là où la rébellion est matériellement faisable, elle apparaît» (*Ibid* : 5). L'avènement de l'un des rares contextes

¹³ Contrairement à l'approche macro-économique de Collier et Hoeffler (2007), le modèle de Weinstein (2007) se fonde sur la microéconomie comme base théorique. Les ponts ontologiques de ces deux approches facilitent les comparaisons et la mise en relation de ces deux modèles.

¹⁴ Voir Collier, Hoeffler et Soderbom (2001), pour les versions antérieures de la "Greed theory" qui mettent l'emphasis sur la motivation économique des rebelles tandis que Collier et Hoeffler (2007) priorisent les opportunités et la "feasibility hypothesis". La méthode consiste à modéliser les régularités rencontrées dans l'étude empirique extensive des guerres civiles sur la période 1965-2004, fondée sur une analyse statistique d'indicateurs macro-économiques (*Ibid* : 2). Bien que la première prime, il y recherche des régularités pour chacune des trois principales approches : la faisabilité et les deux variantes de la motivation (*Greed and Grievance*). Collier en est arrivé à l'identification de variables caractérisant un contexte desquelles découlent les probabilités d'éclatement et les variations de la portée (durée, intensité et espace) d'une guerre civile.

rendant possible le développement d'une armée insurgée est à la source de l'éclatement des guerres civiles. De la modélisation d'indicateurs, Collier conclut que les facteurs économiques sont prépondérants dans la détermination de l'éclatement et de la conduite d'une guerre civile puisqu'ils façonnent la naissance et le comportement des groupes irréguliers. Les opportunités, qui découlent principalement du domaine économique, incluent également des facteurs sociaux, politiques, historiques et géographiques à son analyse.

L'accent sur la faisabilité conduit à conceptualiser la guerre civile comme «le résultat de conditions inusuelles qui permettent à une organisation d'affaires - le groupe rebelle - d'être viable durant ce qui est normalement une très longue période de conflit violent.» (*Ibid.* : 13). Ainsi comprise, l'analyse de la guerre civile implique que le contexte des opportunités de formation d'une organisation rebelle représente l'objet d'analyse du modèle de Collier. Dans cette perspective, ce modèle permet une contextualisation du développement et du comportement de l'organisation en fonction des opportunités de financement dont elle a disposé et comment ces dernières la structurent sur le plan stratégique. Nous préciserons d'abord les principaux facteurs du modèle macro-économique de cet auteur.

4.2.1.2. Le modèle macro-économique

La modélisation statistique¹⁵ de Collier, Hoeffler et Rohner (2007) retient plusieurs variables explicatives du phénomène de rébellion¹⁶. En somme, le contexte y est caractérisé économiquement (niveau, croissance et structure du revenu), socio-politiquement (qualité de

¹⁵ La portée du conflit se subdivise au niveau temporel, géographique et au niveau de l'intensité. Ainsi, dans l'étude du développement d'un groupe rebelle nous devons utiliser un modèle distinct pour l'apparition d'un tel groupe selon l'auteur. À ce jour, Collier n'a développé qu'un modèle distinct pour la portée temporelle des conflits, i.e. la durée (Collier, Hoeffler et Rohner, 2006). Il s'agit de la seule dimension de la portée des conflits armés ayant été théorisée suffisamment (Collier et Hoeffler, 2007 : 2). Ce sont donc les facteurs découlant de ce dernier modèle que nous présenterons.

¹⁶ Par rébellion Collier réfère à la prédation à grande échelle des activités productives (Collier 2000b : 2). Depuis (Collier, Hoeffler et Soderbom, 2001), les variables de l'éclatement et de la portée d'un conflit sont traitées séparément. Pour un résumé de l'évolution de la pensée de Paul Collier voir (Collier et Hoeffler 2007).

la démocratie et fragmentation sociale), géographiquement (géopolitique, démographie et relief) et historiquement (les guerres récentes sont plus longues). Ces facteurs influent sur la capacité des groupes armés non-étatiques à rencontrer les coûts de la mise sur pied de l'organisation et de sa viabilité à long terme. Au sein de ce modèle, les trois facteurs économiques demeurent incontestablement les plus déterminants pour le maintien de la viabilité des groupes insurgés : le niveau, la croissance et la structure du revenu.

4.2.1.3. Macroéconomie et viabilité stratégique irrégulière : une évaluation statique

Collier démontre donc l'influence des conditions macro-économiques sur la viabilité des groupes armés irréguliers. Le modèle de Collier comporte des éléments intéressants pour comprendre le rôle de facteurs macro-économiques dans les relations entre les belligérants (niveau *macro* du modèle de Kalyvas). Le niveau du revenu influe principalement sur le coût de recrutement des groupes armés. La pauvreté a pour effet de réduire les coûts de recrutement et augmente *de facto* la faisabilité de la viabilité d'une armée irrégulière. D'abord, notons que la stratégie irrégulière permet aux forces contre-insurrectionnelles de bénéficier, au même titre que les forces insurgées, d'opportunités pour un recrutement irrégulier qu'offre un bas niveau de revenu.

Le type de bénéfice que retire les Forces armées d'une stratégie irrégulière est déterminé par la structure du revenu. Cette dernière est caractérisée chez Collier, Hoeffler et Rohner (2007a : 10) essentiellement par la proportion des ressources primaires au sein du produit intérieur brut (PIB). Une forte proportion augmente les opportunités de financement des groupes irréguliers. Plus particulièrement, le rôle des ressources naturelles fit l'objet de nombreuses études démontrant qu'elles peuvent influencer la viabilité et l'intensité du conflit par différentes voies. À ce sujet, Collier favorise l'explication voulant qu'un contexte permettant l'exportation des ressources crée des opportunités de financement pour la viabilité

et la croissance de l'organisation¹⁷ et ce, notamment par le vol, le rançonnage, la protection, la rétention de travailleurs, l'extorsion ou par le trafic. L'incorporation du rôle du commerce international (licite ou non) et l'intégration économique au cadre conceptuel représentent des apports importants de cette approche.

Par la création de groupes irréguliers contre-insurrectionnels, le paramilitarisme permet donc aux forces contre-insurrectionnelles de bénéficier des revenus qu'offre le secteur primaire de l'économie nationale. De plus, le paramilitarisme ouvre la voie à la compétition avec les insurgés quant aux opportunités de financement qu'offre le bas niveau et la faible croissance du revenu. Les paramilitaires ont effectivement pris pied dans cette niche traditionnellement occupée par les insurgés :

[...] les bas salaires et l'augmentation des prix indiquent un manque d'opportunités, ce qui rend le recrutement aux rebelles beaucoup plus facile. Ceci est du moins en accord avec l'évidence du World Values Survey sur les préférences reportées. Une croissance économique rapide réduit l'envie de la révolution (Pezzini and MacCulloch, 2003).¹⁸ (Cité dans Collier et Hoeffler, 2007 : 16 - 17)

La stratégie paramilitaire a ainsi drainé des revenus traditionnels des insurgés vers les forces contre-insurrectionnelles.

Plusieurs phénomènes peuvent être mieux conceptualisés sur cette base notamment les relations des paramilitaires lorsqu'ils fournissent des services de protection aux compagnies d'extraction. Le procès de la *United Fruit Company* offre un exemple intéressant et de multiples informations à ce sujet (Voir à ce sujet Leech, 2007). Les multiples collaborations

¹⁷ La seconde voie tient de la motivation (par opposition à la faisabilité) et consiste au désir des rebelles à maintenir les conditions nécessaires au contrôle de ces sources de revenu même si cela implique de continuer le conflit. Troisièmement, les gouvernements des États riches en ressources premières tirent leur revenu des ressources et sont généralement moins redevables envers leurs populations puisqu'ils dépendent moins de leur taxation (Tilly 1975 cité dans Collier, Hoeffler et Rohner, 2006 : 11). Bien que considérées chez Collier, ces explications y demeurent peu déterminantes.

¹⁸ Dans le texte : « One is that low incomes and growth rates indicate a lack of opportunities, thus making recruitment to rebel forces much easier. This is at least consistent with the evidence from the World Values Survey on reported preferences. Faster economic growth reduces the taste for revolution (Pezzini and MacCulloch, 2003). » (Collier et Hoeffler, 2007 : 16 - 17)

entre entreprises et acteurs armés sont des phénomènes pouvant être compris par ce cadre conceptuel proposé.

Il est aussi intéressant de réinterpréter la guerre entre les PEPES et le cartel de Medellín, dirigé par Pablo Escobar, à laquelle participent le paramilitarisme, la CIA, le FBI et la DEA (Voir chapitre 1). En effet, la main mise sur d'importants secteurs du narcotrafic par les paramilitaires servira à financer la lutte contre-insurrectionnelle durant les années 1990.

[...] le trafic de drogue fournit une forme convenable de financement pour les paramilitaires [...] les États-Unis sont suspectés d'avoir travaillé avec les réseaux paramilitaires étroitement impliqués dans le commerce de la drogue. Pire encore, le leader de Los Pepes, Carlos Castano, a formé et dirigé la plus importante et puissante organisation paramilitaire en Colombie qui continue de jouer un rôle principal dans l'exportation colombienne des drogues vers les marchés des États-Unis et d'Europe, et qui commet la grande majorité des violations des droits humains en Colombie [...] (Stokes, 2005 : 104)¹⁹

Bien que nous ne disposions d'aucune information fiable sur le cours précis des événements²⁰, cet exemple démontre l'utilité de considérer le contexte économique dans la compréhension de l'action stratégique irrégulière. Les avancées des forces contre-insurrectionnelles dans le Sud de la Colombie sous le Plan Colombie²¹ en est un autre exemple :

Au moment où le Plan Colombie allait être mis de l'avant, les AUC ont annoncé leur arrivée à Putumayo avec des nettoyages politiques et des massacres. Leur mission, évidemment, était de frayer un chemin pour une avancée militaire rapide, qui s'est

¹⁹ Dans le texte: «[...] drug trafficking provides a convenient form of funding for the paramilitaries [...] the USA is alleged to have worked with the paramilitary networks intimately involved with the drug trade. More ominously, the leader of Los Pepes, Carlos Castano, then went on to form and lead the largest and most powerful paramilitary organisation in Colombia that continues to play a principal role in Colombia's trans-shipment of drugs into the US and European markets, as well as committing the vast majority of human rights abuses within Colombia [...]»(Stokes, 2005 : 104).

²⁰ Amnistie Internationale a demandé en justice la CIA pour son refus de dévoiler ses liens avec les *Pepes* et avec les frères Castaño (Stokes, 2005 : 104). Carlos Castaño, fondateur des AUC, en offre sa propre version dans sa biographie (Aranguren Molina, 2001 : 125-157). Les événements y sont toutefois décrits de façon partielle et partielle.

²¹ Directement ou indirectement le financement du Plan Colombie permit de renforcer le paramilitarisme (Avilés, 2006 : 104).

dûment matérialisée en Décembre 2000 par un bataillon contre-narcotique de 1000 hommes. Ceci fut désigné pour sécuriser les champs de coca le temps suffisant pour permettre aux pilotes colombiens et aux mercenaires étasuniens de les fumiger. En dedans d'un an, les AUC sont devenus les rois de la cocaïne au Putumayo. (Hylton, 2006 : 103)²²

Cette évaluation de l'influence de l'économie sur les opportunités stratégiques permet de saisir qu'une stratégie étatique contre-insurrectionnelle irrégulière ne se résume pas à des violences illégitimes cachées. L'incorporation des formes de financement traditionnellement utilisées par les insurgés du côté des forces contre-insurrectionnelles ouvre de nouveaux champs d'action.

Les forces contre-insurrectionnelles pénètrent ainsi et compétitionnent les sources de financement des insurgés. On compte quatre types de source de financement pour les groupes irréguliers : classique, quasi-volontaire, par extorsion et entrepreneuriale. Premièrement, les formes classiques sont les modèles de financement des guérillas comportant des appuis de l'étranger (armes et entraînement) mais surtout des confiscations à l'ennemi (récupération d'armes et de munitions, confiscation de biens et expropriation des bases civiles ennemies). Deuxièmement, les rentes quasi-volontaires comprennent les revenus obtenus en échange de l'offre d'un *bien collectif local* par l'acteur armé irrégulier (notamment la sécurité et la justice). Troisièmement, les rentes résultant de l'extorsion sont des parts obtenues sous diverses formes sur des revenus (licites ou non) sous la menace (généralement de mort). Les formes sont notamment la *vacuna* (rente périodique prévenant la réalisation de la menace), le *boleto* (avertissement d'une demande de rente sporadique généralement utilisé dans les zones de contrôle partagé), la rétention économique (enlèvement visant à récupérer une rançon), le *gramaje* (un impôt de 10 à 20% payé sur la pâte de coca) et le péage (impôt sur le transport de personnes et de marchandises). Les grandes entreprises nationales et les firmes multinationales d'extraction pétrolière et minière sont particulièrement touchées par

²² Dans le texte : «As Plan Colombia was set to get into effect, the AUC announced their arrival in Putumayo, with "political cleansings" and massacres. Their mission, evidently, was to clear a path for rapid military advance, which duly materialized in December 2000 in the form of 1,000 man counter-narcotic battalion. This was designed to secure the coca fields long enough for Colombian pilots and US mercenaries to fumigate them. Within a year, the AUC had become the lords of cocaine in Putumayo». (Hylton, 2006 : 103)

l'extorsion. En effet, ces dernières sont touchées par une forme extensive de la *vacuna*, dénommée *contrat de sécurité*, offrant une protection à l'ensemble de son personnel et de ses installations sur le territoire national. Quatrièmement, les rentes entrepreneuriales sont des revenus pour les acteurs irréguliers par la création ou l'achat d'entreprises légales ou par le marché noir (rendement financier, entreprise productive et commerce illicite). (PNUD, 2003 : 84-87 ; Hylton, 2006 : 87)

Les rapports avec le narcotrafic entrent dans les rentes entrepreneuriales. C'est dans les années 1980 que les FARC commencent à profiter du *gramaje* mais la culture de coca colombienne demeure peu significative sur le marché mondial (Hylton, 2006 : 87).²³ Toutefois, ce sont les transformateurs et exportateurs colombiens qui dominent le marché mondial. Ces derniers achèteront durant cette période quantité de terres afin de blanchir leurs *narcodollars*. Les conflits pour la terre qui en résultent (concentration des terres, expulsion de paysans et usage improductif) provoqueront des affrontements entre narcotrafiquants et guérillas de même qu'un rapprochement des narcotrafiquants avec le paramilitarisme (PNUD, 2003 : 87). En résonance de l'utilisation improductive des meilleures terres de la Colombie, la part de l'agriculture dans le PIB passe de 43 à 13% entre 1980 et 1998 tandis que les importations de nourriture ont triplé durant les années 1990 (Hylton, 2006 : 85).

En somme, le modèle macro-économique de Collier fournit l'essentiel de ce qui est compris sous l'angle de l'économie politique comme le contexte structurel dans lequel évolue un groupe armé irrégulier. Toutefois, la relation entre contexte économique et stratégie contre-insurrectionnelle n'est pas unilatérale, tout comme les formes de financements

²³ Il est intéressant de noter que la guérilla des FARC a elle aussi incorporé le narcotrafic comme mode de financement. Cette dernière représente essentiellement un intermédiaire entre les paysans producteurs de la feuille de coca et les narcotraficants stabilisant les prix et moyennant au passage un impôt révolutionnaire (Stokes, 2005 : 86). Contrairement aux paramilitaires, la guérilla ne s'implique pas dans la transformation et l'exportation de la cocaïne et de l'héroïne, les deux secteurs les plus lucratifs du narcotrafic (*Ibid* : 87, 101). Cette distinction et l'idéologie expliquent que la guérilla n'a pas articulé son développement militaire à la croissance économique comme les paramilitaires. Cette distinction pourrait également faire partie de l'explication des gains sans précédent des forces contre-insurrectionnelles aux dépens de la guérilla au tournant du siècle.

susmentionnées. À tout le moins en Colombie, elle se caractérise aussi par une dynamique coconstitutive.

4.2.1.4. Macroéconomie et effectivité stratégique irrégulière : vers une évaluation dynamique

La *paramilitarisation* de territoires est liée à des transformations économiques. Effectivement, sur la base du cas d'étude, nous avons pu vérifier qu'il est possible de créer une dynamique synergique entre contrôle territorial et transformation socio-économique. Collier avance qu'un territoire caractérisé par une économie du secteur primaire favorise la viabilité et la durée des groupes irréguliers par les mécanismes de financement énoncés. L'articulation de la stratégie irrégulière de la *paramilitarisation* aux secteurs primaires de l'économie liés à l'exportation (agro-industrie, bio-carburant, extraction, pétrole, etc.) est beaucoup plus profonde et complexe que ce qui en est du côté insurgé. Les conclusions de l'analyse de la période $T_{(3)}$ du troisième chapitre permettent de cerner comment le paramilitarisme s'intègre au développement de nouveaux projets comme partenaire en sécurisant des territoires afin de les rendre propices aux investissements, en transformant d'autres modèles socio-économiques telle que l'agriculture paysanne et en assurant une main d'œuvre servile. Ainsi, la *paramilitarisation* ne représente pas seulement une stratégie permettant de bénéficier des caractéristiques macro-économiques d'un territoire, elle permet également d'agir sur le contexte de ce territoire par une transformation de son modèle socio-économique par une *alliance* avec les entrepreneurs d'échelle. Processus résultant dans une consolidation accrue du contrôle contre-insurrectionnel.

Une influence active sur le modèle socio-économique permet aux forces contre-insurrectionnelles des gains en termes d'efficacité dans l'établissement du contrôle. En effet, la transformation de l'économie de subsistance paysanne vers un modèle agro-industriel d'exportation permet l'établissement de nouvelles relations de pouvoir entre les forces contre-insurrectionnelles et la population. Cette dernière ne disposant plus de la propriété des moyens de production, la menace de la perte d'emplois remplace la menace de coercition militaire. Dans le contexte de la Colombie, ce genre d'emploi fait la différence entre la

pauvreté et l'indigence (Germán Márquez, 2004). Situation pouvant mener à une influence de la structure du revenu dans l'ensemble une région donnée.

De plus, la transformation du modèle socio-économique provoque une croissance du revenu. Cette dernière pouvant entraîner la création d'emplois ce qui réduit le réservoir de main d'œuvre disponible pour les groupes armés. La croissance augmente également la popularité du gouvernement réduisant les possibilités de recrutement des insurgés selon Collier, Hoeffler et Rohner (2007a : 10). Les projets économiques d'échelle sont donc à moyen et long terme au bénéfice de l'État. La diminution de la proportion démographique que représentent les paysans est aussi au bénéfice des forces contre-insurrectionnelles puisque la paysannerie demeure la principale base des guérillas. La transformation active de la structure du revenu par des réformes économiques locales est donc directement dans l'intérêt des forces contre-insurrectionnelles qui consolident par cet intermédiaire leur contrôle sur la population et le territoire.

4.2.1.5. Limites de l'approche macro-économique

Le modèle de Collier identifie les facteurs du niveau *macro* expliquant les variations dans la faisabilité de différentes stratégies au sein du contexte d'un conflit particulier. Une critique importante est que le contexte détermine le comportement de l'acteur armé. Collier n'intègre aucune forme d'interrelation coconstitutive entre les acteurs armés et le contexte économique. Cette limitation découle évidemment de l'étude des conflits au niveau d'agrégation national. Les cas d'influence significative sur les facteurs macro-économiques à ce niveau, par des acteurs armés irréguliers, demeurent extrêmement rares.²⁴

²⁴ Aucune approche d'économie politique des conflits armés ne théorise cette relation coconstitutive entre contexte économique et action des acteurs armés. Collier, Hoeffler et Rohner (2007a) considèrent l'impact d'un conflit sur le produit intérieur brut. Toutefois, l'instrumentalisation stratégique de l'économie demeure tout à fait sous explorée. L'absence de référence sur ce dernier aspect permet d'affirmer que l'énonciation de cette problématique représente l'une des plus importantes pistes de recherche qu'ouvre ce mémoire. Nous ne pouvons pousser cette problématique puisque l'espace que

En fait, plusieurs aspects du comportement du groupe armé irrégulier ne sont tout simplement pas théorisés chez Collier. Si l'on retourne au cœur de son modèle, *l'hypothèse de faisabilité*, on y remarque que le comportement stratégique de l'organisation est relégué au hasard et aux préférences des chefs :

L'hypothèse de la *faisabilité* pose que là, où la rébellion est matériellement faisable, elle apparaît. L'agenda d'un groupe rebelle est déterminé par les préférences de l'entrepreneur social dirigeant l'organisation qui est la première à occuper la niche. Parfois, il s'agit d'une organisation sans but lucratif avec un agenda politique ou religieux et parfois d'une organisation à but lucratif. Là où la niche est suffisante, plusieurs groupes peuvent coexister. Par contre, les facteurs qui expliquent les agendas des rebelles sont fortuits dans l'explication de la guerre civile.²⁵ (Collier, Hoeffler et Rohner, 2007 : 5)

Les apports de Jeremy Weinstein (2007) permettent d'étudier les variations dans la nature et les stratégies des groupes rebelles. Cet auteur propose une variante de l'application de *l'hypothèse de la faisabilité* au niveau *micro* inspirée du néo-institutionnalisme économique.²⁶ Weinstein, en mettant l'accent sur les déterminants de la violence sur les civils, désagrége le côté des insurgés dans la guerre civile afin de comprendre les comportements et les stratégies de chacun des groupes.²⁷

nous offre le présent exercice académique ne suffit pas à l'approfondissement d'une telle innovation théorique.

²⁵ Dans le texte : the *feasibility hypothesis*, proposes that where rebellion is materially feasible it will occur. The agenda of the rebel group is determined by the preferences of the social entrepreneur leading whichever organization is the first to occupy the niche. Sometimes this will be a not-for-profit organization with a political or religious agenda, and sometimes a for-profit organization. Where the niche is sufficiently large several rebel groups may coexist, but the factors that explain rebel agendas are incidental to the explanation of civil war. (Collier, Hoeffler et Rohner, 2007 : 5)

²⁶ Voir Terry Moe (1984) sur la pertinence de l'application de l'économie à l'étude de phénomènes politiques.

²⁷ Basée sur une critique des théories de la rébellion quant au fait qu'elles se limitent à l'analyse du contexte de la rébellion aux dépens d'une analyse organisationnelle. À la base de cette critique, deux principaux courants sont relevés par Weinstein (2007 : 34-38). Y figurent, d'une part, le modèle théorisant la rébellion comme un mouvement social employant la violence motivée par des griefs (Gurr 1970, Scott 1976, Skocpol 1979, cités dans Weinstein, 2007 : 34-35) et, d'autre part, l'ethno-réalisme (Voir les synthèses de S. David, 1997 cité dans Weinstein, 2007 : 36 ; C.-P. David, 2006 : 155-157).

4.2.2. L'approche microéconomique de Weinstein : les déterminants du comportement d'une organisation armée non-étatique

Weinstein analyse, sur une base empirique, la relation entre, d'une part, les facteurs du contexte qui influencent la faisabilité et la viabilité d'une organisation (approche macroéconomique) et, d'autre part, les stratégies particulières que développe l'organisation afin d'y répondre (approche microéconomique). Et ce, plus particulièrement au niveau de la relation causale entre le type et la quantité de ressources dont les chefs disposent initialement et le développement ultérieur de l'utilisation de la violence :

Chaque [...] étape dans le développement d'une organisation amène des questions plus larges de choix institutionnels. Du spectre des stratégies possibles, les chefs rebelles choisissent celles qu'ils croient qui serviront le mieux leurs objectifs organisationnels. C'est en explorant comment les chefs pèsent les coûts et les bénéfices des stratégies organisationnelles particulières que les facteurs de niveau macro, identifiés dans des études antérieures, refont surface. Ces facteurs conditionnent les choix que les chefs font et contraignent les choix de stratégies dont ils peuvent user. Un accent sur la formation et l'évolution des groupes rebelles lie, de ce fait, le niveau micropolitique du recrutement et de l'organisation au niveau macropolitique [...] procure des outils pour comprendre les variations dans les comportements exhibés par les groupes en conflit. (Weinstein, 2007 : 38-39)

Weinstein présente une théorisation de l'interface entre groupes armés irréguliers et facteurs macroéconomique déterminant la faisabilité des stratégies. L'approche organisationnelle est en fait une vision microéconomique de ce que Kalyvas ébauche sous le concept d'*alliance*. Le rapport entre l'agence de ces organisations et les ressources disponibles dans un contexte précis y est théorisé par Weinstein.

Bien qu'il considère l'acteur dépendant, il priorise analytiquement l'organisation face à la structure. Cette dernière se manifeste en terme de contraintes et d'opportunités durant l'évaluation des stratégies au sein d'un calcul *coûts-bénéfices* face à chacune des options des groupes armés irréguliers. Les préférences sont donc exogènes à l'interrelation *agence-structure* et les décisions sont comprises en termes d'incitatifs. Incitatifs compris chez cet auteur comme des ressources orientant le comportement du groupe. Cette perspective est intéressante quant à la théorisation de l'interaction entre comportement d'un acteur armé et

environnement économique. Voyons en détail comment elle permet d'introduire les incitatifs économiques au sein des choix stratégiques des acteurs armés.

4.2.2.1. Les ressources comme déterminants organisationnels

L'approche microéconomique de Weinstein repose sur une typologie des organisations armées irrégulières²⁸. L'organisation est comprise chez Weinstein (2007 : 19) par les «caractéristiques internes d'un mouvement : membres, politiques, structure et culture.» Dans la continuité de la *théorie de la mobilisation des ressources*,²⁹ Weinstein postule que la variation dans la nature de l'organisation et de ses stratégies est déterminée par les principales *dotations*³⁰ ayant été à la disposition du groupe à son origine. Le type de ressources limitera les choix possibles face aux divers défis³¹ que rencontrera l'organisation.

En ce qui a trait aux ressources issues du contexte, le cadre macroéconomique de Collier est jugé insuffisant par Weinstein. Ce dernier recherchera des assises afin de revaloriser les facteurs socio-politiques au sein du modèle. Ainsi, il introduira plusieurs variantes de *l'étude des mouvements sociaux* à son analyse. Notons à ce sujet, qu'il se positionne dans un contexte où il s'oppose aux perspectives purement behavioristes dont les influences se

²⁸ Weinstein se penche sur la problématique des groupes armés rebelles. Toutefois, son modèle microéconomique de l'organisation armée s'applique également aux organisations armées irrégulières contre-insurrectionnelles. Ces dernières ne furent probablement pas intégrées puisqu'elles ne sont pas rapportées au sein des cas d'étude sur lesquels se base Weinstein (2007).

²⁹ La *théorie de la mobilisation des ressources* est partie de l'approche plus générale de l'étude des mouvements sociaux. Voir à ce sujet la synthèse de Jenkins (1983) cité dans Weinstein (2007 : 46), McAdam (1999 : 20-35) et Charles Tilly (1978).

³⁰ Les dotations représentent les différentes ressources émanant du contexte (macro). Elles sont postulées comme exogènes et fixes chez Weinstein (2007 : 50).

³¹ En transposant à l'étude des conflits les problèmes identifiés par l'analyse économique des organisations pour des entreprises, Weinstein (2007 : 42-45) identifie exclusivement cinq défis auxquels sont confrontés les chefs d'organisations rebelles : le recrutement, le contrôle, la gouvernance, la violence et la résilience.

retrouvent chez les *théories classiques*³² des mouvements sociaux. L'*approche du processus politique* (McAdam, 1999 : 36-59) introduit l'institution dans l'analyse de la politique contestataire et des mouvements sociaux. Incorporant le biais de l'ancien institutionnalisme, cette conception de l'institution sous la notion de *structure des opportunités politiques*³³ restreint ces dernières au système politique, voir même parfois étatique, en se référant au «degré d'accès au système politique dont disposent les mouvements sociaux et à l'action étatique envers la contestation» (Giugni, 2002 : 81). Afin de rompre avec ce modèle qui ne peut expliquer les variations dans l'utilisation de la violence par différents groupes dans des conditions *d'opportunités semblables*, Weinstein se situe plutôt dans la continuité de la percée de la *théorie de la mobilisation des ressources* (Tilly, 1978 ; McAdam, 1999 : 20-35) qui rejette le monopole des facteurs émanant de l'agence dans la détermination de la contestation.

Il ne se dégage pas de consensus de la documentation de la *théorie de la mobilisation des ressources* quant à la catégorisation des types de ressources. En réintroduisant les ressources non-économiques, c'est pourtant sur la distinction entre les capitaux tangibles et intangibles de Jo Freeman que Weinstein (2007 : 47) élabore. C'est sur la base de cette division binaire que Weinstein théorise le rôle des facteurs sociaux en opposition aux facteurs économiques. Dans les débuts de l'organisation armée non-étatique, le contact prédominant avec l'un des deux types de ressources détermine le type de participants qui joignent le groupe et, en conséquence, la forme d'organisation qui prend forme et ses stratégies. Afin de schématiser sa théorie, Weinstein (2007 : 47) propose une définition stricte distinguant les ressources *économiques* et *sociales* :

³² Sur les *théories classiques des mouvements sociaux*, voir Doug McAdam (1999 : 6-7) : « Comme nous nous y référons ici, la théorie classique des mouvements sociaux est synonyme avec un modèle causal général des mouvements sociaux plutôt qu'avec une version particulière de ce modèle. [...] Les composantes idiosyncratiques de chacun d'eux sont relativement insignifiantes quand comparées à la consistance de la séquence causale générale [...] ». Le modèle causal se résume ainsi : une augmentation de l'intensité du grief – passage du seuil psychologique de tolérance – formation du mouvement.

³³ Sur sa réinterprétation du concept de *structure des opportunités politiques*, Weinstein se réfère notamment dans la littérature récente à Doug McAdam, Sydney Tarrow et Charles Tilly (2001)

Les *ressources économiques* renvoient à des

[...] ressources qui peuvent être mobilisées afin de financer le démarrage et la maintenance d'une organisation rebelle. [...] Elles sont concrètes : elles peuvent être utilisées directement et immédiatement pour acheter des fournitures et payer des participants (*Id.*).

Les *ressources sociales* réfèrent à

[...] des identités distinctives et des réseaux interpersonnels pouvant être mobilisés en support à l'action collective [...] fournissant aux chefs les outils dont ils nécessitent afin d'attirer des soldats et de contrôler leur comportement (*Ibid.* : 48-49).

Les ressources économiques ne résultent pas d'une mobilisation volontaire, mais prennent plutôt source dans diverses activités allant de l'extraction de ressources naturelles à la taxation en passant par des affaires illicites. Au contraire, les ressources sociales se basent sur des normes et des valeurs permettant aux organisations d'orienter une mobilisation volontaire vers un objectif collectif.

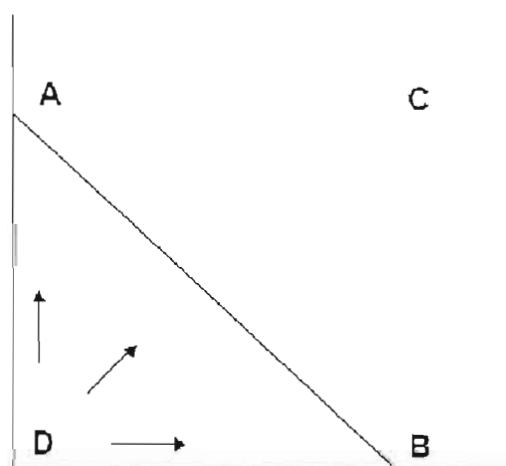
4.2.2.2. Une approche microéconomique des groupes armés irréguliers

Découlant de la détermination par les ressources, Weinstein (*Ibid.* : 9-10) identifie deux types d'organisations : les *opportunistes* en opposition aux *activistes*. Représentant des types aux antipodes d'un spectre de possibilités, ces deux types d'organisation possèdent des caractéristiques différentes. La détermination de la dynamique interne de l'organisation, résultante de la nature des ressources initiales, se fait par le biais des *relations contractuelles* liant participants et organisation (*Ibid.* : 41-42). Elles déterminent quel type de participant joint l'organisation et comment ces derniers seront incités à demeurer impliqués ultérieurement (Voir Figure 4.1.).

D'une part, une organisation *opportuniste* attire des participants recherchant des gains individuels à court terme. Ces organisations disposant davantage de ressources économiques attirent des opportunistes et la cohésion est conservée par la rétribution et la coercition (type A). D'autre part, une organisation *activiste* attire *a contrario* durant son développement des

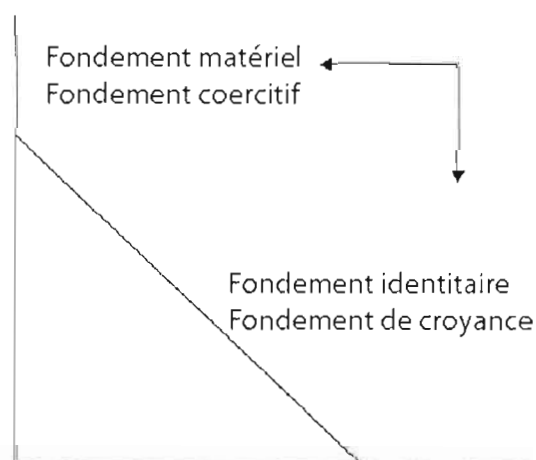
participants s'investissant à long terme. Ces organisations, disposant de peu de ressources économiques, n'intègrent que des participants mobilisés volontairement par l'entremise de normes et d'identités partagées (type B). Une organisation disposant des deux formes de dotations (type C) ne peut maintenir cet équilibre qu'en ne transposant pas ses ressources en incitatifs économiques sans quoi elle se transformera en type A. En somme, Weinstein nous propose une catégorisation des organisations en deux *équilibres distincts* (voir les deux axes de la Figure 4.2.). D'un côté, les organisations à cohésion matérielle et/ou coercitive et, de l'autre, les organisations à cohésion volontaire basée sur les valeurs et l'identité.

Figure 4.1. : Possibilités théoriques



Source : (Weinstein 2002 : 2)

Figure 4.2. : Organisations rebelles



Source : (Weinstein 2002 : 2)

Weinstein (2002) priorise le déterminisme des facteurs économiques, bien que cette fois principalement théorisés sous l'angle de l'accès aux ressources. La possibilité de mobiliser des ressources matérielles sans le consentement des civils revêt à ce niveau une importance primordiale dans le modèle de Weinstein (2007 : 7). Elle se répercute directement dans la relation entre combattants et civils. Les variations entre les groupes de nature davantage *opportuniste* ou *activiste* sont donc observables sur le terrain, dû aux impacts différenciés qu'elles auront sur l'environnement. Et ce, plus particulièrement par rapport aux modèles d'utilisation de la violence d'un groupe donné.

4.2.2.3. Weinstein et la stratégie : sur l'influence des facteurs macroéconomiques dans les relations entre belligérants et civils

La théorisation de l'organisation armée irrégulière permet de saisir l'influence des ressources dans leurs comportements. D'une part, la considération des ressources sociales laisse place à des analyses inspirées des théories des mouvements sociaux, lorsque cela est approprié. D'autre part, la conceptualisation de l'interface entre l'organisation armée et son environnement économique permet d'articuler le modèle macroéconomique de Collier aux variations dans le comportement des belligérants. Plus précisément, les relations entre civils et belligérants peuvent être contextualisées au sein d'un environnement économique national et régional. À l'inverse, la considération des incitatifs économiques permet de théoriser les objectifs économiques de l'acteur armé incluant la relation coconstitutive entre contexte économique et stratégie. La théorisation des facteurs macroéconomiques (niveau, croissance et structure du revenu) est entièrement commensurable à la caractérisation du contexte dans lequel se forment les alliances entre acteurs armés et acteurs privés.

Nous avons vu que le modèle macroéconomique de Collier permet de contextualiser les relations entre belligérants (niveau *macro* de Kalyvas), présentant ainsi les influences de facteurs économiques dans certains choix stratégiques. Les propositions de Weinstein quant à la conceptualisation des organisations armées, inspirée de la microéconomie, permettent quant à elles d'articuler ces influences macroéconomiques aux relations entre belligérants et civils (niveau *meso* de Kalyvas). La dynamique des *alliances* des organisations armées dont le comportement stratégique est principalement déterminé par les ressources peut être comprise sur la base du contexte économique régional.

4.2.3. Vers une lecture dynamique du rapport agence-structure de l'économie politique stratégique

Mentionnons à nouveau que cette proposition conceptuelle articulant les cadres microéconomique et macroéconomique de Weinstein et Collier n'exclue absolument pas une

relation coconstitutive entre environnement économique et comportement stratégique. Au contraire, la présente proposition considère la relation entre acteurs armés au sein d'alliances (l'agence) et les ressources composant le contexte socio-économique (structure) comme dialectique. En effet, notre étude de cas démontre que la stratégie irrégulière de la *paramilitarisation* se base sur des antagonismes socio-économiques locaux pour se procurer des ressources économiques. Les *alliances* qui en découlent provoquent une transformation de l'environnement socio-économique par le biais de la force militaire. Ces transformations provoquent à leur tour une adaptation du comportement stratégique des acteurs armés. Cette conceptualisation de la relation coconstitutive, entre ressources et comportement stratégique permet donc la théorisation d'une structure dynamique influençant l'action stratégique.

Les transformations économiques de la structure sont liées aux types de souveraineté (contrôle) présentés par Kalyvas (2006). La théorie de la guerre irrégulière de Kalyvas (2006 : 12) précise la conceptualisation de la relation des belligérants et des civils par un double processus de segmentation (i.e. territoires divisés entre plusieurs zones à contrôles monopolistiques) et de fragmentation (i.e. zone au contrôle disputé entre acteurs). Ces différences analytiques permettent de repenser la relation entre l'acteur et son contexte sans pour autant tomber dans un déterminisme réductionniste et simplificateur.

L'acteur armé est lui-même allié à des acteurs privés ancrés dans différents modèles socio-économiques. L'*alliance* entre des acteurs privés et militaires met en place une compétition entre différents modèles socio-économiques. Les ressources et les stratégies d'un acteur armé sont liées à ces derniers. Ainsi, sa propension à l'expansion et à la prise de territoire est partiellement déterminée par la logique d'accumulation géopolitique (Voir à ce sujet : Teschke, 2003). L'accumulation géopolitique se produit par la prise du territoire par un acteur et par l'établissement d'un modèle socio-économique qui lui est propre. C'est ainsi que l'on peut observer l'*exportation* de modèles socio-économiques par l'intermédiaire de l'établissement de la souveraineté d'un acteur armé sur un territoire et sa population (Teschke, 2003 : 56).

C'est dans l'interaction des trois niveaux identifiés par Kalyvas (2006) qu'il est possible de comprendre cette dialectique propre à certains conflits internes. Premièrement, les acteurs armés sont hétérogènes et unitaires chez Kalyvas (niveau *macro*). Découlant des observations relatives aux variations dans les modèles socio-économiques qu'implique une stratégie complexe, un premier pas vers une analyse qualitative est de considérer la possibilité que les souverainetés des belligérants soient qualitativement hétérogènes. Ils sont hétérogènes en ce sens que la souveraineté d'un acteur armé comporte un modèle socio-économique propre et dont l'expansion est déterminée par la compétition militaire. Les alliances établies entre ces acteurs et la population, comprise au sein de cette souveraineté (niveau *meso*), permettent de comprendre la dynamique d'accumulation des ressources. Et finalement, les interactions intracommunautaires et individuelles (niveau *micro*) reflètent les changeantes relations de pouvoir organisées selon le modèle socio-économique prédominant.

4.2.4. Des politiques économiques et des stratégies contre-insurrectionnelles synergiques

L'évolution géographique du conflit colombien est fortement liée aux conditions économiques de son territoire. Les potentielles recettes économiques augmentent les risques de conflits et la durée des violences (Collier, Hoeffler, Söderbom, 2001). Au cours de l'histoire récente du conflit colombien, les actions armées sont liées géographiquement aux opportunités économiques. Durant les années 1960, l'appropriation de terres, la pêche et le commerce sont des facteurs attirant les acteurs armés auxquels s'ajoute l'industrie bovine au cours des années 1970. Durant les années 1980, les ressources pétrolières, minières et agroindustrielles sont touchées de façon croissante. Le narcotrafic est quant à lui de plus en plus instrumentalisé par les belligérants durant les années 1990. Ainsi les zones d'intensification des violences de chaque époque sont souvent les zones où se trouvent les richesses émergentes ou disputées. (PNUD 2003 :72)

Durant les deux dernières décennies du XX^e siècle, la politique d'ouverture économique se fait en Colombie parallèlement à un processus de concentration des terres agricoles (CCJ, 2006 : 8 ; Avilés, 2006 : 45-46). Les départements caractérisés par les plus hauts niveaux de

concentration sont également les départements où le phénomène des déplacements de population est le plus marqué (CCJ, 2006 : 8). Cette transformation de l'environnement macroéconomique propulse une forte croissance de l'agro-industrie en Colombie faisant de ce secteur une richesse émergente pour les acteurs armés.

Des éléments du Plan Colombie considèrent ce contexte dans la planification et la réalisation de ses aspects socio-économiques.³⁴ En effet, le Plan Colombie comprend une exigence de «mise en place de mesures afin d'attirer l'investissement étranger et promouvoir l'expansion du commerce»³⁵. La réorganisation des modèles socio-économiques qu'implique l'intégration de l'agriculture colombienne au commerce international y est abordée par des *alliances stratégiques* comprises dans le Programme de Développement Alternatif (PDA)³⁶. Sont visés par les *alliances stratégiques* les secteurs agro-industriels de la palme africaine, du caoutchouc et du cacao, ainsi que l'industrie forestière et l'élevage intensif. Une *alliance stratégique* est une cogestion de projet agro-industriel entre les paysans qui possèdent la terre et les entreprises mettant sur pied le projet. La cogestion se fait de façon directe entre les deux partenaires. Toutefois, le rapport de force économiquement inégal est souvent exacerbé par les dynamiques violentes des zones touchées par le PDA.³⁷ Les entreprises de palme africaine présentes sur le territoire du Jiguamiando et du Curvaradó, cas d'étude du chapitre précédent, ont obtenu des fonds de la USAID³⁸, financée par le PDA. (Hallé, 2007 : 101)

³⁴ L'aide socio-économique représente généralement moins de 20% du financement annuel alloué par le biais du Plan Colombie (Stokes, 2005 : 96).

³⁵ “Acta de Alianza”, seccion 101.2, Plan Colombia : “insistir en que el Gobierno de Colombia complete las reformas urgentes orientadas a abrir completamente su economia a la inversión y comercio exteriores, particularmente la industria del petroleo, como un camino hacia la recuperación economica”.

³⁶ Le PDA est encadré par le Conseil Présidentiel pour le Plan Colombie qui fournit des ressources financières pour des projets agro-industriels. De 2000 à 2005, 22 000 hectares de palme africaine sont fiancés par le PDA dans 21 municipalités du pays. (CIJyP, 2005 : 144)

³⁷ Ajoutant à cette dynamique, récemment les projets associatifs (comprenant des alliances stratégiques) sont aussi utilisés afin de réinsérer les paramilitaires démobilisés dans la vie civile (CIJyP, 2005 : 146-147).

³⁸ U.S. Agency for International Development : Agence étasunienne responsable de l'aide au développement international.

Les aspects socio-économiques de l'aide octroyée par le Plan Colombie s'insèrent également dans la dynamique de transformation socio-économique du territoire. Cet exemple, compris en fonction des conclusions du chapitre trois, permet de mieux saisir comment une politique macroéconomique peut influencer la dynamique stratégique et inversement. D'autres variations des données macroéconomiques de la Colombie devraient être réinterprétées en considérant l'influence de la *paramilitarisation* du territoire. Notamment, la hausse drastique des Investissements directs étrangers (IDE) de 20% dans les dernières années ayant suivi la sécurisation du territoire et la toute nouvelle croissance économique dépassant 6% depuis 2004.³⁹

³⁹ Voir à ce sujet les analyses de la revue *Semana* (2008) « ¡Boom económico! ».

4.4. Conclusion

En somme, selon la méthode empirique de Kalyvas (logique de la violence) doublée d'une analyse qualitative des données socio-économiques organisées en fonction de l'économie politique, il est possible de comprendre la complexité de la stratégie contre-insurrectionnelle contemporaine appliquée en Colombie. Le programme de recherche de Kalyvas, enrichie de certains éléments de Collier et de Weinstein, représente une voie prometteuse afin de poser les bases d'un cadre théorique permettant l'analyse des stratégies complexes d'un groupe armé et ce, en considérant l'interrelation complexe avec la population et le contexte socio-économique. À ce sujet, notons que l'intégration d'éléments d'économie politique au modèle de Kalyvas (2006) permet d'orienter le traitement initial des données empiriques collectées dans l'étude de cas. Sur la base des tendances pouvant en être dégagées, il est ensuite possible de poser une analyse qualitative des processus qu'impliquent ces stratégies, notamment par l'identification des dynamiques de pouvoir propres aux modèles socio-économiques promus sous la souveraineté de chaque acteur armé.

Notre idéal de paix cadre dans un projet politique actif soutenu par un modèle de société particulier, [...] d'économie agraire mais fortement incrusté dans l'économie globale actuelle, avec des chaînes de production et de commercialisation qui garantissent la réalisation du plein emploi et de la protection sociale; un modèle de société qui ne nie pas le caractère conflictuel des relations humaines mais qui possède des moyens pour les gérer [...].

— Bloc Élmér Cardenas des AUC (2004)

CONCLUSION

La compréhension de la dynamique de la stratégie d'un acteur armé, sans l'isoler des inter-actions coconstitutives avec son environnement, est un défi empirique et théorique important. L'analyse de la dynamique stratégique permet d'exposer pourquoi les forces contre-insurrectionnelles sont en mesure de consolider leur contrôle aux dépens des forces insurgées au tournant du siècle en Colombie. Le présent mémoire s'inscrit dans la proposition du programme de recherche de Kalyvas (2006 : 208-209) par son application à un cas du conflit colombien durant la période comprise entre 1980 et 2005. Dans cette démarche de dialogue entre le théorique et l'empirique, nous concluons que l'insertion de certains éléments théoriques de l'économie politique à son modèle représente une contribution importante autant à l'étude du conflit colombien qu'à l'édification de son projet théorique. Nous concluons en ce sens suite à l'étude du *modus operandi* contre-insurrectionnel qui fonde son action autant dans la sphère militaire qu'économique. Suite à ce travail, nous souhaitons faire deux propositions de recherches, l'une davantage de nature quantitative et l'autre qualitative.

La proposition de recherche quantitative du chapitre quatre demeure, dans le présent mémoire, au stade d'un essai théorique. Bien que généralement cohérentes avec la littérature portant sur le phénomène de la paramilitarisation, les propositions théoriques sont induites d'un seul cas d'étude en Colombie. En conséquence, sa valeur heuristique devrait être évaluée par de multiples études de cas en Colombie ou ailleurs. Une seconde voie serait de vérifier l'existence d'une corrélation géo-temporelle des variations d'indicateurs économiques associés à la paramilitarisation (identifiés par des études de cas) et de l'évolution géo-temporelle du contrôle contre-insurrectionnel.¹

¹ Cette corrélation pourrait être observée par la mise en relation des tendances de ces différents indicateurs au niveau départemental sur la période s'échelonnant entre 1980 et 2005 en Colombie. Période caractérisé par le développement rapide du contrôle paramilitaire dans le pays. Puisque la dynamique du conflit ne suit que rarement les limites administratives départementales, les résultats y seraient contextualisés en fonction d'analyses régionales du conflit sur cette période. À ce sujet, les

L'analyse de cas du troisième chapitre nous permet d'identifier les modèles de la violence qui caractérisent chaque étape de l'application de la stratégie paramilitaire sur une zone. Ces modèles pourraient être retracés par le biais des statistiques de violations des droits humains. Bien que ces sources demeurent partielles et incomplètes, l'identification de tendances sur cette base demeure tout à fait valable.² D'autre part, les variations économiques qui accompagnent le processus de *paramilitarisation* sont aussi associées à certains indicateurs économiques. Sur la base du cas d'étude, il semble que le développement de l'agro-industrie et le développement de projets d'exportation soient des symptômes du volet économique de ce processus.

Au niveau départemental, des indicateurs économiques associés à ces phénomènes pourraient être mis en relation avec les statistiques de violation des droits humains afin de retracer l'évolution de la *paramilitarisation* du territoire colombien. Par la mise en relation des modèles de violence paramilitaire et de ces indicateurs économiques, l'observation d'une corrélation géo-temporelle de ces éléments serait possible. Correspondant aux tendances des mécanismes du *modus operandi* paramilitaire exploré au troisième chapitre, cette vérification renforcerait la thèse de la nature hybride (économique et militaire) de la stratégie contre-insurrectionnelle. De plus, cette démarche représente un test intéressant afin de vérifier la pertinence de la proposition théorique au modèle de Kalyvas précédemment énoncée au chapitre quatre.

La proposition de recherche qualitative touche plutôt aux fondements de la stratégie. La guerre est une chose trop sérieuse pour être laissée aux militaires disait Clémenceau. Il est aussi vrai qu'elle est trop horrible pour être laissée aux commerçants. La guerre est la politique portée à son extrême dans la violence. Il est du ressort du théoricien et du praticien issus des sciences sociales d'en évaluer la réelle nécessité et de s'en abstenir dans la mesure

travaux statistiques et de cartographie de l'influence des acteurs armés de Camilo Échandia (2006) nous sont particulièrement utiles.

² Je remercie le docteur Camilo Echandia Castilla, professeur de l'Universidad Externado de Colombia, pour ses conseils et orientations en la matière.

du possible. La consternation qu'elle entraîne devrait être un argument simple et suffisant en ce sens. Si toutefois elle devait être envisagée, les sciences sociales contemporaines offrent des outils afin de lier la pratique à ses fondements normatifs. En conséquence, autant les théoriciens que les praticiens issus des sciences sociales partagent la responsabilité d'identifier explicitement les fondements normatifs qui guideront ces choix d'une importance humaine accablante.

Le conflit colombien montre les conséquences d'une vision instrumentale de la rationalité stratégique. Ses conséquences en coûts humains sont énormes et inacceptables pour celui qui en aura pris conscience et qui considère l'émancipation humaine comme un objectif devant guider sa conduite. Ce jugement n'est que renforcé lorsque nous considérons que la stratégie telle que matérialisée par les forces contre-insurrectionnelles fut utilisée à des fins commerciales servant autant les entrepreneurs privés que les gouvernements colombiens. En effet, ces derniers inspirés d'une idéologie libérale lièrent l'État et son *aparatus* sécuritaire à une vaste réforme économique du pays par le moyen de la violence dite contre-insurrectionnelle. Processus ayant pour conséquence que des milliers de vies humaines furent sacrifiées au nom de la prospérité qui n'a pourtant toujours donné aucun fruit à la population colombienne dans sa vaste majorité.

Il ressort qu'une utilisation d'une stratégie contre-insurrectionnelle d'inspiration libérale a entraîné des coûts humains énormes ainsi que l'imposition d'une paix négative dans plusieurs régions de la Colombie. Si cette situation de mort et de terreur (que nous avons exposée sous l'angle national puis local dans les chapitres un et trois) est la matérialisation de la pensée stratégique contemporaine, alors peut-être serait-il temps de la refonder sur la base d'une vision renouvelée de la sécurité ; c'est à dire de repenser les objectifs qui visent à matérialiser la stratégie.

Avec la proposition positive et prescriptive d'une théorie de la sécurité par Ken Booth (2007), les études de sécurité critiques (CSS) se développent rapidement. Il n'est qu'une question de temps et d'audace pour voir les études stratégiques critiques se développer à leur tour. L'étude de stratégies contre-insurrectionnelles contemporaines permet d'évaluer

concrètement les implications d'une théorisation de technologies de guerre sur une base instrumentale et pragmatique. Sur cette base, l'étude des stratégies permet également de questionner s'il est réellement et politiquement souhaitable de conserver une priorisation de l'ordre dans un ordonnancement normatif hiérarchique.

À l'instar de Ken Booth (2007 : 245), nous terminons donc ce mémoire en défendant qu'une approche critique doit s'engager avec l'empirique sans toutefois être empiriste. L'empirisme de cette étude représente une pierre d'assise afin d'induire un programme de recherche plus large sur les *études stratégiques critiques* (CSS2 ?). Cette proposition s'inscrit au sein du programme de recherche des études critiques de sécurité. Ainsi, la présente démarche vise donc une organisation des informations disponibles de manière à permettre dans un autre temps (non couvert par ce mémoire) des interprétations qualitatives des dynamiques observées. L'analyse empirique du cas colombien représente donc le premier pas d'une réflexion plus large sur les implications d'un fondationalisme renouvelé des études stratégiques sur le concept d'*émancipation*³ ainsi que de ses implications autant au niveau normatif qu'ontologique.

L'étude, la critique et le remplacement de la stratégie contemporaine est une tâche aussi importante qu'urgente. La stratégie est un instrument de transformation socio-historique opérant en Amérique latine et ailleurs. Son évolution est ainsi liée au cours de l'histoire. Il en est d'autant plus pressant de connaître, de baliser et de contrôler la stratégie.

While radical popular movements and social democratic electoral parties came to power throughout Latin America in the early twenty-first century, in Colombia there was a "progressive invasion of more and more public and private spaces" by a violence that had become "the ordering-disordering factor of politics, society, and the economy".

- Hylton (2006)

³ Voir Ken Booth (2007), *Theory of World Security*, Cambridge: Cambridge University Press.

APPENDICE A

CARTE DEPARTEMENTALE DE LA COLOMBIE

Carte départementale de la Colombie



Source : Viajeros [En ligne:] www.viajeros.com (Consultée 22 novembre 2006)

APPENDICE B

CARACTÉRISATION INITIALE DES RÉGIONS LES PLUS AFFECTÉES PAR LE CONFLIT

(Source : PNUD, 2003 : 73-77)

NORD DE SANTANDER			
Acteur armé	Bien collectif/qui en bénéficie	Organisation économique	Dynamique territoriale
ELN	<ul style="list-style-type: none"> • Sécurité • Administration de justice • Résonance culturelle • Infrastructure • Colons et paysans 	<ul style="list-style-type: none"> • Petite propriété terrienne (minifundio) 	<ul style="list-style-type: none"> • Présence depuis 1973 • Hégémonie jusqu'à la fin des années 1990
Farc	<ul style="list-style-type: none"> • Couverture de l'illégalité 		<ul style="list-style-type: none"> • Présence récente • Dispute territoriale avec les AUC
AUC	<ul style="list-style-type: none"> • Sécurité • Administration de justice pour consolider son entrée dans la région • Narcotrafiquants et grands propriétaires terriens (terratenientes) 	<ul style="list-style-type: none"> • Latifundium consolidé et agriculture «moderne» • Forte association avec des cultures illicites 	<ul style="list-style-type: none"> • Incursions depuis la fin des années 90 à propos des cultures illicites dans la zone Zulia-Catatumbo • Dispute territoriale en Zulia • Catatumbo et quartiers marginaux de Cúcuta.
MAGDALENA MEDIO			
Acteur armé	Bien collectif/qui en bénéficie	Organisation économique	Dynamique territoriale
Farc	<ul style="list-style-type: none"> • Sécurité, justice et couverture de l'illégalité • Colons et paysans (décennies 1960 et 1970) 	<ul style="list-style-type: none"> • Colonisation historique 	<ul style="list-style-type: none"> • Niche initiale du IV Front. Il a perdu graduellement son hégémonie en raison de la pression excessive sur les producteurs bovins et les commerçants
ELN	<ul style="list-style-type: none"> • Procédure de revendications sociales (des années 1960 à 1980) • Génération d'emploi pour les gens de la région en par les réparations de l'oléoduc 	<ul style="list-style-type: none"> • Colonisation historique 	<ul style="list-style-type: none"> • Niche centrale. Né au milieu des années 1960 dans le centre nord de la région
Paramilitaires	<ul style="list-style-type: none"> • Sécurité • Grands propriétaires terriens (terratenientes), narcotrafiquants et producteurs d'émeraudes. • Défense du latifundium 	<ul style="list-style-type: none"> • Latifundium traditionnel et agriculture moderne • Sub-régions d'or et de pétrole 	<ul style="list-style-type: none"> • Niche initiale à Puerto Boyacá • À la fin des années 90 ils réussissent le contrôle territorial (incluant Barrancabermeja)

ARAUCA			
Acteur armé	Bien collectif/qui en bénéficie	Organisation économique	Dynamique territoriale
Farc Fronts 10-45 Bloc Oriental	<ul style="list-style-type: none"> • Couverture de l'illégalité 	<ul style="list-style-type: none"> • Colonisation historique vs enclaves économiques 	<ul style="list-style-type: none"> • Présence précaire dans les années 1980 • Légère croissance dans les années 1990 • Dispute pour les recettes licite et illicites
ELN Front Domingo Laín Compagnies Simacota-Pomares	<ul style="list-style-type: none"> • Résonance culturelle entre les colons • Administration de justice • Infrastructure • Paysans et colons 	<ul style="list-style-type: none"> • Colonisation historique • Enclave pétrolière 	<ul style="list-style-type: none"> • Présence depuis 1973 • Déploiement depuis 1980 pour le pétrole • Déclin de ses actions depuis 1998
AUC	<ul style="list-style-type: none"> • Sécurité • Administration de justice via le «nettoyage des prétendus collaborateurs et sympathisants de la guérilla» 	<ul style="list-style-type: none"> • Enclave pétrolière 	<ul style="list-style-type: none"> • Incursions depuis 2000 • Expansion des autodéfenses du Casanare
ORINOQUIA-AMAZONIA			
Acteur armé	Bien collectif/qui en bénéficie	Organisation économique	Dynamique territoriale
Farc	<ul style="list-style-type: none"> • Régulation et solidarité à la frontière de colonisation 	<ul style="list-style-type: none"> • Colonisation historique 	<ul style="list-style-type: none"> • Niche centrale avec contrôle politique et territorial
Paramilitaires	<ul style="list-style-type: none"> • Sécurité • Grands propriétaires terriens (latifundistas) et narcotrafiquants 	<ul style="list-style-type: none"> • Latifundium consolidé et cultures illicites 	<ul style="list-style-type: none"> • Expansion et dispute territoriale pour des rentes.
ANTIOQUIA			
Acteur armé	Bien collectif/qui en bénéficie	Organisation économique	Dynamique territoriale
Farc	<ul style="list-style-type: none"> • Régulation et solidarité à la frontière du département 	<ul style="list-style-type: none"> • Colonisation historique 	<ul style="list-style-type: none"> • Niche centrale avec contrôle politique, mais difficile contrôle territorial
ELN	<ul style="list-style-type: none"> • Régulation de l'offre de travail associé à la mine • Régulation des relations de travail 	<ul style="list-style-type: none"> • Colonisation récente 	<ul style="list-style-type: none"> • Expansion par rentes
Paramilitaires	<ul style="list-style-type: none"> • Sécurité • Grands propriétaires terriens (latifundistas) 	<ul style="list-style-type: none"> • Latifundium consolidé et agriculture moderne 	<ul style="list-style-type: none"> • Niche initiale, présence à travers des «Convivir» et contrôle territorial.

EJE CAFETERO			
Acteur armé	Bien collectif/qui en bénéficie	Organisation économique	Dynamique territoriale
Farc	• Administration de justice	• Petite propriété terrienne (minifundio) paysanne en décomposition (crise cafetière) • Cultures illicites	• Présence précaire dans les années 1980 • Depuis les années 1990, présence intensive avec des actions d'enlèvements et d'extorsion à des petits et moyens propriétaires
ELN Fronts Cacique Calarcá, Ernesto Ché Guevara et noyau urbain María Elena Barón	• Administration de justice	• Même que les Farcs	• Présence précaire des puis les années 1980
Front Oscar William Calvo	• Administration de justice	• Même que le ELN	
AUC	• Sécurité • Moyens et grands propriétaires (narcotrafiquants et propriétaires terriens)	• Culture de café • Latifundio ganadero	• Depuis 1994 présence à travers des «Convivir»
URABÁ			
Acteur armé	Bien collectif/qui en bénéficie	Organisation économique	Dynamique territoriale
Farc	• Couverture de l'illégalité et justice • Colons, syndicats, secteurs populaires autour de la culture de la banane	• Colonisation récente	• Espace en dispute en raison d'être un corridor stratégique pour les armes et le narcotrafic
Autodéfenses Paysanes de Córdoba et Urabá	• Sécurité • Agroindustriels, grands propriétaires terriens (latifundistas) et narcotrafiquants	• Latifundium consolidé	• Niche centrale • Consolidation territoriale dans l'axe de la banane et des terres de narcotrafiquants
NARIÑO			
Acteur armé	Bien collectif/qui en bénéficie	Organisation économique	Dynamique territoriale
Farc Bloc Occidental Fronts 29 et 8	• Administration de justice • Couverture de l'illégalité	• Petite propriété terrienne (minifundio) en décomposition	• Consolidation à partir de la fin des années 1980
ELN Fronts Manuel Vásquez et Comuneros del Sur			• Présence précaire, attaques à l'oléoduc Transandin

CAUCA			
Acteur armé	Bien collectif/qui en bénéficie	Organisation économique	Dynamique territoriale
Farc Bloc Occidental Fronts 6,8 et 29	<ul style="list-style-type: none"> • Sécurité • Ambiguë : à certaines occasions bénéficiant les autochtones et paysans et à d'autres occasions les propriétaires terriens 	<ul style="list-style-type: none"> • Petite propriété terrienne (minifundio) en décomposition • Petite propriété terrienne (réserve) autochtone 	<ul style="list-style-type: none"> • Présence suite au vide qu'a laissé Quintín Lame
AUC	<ul style="list-style-type: none"> • Administration de justice comme consolidation du territoire • Sécurité • Grands propriétaires terriens (latifundistas) 	<ul style="list-style-type: none"> • Latifundium consolidé • Agriculture moderne (zone limitrophe avec la Vallée du Cauca) 	<ul style="list-style-type: none"> • Hégémonie (mur de contention contre des incursions de la guérilla dans le département du Cauca) • Bota caucana présence en vertu des cultures illicites.
BOLÍVAR			
Acteur armé	Bien collectif/qui en bénéficie	Organisation économique	Dynamique territoriale
Farc Fronts 27, 37 et 35	<ul style="list-style-type: none"> • Sécurité, administration de justice et couverture de l'illégalité • Paysans et colons 	<ul style="list-style-type: none"> • Colonisation récente • Latifundium traditionnel consolidé 	<ul style="list-style-type: none"> • Dispute territoriale et pour le contrôle des cultures illicites
ELN	<ul style="list-style-type: none"> • Même que les Farc 	<ul style="list-style-type: none"> • Même que les Farc 	<ul style="list-style-type: none"> • Même que les Farc et en plus, zone de refuge
ERP	<ul style="list-style-type: none"> • Même que l'ELN 	<ul style="list-style-type: none"> • Même que l'ELN 	<ul style="list-style-type: none"> • Même que l'ELN
AUC	<ul style="list-style-type: none"> • Sécurité • Grands propriétaires terriens (latifundistas) et narcotrafiquants 	<ul style="list-style-type: none"> • Colonisation récente 	<ul style="list-style-type: none"> • En dispute
BOYACÁ			
Acteur armé	Bien collectif/qui en bénéficie	Organisation économique	Dynamique territoriale
Farc	<ul style="list-style-type: none"> • Sécurité et administration de justice 	<ul style="list-style-type: none"> • Petite propriété terrienne (minifundio) 	<ul style="list-style-type: none"> • Expansion depuis 1990
ELN	<ul style="list-style-type: none"> • Sécurité et administration de justice 	<ul style="list-style-type: none"> • Petite propriété terrienne (minifundio) 	<ul style="list-style-type: none"> • Depuis 1995 Force Militaire de la zone Arauca, Boyacá et Casanare (ABC)
AUC Armées privées	<ul style="list-style-type: none"> • Sécurité • Grands propriétaires terriens (Terratenientes) 	<ul style="list-style-type: none"> • Zones avec latifundium consolidé • Zones d'émeraudes 	<ul style="list-style-type: none"> • Depuis les années 1980

CÓRDOBA			
Acteur armé	Bien collectif/qui en bénéficie	Organisation économique	Dynamique territoriale
EPL et Farc en moindre degré	<ul style="list-style-type: none"> • Administration de justice et solidarité culturelle 	<ul style="list-style-type: none"> • Latifundium improductif et pression historique pour redistribuer les terres 	<ul style="list-style-type: none"> • Expansion durant les années 1970 et 1980 via la «vacuna ganadera» (sorte d'impôt irrégulier)
Autodéfenses Paysanes de Córdoba et Urabá	<ul style="list-style-type: none"> • Sécurité • Agroindustriels, grands propriétaires terriens (latifundistas) et narcotrafiquants 	<ul style="list-style-type: none"> • Latifundium traditionnel consolidé • Agriculture moderne 	<ul style="list-style-type: none"> • Niche initiale • Consolidation territoriale et protection des latifundiums

APPENDICE C

PROTOCOLE DE CODIFICATION DU CONTRÔLE¹

Zone 1: Les combattants de forces contre-insurrectionnelles sont en garnison dans le village en permanence ou à un rayon d'une heure; les combattants des forces contre-insurrectionnelles et les administrateurs opèrent librement en tout temps durant le jour et la nuit; pas d'activités des insurgés rapportées; l'organisation des insurgés ne s'est jamais mise en place ou est complètement détruite.

Zone 2: Les combattants de forces contre-insurrectionnelles sont en garnison dans le village en permanence ou à un rayon d'une heure; les combattants des forces contre-insurrectionnelles et les administrateurs opèrent librement en tout temps durant le jour et la nuit; l'organisation des insurgés opère [potentiellement] dans le village, des rencontres clandestines ont lieu; visites sporadiques durant la nuit de combattants insurgés.

Zone 3: Les combattants de forces contre-insurrectionnelles sont en garnison dans le village en permanence ou à un rayon d'une heure; mais n'opèrent pas librement la nuit; les administrateurs des forces contre-insurrectionnelles ne dorment pas généralement dans leurs maisons; des rencontres clandestines ont lieu régulièrement durant la nuit; visites régulières durant la nuit de combattants insurgés.

Zone 4: Les combattants insurgés sont en garnison dans le village en permanence ou dans les alentours; les combattants insurgés et les administrateurs opèrent librement en tout temps durant le jour et la nuit; l'organisation des forces contre-insurrectionnelles opère [potentiellement] dans le village et/ou des rencontres clandestines ont lieu et/ou des visites sporadiques durant la nuit de combattants des forces contre-insurrectionnelles.

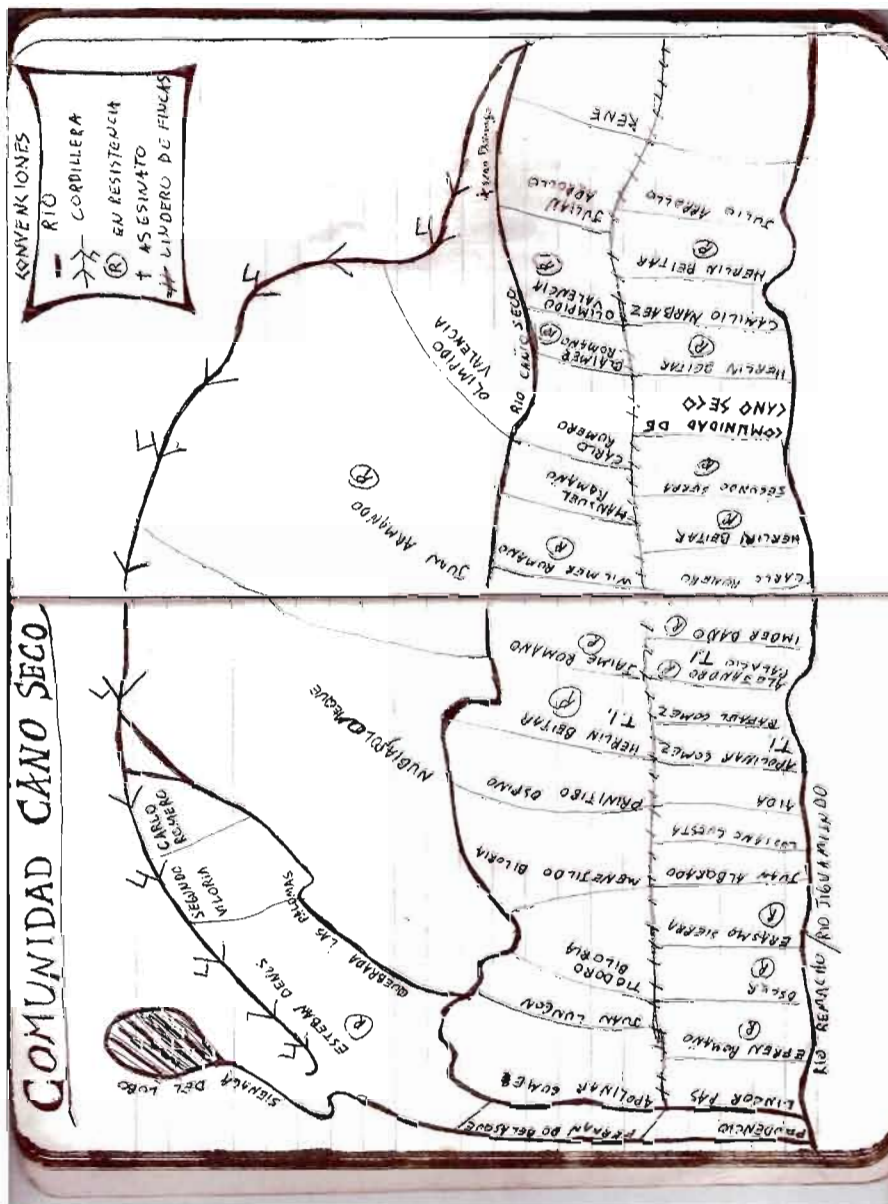
Zone 5: Les combattants insurgés sont en garnison dans le village en permanence ou dans les alentours; les combattants insurgés et les administrateurs opèrent librement en tout temps durant le jour et la nuit; pas d'activités des forces contre-insurrectionnelles rapportées; l'organisation des forces contre-insurrectionnelles ne s'est jamais mise en place ou est complètement détruite.

0 : Village complètement détruit ou abandonné.

¹ Extrait de "Appendice B: Coding Protocols" (Kalyvas, 2006 : 421).

APPENDICE D

EXEMPLE DE CROQUIS PRÉLIMINAIRE EFFECTUÉ AFIN DE RÉPERTORIER
DES VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS DANS LES COMMUNAUTÉS DU
JIGUAMIANDO ET DU CURVARADO EN 2004



BIBLIOGRAPHIE

Adams, Thomas. 1999. *The New Mercenaries and the Privatization of Conflict*, in 29(2) Parameters 103, 110 (Édition d'été 1999). [En ligne:] <http://www.carlisle.army.mil/USAWC/parameters/99summer/adams.htm> (Consultée le 12 mars 2006).

Adelman, Jeremy. 2002. "Andean Impasses", *New Left Review*, No.18, November-December 2002, [En ligne:] <http://newleftreview.org/?page=article&view=2421> (Consultée le 02 décembre 2006).

Alto comisionado para la paz. 2004. *Convenio entre el gobierno de la Republica de Colombia y la Secretaria General de la Organización de los Estados Americanos para el acompañamiento al proceso de proceso de paz en Colombia*, Bogotá, Colombia, 23 janvier 2004, [en ligne :] www.altocomisionadopalapaz.gov.co (Consultée le 18 décembre 2005).

Amnistie Internationale (AI). 2006. *Colombie. L'état de droit ébranlé par les paramilitaires infiltrés au sein des institutions d'État*, Bulletin n° : 306, AMR 23/048/2006, 29 novembre 2006. [En ligne :] <http://www.amnistie.ca/content/view/9741/114/> (Consultée le 02 décembre 2006).

Amnistie Internationale (AI). 2005. *Colombia: The Paramilitaries in Medellín: Demobilization or Legalization?* AMR 23/019/2005, 1 September 2005. [En ligne :] <http://web.amnesty.org/library/Index/ENGAMR230192005?open&of=ENG-COL> (Consultée le 04 décembre 2006).

Aranguren Molina, Mauricio. 2001. *Mi confesión: Carlos Castaño revela sus secretos*, Bogotá: Editorial oveja negra.

Armée des État-Unis. 1962. *Operaciones Contra Fuerzas Irregulares*, traduction espagnole du Manuel FM-31-15 de l'Armée des État-Unis, Bibliothèque de l'Armée (colombienne), septembre 1962. cité dans CINEP. 2004. *Colombia : Deuda con la Humanidad - Paramilitarismo de Estado 1988-2003*, Noche y Niebla - Panorama de Derechos Humanos y Violencia Política en Colombia, Bogotá , Impresion Editorial Codice Ltda.

Arnson et Zartman (eds). 2005. *Rethinking the economics of war : The intersection of Need, Creed and Greed*. Washington : Woodrow Wilson Center Press.

Arnson et Zartman (eds). 2004. *The Social Dimensions of Conflict and Peace in Colombia*. Latin American Special Report, Woodrow Wilson International Center for Scholars Latin American Program, [En ligne :] http://www.wilsoncenter.org/index.cfm?topic_id=1425&fuseaction=Topics.home (Consultée le 14 décembre 2006).

Audet, François. 2005. « Le conflit colombien : de l'idéologique au narcotrafic », *La Chronique des Amériques*, Avril 2005, No 11. En ligne : www.er.uqam.ca/nobel/ieim/article-obs.php?id_article=2082 - (Consultée le 22 octobre 2005).

Avant, Deborah. 2005. *The Market for Force: The Consequences of Privatizing Security*, Cambridge University Press, New York.

Aviles, William. 2006. *Global Capitalism, Democracy, and Civil-Military Relations in Colombia*, Albany : State University of New York Press.

Banco de Datos de Violencia Política en Colombia (2005). *Deuda con la humanidad : Paramilitarismo de estado en Colombia 1988-2003*. Bogotá : Edition Noche y Niebla.

Ballentine et Sherman. 2003. *The Political Economy of Armed Conflict : Beyond Greed and Grievance*. Londres : Lynne Rienner Publisher.

Barkawi, Tarak. 2006. *Globalization & War*, Lanham : Rowan and Littlefield Publishers.

Baylis, Booth, Garnett et Williams. 1987. *Contemporary Strategy*, New York : Holmes & Meier.

Bloc Élmer Cadenas des Autodefenses paysannes. 2004. *Proyecto para una Aternatividad Social* (PASO), Comunicación Presentada al Doctor Luis Carlos Restrepo, Alto Comisionado Para La Paz de la Presidencia de la República. Urabá, 31 de Enero de 2004.

Booth, Ken. 1991. *New thinking about strategy and international security*, Londres : Harper Collins Academic.

Booth, Ken. 2007. *Theory of World Security*, Cambridge: Cambridge University Press.

Brown, Micheal E. 2003. *grave new world: Security Challenges in the 21st Century*. Washington : Georgetown University Press.

Buzan, Barry. 1987. *An Introduction to Strategic studies: Military Technology and International Relations*, Basingstoke: Macmillan.

Center for International Policy (CIP). 2004. *Information about the combatants*, Colombia Program, [En ligne:] <http://www.ciponline.org/colombia/infocombat.htm>, (Consultée le 25 novembre 2006).

Centre for International Policy (CIP). 2002. *Information on the combattants*, Colombia Project, 27 August 2002. En ligne: <http://ciponline.org/colombia/infocombat.htm> (Consultée le 06 décembre 2006).

CINEP. 2007. Revista Noche y Niebla No. 34 et 35, En ligne : <http://www.nocheyniebla.org/?q=node/1> (Consultée le 10 février 2008).

CINEP. 2004. *Colombia : Deuda con la Humanidad - Paramilitarismo de Estado 1988-2003*, Noche y Niebla - Panorama de Derechos Humanos y Violencia Política en Colombia, Bogotá: Impresión Editorial Codice Ltda.

CINEP et Comisión Intereclesial de Justicia y Paz (CIJyP). 2005. La Tramoya : Derechos Humanos y Palma Aceitera, Curvaradó y Jiguamiando, Colombie : CINEP et CIJyP.

Chaliand, Gérard. 2001. *Anthologie mondiale de la stratégie: des origines au nucléaire*, Paris: Robert Laffont.

Chapleau, Philippe. 2006. « De Bob Denard aux sociétés militaires privées à la française », *Cultures & Conflits*, En ligne : <http://www.conflits.org/document977.html> (Consultée le 11 mars 2006).

Chernick, Marc. 2005. « Economic Ressources and International Armed Conflicts: Lessons from the colombian case », In Arnson, Cynthia et William Zartman (eds) (2005), *Rethinking the economics of war : The intersection of Need, Creed and, Greed*. Washington : Woodrow Wilson Center Press, pp. 178-205.

Collier, Paul, et Anke Hoeffler. 1998. "On Economic Causes of Civil War", *Oxford Economic Papers*, Vol. 50, No. 4, pp. 563-73.

Collier, Paul. 2000a. « Doing well out of war ». In Berdal. M. & Malone, D. (eds), *Greed and Grievance: Economic Agendas in Civil Wars*. Boulder : Lynne Rienner Publishers.

Collier, Paul. 2000b. *Economic causes of civil conflict and their implications for policy*, Banque Mondiale, 15 juin 2000. En ligne: <http://www.worldbank.org/research/conflict/papers/civilconflict.pdf>, (Consultée le 11 mars 2006).

Collier, Paul. 2000c. « Rebellion as a quasi-criminal activity », *Journal of Conflict Resolution*, Vol. 44, No. 6, pp. 839-53.

Collier, Paul, Anke Hoeffler et Mans Soderbom. 2001. « On the Duration of Civil War », *World Bank Policy Research Working Paper*, No. 2681. [En ligne:] <http://ssrn.com/abstract=632749> (Consultée le 11 mars 2006).

Collier, Paul et Anke Hoeffler. 2001. « Greed and Grievance in Civil War », *World Bank Policy Reserch Working Paper*, no.2355, World Bank, [En ligne:] <http://www.worldbank.org/> (Consultée le 11 mars 2006).

Collier, Hoeffler et Rohner. 2006. *Beyond Greed and Grievance: Feasibility and Civil War*, En ligne: <http://users.ox.ac.uk/~econpco/research/politicaconomy.htm> (Consultée le 11 mars 2006).

Collier, Paul, et Anke Hoeffler. 2007. « Civil War », Draft for the chapter for the *Handbook of Defense Economics* (forthcoming). En ligne: <http://users.ox.ac.uk/~econpco/research/politicaconomy.htm> (Consultée le 11 mars 2006).

Commission Interaméricaine des Droits Humains (CIDH). 2005. *IACHR issues statement regarding the adoption of the "law Justice and Peace" in Colombia*. Press Release, N° 26/05., [en ligne :] <http://cidh.oas.org/Comunicados/English/2005/26.05eng.htm> (Consultée le 12 décembre 2005).

Comision Colombiana de Juristas (CCJ). 2008. *Mapas del paramilitarismo*, [Document interne], Colombie, Bogotá.

Comision Colombiana de Juristas (CCJ). 2007. *Colombia 2002-2006: Situación de derechos humanos y derecho humanitario*, Bogotá, Coljuristas.

Comision Colombiana de Juristas (CCJ). 2006. *Revertir el destierro forzado: Protección y restitución de los territorios usurpados*, Avec la collaboration de la Comisión Intereclesial de Justicia y Paz (CIJyP) et du Colectivo de Abogados José Alvear Restrepo. Bogotá.

Comision Colombiana de Juristas (CCJ). 2003. *Alerta frente a las cifras gubernamentales sobre derechos humanos en Colombia*. [Rapport interne]. Bogotá .

Comisión Intereclesial de Justicia y Paz (CIJyP). 2005. *Consejos comunitarios de Jiguamiandó y Curvaradó territorios colectivos*, Document interne. Bogotá .

Comision Intereclesial de Justicia y Paz (CIJyP). 2004. *Informe sobre la Verificacion de la siembra extensiva de Palma Aceitera en la Cuenca del Curvarado, Bajo Atrato chocoano*, Lo Observado, 16 et 17 de février 2004, Bogotá .

Corporacion Nuevo Arco Iris. 2007. *Paramilitares y políticos*, Rapport spécial, No. 13, Bogotá, Arcanos.

Cox et Sinclair. 1996. *Approches to World Order*, Cambridge : Cambridge University Press.

Couteau-Bégarie, Hervé. 1999. *Traité de stratégie*, Paris: Économica.

Chapleau et Misser. 1998. *Mercenaires S.A.*, Paris : Desclées de Brouwer.

Cragin et Hoffman. 2003. *Arms Trafficking and Colombia*. Prepared for Defense Intelligence Agency, Pittsburgh : RAND, National Defense Research Institute.

David, Charles Philippe. 2007. *La Guerre et la Paix : Approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie*. Paris : Presses de sciences Po.

Defensoría del Pueblo, *Sobre las Violaciones Masivas de Derechos Humanos y Desplazamiento Forzado en la Región del Bajo Atrato Chocoano*, Resolución defensorial No. 025, Colombie, Bogotá, Octobre 2002, En ligne : http://www.defensoria.org.co/?g=d&_s=d2&n=25, (Consultée le 22 mars 2008).

Defensoría del Pueblo, Colombie. 2005. *Violación de derechos humanos por siembra de palma africana en los territorios colectivos de Jiguamiandó y Curvaradó*. Bogotá, 8 avril 2005.

De Senarclès, Pierre. 2001. *La mondialisation. Théories, enjeux et débats*, Paris : Armand-Collin.

Diócesis de Quibdó y Human Rights Everywhere. 2004. *El cultivo de la palma africana en el Chocó*. Bogotá, 179 p. En ligne : www.kolko.de/downloads/0411_palma_africana.pdf (Consultée le 25 octobre 2005).

Dombrowski, Peter. 2005. *Guns & Butter: The Political Economy of International Security*, Londres : Lynne Rienner Publisher.

Dufort, Philippe. 2008a. « Stratégie », MacLeod, Alex et al. 2008. *Relations Internationales: Théories et concepts*, 3^{ème} Édition, Outremont: Athéna Éditions, pp. 459-466.

Dufort, Philippe. 2008b. « Droit international, relations sociales de propriété et processus de paix en Colombie : une réarticulation politico-juridique », *Études Internationales*, Vol. 39-01. En ligne : <http://www.erudit.org/revue/ei/>, (Consultée le 22 avril 2008).

Dufort, Philippe. 2007. « Paramilitarisme et scandale de la parapolitique en Colombie », *La Chronique des Amériques*, No. 07-17, Observatoire des Amériques, octobre 2007. En ligne : www.ameriques.uqam.ca, (Consultée le 2 novembre 2007).

Echandía, Camilo Castilla. 2000. *El Conflicto Armado y las Manifestaciones de la Violencia en las Regiones de Colombia*, Presidencia de la República de Colombia. Oficina del Alto Comisionado para la Paz, Bogotá.

Echandía Castilla, Camilo. 2006. *Dos décadas de escalamiento del conflicto armado en Colombia 1986-2006*, Universidad Externado de Colombia and Centro de investigaciones y proyectos especiales (CIPE): Bogotá.

Echandía, Camilo Castilla. 1999. « El Conflicto Armado y las Manifestaciones de Violencia en las Regiones de Colombia ». Presidencia de la República, Observatorio de Violencia de la Oficina del Alto Comisionado para la Paz. Bogotá.

Escobedo, Echandía et Salazar. 2002. Colombia, Conflicto Armado, Regiones, Derechos Humanos y DIH (1998-2002). Vicepresidencia de la República de Colombia.

Fearon J. .2004. « Why does some civil wars last so much longer than others? » *Journal of Peace Research*, 41. pp. 275-301.

Forces armées colombiennes. 1987. *Reglamento de Combate de Contraguerrillas* (cod. EJC-3-10) cité dans Giraldo, Javier. 2004a. « Cronología de hechos reveladores del Paramilitarismo como política de Estado », *Desde las Márgenes*, Article, En ligne: <http://www.javiergiraldo.org/spip.php?article75>, (Consultée le 25 mars 2008).

Forces armées colombiennes. 1979. *Instrucciones Generales para Operaciones de Contraguerrillas*. Ayudantía General del Comando del Ejército, cité dans Giraldo, Javier. 2004a. « Cronología de hechos reveladores del Paramilitarismo como política de Estado », *Desde las Márgenes*, Article, En ligne: <http://www.javiergiraldo.org/spip.php?article75>, (Consultée le 25 mars 2008).

Forces armées colombiennes. 1963. *La Guerra Moderna*, Bibliothèque de l'Armée #12, cité dans CINEP. 2004. *Colombia : Deuda con la Humanidad - Paramilitarismo de Estado 1988-2003*, Noche y Niebla - Panorama de Derechos Humanos y Violencia Política en Colombia, Bogotá, Impresión Editorial Codice Ltda.

Gates, S. 2002. « Recruitment and Allegiance: The Microfoundations of Rebellion », *Journal of Conflict Resolution*, 46, pp. 111-130.

German Marquez, C. 2004. *Mapas de un fracaso : Naturaleza y conflicto en Colombia*, Instituto de estudios ambientales, Universidad nacional de Colombia, Edición German Marquez.

Gill, Lesley. 2004. *The School of the Americas : Military Training and Political Violence*. Durham et Londres : Duke University Press.

Giraldo, Javier. 2004a. « Cronología de hechos reveladores del Paramilitarismo como política de Estado », *Desde las Márgenes*, Article, En ligne: <http://www.javiergiraldo.org/spip.php?article75>, (Consultée le 25 mars 2008).

Giraldo, Javier. 2004b. « El Paramilitarismo: una criminal política de Estado que devora el país », *Desde las Márgenes*, Article, En ligne: <http://www.javiergiraldo.org/spip.php?article76>, (Consultée le 25 mars 2008).

Giraldo, Javier. 2003a. « El Paramilitarismo en Colombia, ayer y hoy », *Desde las Márgenes*, Article, En ligne: <http://www.javiergiraldo.org/spip.php?article77>, (Consultée le 25 mars 2008).

Giraldo, Javier. 2003b. *Guerra o Democracia*. Bogotá : Edition El Pez en la Red, 269p.

Giraldo, Robinson. 1999-2000. « Where Angels Fear to Tread: Colombia and Latin America's Tier of Turmoil », *World Policy Journal*, Hiver 1999-2000, pp. 63-71. En ligne: <http://www.worldpolicy.org/globalrights/samerica/2000-WPJ-winter-Colombia.html> (Consultée le 23 octobre 2005).

Gouvernement de Colombie, Ley 975 de 2005, « *Ley de Justicia y Paz* », Oficial No. 45.980 del 25 de julio de 2005, en ligne : <http://www.acnur.org/biblioteca/pdf/3650.pdf> (Consultée le 12 avril 2007).

Gray, Colin. 1999. *Modern Strategy*, Oxford: Oxford University Press.

Guevara, Ernesto Che. 2006 [1961]. *Guerrilla Warfare*, New York : Ocean Press.

Gurr, Ted Robert. 2001. « Minorities and Nationalists : Managing Ethnopolitical Conflict » dans Chester Crocker, Fen Osler Hampson et Pamela Aall (Ed.) *Turbulent Peace. The Challenges of Managing International Conflict*, Washington, U.S. Institute of Peace Press, pp. 163-188.

Human Right Watch (HRW). 2006. *Human Rights Overview: Colombia*, En ligne: <http://hrw.org/english/docs/2006/01/18/colomb12206.htm> (Consultée le 02 décembre 2006).

Human Right Watch (HRW). 2004. *Human Rights Overview: Colombia*, En ligne: <http://hrw.org/english/docs/2004/01/21/colomb6978.html> (Consultée le 5 avril 2005).

Human Rights Watch (HRW). 2001. *La "sexta División". Relaciones militares – paramilitares y la política estadounidense en Colombia*, septembre 2001. En ligne : http://www.hrw.org/spanish/informes/2001/sexta_division.html (Consulté le 15 juillet 2007).

Hirshleifer, Jack. 1995. *Theorizing about conflict*, UCLA, Dept. of economics, Working Paper No. 727, En ligne: <http://www.econ.ucla.edu/workingpapers/wp727.pdf> (Consultée le 15 novembre 2006).

Hartley Keith & Todd Sandler. 1995. *Handbook of Defense Economics*, Elsevier, edition 1, volume 1, number 1.

Hylton, Forrest. 2006. *Evil Hour in Colombia*. New York : Verso.

Instituto de Estudios y Relaciones Internacionales (IEPRI). 2006. *Nuestra Guerra sin nombre: Transformaciones del conflicto en Colombia*, Bogotá: Grupo Editorial Norma.

International Crisis Group (ICG). 2003. « Colombia : Negotiating with the Paramilitaries » *Latin America Report*, no.5, September 16. Bogotá /Brussels.

Jaramillo, Carlos Felipe. 2002. *Crisis y transformación de la agricultura colombiana 1990-2000*, Bogotá : Banco de la república y Fondo de cultura económica.

Kalmanovitz, Salomón. 1997. *Economía y nación una breve historia de Colombia*, Bogotá : TM Editores.

Kalyvas, Stathis. 2006. *The Logic of Violence in Civil War*, Cambridge: Cambridge University Press.

Kalyvas, Stathis et Ana Arnoja. 2005. « Paramilitarismo: una perspectiva teórica » Dans : Rangel, Alfredo (Ed.). 2005. *El poder paramilitar*, Fundación seguridad & democracia, Bogotá: Editorial Planeta Colombiana. pp. 25-45 .

Kaufman, Stuart. 2001. *Modern Hatred : The Symbolic Politics of Ethnic War*, Ithaca : Cornell University Press.

Keegan, John. 1994. *A History of Warfare*, Canada : Vintage Canada.

Keen, David. 1998. *The Economic Functions of Violence in Civil Wars*, Adelphi Paper 320, International Institute for Strategic Studies (IISS), London, En ligne: <http://www.iiss.org/pub/prap320.asp>, (Consultée le 18 novembre 2006).

Klare, Michael. 2001. « The new geography of conflict », *Foreign Affairs*, Vol. 80, no.3 (Mai/Juin 2001), pp. 49-61.

Lakshmanan, Indira A.R. 2007. « Colombia political scandal imperiling US ties Congressional support for ally eroding », *The Boston Globe*, February 25, 2007, En ligne: http://www.boston.com/news/world/latinamerica/articles/2007/02/25/colombia_political_scandal_imperiling_us_ties/, (Consultée le 18 mars 2007).

Leech, Garry. 2007. « Slap on the Wrist for Corporate Sponsors of Terrorism », *Colombia Journal*, 19 mars 2007, [En ligne:] <http://www.colombiajournal.org/colombia253.htm> (Consultée le 28 mai 2007).

Leech, Garry. 2002. *Killing Peace: Colombia's Conflict and the Failure of U.S. Intervention*, Information Network of the Americas (INOTA).

Lujala, P., N.P. Gleditsch and E. Gilmore (2005), "A diamond curse? Civil war and a lootable resource", *Journal of Conflict Resolution* 49, pp. 538-562.

Luttwak, Edward. 1995. « Toward a Post-Heroic Warfare », *Foreign Affairs*, 74, mai-juin, pp. 109-122.

Machado C., Absolón. 2002. *De la estructura agraria al sistema agroindustrial*, Bogotá: Universidad Nacional de Bogotá.

Machado C., Absolón. 1995. *La cuestión agraria en Colombia a fines del milenio*, Bogotá: El Ancora Editores.

MacLeod, Alex et al. 2004. *Relations Internationales: Théories et concepts*, 2^{ème} Édition, Outremont: Athéna Éditions.

Maltais, André. 2006. « Colombie : Des agents corrompus à la solde des narcotrafiquants avec la bénédiction Département de la Justice US », *Mondialisation.ca*, 10 avril 2006 En ligne : <http://www.mondialisation.ca/> (Consultée le octobre 2006).

Mandel, Robert. 2002. *Armies Without States: The Privatisation of Security*, Londres : Lynne Rienner Publisher.

Marcelle, Gabriel. 2003. *The United States and Colombia- The Journey from Ambiguity to Strategic Clarity*, Strategic Studies Institute of the U.S. Army War College, En ligne: <http://www.carlisle.army.mil/ssi/index.html> (Consultée le 25 novembre 2006).

Marchal et Messiant. 2002. « De l'avidité des rebelles: L'analyse économique de la guerre civile selon Paul Collier », *Critique Internationale*, No.16, Juillet, pp.58-69.

Marchal et Messiant. 2003. « Les guerres civiles à l'ère de la globalisation : Nouvelles réalités et nouveaux paradigmes », *Critique Internationale*, No.18, Janvier 2003, pp.91-112.

McAdam Doug. 1999. *Political Process and the development of Black Insurgency.1930-1970.*, 2eme Édition, Chicago : University of Chicago Press.

McAdam, Tarrow et Tilly. 2001. *Dynamics of Contention*, Cambridge : Cambridge University Press.

Martínez Ortiz, Astrid (Ed.). 2001. *Economía, crimen y conflicto*, Bogotá: Ediciones Antropos Ltda.

Metz et Millen. 2004. *Insurgency and Counterinsurgency in the 21st Century: Reconceptualizing Threat and Response*, Strategic Studies Institute, En ligne: <http://www.strategicstudiesinstitute.army.mil> (Consultée le 23 octobre 2006).

Medina Gallego, Carlos. 1990. *Autodefensas, paramilitares y narcotráfico en Colombia. Origen desarrollo y consolidacion. El caso de Puerto Boyaca*, Bogotá : Editorial Documentos Periodísticos.

Medina Gallego, Carlos. 2001. *ELN : Una historia de los origines*, Bogotá : rodriguez quito editores.

Ministère de la Défense colombienne, Colombie. 2003. *Política de Defensa y Seguridad Democrática* En ligne:

http://www.mindefensa.gov.co/dayTemplates/images/seguridad_democratica.pdf?PHPSESSID=6bd0ff3568df6547dfc41cee0050a62a (Consultée le 04 décembre 2006).

Ministère de la Défense, Colombie. 2000. *Annual Human Rights and International Humanitarian Law Report*, En ligne : http://mindefensa.gov.co/informacion%20publica/informe_anual_ddhh_ingles.zip (Consultée le 07 décembre 2006).

Montaño Fajardo, Darío. 2002. *Para sembrar la paz: hay que aflojar la tierra*, Instituto de Estudios Ambientales (IDEA), Bogotá: Universidad Nacional de Colombia.

Observatoire du Programme Présidenciel de Droits Humains et de Droit International Humanitaire (DIH). 2003a. *Dinámica reciente de la confrontación armada en el Urabá antioqueño*, Bogotá . En ligne : http://www.derechoshumanos.gov.co/observatorio/04_publicaciones/uraba.pdf, (Consultée le 17 janvier 2008).

Observatoire du Programme Présidenciel de Droits Humains (DH) et de Droit International Humanitaire (DIH). 2003b. *Choco*, Bogotá . En ligne : http://www.derechoshumanos.gov.co/observatorio/04_publicaciones/04_03_regiones/choco.pdf, (Consultée le 17 janvier 2008).

Observatorio Social de Empresas Transnacionales, megaproyectos y Derechos Humanos. 2000. *Megaproyectos y Desplazamiento, Una mirada desde la lógica de los movimientos sociales*. En ligne : <http://www.sinaltrainal.org/Textos/observatorio/> (Consultée le 26 octobre 2005).

Olsson, Christian. 2003. « Vrai process et faux débats : perspectives critiques sur les argumentaires de légitimation des entreprises de coercition para-privées », *Cultures et Conflits*, no. 52. [En ligne:] <http://www.conflits.org/document.php?id=975> , (Consultée le 9 mars 2006).

Ordoñez Arboleda (Ed.). 2007. *Stiglitz en Colombia: Reflexiones sobre sus planteamientos*, Bogotá: Intermedio.

Organisation des Nations Unies (ONU). 2004. Informe del Sr. Doudou Diène, Relator Especial sobre las formas contemporáneas de racismo, discriminación racial, xenofobia y formas conexas de intolerancia, E/CN.4/2004/18/Add.3,23, février 2004.

Patman, Robert G. 2006. *Globalization and Conflict : National Security in a 'new' strategic era*, New York : Routledge, 266p.

Pécaut, Daniel. 2001. *Guerra contra la sociedad*, Bogotá : Editorial Planeta Colombiana.

Pécaut, Daniel. 2006. *Cronica de cuatro décadas de politica colombiana*, Bogotá : Editorial Norma.

Piccoli, Guido. 2005. *El sistema del pájaro: Colombia, paramilitarismo y conflicto social*, Bogotá: Publicaciones ILSA.

Pizarro Leongómez, Eduardo. 2008. « El mito de la invencibilidad ». *El Tiempo*, 07 de Abril de 2008, En ligne: http://www.eltiempo.com/tiempoimpreso/edicionimpresa/opinion/2008-04-07/ARTICULO-WEB-NOTA_INTERIOR-4078308.html, (Consultée le 9 mars 2006).

Pizarro Leongómez, Eduardo. 2007. *Una democracia asediada: Balance y perspectives del conflicto armado en Colombia*, Bogotá: Editorial Norma.

Posenn, Barry. 1993. « The security Dilemma and Ethnic Conflict. *Survival*, 35-1, pp. 27-47.

Presidencia de la República. 2003. *Bases del Plan Nacional de Desarrollo 2002-2006*. Departamento Nacional de Planeación. Bogotá.

Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD). 2003. *Informe Nacional de Desarrollo Humano Colombia: El conflicto, callejón con salida*, En ligne: http://www.pnud.org.co/2003/Informe_2003_completo_v2.pdf (Consultée le 27 novembre 2006).

Quevedo et Laverde. 2008. « En la ruta de los Castaño : El lío de los títulos colectivos de Jiguamiandó y Curvaradó », *El Espectador*, 16 février 2008.

Rangel, Alfredo (Ed.). 2005. *El poder paramilitar*, Fundación seguridad & democracia, Bogotá: Editorial Planeta Colombiana.

Red de Estudios de Espacio y Territorio. 2004. *Dimensiones territoriales de la Guerra y la paz*, Bogotá: Universidad Nacional de Colombia.

Restrepo, Diego et Liliana Franco Restrepo. À venir. *Apuntes sobre la dinámica reciente de reorganización del paramilitarismo en Colombia*. Commission Colombia de Juristas (CCJ). Bogotá .

Reyes, Alejandro. 1997. *La compra de tierras por narcotraficantes*. Drogas ilícitas en Colombia. Ministerio de Justicia-Pnud. Bogotá, Planeta.

Richani, Nazih. 2002. *Systems of Violence : The Political Economy of War and Peace in Colombia*, Albany : State University of New York Press.

Romero, Mauricio. 2003a. « Paramilitary groups in contemporary Colombia » In *Irregular armed forces and their role in politics and state formation*", D. Davis & A. Pererira, New York: Cambridge university press, pp. 178-208.

Romero, Mauricio. 2003b. *Paramilitares y autodefensas, 1982-2003*, Bogotá : Editorial Planeta Colombiana.

Schmitt, Carl. 1992. *Théorie du partisan*. Paris : Flammarion.

Singer, P. W. 2003. *Corporate Warriors. The Rise of the Privatized Military Industry*, New York : Cornell University Press.

Semana. 2008. « ¡Boom económico! », *Revue Semana*, En ligne : http://www.semana.com/wf_InfoGaleria.aspx?IdGal=265, (Consultée le 10 avril 2008).

Semana. 2005. *Los tentáculos de las AUC*. Edicion 1199, 2005-04-23. En ligne : <http://semana2.terra.com.co/archivo/articulosView.jsp?id=86215> (Consultée le 22 octobre 2005).

Semana. 2004. « Aire fresco », Volume 1135, 2004-01-30. En ligne : <http://semana2.terra.com.co/archivo/articulosView.jsp?id=76153> (Consultée le 6 décembre 2005).

Soto et al. 2007. *El poder para ¿qué?*, Bogotá: Intermedio.

Stokes, Doug. 2005. *America's Other War*, New York : Zed Books.

Suárez, Andrés Fernando. 2007. *Identidades políticas y exterminio recíproco: Massacres y Guerra en Urabá 1991-2001*, Medellín: La carreta Editores.

Suárez Montoya, Aurelio. 2007. *El modelo agrícola colombiano y alimentos en la globalización*, Bogotá: Ediciones Aurora.

Tilly, Charles. 1992. « Comment la guerre fait l'État et inversement », dans *Contrainte et capital dans la formation de l'Europe 990-1990*, Paris : Aubier, pp.118-162.

Tilly, Charles. 1978. *From Mobilization to Revolution*, New York : McGraw-Hill.

Tilly, Charles. 1975. (ed.). *The Formation of National States in Western Europe*, Princeton : Princeton University.

Teschke, Benno. 2003. *The myth of 1648: Class, Geopolitics and Making of Modern International Relations*. London, New York: Verso.

US Department of Army. 1963. *US Army Counterinsurgency Forces*, FM31-22, cité dans Stokes, Doug. 2005. *America's Other War*, New York : Zed Books pp. 59-60.

US Department of Army. 1962. *Psychological Operations*, FM33-5. cité dans Stokes, Doug. 2005. *America's Other War*, New York : Zed Books p. 60.

US Department of Army. 1960. *Counter-Insurgency Operations*, cité dans Stokes, Doug. 2005. *America's Other War*, New York : Zed Books p. 60.

Williams et Picarelli. 2002. « Organized Crime, Conflict and Terrorism: Combating the Relationships », Acte de Colloque prepare pour *IPA Conference on Policies and Practices for Regulating Resource Flows in Armed Conflict* (Bellagio, Italy, 2002). En ligne: http://www.ipacademy.org/PDF_Reports/eacw_policiesandpractices.pdf (Consultée le 17 novembre 2006).

Weinstein, J. M. 2005. « Resources and the Information Problem in Rebel Recruitment. » *Journal of Conflict Resolution* No. 49: 598-624. En ligne: <http://www.stanford.edu/~jweinst/docs/publications/weinstein.pdf> (Consultée le 17 novembre 2006).

Weinstein, J. M. 2002. « The Structure of Rebel Organizations: Implications for Post-Conflict Reconstruction ». *Research Dissemination Note 4*, Conflict Prevention and Reconstruction Unit, World Bank, June 2002. En ligne: <http://www.stanford.edu/~jweinst/docs/publications/CPR+4+Legal.pdf> (Consultée le 18 novembre 2006).

Weinstein, J. M. 2007. *Inside Rebellion: The Politics of Insurgent Violence*, New York: Cambridge University Press.

Woodrow Wilson International Center for Scholar. 2005. *Colombia's International Relations and Domestic Challenges*, Latin American Program, En ligne: http://www.wilsoncenter.org/index.cfm?topic_id=1425&categoryid=02CE6569-423B-763D-D4A37BAB933E4D40&fuseaction=topics.events_item_topics&event_id=137542 (Consultée le 11 novembre 2006).

Wyn Jones, Richard. 1999. *Security, Strategy, and Critical Theory*, Boulder: Lynne Rienner.